

Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 19998 - 7 F

JEUDI 4 JUILLET 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MAURICE COLOMBANI

Les produits contenant de l'amiante seront interdits à partir de 1997

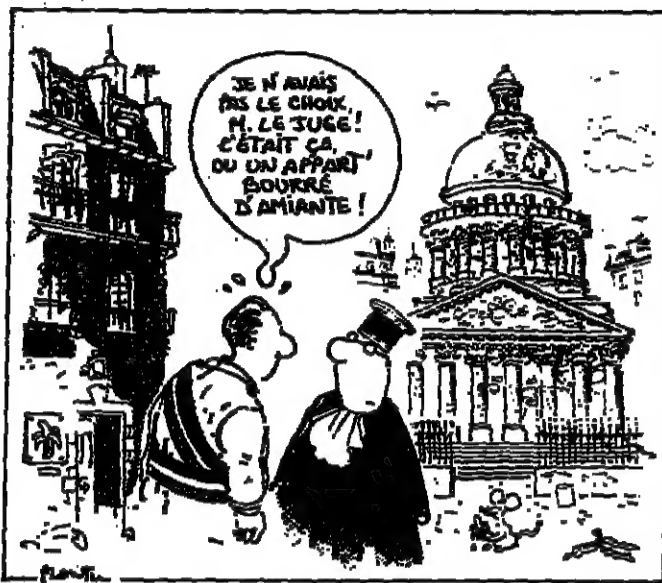
L'indemnisation des victimes coûterait plusieurs dizaines de milliards de francs

JACQUES BARROT, ministre du travail et des affaires sociales et Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé et à la Sécurité sociale, ont annoncé, mercredi 3 juillet, que « la fabrication, l'importation et la mise en vente de produits contenant de l'amiante » seront interdites à compter du 1^{er} janvier 1997.

La France devient ainsi le huitième pays d'Europe à bannir cette fibre minérale cancérogène, décision attendue depuis des années. Un rapport de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, publié mardi 2 juillet, évaluait à 1 950, pour 1996, le nombre de décès liés à l'amiante.

« On ne peut pas nous accuser de négligence », a assuré M. Barrot en annonçant l'interdiction, car nous avons agi dès notre arrivée ». Michel Parigot, vice-président de l'Association nationale de défense des victimes de l'amiante (Andeva), a estimé que « la responsabilité des pouvoirs publics est évidente » et déploré que le gouvernement ne fasse preuve que d'un « pouvoir de réaction ».

« La politique de santé publique



concernant l'amiante en France a été gérée par les industriels, via le Comité permanent amiante », a ajouté M. Parigot.

« Si l'on veut éviter que d'autres affaires du même type se reproduisent, nous a déclaré François

Desrioux, secrétaire de l'Andeva, il faut revoir tout le système de prévention des risques professionnels, actuellement aux mains de l'Institut national de recherche et de sécurité, géré par les employeurs ». La plainte contre X... déposée par

l'association le 25 juin, afin de rechercher les responsabilités dans le retard français, ne sera pas retirée.

Des « dérogations » sont prévues pour certains produits, comme les garnitures de freins des poids lourds ou les vêtements ignifuges des pompiers, a indiqué M. Barrot.

Un système d'habilitation des entreprises chargées de retirer l'amiante des bâtiments floués va être mis au point. Il devra reprendre et valider la qualification instaurée par l'organisme certificateur Qualibat. Cette norme a récemment fait l'objet d'une contestation de la part du groupement des entreprises du traitement de l'amiante (Getap).

Les entreprises de transformation de l'amiante, qui emploient environ 3 500 salariés, ont été priées par les autorités de se « reconverter ».

La question de l'indemnisation des victimes, qui coûterait plusieurs dizaines de milliards de francs si elle était décidée, n'a pas été abordée.

Libre page 32



AVIGNON 96

Le théâtre en fête

POUR la cinquantième fois depuis sa création par Jean Vilar en 1947, le Festival d'Avignon rassemblera dans la Cité des papes, du 9 juillet au 3 août, les « fous de théâtre ». Les amateurs d'anniversaires seront peut-être déçus, car l'édition du cinquantième de ce grand rendez-vous international n'est pas tournée vers la commémoration. Elle se veut ouverte et diverse, alternant les manifestations théâtrales, chorégraphiques, musicales. Dans un cahier de seize pages, *Le Monde* propose un avant-goût d'Avignon 96, mais aussi les souvenirs de cinquante ans de passions et de combats pour le théâtre.

Au bonheur des sprinters

TOUR DE FRANCE. C'est un sprinter, le Français Frédéric Moncassin, de l'équipe GAN, qui portait le maillot jaune, mercredi 3 juillet, au départ de la quatrième étape du Tour de France, Soissons-lac de Madine. Il avait ravi la première place du classement au Suisse Alex Zülle, la veille, grâce aux bonifications accordées à l'arrivée d'une étape peu animée, qu'il a terminée à la troisième place derrière l'Allemand Erik Zabel et l'Italien Mario Cipollini.

Libre page 22

Mariage forcé



SERGE DASSAULT

EN FUSIONNANT son entreprise avec Aerospaciale, comme le lui demandent ses amis politiques au pouvoir, Serge Dassault s'apprête-t-il, à soixante et onze ans, à passer la main ? Accepte-t-il de son plein gré que disparaisse ainsi un empire bâti par son père, Marcel, un ingénieur de génie décédé il y a dix ans ? L'homme est aujourd'hui à la tête d'une des plus grosses fortunes de France. Le combat pour Dassault-Aviation est celui d'un PDG sur le tard, contraint au mariage pour résister à la concurrence.

Libre page 14

International	1	Années classées	24
France	4	Agenda	26
Société	10	Abonnements	24
Cronique	15	Météorologie	26
Horizons	14	Musique	26
Entreprises	17	Culture	27
Finances	20	Communication	29
Aujourd'hui	22	Radio-Télévision	31

Une 51, sinon rien

Le plus connu et le plus impopulaire du pays, la vignette automobile. Aucun département n'est en mesure de lutter contre un tel prix d'appel : certainement pas les Hauts-de-Seine (238 francs), encore moins le Cantal ou les Pyrénées-Orientales (302 francs).

Cela fait une dizaine d'années que le conseil général de la Marne s'efforce à ne pas augmenter le montant de la vignette. Et, depuis le début de 1996, les plus grandes sociétés de transport et de location font immatriculer massivement camions et voitures dans ce département accueillant. L'affaire est lucrative, car les sociétés de location changent leurs voitures à peu près tous les six mois et versent à chaque fois leur quote-part pour le précieux petit papier.

Cet engouement prend des proportions considérables : 50 000 voitures de location

ont bénéficié du tarif marnais pendant les six premiers mois de l'année. Le rythme s'accroît. Depuis le 1^{er} juillet, 10 000 nouvelles autos ont rejoint le clan des privilégiés. C'est l'équivalent de deux à trois mois de travail pour les fonctionnaires de Châlons-en-Champagne, préfecture de la Marne. Pour réussir ces immatriculations en série, il a fallu que les constructeurs automobiles s'accordent avec le ministère de l'Intérieur afin de mettre au point un procédé informatique et de télétransmission.

La France a échappé au pire, à un parc automobile tout entier immatriculé dans la Marne : Albert Vassier, président (UDF) du conseil général de la Marne, voulait, en 1984, offrir la vignette gratuite.

Jean-Michel François

La « vache folle » à notre table

IL Y EUT, il y a, le sida. Il y a également, depuis peu, la « vache folle », traduction populaire de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB). A quelques années de distance, ces deux pathologies révèlent des pans entiers, jusqu'alors méconnus, du fonctionnement de nos sociétés face aux nouveaux périls sanitaires dont elles sont responsables.

Entrée depuis peu dans le

champ de la santé publique humaine, la maladie animale ne cesse depuis quelques semaines d'alimenter des angoisses multiples chez les citoyens de l'Union européenne. La « vache folle » encore et toujours, omniprésente dans les propos de table, cristallisant les rencontres alimentaires et leur partage sensoriel, bousculant en profondeur les pratiques gastronomiques occiden-

tales de cette fin de siècle. Pourquoi manger de la viande ? Le plaisir vaut-il le risque ? Et quels risques, pour quelle jouissance ? Les questions se posent plus concrètement que jamais : selon la Fédération nationale bovine, la consommation de viande de bœuf est inférieure de 40 % à la normale et la crise menace désormais l'emploi de 15 000 personnes.

L'affaire est récente. Elle est née le 20 mars quand le gouvernement britannique annonça, non sans solennité, devant la Chambre des communes, que l'agent de la maladie bovine avait, selon toute vraisemblance, contaminé l'homme. Cet agent, expliquait-on, avait infecté, par voie alimentaire, une dizaine de personnes de moins de quarante ans qui souffraient depuis quelques mois d'une nouvelle affection neurodégénérative et, à ce titre, étaient condamnées à une mort rapide et tragique.

Depuis la fin de mars, la vague n'a cessé de grossir. C'est aujourd'hui une déferlante dont on ne perçoit pas la fin, une lame de fond qui dévaste la boucherie, met à mort la triperie ; une crise profonde dont tous les acteurs de la « filière bovine » pressentent qu'elle sera l'équivalent accéléré de ce que fut en son temps la crise de la sidérurgie.

Un agent pathogène mal connu dans sa structure comme dans ses fonctions, l'absence de tests diagnostiques et de réponses thérapeutiques, les plus grandes angoisses quant au franchissement de la barrière d'espèce : l'affaire de la « vache folle » restera longtemps encore empreinte de mystères. Partant, elle autorise tous les scénarios, les plus rassurants comme les plus catastrophiques.

Jean-Yves Nau

Libre la suite page 16

La Russie aux urnes

Plus de 108 millions d'électeurs russes étaient appelés aux urnes, mercredi 3 juillet, pour le second tour de l'élection présidentielle.

p. 3

Le modèle japonais ébranlé

L'affaire Sumitomo, scandale du cuivre, souligne les défaillances du modèle bureaucratique nippon.

p. 2

Les ennuis de Jean Tiberi

Martine Anzani pourrait saisir la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, dont elle est présidente, du conflit qui a opposé la police judiciaire au juge Halphen lors d'une perquisition au domicile du maire de Paris.

p. 32

Mises en examen dans l'affaire Elf

André Tarallo, PDG d'Elf-Gabon, devait être mis en examen le 3 juillet dans l'affaire Elf-Bidemann. Loïc Le Roch-Priquet, actuel PDG de la SNCF, devait l'être à son tour jeudi 4 juillet.

p. 10

Charles Pasqua sans Philippe Séguin

Charles Pasqua relance son mouvement Demain la France, sans Philippe Séguin qui se maintient dans une attitude de réserve.

p. 8

Chez le père Hugo



L'île de Guernsey utilise le séjour de Victor Hugo sur son territoire comme argument touristique.

p. 25

Moins de fonctionnaires

La réduction des effectifs de la fonction publique se traduira, en 1997, par une perte de près de 1300 emplois dans l'administration des finances.

p. 6

L'avenir du groupe Hersant

Le PDG de la Sopresse entreprend une lourde restructuration du groupe Hersant.

p. 18

Un canal sans eau

Le projet de canal Rhin-Rhône se heurte à des difficultés techniques liées à l'approvisionnement en eau du système d'écluses.

p. 23

Allemagne : 3 DM ; Autriche : 13 S ; Belgique : 40 F ; Canada : 2,25 \$; Danemark : 320 F ; Espagne : 166 Ptas ; France : 6 F ; Grèce : 200 Dr ; Irlande : 2,70 £ ; Italie : 2000 L ; Japon : 100 ¥ ; Pays-Bas : 10 Gld ; Royaume-Uni : 1 £ ; Suède : 100 Kr ; Suisse : 1,25 F ; Taiwan : 200 N ; USA : 1 \$; Royaume-Uni : 1 £ ; Suède : 100 Kr ; Suisse : 1,25 F ; Taiwan : 200 N ; USA : 1 \$

M 0147-0704 - 7,00 F



MAUGHAM

Lire cet été...

« Ecrivain anglais de culture française... dont l'art, soigneusement caché, procède d'une esthétique étudiée ; moraliste désenchanté et cynique... lu et relu par des millions de lecteurs ».

Robert Merle

« Un créateur puissant et un conteur irremplaçable ». Christian Gonzalez - Madame Figaro

Six romans réunis en un seul volume : 900 pages - 155 F

omnibus

DÉFIANCE Trois Japonais sur quatre n'ont plus confiance dans le système politique nippon, et un nombre croissant d'entre eux estime nécessaire d'organiser au plus tôt

des élections législatives, annonce le 3 juillet l'*Asahi Shimbun* au vu d'un sondage réalisé pour le compte du quotidien dans une préfecture représentative de la moyenne de

l'électorat du pays. ● CE MALAISE reflète les critiques de plus en plus vives adressées au « triangle de fer » unissant le pouvoir politique à la bureaucratie et au monde des af-

aires, une collusion qui a contribué à forger la puissance économique de « Japan Inc. » mais qui, à présent, est souvent synonyme de corruption. ● L'AFFAIRE SUMITOMO,

L'affaire Sumitomo illustre la dérive du « modèle japonais »

Le « triangle de fer » formé par les hommes politiques, les technocrates et les chefs d'entreprise nippons s'effrite. Les premiers sont incapables de prendre la mesure de la crise causée par la corruption du monde des affaires et l'asservissement de l'administration aux lobbies

TOKYO

de notre correspondant
Le Japon se dégage finalement de la plus longue récession depuis la guerre et renoue avec la croissance. Mais ce ne sera plus le même Japon : le « paradigme productif » nippon est en train de changer. Le « triangle de fer » formé par les hommes politiques, la bureaucratie et le monde des affaires – cette collusion des pouvoirs baptisée « Japan Inc. » qui a présidé à la formidable expansion de ce pays – vacille : scandales financiers à répétition, malversations dans lesquelles sont impliqués les plus grands noms de l'économie (la dernière affaire étant les transactions illicites de Sumitomo sur le marché du cuivre), mise en cause de la bureaucratie qui faillit à sa mission de service public et enlèvement poli-



P. AN LVO

tique. « Japan Inc. », une sorte de nation-phalanstère supposée animée par la fièvre productiviste et menée par une armée d'hommes gris et interchangeables, est assurément une simplification. En dépit de son passé autoritaire et des clichés occidentaux sur le conformisme social, le Japon est une démocratie et une société hétérogène, voire conflictuelle. Le consensus par la croissance des

années 60 (l'amélioration importante du niveau de vie de la majorité) et les politiques de compensation sociale palliant les excès d'un capitalisme sauvage) s'est transformé aujourd'hui en une apathie politique et en un repli sur soi. Mais les japonais sont loin d'être un peuple passif : dans les années 50, les syndicats furent des plus combattifs et, jusqu'aux an-

nées 70, existèrent de puissants mouvements sociaux. « Japan Inc. » reflète cependant une réalité : un système de pouvoir dont apparaissent plus clairement, désormais, les dérives.

Les scandales qui éclaboussent le monde des entreprises sont ainsi symptomatiques d'un déclin de l'éthique des affaires. Comme précédemment pour la banque Dai-

wa, la durée (une dizaine d'années) des opérations illicites de Sumitomo Corp. met en question l'efficacité du contrôle de la gestion de l'une des premières maisons de commerce mondiale. Plus gravement, pour Sumitomo comme pour Daiwa, on peut se demander si ces malversations sont le seul fait d'individus peu scrupuleux ou si elles ont été commises avec l'aval des directions centrales.

Depuis le dégonflement de la « bulle financière » et la montée au zénith de radeurs et d'escrocs de tout acabit, se sont systématisées dans le monde des affaires des pratiques dont d'autres phénomènes préoccupants sont l'illustration : irresponsabilité et impunité d'établissements financiers lancés dans une « économie de casino » qui se traduit aujourd'hui par des « ardoises » phénoménales ; liaison de dirigeants d'entreprises de renom avec les milieux les plus interlopes. La maison de titres Nomura faisait fructifier les avoirs d'un « parrain » de la pègre de Tokyo ; le prestigieux banquier Ichiro Isoda, président de la banque Sumitomo jusqu'en 1990, traitait avec un voyou notoire siégeant au conseil d'administration d'une entreprise d'Osa-

ka (Roman). De telles fréquentations continuent : ainsi, le grand magasin Takashimaya payait des racketteurs professionnels pour contrôler ses assemblées d'actionnaires (*Le Monde* du 13 juin) et son président, Hiroshi Hidaka, cultivait des relations avec un gangster d'Osaka au point d'assister au mariage de son fils. Une partie du monde des affaires semble avoir des difficultés à se dégarer des mauvaises habitudes de la période de l'« argent facile ».

MUTATION « À CHAUD »

La bureaucratie est également vacillante. Or la confiance dans les bureaucraties fut un élément de la stabilité sociale du Japon de la croissance. Aujourd'hui, au mot *kumyo* (technocrate), les japonais fustigent. On a longtemps dénoncé l'interventionnisme gouvernemental nippon. Aujourd'hui, c'est le laxisme et l'asservissement des politiques et d'une partie de l'administration aux lobbies qui sont en cause.

Conséquences des excès de la « bulle spéculative » ou fin d'un cycle économique ? Le Japon vit une mutation « à chaud », provoquée par le déraillement de certaines pratiques qui ont été à l'origine de son expansion. Est-ce alors la « fin du modèle nippon », un

« déclin du Japon » ? En fait, ce que l'Occident a pris pour un « modèle » est un « instantané », un moment de l'histoire nipponne (la haute croissance). Quant au « déclin », par rapport à quel état-t-on ? Par rapport à cet autre « instantané » également dépassé, la « bulle spéculative » ?

Le Japon traverse une période de mutations profondes qui altèrent le « paradigme productif » (rapports entre les pouvoirs et « culture » de l'entreprise). Chacun des trois pôles du « triangle » mène un jeu plus autonome sans réussir à imposer ses vues. La réforme de la fonction publique, serpent de mer depuis quinze ans, celle du fonctionnement du gouvernement, sont plus que jamais prioritaires, au risque d'entraîner la démocratie japonaise dans le chaos. La timide réforme proposée par la coalition gouvernementale du ministère des finances, caractérisée par une excessive concentration de pouvoir, ne semble guère indiquer que les politiques mesurent l'ampleur de la crise. Leur incapacité à contrôler la machine bureaucratique, à pallier le cloisonnement administratif et à arbitrer les luttes des lobbies crée un vide décisionnel préoccupant.

Philippe Pons

La tourmente du scandale du cuivre est loin de s'apaiser

TROIS SEMAINES après avoir révélé une perte de 1,8 milliard de dollars (9,3 milliards de francs) sur le marché du cuivre, Sumitomo est toujours en pleine tourmente. Des courtiers britanniques et américains sont interrogés par la justice, d'autres sont renvoyés. La suspicion règne chez tous les intervenants sur le marché du cuivre. La justice américaine et la justice britannique ont ouvert une enquête sur les opérations menées sur le marché londonien des métaux (LME) et sur celui de New York (Comex) par le groupe japonais. Tous veulent comprendre comment Yasuo Hamanaka, principal responsable du trading du cuivre de la maison de négoce, a pu mener des transactions hautement spéculatives sur le cuivre sans que la direction de la maison de négoce s'en aperçoive.

MAUVAISE VOLONTÉ

Sumitomo dit avoir été abusé par ce courtier indélicat et n'avoir découvert les pertes qu'après son renvoi. C'est la position qu'a défendue la direction du groupe, lors de l'assemblée générale, le 27 juin. Présentant ses excuses pour le préjudice subi, elle a expliqué que « les arrangements réalisés par M. Hamanaka étaient si malins qu'ils ne pouvaient être découverts plus tôt ». Se considérant plus victime que responsable, elle a refusé de démissionner. A l'exception d'une poignée de participants, tous ont applaudi cette décision. Certains petits actionnaires, toutefois, menacent de porter plainte contre la maison de négoce pour obtenir réparation des dommages infligés, suite aux opérations frauduleuses. Une première au Japon.

Sumitomo a annoncé l'ouverture d'une enquête interne par un cabinet d'audit américain ainsi que des changements dans les procédures de contrôle. Mais, au-delà, un lourd silence plane. Jusqu'à présent, le groupe japonais s'est refusé à dévoiler ses positions exactes prises sur le marché du cuivre. Certains négociants estiment qu'elles dépassent les 2 millions de tonnes et que les pertes du groupe pourraient dépasser les 4 milliards de dollars au lieu des 1,8 annoncés. La maison de négoce semble être aussi très réticente à apporter sa totale coopération aux enquêteurs américains et britanniques.

Les autorités japonaises adoptent le même mutisme. Officiellement, elles ignorent où se trouve Yasuo Hamanaka, qui a disparu depuis son renvoi de Sumitomo. Selon certaines rumeurs, le courtier indélicat serait « retenu » par la police japonaise dans un lieu discret pour être interrogé. Celle-ci a refusé de confirmer l'information. De même, le ministère de la justice s'interroge encore pour savoir s'il doit ou non ouvrir une procédure judiciaire. Selon lui, rien ne prouve que les transactions menées par Sumitomo étaient contraires à la loi ; ce serait seulement des prises de risque excessives sur le marché.

« Il est impossible qu'un seul individu manipule le marché seul. Chaque position, chaque marge, chaque ligne de crédit doivent être autorisées et l'information est à chaque fois croisée », déclarait au *Financial Times* un ancien trader du groupe chilien Codelco, impliqué dans une fraude sur le cuivre. Au fil des semaines, les intervenants sur le marché du cuivre parlent ; les preuves s'accumulent. D'une simple spéculation, l'affaire évolue désormais vers une manipulation systématique du marché, avec la complicité de membres de la Chit (China International Trust and Investment Company), société publique chinoise chargée du négoce des matières premières. Ensemble, ils auraient formé depuis trois ans un cartel et asphyxié le marché, afin de maintenir les cours au plus haut. Ni Sumitomo ni les autorités japonaises n'ont encore réagi à ces accusations.

Martine Orange

■ Les banques japonaises ont accepté d'avancer 1 006 milliards de yens (47,2 milliards de francs) à un fonds dont les intérêts serviront à couvrir les pertes (évaluées à 1 200 milliards) de la structure chargée de reprendre 6 600 milliards de yens de créances douteuses des *Jusen*, les sociétés de crédit immobilier, ont annoncé mardi 2 juillet plusieurs journaux japonais. La Banque du Japon apportera 100 milliards et les banques coopératives agricoles 20 milliards. De leur côté, les actionnaires et les créanciers des *Jusen* devront assumer 6 400 milliards de créances irrécupérables. - (APR)

Les fonctionnaires ont perdu leur pouvoir

Les bureaucrates sont accusés de ne plus servir les intérêts du pays

TOKYO

de notre correspondant

Clef de voûte de l'expansion japonaise depuis le basculement du pays dans l'ère moderne, au XIX^e siècle, la bureaucratie japonaise révèle, à travers l'involontaire strip-tease des scandales, des dysfonctionnements connus longtemps voilés par l'expansion. Les articles et les livres qui coulent au ploi la bureaucratie se multiplient : ils reflètent un sentiment diffus de l'opinion : selon un sondage du quotidien économique *Nihon keizai*, la majorité des japonais interrogés jugent les bureaucrates « arrogants » et « malhonnêtes » ; les deux tiers des citoyens n'ont plus confiance en eux.

Le mensuel *Bungei Shunju* dénonçait pour sa part récemment l'irresponsabilité de la bureaucratie, sa manie du secret et son obsession procédurière. Un projet de loi obligeant les ministères à rendre publiques leurs informations tend à l'étude et le *Yomiuri* a présenté un dossier sur des propositions de réforme de la « timonerie » gouvernementale.

LA PRATIQUE DU « PANTOUFLAGE »

Le séisme de Kôbê, puis l'attentat dans le métro de la secte Aum ont ébranlé la confiance des japonais dans la capacité de leurs gouvernants à faire face aux crises. Avec les scandales, le sentiment de dérive structurelle de la gestion nationale s'est accentué. Les japonais ne se faisaient guère d'illusions sur leurs politiques, mais ils avaient confiance en leurs bureaucrates : dans la veine « néoconfucéenne » du respect de la hiérarchie et du savoir, la carrière administrative jouissait d'une aura de prestige. Or cette « noblesse d'Etat » a failli à sa mission.

Par le passé, les citoyens n'étaient pas directement affectés dans leur vie ou leurs intérêts par les turpitudes de leurs dirigeants, si choquantes fussent-elles. Ce n'est plus le cas. Le « ministère des ministères », les finances, a fermé les yeux sur la faillite des organismes de crédit immobilier (*Jusen*) et le contribuable aura à assumer une partie de l'ardoise.

Plus grave : le ministère de la santé a délibérément laissé contaminer la moitié des hémophiles (dont quatre cents sont morts) par le virus du sida pour préserver les

intérêts des entreprises pharmaceutiques.

Peu nombreuse par rapport à d'autres pays, l'administration pèse d'un poids considérable dans la vie nationale. Proche du système français, elle tire de sa continuité face aux changements de gouvernement un ascendant certain et a exercé une influence considérable sur le secteur privé par la pratique endémique du « pantouflage » (passage dans le privé des commis de l'Etat à la retraite) et par ses « directives », consignées sans valeur juridique, mais suivies.

Depuis plus d'un siècle, la bureaucratie nipponne a été l'agent des transformations sociales et un élément stabilisateur de la vie nationale. A la suite de la réforme de Meiji, au milieu du XIX^e siècle, l'ap-

avec l'administration et une classe politique compromise avec le régime militariste, assura aux bureaucrates une primauté dans le processus de décision. Leur force fut accrue encore par l'entrée d'ex-bureaucrates dans le monde politique : de Shigeru Yoshida, au lendemain de la guerre, à Kichirô Miyazawa (1992-1993), plus de la moitié des premiers ministres avaient été d'anciens hauts fonctionnaires. Le monopole du pouvoir exercé par les libéraux démocrates (LDP) de 1953 à 1993 accentua la collusion entre l'administration et le monde politique.

Plus que les détenteurs des portefeuilles ministériels, ce sont les hauts responsables de l'administration qui gèrent les affaires. Les politiciens donnent leur imprima-

dent des finances publiques, dû au ralentissement de la croissance à la suite des crises pétrolières, il commença à s'émouvoir.

Le rétrécissement de la manne budgétaire rendit les politiciens plus interventionnistes et le rapport de force entre eux et les bureaucrates se modifia, ce qu'on qualifia, par analogie avec les variations climatiques, de « dépression de la fonction publique et haute pression de la classe politique ». Les « élus des tribuns » (*soku gin*), parlementaires lobbyistes régnant sur certains fiefs (construction, santé, télécommunications, etc.), jouèrent un rôle croissant dans la répartition des budgets et entamèrent le « despotisme » de la bureaucratie.

MAQUIS RÉGLEMENTAIRE

En perte de vitesse, les libéraux démocrates manifestèrent des appétits insatiables en matière de fonds politiques, avivés encore par la période d'argent facile de la « bulle spéculative » de la fin des années 80. A partir de cette époque, la corruption s'étendit au niveau intermédiaire de la bureaucratie et celle-ci perdit de sa capacité de contrôle. La déréglementation, l'internationalisation des marchés et la complexité de problèmes que les fonctionnaires n'étaient plus à même de maîtriser, une société plus hétérogène et un monde des affaires plus rétif à suivre les « directives administratives » se sont conjugués pour dégrader la machine.

La confusion politique récente (perte de la majorité du parti libéral-démocrate en 1993, suivie d'une succession de cabinets de coalition) a, certes, redonné une certaine marge de manœuvre à l'administration. Mais en raison de l'affaiblissement de ses capacités de contrôle, ce regain d'influence s'est traduit par un relâchement plus que par une impulsion : régnant sur le maquis des réglementations, les bureaucrates ont tendu à bloquer ou à retarder les réformes pour préserver des intérêts corporatistes. Diabolisée dans un best-seller écrit par un ex-fonctionnaire, Masao Miyamoto, la bureaucratie est accusée par l'*Asahi* de ne plus servir les intérêts nationaux.

Ph. P.

مكتبة النهر

Le général Lebed dévoile son programme

Le secrétaire du Conseil de sécurité a présenté, mardi à Moscou, à la veille du second tour de l'élection présidentielle russe un catalogue de mesures de « modernisation autoritaire »

Absent de la scène publique depuis six jours, Boris Eltsine a voté, mercredi 3 juillet, au second tour de l'élection présidentielle russe. Les électeurs russes (108,5 millions d'inscrits) devaient se prononcer entre l'ac-

tuel président et son rival communiste, Guennadi Ziouganov. Les deux hommes avaient recueilli respectivement 35,28 % et 32,04 % des voix au premier tour du 16 juin. Le général Lebed, réélu au second tour,

commande du Conseil de sécurité par Boris Eltsine après son bon score du premier tour (15 %), a répliqué mardi, lors de la présentation d'un programme de « modernisation autoritaire » du pays, les « pleins pouvoirs » en

matière de sécurité. Il a également critiqué les groupes de pression économiques qui entourent le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine. En revanche, il n'a pas abordé le dossier tchétchène.

Bonn indemniser les survivants du travail forcé du III^e Reich

De notre correspondant

Des milliers de « travailleurs forcés », survivants des camps de travail ou de concentration du III^e Reich, sont concernés par une décision de la Cour constitutionnelle, rendue publique mardi 2 juillet. Les juges de Karlsruhe, saisis par un tribunal de Bonn, ont déclaré que l'Allemagne pourrait indemniser, à titre individuel, d'anciens travailleurs forcés qui n'avaient reçu aucun dédommagement à la suite des divers accords intergouvernementaux de réparation signés après la seconde guerre mondiale par le gouvernement de Bonn. Cette disposition s'appliquerait aussi aux quelque 500 à 600 000 personnes réquisitionnées au titre du service du travail obligatoire. On estime qu'en janvier 1945, entre sept et huit millions d'étrangers étaient employés au titre du travail forcé par le III^e Reich.

Vingt-deux survivants d'Auschwitz - de nationalité polonaise, hongroise, et allemande - avaient déposé il y a quelques années devant un tribunal de Bonn une plainte contre la République fédérale. Ils demandaient réparation des sévices subis entre 1943 et 1945 sous la forme de travail forcé dans une usine de munitions privée établie à proximité du camp de concentration d'Auschwitz, et pour lequel ils n'avaient jamais été payés. L'usine s'adressait à la SS, qu'elle payait, pour obtenir la main-d'œuvre désirée, qui n'était pas rémunérée. En termes chiffrés, leurs demandes vont de 8 700 à 22 000 marks. Mais les juges de Bonn, favorables au paiement d'une indemnité, s'étaient vus dans l'impossibilité de donner suite à cette requête, au regard de la pratique en vigueur.

En effet, jusqu'à l'unification allemande de 1989 et le traité « 2+4 » (1990), toute demande de dédommagement individuel exprimée par d'anciens victimes survivants du III^e Reich de Hitler était exclue. Les accords de Londres de 1953, qui avaient défini la base des modalités des réparations à payer par l'Allemagne d'après-guerre, excluaient explicitement l'hypothèse d'indemnités individuelles. C'est dans le cadre d'accords intergouvernementaux qu'ont été évaluées les sommes que Bonn s'était engagée à verser à toutes les victimes du nazisme au lendemain de la capitulation de 1945. Onze accords de ce type ont été conclus par l'Allemagne avec des pays d'Europe occidentale après la guerre. Ainsi, le 15 juillet 1960, la France et l'Allemagne signaient un document d'après lequel 400 millions de deutschemarks seraient versés aux déportés et internés.

BONN

MOSCOU

de notre correspondant

La campagne électorale était officiellement close mardi 2 juillet, à la veille du second tour de l'élection présidentielle russe, mais pas pour Alexandre Lebed. Depuis son arrivée en troisième place au premier tour du 16 juin et sa nomination surprise par Boris Eltsine à la tête du Conseil de sécurité, le général occupe d'autant plus le devant de la scène médiatique que celle-ci est désertée par le président. Au point que les communistes ont dénoncé cette « substitution non avouée » d'un candidat par un autre.

L'apothéose, mardi, fut une conférence de presse qui a semblé confirmer les prévisions d'Anatoli Sosnovski, ancien correspondant de presse soviétique au Chili : la Russie, avec le général Lebed, pourrait passer de la férule d'un

Raspoutine à celle d'un Pinochet. Le général Alexandre Korjakov, surnommé « Raspoutine » par ses ennemis du Parlement russe, a été démis de son poste de chef du redouté service de la sécurité présidentielle (SB) deux jours après la nomination d'Alexandre Lebed. Mais ce dernier, investi désormais de pouvoirs de contrôle sur le SB, comme sur toutes les autres « structures de force » du pays, a pris soin, mardi, de souligner qu'il n'avait joué « aucun rôle » dans le limogeage ni dans celui des autres « durs » du régime intervenu le même jour. Alexandre Lebed s'est, de fait, présenté, mardi, comme un héritier « présentable » de ces derniers.

Le général Lebed a affirmé qu'il est venu pour « garantir » que l'élection « démocratique » du président se passe « sans désordres ». Peu importe qui sera le vainqueur,

a prétendu le général, que le candidat communiste Guennadi Ziouganov a toujours pris soin de ménager.

« À MORTIE DÉMOCRATIE »

Pour le reste, il s'est dit, en réponse à la question d'un journaliste et après réflexion, « à moitié démocrate » seulement, et hostile à l'instauration d'une « République parlementaire » en Russie. Il a cherché à atténuer ses déclarations précédentes sur les « moroses » et les « juifs », jugés « inquiétants » par Bill Clinton. Propos auxquels ce fils de cosaques s'était laissé aller la semaine dernière devant une assemblée d'organisations nationalistes et cosaques, représentant surtout le sud de la Russie. Le Kremlin affirme vouloir arracher ces régions à l'emprise d'un « communisme fasciste » beaucoup plus agressif.

Mais le général Lebed n'a pas renoncé pour autant à critiquer « les étrangers qui veulent nous prendre comment vivre », un thème inamoviblement porteur en Russie après cinq ans d'effacement de la production largement attribué aux conseils de spécialistes étrangers. Il a renchéri en se prononçant pour une classification des pays étrangers en fonction de leur attitude plus ou moins amicale envers la Russie et pour un durcissement du régime des visas pour tous les étrangers comme pour les résidents en provenance des « zones de guerre ».

La seule qui compte pour la Russie (avec le Tadjikistan) est la Tchétchénie, mais le général n'en a pas parlé, suscitant l'inquiétude de ceux qui avaient cru en ses promesses de mettre fin aux combats en retirant rapidement les troupes russes. Rien ne prouve, donc,

« De Gaulle a sauvé la France, le général Lebed sauvera la Russie »

IVANOV

de notre envoyé spécial

Ivanovo avait un surnom, la « ville des fiancées » parce qu'on y croise « beaucoup de jeunes femmes célibataires ». Elles venaient de toute la Russie pour travailler dans les fabriques de textile. L'industrie employait 80 % de la population active. Les salaires étaient convenables. Le coton arrivait d'Ouzbékistan. Ivanovo était fier de fournir le « peuple soviétique » en vêtements, certes « peu fantaisistes », reconnaît-on, « mais solides ».

L'époque est révolue, mais son souvenir demeure. Lors du premier tour des élections présidentielles, cette ville de 400 000 habitants, située à 300 kilomètres de Moscou, a voté à 34 % pour le général Alexandre Lebed, l'un de ses meilleurs scores. Le candidat communiste, lui, n'a remporté que 14 % des suffrages. La campagne du second tour a logiquement tourné autour d'une question : où vont les voix de Lebed ? A entendre certains habitants, nulle part. Dimitri, trente-six ans, enseignant dans un institut technique, ne votera ni pour Boris Eltsine ni pour Guennadi Ziouganov, mercredi 3 juillet. « Lebed s'est imposé comme un homme neuf sur la scène politique, à la fois critique du régime en

place et des communistes, qui comptent trop d'anciens partisans dans leurs rangs ». Le général aurait, selon lui, fait semblant de se rallier à Eltsine afin d'« accéder rapidement au pouvoir », un choix « purement tactique », explique-t-il. D'une certaine manière, l'issue du scrutin lui importe peu : « Que ce soit Eltsine ou Ziouganov qui s'installe au Kremlin, Lebed continuera de jouer un rôle-clé en Russie et sera sans doute président en l'an 2000. »

0,01 % D'ÉCART AU PREMIER TOUR

Sergueï Retikhov, un ancien commissaire de l'armée rouge, a dirigé la campagne électorale pour Alexandre Lebed à Ivanovo. Il est, depuis le 16 juin, un personnage écouté dans la région tout comme son héros l'est à Moscou. Il a néanmoins refusé les avances des « démocrates » locaux qui voulaient lui faire signer un « manifeste » de soutien de Boris Eltsine. Son bureau est décoré d'un autocollant : « Le général de Gaulle a sauvé la France. Le général Lebed sauvera la Russie. »

Une banderole orne la façade de l'ancienne académie de chimie où est installé le comité de soutien au président sortant : « Boris, bonsoir ! Le peuple et Dieu t'aideront ! » A l'intérieur, des militants dressent le bilan de leur action dans

cette région où leur candidat n'a devancé Lebed que de 0,01 % des suffrages au premier tour. Ils racontent comment le réalisateur Nikita Mikhalkov, venu participer à un meeting, a évoqué les problèmes de santé de Boris Eltsine : « La vodka, c'est après tout une tradition bien de chez nous. »

Arrivé à Moscou, un représentant de l'administration présidentielle russe rend visite, mardi, aux eltsiniens d'Ivanovo. A la veille du scrutin, il vient s'assurer du paiement des arriérés de retraites. Mais avant tout, il s'inquiète du niveau de participation et du transfert des voix de Lebed à Eltsine. « Rien n'est sûr », lui répond-on : « Les électeurs de Lebed sont très partagés. » D'ailleurs, au QG de Lebed à Ivanovo, on ne donne pas de consignes de vote. « Si Ziouganov gagne, je suis sûr que Lebed entrera dans un gouvernement d'entente nationale », dit simplement M. Retikhov. Mais les militants communistes locaux trouvent l'idée saugrenue. Dans les zones industrielles en perdition, des voitures arborant des drapeaux rouges ont porté leur message : « En rejoignant Eltsine, Lebed vous a déjà trahis ! »

Natalie Nougayrède

La Croatie est admise sous condition au Conseil de l'Europe

Après avoir mis le mois dernier un veto à l'adhésion de la Croatie au Conseil de l'Europe, le Comité des ministres de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, mardi 2 juillet, cette République ex-yougoslave en son sein, mais sous condition exprime qu'elle respecte l'accord de Dayton.

En vertu d'une procédure sans précédent dans l'histoire de l'Organisation, la décision « n'est pas immédiatement effective ». La date d'adhésion formelle de la Croatie

sera donc précisée lors de la réunion d'octobre des députés des ministres des trente-neuf pays membres de l'Organisation de Strasbourg. « Le Comité s'est réservé la possibilité de reconsidérer [sa décision] au vu du respect par la Croatie des dispositions des accords de paix de Dayton, et notamment de son attitude à l'occasion des élections en Bosnie-Herzégovine », précise un communiqué officiel.

Cette décision devrait encourager la Croatie à faire preuve de

plus de détermination dans la mise en œuvre du plan de paix en Bosnie-Herzégovine que son président, Franjo Tudjman, a signé le 14 décembre dernier à Paris. Les réticences des trente-neuf députés, qui le 4 juin, avaient ajourné sine die l'adhésion de la Croatie à l'institution européenne chargée de la défense des droits de l'homme, venaient aussi sanctionner la mauvaise volonté que le président Tudjman met à respecter les normes européennes en

matière de libertés individuelles. Sur ce point, les choses n'ont guère changé depuis cette date. Lundi, notamment, l'émission d'information la plus populaire et la plus critique à l'égard du régime de Zagreb, « Slikom na silu » (« Images sur images »), a disparu des petits écrans. Signe du contrôle accru que le pouvoir entend exercer sur la presse indépendante.

F. H.

Sophie Slihab

Lucas Delattre

Les conservateurs britanniques changent de tactique électorale

LONDRES

de notre envoyé spécial

Les stratégies conservateurs ont dévié, mardi 2 juillet, leur plan de bataille contre le Parti travailliste de Tony Blair. « New Labour, new danger » : ce slogan, détournant celui des travaillistes (« New Labour, New Britain »), « hontera M. Blair chaque jour jusqu'au vote », a averti Brian Mawhinney, le président du Parti conservateur. Les Tories, devancés de 27 points en moyenne dans les intentions de vote des Britanniques, se sont rendu compte de l'inefficacité de leurs précédentes attaques contre les travaillistes, accusés tantôt de copier servilement le programme conservateur, tantôt d'en être restés à leurs aspirations gauchisantes des années 70. Or 40 % des électeurs n'ont pas connu le Labour au pouvoir, et les références constantes au passé n'évoquent pas grand-chose pour eux.

La tactique adoptée par les Tories, qui ont fait mine pendant deux ans d'ignorer les changements intervenus dans le principal parti d'opposition sous la férule de M. Blair, a le mérite de la clarté : oui, le nouveau Labour existe, et

c'est son programme qui est dangereux. « Officiel. Les Tories soutiennent le nouveau Labour », ironisait mardi un immense panneau d'affichage électronique dominant Piccadilly Circus. Les commentateurs se sont en effet appuyés sur la volte-face du gouvernement de John Major, jugée risquée puis qu'elle revient à reconnaître la substance du programme de l'adversaire et ses chances de l'emporter.

PAS DE SCRUTIN ANTICIPÉ

Mais tous admettent que le premier ministre joue, avec cette campagne estimée à 8 millions de livres (64 millions de francs) par le Financial Times, ses derniers atouts. Il s'est donné jusqu'au début mai 1997, c'est-à-dire la fin normale de la législature, pour tenter de regagner la faveur des électeurs, coupant court aux spéculations sur un scrutin anticipé à l'automne.

Pendant ces dix mois, les travaillistes seront donc tarabustés sur cinq fronts : les impôts nouveaux, les changements constitutionnels dans le sens d'une plus grande autonomie de l'Ecosse et du pays de Galles, l'économie - le projet de

salaires minimum mettant en péril, selon les Tories, des centaines de milliers d'emplois -, la paix sociale - menacée par une revitalisation des syndicats - et enfin l'Europe, face à laquelle les amis de M. Blair s'apprêteraient à faire preuve de faiblesse. Il s'agit toujours de faire peur avec « le tableau apocalyptique de ce que serait le vie sous un gouvernement travailliste », mais les arguments sont davantage ceux du moment.

Le Labour, de son côté, a adopté mardi son programme électoral, approuvé, ce même jour, par la direction du parti par 21 voix contre 2 et qui sera publié jeudi sous le titre : « The Road to the Manifesto » (« La route vers notre programme »). Ce qui, en fait, n'évoque guère le Grand Soir : les responsables travaillistes ont déjà dit qu'il n'y aurait pas d'impôts nouveaux, sinon sur les profits exceptionnels de certaines sociétés privatisées, que l'Etat se garderait d'intervenir trop dans l'économie, que les dépenses budgétaires resteraient strictement contrôlées, que les services de santé seraient améliorés sans argent frais par une meilleure gestion, et l'école de la même façon.

Tony Blair a d'ailleurs provoqué la colère de nombreux militants de son parti en annonçant, sans consulter personne, que la « dévolution » (création d'un Parlement en Ecosse) ne se ferait pas automatiquement en cas de victoire, mais serait soumise à un référendum. Les critiques de l'aile gauche lui reprochant sa trop grande modération se mêlent à présent aux voix qui dénoncent ses méthodes autoritaires.

Une autre polémique plus inattendue est venue ces jours-ci des Eglises : l'hebdomadaire catholique The Universe ayant révélé que le dirigeant travailliste communiste à la messe, où il accompagne régulièrement son épouse Cheryl et leurs trois enfants, le voilà accusé par certains catholiques d'hypocrisie, et soupçonné par des anglicans de préparer sa conversion. Or il n'y a jamais eu de premier ministre papiste en Grande-Bretagne depuis la Réforme. Tony Blair, anglican ocuménique, a dû faire précéder qu'il n'avait pas l'intention de changer de religion. La campagne électorale ne fait que commencer, mais elle s'annonce mûre.

Sophie Gherardi

les grands entretiens du Monde

TOME 3

Numéro spécial de Dossiers et Documents du Monde

JUIN 96

EN VENTE A PARTIR DU 3 JUIN 1996 - 40 F

penser la malaise social :

Martine Aubry, Jean-Marie Delarue, Patrick Weil, Jean-Baptiste de Foucault, Jean Gandois, Dominique Strauss-Khan et Alain Touraine.

penser la ville :

Paul Chemetov, Jean Nouvel, Oriol Bohigas, Paul Andreu, Renzo Piano, Bernard Huet, Yves Lion.

penser l'économie mondiale :

Michel Béard, François Rachline, Jean-Paul Froussi, Edmund S. Phelps, Edward Luttwak, Louis Dumont, Albert Hirschman.



Les Nations unies réduisent leur contingent en Haïti, malgré la montée de l'insécurité

Une police impuissante et des manifestations de démobilisés accroissent la confusion

Le contingent des Nations unies passera bientôt de 1 200 à 600 hommes, augmentés de 300 moniteurs de police et de 700 soldats canadiens.

Ces effectifs sont insuffisants pour lutter contre la criminalité qu'une justice démunie ne parvient pas à réprimer, suscitant chez les Haïtiens

des attitudes d'autodéfense. Pendant ce temps, les États-Unis refusent toujours de livrer à Port-au-Prince un ancien tortionnaire de la dictature.

SAINT-DOMINGUE
de notre correspondant

Le désengagement militaire des Nations unies va se poursuivre en Haïti en dépit des insuffisances de la jeune police du pays et de l'insécurité qui continue d'y régner. Après de longues tractations, le Conseil de sécurité a prolongé de cinq mois le mandat des casques bleus, mais il a décidé de réduire de moitié le contingent de l'ONU, les militaires passant de 1 200 à 600 hommes. Les 300 moniteurs de police internationaux seront maintenus, ainsi que les 700 soldats canadiens qui constituent une « contribution volontaire » de ce pays. Pour calmer son opposition, Ottawa a obtenu de Washington une participation au financement de son contingent.

La Chine et la Russie, qui s'opposent à la prolongation de la Mission des Nations unies en Haïti (Minuha), ont finalement accepté la proposition du secrétaire général Boutros Boutros-Ghali. Le rétablissement des relations diplomatiques entre Mos-

cou et Port-au-Prince, ainsi que de discrètes négociations commerciales entre Haïti et la Chine - Pékin voyait d'un mauvais œil le développement de la présence taïwanaise dans la République caribéenne - ont permis de surmonter les derniers obstacles.

NOUVELLE POLICE

« La Minuha, qui devait désormais s'appeler la Mission d'appui des Nations unies en Haïti (Manuh), poursuit sa mutation, a expliqué Eric Falt, porte-parole des Nations unies à Port-au-Prince. De force militaire, elle se transforme progressivement en mission d'aide au renforcement des institutions et au développement économique. » Le mandat de la Manuh se terminera le 30 novembre, ce qui n'est pas étranger au calendrier électoral américain.

Le président Bill Clinton désire en effet que ses troupes aient quitté l'île avant qu'il ne se représente devant les électeurs. En attendant, l'insécurité demeure l'une des principales préoccupations de la population haïtienne. La nouvelle police, qui

a remplacé l'armée dissoute par l'ex-président Jean-Bertrand Aristide, apparaît impuissante face à la montée de la délinquance. Inexpérimentés et mal équipés, les policiers paient un lourd tribut à la lutte contre les zenglandos (malfaiteurs). Huit d'entre eux ont été assassinés au cours des derniers mois tandis que, devant les insuffisances de la police et des tribunaux, la population continue de se faire justice elle-même. En une semaine, huit personnes accusées d'être des zenglandos ont ainsi été lynchées à Port-au-Prince.

L'agitation des militaires démobilisés constitue un autre motif de préoccupation. Plusieurs centaines d'entre eux ont bruyamment manifesté dans les rues de Port-au-Prince, exigeant le paiement d'arriérés de salaire. Ils menacent de prendre le maquis si leurs revendications ne sont pas satisfaites. Enfin, la récente libération, aux États-Unis, d'Emmanuel Constant, leader du Front pour l'avancement et le progrès d'Haïti (Fraph), constitue un nouveau motif de friction

entre Washington et Port-au-Prince.

Emmanuel Constant dirigeait une milice créée par les putschistes, après le coup d'État de septembre 1991 dirigé contre le président élu, Jean-Bertrand Aristide. Après le retour au pouvoir de ce dernier, Emmanuel Constant s'était réfugié aux États-Unis, où il avait été interpellé pour une banale infraction à la législation sur l'immigration. Entre-temps, la justice d'Haïti l'avait condamné par contumace aux travaux forcés à perpétuité et Emmanuel Constant, amer, s'était répandu dans la presse pour dire qu'il était un agent de la CIA.

Aveux apparemment vraisemblables puisque les États-Unis ne l'ont toujours pas extradé, à l'indignation des autorités haïtiennes, qui viennent de vivre un épisode révélateur d'un porte-parole du département d'État affirmant qu'Haïti n'était pas en mesure de juger l'ancien responsable putschiste.

Jean-Michel Caroit

Bill Clinton devance toujours Bob Dole dans les sondages

Une nouvelle affaire secoue pourtant Washington

WASHINGTON

de notre correspondant
Bob Dole concède volontiers qu'il n'est pas « quelqu'un de très excitant ». « Il paraît même, ajoutait-il, sourire en coin, lors d'une récente réunion publique, que l'autre jour à la Maison Blanche quel'un s'est endormi en lisant [son] fichier du FBI ».

Si le candidat républicain à l'élection présidentielle a toujours préféré laisser à ses subordonnés la tâche d'attaquer le couple Clinton sur le scandale immobilier de Whitewater, il s'en donne en revanche à cœur joie sur la dernière affaire qui agite Washington, celle des fichiers du FBI. Et ce n'est pas bon signe.

Pour les républicains, qui commencent à désespérer de pouvoir entamer l'avance dans les sondages d'un président en passe de voler à Ronald Reagan le surnom de « président Teflon » - celui sur lequel rien n'accroche -, l'affaire des fichiers du FBI est pain béni. Contrairement à Whitewater, affaire qui remonte au temps où Bill Clinton n'était que gouverneur de l'Arkansas et dont la complexité interdit tout raccourci médiatique, celle-ci est simple, récente, et fait référence à des concepts tristement familiers aux Américains : abus de pouvoir, violation de la vie privée, utilisation de dossiers confidentiels. Aux États-Unis, et en langage politique, cela se résume en un mot : Watergate.

NUMÉRIQUES

Pourtant, les efforts des républicains pour tenter de lier les Clinton - ou leur proche entourage - à la décision de demander, en FBI, fin 1993, les fichiers de plus de six cents personnes (peut-être même neuf cents), prétendument pour mettre à jour les listes des gens disposant d'un laissez-passer leur permettant d'entrer à la Maison Blanche - dont de nombreux républicains qui n'y travaillaient plus - sont jusqu'ici restés vains. Deux journées d'auditions publiques et télévisées devant des commissions du Congrès ont donné le spectacle, assez lamentable, de deux personnalités de maigre envergure essayant d'expliquer comment ils avaient échoué à des postes sensibles à la Maison Blanche pour lesquels, de toute évidence, ils n'étaient pas qualifiés.

Mais elles n'ont pas permis d'aller plus loin, même si elles ont révélé au reste du pays ce qui se savait déjà dans la capitale fédérale : l'étonnante légèreté avec laquelle M. Clinton et son équipe de l'Arkansas, à leur arrivée à Washington, ont pourvu les postes de la

présidence. En revanche, l'intention délibérée de nuire à des opposants politiques en fouillant dans leurs fichiers policiers n'a, pour l'instant, pas été prouvée. La charge la plus lourde lancée contre Bill et Hillary Clinton, ces derniers jours, a été par un ancien agent du FBI, Gary Aldrich, dont les démocrates et la presse n'ont eu guère de mal à détruire la crédibilité tant son livre, *Unlimited Access*, publié par une maison d'édition conservatrice, renferme de rumeurs qu'il est incapable de prouver.

C'est probablement ce qui explique qu'en dépit d'une grosse couverture médiatique et de l'énergie déployée par les républicains, l'affaire des fichiers n'a pas encore affecté de manière significative la cote du président Clinton. Le dernier sondage ABC-Washington Post, publié mardi 2 juillet, révèle bien un resserrement de l'écart entre Bill Clinton et Bob Dole, le premier ne devançant plus le second que de 14 points (contre 22 à la mi-mai), mais les experts attribuent à une multitude de facteurs, tandis que d'autres sondages accordent toujours au président une avance de 15 à 20 points.

Il reste, selon Karlyn Bowman, spécialiste des études d'opinion à l'American Enterprise Institute, que l'affaire des fichiers « est potentiellement très nuisible. Les Américains sont méfiants à l'égard du pouvoir des grandes institutions et ils finissent par être troublés si les révélations continuent d'affluer ». Le procureur indépendant Kenneth Starr poursuivant ses investigations sur Whitewater et, désormais, sur les fichiers du FBI, il n'y a pas de raison que ce flux s'arrête net. Un effet cumulatif pourrait alors mettre M. Clinton en difficulté.

Pour l'heure, le président démocrate jouit d'une remarquable unanimité au sein de son parti, d'où ne fuse aucune critique. Il sait aussi, estiment plusieurs experts, que les Américains ne placent plus la vertu au premier rang des qualités nécessaires pour la présidence, tant est piètre, aujourd'hui, leur opinion des hommes politiques.

Hillary Clinton est sans doute une cible plus facile, mais il s'agit d'une arme à double tranchant. A s'acharner sur elle, les républicains risquent de s'aliéner le vote féminin, déjà majoritairement favorable à Bill Clinton. Sagement, M^{me} Clinton fait actuellement une tournée en Europe de l'Est, tandis que la Maison Blanche attend avec impatience l'opportune diversion des Jeux olympiques d'Atlanta.

Sylvie Kauffmann

Une demande d'extradition oppose la Colombie et les États-Unis

BOGOTÁ

de notre correspondant
Une récente demande d'extradition américaine empoisonne à nouveau les relations américano-colombiennes. Les extradés potentiels sont, une fois de plus, de « gros poissons » de la drogue colombienne. Dans un communiqué, les Américains précisent qu'il s'agit pour la Colombie de « démontrer sans équivoque sa résolution à voir les plus horribles barons de la drogue affronter un procès légal complet ».

Or, juridiquement, la Constitution colombienne de 1991 interdit l'extradition de ses nationaux. Ce qui n'empêche pas les États-Unis, au prétexte d'un traité signé par les deux pays en 1979, de demander régulièrement que des trafiquants colombiens soient jugés aux États-Unis où ils seront plus sévèrement sanctionnés.

La dernière demande américaine intervient quinze jours après que la Chambre des représentants colombienne ait innocenté le président Ernesto Samper accusé d'avoir financé sa campagne électorale avec l'argent de la drogue. A l'annonce du verdict, les États-Unis avaient menacé de prendre

des sanctions commerciales contre Bogotá. Le ministre des relations extérieures colombien, Rodrigo Fardo, n'a pas caché, vendredi 28 juin, que les relations bilatérales atteignent « le moment le plus difficile de ces dernières années ». Le président Ernesto Samper a cependant confirmé qu'il ne pouvait être question de répondre favorablement à la demande américaine puisque « cela impliquerait la violation de la législation colombienne ».

Le débat n'est cependant pas clos. Pour les partisans de l'extradition, il s'agit de lutter contre le pouvoir de corruption des narcotrafiquants et de dénoncer la faiblesse du système répressif colombien. Pour leurs adversaires, en revanche, il convient de préserver la souveraineté du pays, d'empêcher les États-Unis de jouer leur rôle de gendarme et d'apprendre à juger soi-même ses délinquants. Le gouvernement a ainsi annoncé une réforme de la justice destinée, entre autres, à augmenter les peines de prison pour les trafiquants de drogue et ceux qui blanchissent leur argent.

Anne Proenza

Capitaine, si nous passons l'été dans Téléràma, nous devrions peut-être ôter nos manteaux.



Le nouvel album de Blake & Mortimer en avant première tout l'été dans Téléràma.

Téléràma
Prenez votre culture en main.



Le premier ministre israélien conteste le principe d'échange de territoires contre la paix

En se retirant du Sinaï, l'Etat juif estime avoir suffisamment donné

Le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, a précisé, mardi 2 juillet, son opposition au principe de l'échange de territoires occupés

contre la paix, auquel les Arabes sont attachés. Lors d'une conférence de presse, il a indiqué que l'Etat juif a sa propre interprétation des résolu-

tions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui, a-t-il dit, « parlent de frontières sûres, ce qui signifie la sécurité » d'Israël.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Elu le 29 mai sur un programme excluant le droit à l'autodétermination des Palestiniens et rejetant tout projet de négociation sur le statut de la partie orientale arabe de Jérusalem, conquise et annexée en 1967, le premier ministre israélien, qui exerce également l'éventuelle rétrocession à la Syrie du plateau du Golan en échange de la paix, estime qu'Israël « a déjà restitué 90 % des territoires » arabes conquis il y a près de trente ans.

Répondant, mardi 2 juillet à Jérusalem, aux questions de la presse étrangère, Benjamin Nétanyahou a précisé : « Il n'est pas possible qu'Israël donne 100 % [des territoires arabes occupés], alors que les Arabes ne donnent rien ». Réitérant son projet de reprendre, « sans condition préalable », les négociations avec les Palestiniens, les Syriens et les Libanais - dont 11 % du pays sont occupés par Israël depuis dix-huit ans -, le chef du gouvernement a une nouvelle fois « suggéré de revenir à la formule de Madrid ».

Organisée par les Américains en octobre 1991 dans la capitale espagnole, cette conférence, que le premier ministre israélien de l'époque, Itzhak Shamir, entendait « continuer dix ans s'il le fallait pour donner à Israël le temps de créer des faits accomplis » - c'est-à-dire des colonies juives - dans tous les territoires occupés, n'avait pu réunir les parties arabes concernées qu'à la condition que l'Etat juif admette la pertinence des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations unies. Votées en novembre 1967 et octobre 1973, ces deux textes soulignent l'« inadmissibilité de territoires acquis par la guerre » et symbolisent le principe de l'échange de territoires conquis contre la paix, accepté plus tard par Itzhak Rabin et Shimon Pérès.

M. Nétanyahou, lui, indique qu'« [il] ne pense pas que la conférence de Madrid incluait » ce principe - de fait, en 1991, seule une « lettre d'assurance » envoyée à toutes les parties et signée du président américain, George Bush, y faisait expressément référence - et, de toute façon, « Israël a sa propre in-

terprétation » des résolutions concernées. Le texte français de la 242 demande le « retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés », tandis que la version anglaise, retenue par le premier ministre, ne réclame le retrait d'Israël que « de » territoires occupés.

L'Etat juif s'étant retiré du désert égyptien du Sinaï en 1979, en échange de la paix avec le Caire - environ 90 % des terres conquises en 1967 - M. Nétanyahou considère que cela devrait constituer aussi bien les Libanais. A l'endroit de ces derniers, le premier ministre précise que son armée « restera au Liban aussi longtemps que la sécurité d'Israël l'exigera ». Le Hezbollah, qui combat l'occupation israélienne du sud du pays du Cèdre, n'est à ses yeux qu'une « organisation terroriste » et M. Nétanyahou s'est dit « déterminé à mettre en œuvre tous les moyens, politiques et militaires » pour la combattre.

Enfin, à propos des deux millions et demi de Palestiniens dont 94 % des territoires revendiqués à Gaza et

en Cisjordanie demeurent occupés et colonisés, le numéro un israélien précise qu'il ne se sent « pas engagé » par le projet de « séparation des deux entités », israélienne et palestinienne, développé depuis trois ans par le gouvernement israélien. Inaplicable logique : pour reprendre la colonisation à outrance des territoires arabes occupés, objectif annoncé du nouveau gouvernement, il est effectivement exclu de reconnaître aux Palestiniens une « entité territoriale » quelconque.

Patrice Claude

■ Le président français, Jacques Chirac, a souhaité, mardi 2 juillet, lors d'un entretien téléphonique avec Yasser Arafat, « que les négociations [de paix israélo-arabes] reprennent dès que possible ». M. Chirac a rappelé que la position de la France était fondée sur un certain nombre de principes, dont le « droit à l'autodétermination » des Palestiniens, l'« échange de la terre contre la paix » et le respect des accords existants.

Le plan de distribution de vivres par l'Irak est soumis à un strict examen

NEW YORK (Nations unies)

de notre correspondant
Malgré le rejet public par les Américains du plan irakien pour la mise en œuvre de la formule « pétrole contre nourriture » (Le Monde du 3 juillet), les négociations continuent et ont toutes les chances d'aboutir.

La France - qui préside le Conseil de sécurité pour le mois de juillet - et la Russie se sont contentées de « marquer », lundi 1^{er} juillet, leur désaccord après les déclarations américaines, en rappelant que la décision d'approuver ou de rejeter le plan irakien revient au seul secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali. Ce dernier, pour qui l'application de l'accord « pétrole contre nourriture » a « la plus haute priorité », a décidé de calmer le jeu, en demandant à ses collaborateurs de revoir « point par point » le plan irakien de distribution des vivres.

Le cap le plus difficile ayant été franchi, avec la signature, le 20 mai à New York, d'un accord entre

Bagdad et l'ONU permettant à l'Irak de vendre du pétrole à hauteur de 2 milliards de dollars par semestre, pour subvenir aux besoins humanitaires de la population, les experts estiment aujourd'hui que les objections américaines au plan préparé par Bagdad sont « insignifiantes » et devraient être réglées. Ces experts rappellent qu'en tout état de cause, chaque transaction qui sera entreprise par l'Irak, qu'il s'agisse de vente de pétrole ou d'achat à des fins humanitaires, doit être approuvée par le Comité des sanctions. Celui-ci décide par consensus des quinze membres du Conseil de sécurité, chacun disposant de la possibilité d'empêcher une transaction.

De passage à New York pour présenter le plan de distribution préparé par son pays, Abdel Amir El Anbari, diplomate irakien, qui a habilement négocié l'accord, se dit frustré. « L'élection présidentielle américaine est devenue une moléculaire pour le reste du monde, a-t-

il déclaré au Monde. En criant sur tous les toits, les Américains ont non seulement montré leur mauvaise foi vis-à-vis de l'Irak, mais ils ont aussi donné la preuve de leur manque de respect pour M. Boutros-Ghali, à qui il revient d'accepter notre plan », a ajouté M. El Anbari. Washington, accusé par l'Irak de « tricherie ». La demande irakienne d'importer des équipements d'information, de télécommunication, pour les services pétroliers et des pièces détachées pour hélicoptères est jugée « inacceptable » par les Etats-Unis.

COMITÉ DES SANCTIONS

Selon différents diplomates, c'est plutôt le « ton » du document irakien qui irrite les Etats-Unis. En vertu de la résolution 986, qui est à la base de la formule « pétrole contre nourriture », la distribution des vivres dans les provinces kurdes du nord de l'Irak est « entièrement » assurée par les agences de l'ONU, alors que Bagdad veut avoir un rôle important dans cette

distribution. Quant à la date à laquelle l'Irak pourra commencer à exporter son brut, elle dépend du Comité des sanctions. Présidé par l'ambassadeur allemand, Tono Eltel, le Comité devrait proposer des procédures « simplifiées » au début de la semaine prochaine. Selon des diplomates, un des points de divergence entre les principaux acteurs - Etats-Unis, France, Royaume-Uni et Russie - porte sur le nombre et la nationalité des contrôleurs chargés d'approuver chaque contrat pétrolier. Pour l'instant, ils sont au nombre de quatre, trois de nationalités américaines, française, russe, et un représentant d'un pays neutre. L'autre point de divergence a trait aux prérogatives de ces contrôleurs. Washington souhaite que chaque contrat soit approuvé par les gouvernements représentés, tandis que les autres souhaitent que la décision finale revienne aux contrôleurs eux-mêmes.

Afsane Bassir Pour

Un député de l'opposition tunisienne devant les juges

LE PROCÈS du député de l'opposition Khemaïs Chamari, incarcéré depuis le 18 mai, devant s'ouvrir, mercredi 3 juillet, devant la chambre criminelle de la cour d'appel de Tunis. A la demande de la défense, qui souhaite disposer d'un laps de temps supplémentaire pour étudier le dossier, le procès pourrait toutefois être renvoyé à huitaine. Inculpé de « divulgation du secret de l'Instruction », dans le cadre de l'affaire Moadia - du nom du président du Mouvement des démocrates socialistes (MDS), Mohamed Moadia, condamné à onze ans de prison, le 29 février -

M. Chamari, lui-même vice-président du MDS, doit être jugé en vertu des articles 60 bis et ter du code pénal, portant sur les atteintes à la sécurité de l'Etat. Selon son épouse, l'avocate Aïcha Chamari, il risque « la peine de mort ».

M. Chamari, cinquante-quatre ans, élu en mars 1994, est surtout connu pour ses multiples engagements en faveur du respect des droits fondamentaux. Secrétaire général puis vice-président de la Ligue tunisienne de défense des droits de l'homme (LTDH) entre 1981 et 1994, vice-président de la Fédération internationale des

ligues des droits de l'homme (FIDH) de 1983 à 1993, cofondateur de l'Institut arabe des droits de l'homme, en 1989, il a été nommé, en 1996, président du Centre méditerranéen des droits de l'homme, dont le siège est installé à Montpellier.

S'exprimant mardi après-midi à Strasbourg, devant la sous-commission des droits de l'homme du Parlement européen, le président de la FIDH, M. Patrick Baudouin, s'est inquiété du procès fait à M. Chamari et des mauvaises manières dont certains citoyens tunisiens continuent à être victimes.

« Ce n'est pas en s'abritant derrière la lutte légitime contre l'intégrisme islamique qu'un régime, quel qu'il soit, peut s'autoriser à prendre de telles libertés avec les libertés », a souligné M. Baudouin. Le président de la FIDH s'est vu interdire, le 23 mai, l'entrée en Tunisie. Le jour même, les députés européens avaient adopté une résolution condamnant la « détérioration » de la situation en Tunisie.

Il serait reproché à M. Chamari d'avoir fourni, à la fin de l'automne 1995, certaines pièces du dossier Moadia à un avocat belge, soupçonné par Tunis d'être un « agent libyen ». Le même type de griefs avait été retenu contre le président du MDS, qui avait été accusé d'avoir reçu, d'un mystérieux ressortissant libyen, de fortes sommes d'argent provenant d'un « Etat étranger » (Le Monde du 1^{er} mars). Personne n'a manqué de relever que l'arrestation de M. Moadia était survenue au lendemain de la publication par le MDS d'une « lettre ouverte » au président Zine El Abidine Ben Ali critiquant la dérive autoritaire du régime et, notamment, les atteintes à la liberté d'expression.

A en croire M. Chamari, son épouse garderait « un moral excellent ». Ses conditions de détention se sont sensiblement améliorées. Il ne peut cependant pas recevoir de livres ni de courrier, et sa famille ne dispose, pour le voir, que d'un « quart d'heure de parloir par semaine ». Sur de son bon droit, le député du MDS s'estime « victime de l'arbitraire politique ». Un collectif d'une vingtaine d'avocats devrait assurer sa défense.

Francis Deron

Catherine Simon

Les Chinois rééditent Marx en BD

PÉKIN

de notre correspondant

Peut-on imaginer littérature plus propre au rêve que *Das Kapital*? Pas au sein de l'administration pékinoise de la presse et de l'édition. Le problème, évidemment, était le caractère quelque peu abstrait de ce monument de la littérature politique. C'est réglé. Les Chinois ont désormais la possibilité de lire Karl Marx... en bandes dessinées (BD).

Cette publication sera la bienvenue dans un monde de l'édition dont on s'aperçoit, au sommet du régime, qu'il est infesté de produits politiquement fort peu corrects. Le côté assez nouveau de l'édition semi-libre a en effet permis l'apparition sur le marché de toute une littérature d'un niveau assez consternant, telle la glorification des exploits nazis ou nippons durant la seconde guerre mondiale. Mais, comme toujours, le régime prend le problème par un bout qui lui est bien spécifique, et en fait plus qu'apparemment nécessaire. Ainsi voit-on amalgamées, dans le nettoyage en cours, des notions aussi différentes, au registre de l'incorrect, que la « vulgarité », le « féodalisme », le « colonialisme », le « bazar » et l'« absurde ».

L'édition n'est pas le seul domaine visé. Cent

vingt-huit firmes ont été mises à l'amende et obligées de changer de nom pour avoir mis en avant « une coloration occidentale ». Cela, a affirmé la presse officielle, « peut avoir une influence négative sur les enfants ». La boîte de nuit Le Bateau pirate, nécessairement mal vue en temps de lutte contre la contrebande, a dû être renommée Le Bateau de Pile. Allez savoir pourquoi.

D'où, en tout cas, l'impérieux besoin de Marx en BD. Ainsi d'ailleurs que de quantités d'autres réorientations, héros nationaux, pauvres victimes des tourments de l'histoire, et autres humbles serviteurs de la cause sacrée, censés être les bouées d'espoir des Chinois perturbés par la mutation en cours. Il s'agit, d'une manière générale, d'éradiquer la mode des enseignes « déraisonnables ».

Dans la foulée, pourtant, Deng Xiaoping - qui, à son corps défendant, a rendu possible ce dérapage - se voit loué en « une » du *Quotidien du peuple* comme le génial promoteur d'une « invention grandiose » dans le « marxisme contemporain » : l'idée que l'individu tire personnellement le profit de son labeur. Est-ce bien « raisonnable »?

L'UE se refuse à renforcer le contrôle des farines animales

BRUXELLES. Le Comité vétérinaire permanent de l'Union européenne n'a pas suivi, mardi 2 juillet, la proposition de la France de renforcer les règles imposées au niveau communautaire pour la fabrication des farines animales afin de lutter contre la maladie de la vache folle, a-t-on appris de source communautaire.

Réunis à Bruxelles, les experts vétérinaires se sont contentés d'adopter une proposition de la Commission renforçant les contrôles sur le traitement des déchets d'abattoir entrant dans la fabrication des farines animales. La France a voté contre cette proposition, et la Finlande s'est abstenue. Le texte adopté par le comité autorise toutefois les Etats membres ayant déjà imposé des mesures plus strictes à les maintenir. - (AFP)

Une journée de solidarité avec la presse algérienne interdite, faute de visas

ALGER. Faute de visas, une cinquantaine de journalistes européens, invités à se rendre à Alger, jeudi 4 juillet, pour marquer leur solidarité avec leurs confrères algériens, ont dû renoncer à faire le voyage. Réunis mardi à Paris, ils ont exprimé leur « consternation » de n'avoir reçu « aucune réponse » à leurs demandes de visas. Ce refus a suscité la protestation de plusieurs éditeurs de la presse privée algérienne. Prévue de longue date, cette initiative visait à dénoncer les menaces qui pèsent sur la presse algérienne, prise en étau entre la « violence intégriste » et « l'arbitraire des autorités ».

Fin juin, le quotidien privé *L'Authentique*, proche de certains factieux de la Sécurité militaire, avait dénoncé les rejets de « paternalisme néo-colonial » dont était, selon lui, entaché le projet. Une pétition, s'insurgeant contre « la mise sous tutelle étrangère du combat des journalistes algériens pour le libre exercice de leur profession », a également circulé, remportant, auprès des employés de la radio-télévision d'Etat notamment, un succès attendu.

EUROPE

■ BOSNIE : un millier de soldats américains appartenant à des unités blindées ont commencé, mardi 2 juin, à se retirer de Bosnie pour être remplacés par un nombre équivalent de policiers militaires. Cette décision du Pentagone intervient alors que le volet militaire des accords de paix a été accompli et que les efforts des forces de l'OTAN portent désormais sur la mise en œuvre des aspects civils (élections et reconstruction). - (AFP)

■ RÉPUBLIQUE TCHÈQUE : le premier ministre Václav Klaus a présenté, mardi 2 juillet, la démission de son gouvernement au président Václav Havel, qui l'a aussitôt chargé de former un nouveau cabinet minoritaire, qui pourrait être institué jeudi. - (AFP)

■ VATICAN : le Conseil pontifical pour la famille a attaqué, pour la deuxième fois en trois mois, la législation américaine sur l'avortement : « L'avortement aux Etats-Unis atteint de nouveaux degrés dans la dépravation et la cruauté », écrit-il dans un document du 2 juillet.

■ RUSSIE : Boris Eltsine a passé le week-end dernier sous surveillance médicale dans une maison de repos du gouvernement, avec seulement sa famille à ses côtés, rapporte le Washington Post dans son édition du mercredi 3 juillet. L'isolement du président, qui souffre officiellement d'une extinction de voix, suggère qu'il est plus malade que le Kremlin veut bien l'admettre, estime le quotidien. - (Reuters)

ASIE

■ CHINE : les autorités ont décidé, mardi 2 juillet, de bannir à compter du 1^{er} septembre l'usage de l'anglais dans les conférences de presse du ministère des affaires étrangères. Cette initiative fait suite à une campagne visant à se débarrasser des influences « coloniales » dans des domaines tels que le cinéma ou la publicité. - (AFP)

AFRIQUE

■ GUINÉE : collaborateur de Radio France internationale et de l'AFP à Conakry, Serge Daniel a été expulsé de Guinée mardi 2 juillet. Les autorités affirment que ses « papiers » étaient « périmés », mais, de source informée, on indique qu'il lui est notamment reproché d'avoir diffusé des informations sur des malversations dans la gestion des services de santé. Serge Daniel, de nationalité béninoise, précise que ces informations avaient déjà été publiées par un hebdomadaire guinéen. - (AFP)

■ AFRIQUE DU SUD : le parti zoulou Inkatha reste majoritaire dans l'ensemble de la province du KwaZulu-Natal, avec 44,4 % des voix, en dépit des progrès importants réalisés dans les villes par le Congrès national africain (ANC, au pouvoir), selon les résultats définitifs des élections locales, publiés mardi 2 juillet. L'ANC obtient 33 % des voix et le Parti national de l'ancien président Frederik De Klerk 12,7 %. - (AFP)

■ BURUNDI : les Etats-Unis ont exprimé leur « soutien total », mardi 2 juillet, au projet d'assistance militaire que les pays voisins doivent apporter au Burundi, à la demande du gouvernement de Bujumbura. D'autre part, l'un des mouvements de la rébellion hutu a accusé l'armée rwandaise d'avoir « empli » le nord-ouest du Burundi. - (AFP)

ÉCONOMIE

■ UNION EUROPÉENNE : l'inflation dans l'Union européenne, calculée sur un rythme annuel, est restée stable à 2,7 % en mai pour le quatrième mois consécutif, selon les chiffres provisoires publiés, mardi 2 juillet, par l'Office des statistiques de l'Union européenne, Eurostat. - (AFP)

■ ÉTATS-UNIS : les ventes de logements neufs ont fait un bond de 7,5 % en mai en rythme annuel pour atteindre leur plus haut niveau depuis plus de dix ans, a annoncé, mardi 2 juillet, le département du commerce. - (AFP)

■ VENEZUELA : l'inflation au premier semestre 1996 a été de 62,3 %, en hausse de 40,2 points par rapport à la même période de l'année précédente, a-t-on appris, mardi 2 juillet, auprès de la Banque centrale du Venezuela (BCV). - (AFP)

■ DÉVELOPPEMENT : près de 60 % des enfants d'Amérique latine vivent sous le seuil de pauvreté, et ce nombre augmente en raison de la croissance rapide de la population, selon un rapport de la Banque mondiale, publié mardi 2 juillet. - (Reuters)

Le meilleur à vos pieds!

LES
SOLDES
D'ASHFORD
CHAUSSEUR

24, RUE DE CHATEAUBUN 75009 PARIS
4, RUE DU GENERAL LANREZAC 75017 PARIS
VENTE PAR CORRESPONDANCE

Tel: 48.88.98.66 - Fax: 48.88.98.68

Bill Clinton devant toujours Bob Dole dans les sondages

La nouvelle affaire secoue pourtant

WASHINGTON. Les sondages d'opinion continuent de montrer une nette avance de Bill Clinton devant Bob Dole, candidat républicain à la présidence des Etats-Unis. Selon une enquête publiée mardi 2 juillet par le *New York Times*, le président démocrate conserve une avance de 10 points par rapport à son adversaire. Cette avance s'explique par le fait que Clinton est toujours considéré comme le favori pour remporter la présidence, malgré les récentes déclarations de Dole sur la nécessité d'une « révolution » dans le gouvernement. Les sondages indiquent également que Clinton est plus populaire que Dole, et que les Américains sont plus satisfaits de son travail que de celui de Dole. Cependant, les sondages montrent également que Clinton est moins populaire que dans les premiers mois de son mandat, et que Dole a gagné en popularité depuis qu'il a été nommé vice-président. Les sondages indiquent également que Clinton est moins populaire que dans les premiers mois de son mandat, et que Dole a gagné en popularité depuis qu'il a été nommé vice-président.

Une demande d'extradition oppose la Colombie et les Etats-Unis

BOGOTÁ. Une demande d'extradition de l'ancien ministre de la Défense de la Colombie, Carlos Rodríguez, a été déposée par les Etats-Unis devant la justice colombienne. Rodríguez, accusé de complicité dans des crimes de guerre, a été arrêté en Colombie et est actuellement en détention. Les Etats-Unis demandent son extradition pour qu'il soit jugé aux Etats-Unis. La Colombie a refusé la demande d'extradition, arguant que Rodríguez n'est pas un suspect dans les crimes de guerre. Les Etats-Unis ont则表示 qu'ils ne se rendent pas à cet argument, et qu'ils demandent l'extradition de Rodríguez pour qu'il soit jugé aux Etats-Unis.

FONCTION PUBLIQUE Les restrictions budgétaires annoncées par le premier ministre porteront, notamment, sur les effectifs de la fonction publique. Les arbitrages se-

ront rendus, selon Jean Arthuis, ministre de l'économie, fin août ou début septembre, mais les syndicats s'inquiètent des réductions d'emplois et du blocage actuel des nég-

ciations salariales. ● LES EFFECTIFS des finances seront réduits de 0,7 % en 1997, et les emplois qui devaient être pourvus au second semestre de 1996 sont gelés, a annoncé Jean Ar-

thuis mardi 2 juillet. Il a précisé que cet « exemple » devra être suivi, en 1997, par les autres ministères. ● LA « RÉFORME DE L'ÉTAT » inquiète aussi les fonctionnaires, qui

craignent la disparition de certaines de leurs missions et des mutations géographiques autoritaires, bien que le gouvernement les assure de sa volonté de concertation.

Les fonctionnaires s'inquiètent pour leur emploi et leur rémunération

Les restrictions annoncées pour 1997 font craindre aux agents de l'Etat de sévères baisses d'effectifs, par non-remplacement des départs à la retraite. Les syndicats sont décidés à accompagner le débat budgétaire de l'automne par des actions revendicatives

LA TRANQUILLITÉ estivale ne doit pas masquer la grogne qui couve chez les fonctionnaires. Leur principal sujet de mécontentement concerne l'emploi, le gouvernement envisageant de ne pas pourvoir une partie des postes qui seront rendus vacants par les départs à la retraite en 1997. Les principaux intéressés aimeraient être fixés sur le nombre exact de postes devant être supprimés. Ils constatent, non sans exaspération, que les « fuites » organisées dans la presse ont fait varier les hypothèses de quelques milliers, d'une semaine à l'autre, au cours des mois d'avril et de mai. Qu'il soit d'ailleurs de 20 000 ou 10 000 seulement, le chiffre des suppressions d'emplois ne tient pas compte, selon eux, des besoins de la population.

Pour l'instant, seuls les agents des finances, invités par leur ministre, Jean Arthuis, à « montrer l'exemple » en matière de rigueur, ont manifesté leur mécontentement (lire ci-dessous). Les fédérations de fonctionnaires sont restées silencieuses. La raison en est simple : les dirigeants syndicaux expliquent qu'on ne mobilise pas pendant les vacances. La FSU a fait savoir qu'elle proposait un rendez-vous à ses collègues, fin juin, afin de « prendre acte du mécontentement ». Les syndicats ainsi interpellés se sont abstenus de répondre, parce qu'ils jugent le rendez-vous inopportun et qu'ils contestent tout leadership de cette organisation. Toutefois, des rapprochements sont à l'étude. Le



« groupe des quatre » (UNSA, CFTC, CFTC, CGC) envisage ainsi d'écrire aux autres fédérations pour leur proposer un rendez-vous à la rentrée.

Déjà, ces quatre fédérations réformistes ont prévenu qu'elles appelleraient les fonctionnaires à l'action si le gouvernement persiste « dans ses intentions de remise en question du service public et de mise à mal de la négociation contractuelle ». Elles l'ont fait au moyen d'une tribune publiée par

Le Monde du 13 juin. Indignées par les propos du premier ministre sur la « mauvaise graisse » dans la fonction publique, elles l'ont averti que « la rentrée, avec le rendez-vous traditionnel du débat parlementaire sur le projet de loi de finances, sonnera l'heure de vérité ».

Les fonctionnaires ont un deuxième sujet de mécontentement : les traitements. Bien qu'elle ait été massivement suivie, la grève du 10 octobre 1995, destinée à protester contre le « gel »

programmé pour l'année suivante, n'a pas fait plier le gouvernement. La négociation promise pour le printemps a été repoussée sine die. Le ministre de la fonction publique, Dominique Perben, rencontre, certes, les organisations syndicales depuis le début du mois de juin, mais il s'agit de réunions bilatérales, destinées à faire l'inventaire des revendications, et non de séances de négociation. La plupart des syndicalistes considèrent, en privé, que le ministre cherche à gagner du temps.

M. Perben a prévenu ses interlocuteurs qu'il pourrait négocier un accord portant sur 1997 et 1998, mais il a confirmé que 1996 sera une année « blanche ». Les syndicats n'admettent pas ce préalable puisque tous demandent, au minimum, l'alignement des salaires sur les prix. Ils seront d'autant moins enclins à céder qu'ils vont entrer, après les vacances, en campagne électorale : les élections des représentants du personnel enseignant de l'éducation nationale, organisées tous les trois ans, auront lieu en décembre. Ce scrutin qui, en 1993, avait bouleversé le paysage syndical en consacrant l'émergence de la FSU, pourrait amener les uns et les autres à durcir leurs positions. La crainte d'une certaine surenchère pourrait, à contrario, inciter le gouvernement à ne pas organiser de négociation salariale à la rentrée.

Aux menaces concernant l'emploi et les salaires s'ajoute une certaine inquiétude liée à la « ré-

forme de l'Etat ». Les fonctionnaires craignent que les dispositions présentées le 1^{er} juillet par MM. Juppé et Perben n'entraînent la suppression de certaines de leurs missions, ne leur imposent une polyvalence excessive ou ne déplacent certains postes de travail. Tout en précisant que les mouvements de personnels doivent être « naturels », le gouvernement prévoit, en effet, de transférer en trois ans 10 % des ef-

Une négociation est en cours sur le temps de travail, et le ministre aimerait parvenir à un accord d'ici peu

fectifs des administrations centrales dans les services déconcentrés (lire ci-dessous).

A l'approche des élections législatives de 1998, certains pensent peut-être que le gouvernement aurait intérêt à négocier la paix sociale : l'accord salarial négocié par le gouvernement Balladur, en 1993, avait permis de passer sans encombre le cap de l'élection présidentielle. Le ministre de la fonction publique pourra faire valoir qu'il mène un dialogue actif avec

les représentants des fonctionnaires, puisqu'il a obtenu la signature de deux accords, en l'espace de quatre mois : le premier augmente le budget consacré à la formation continue ; le second, signé le 14 mai et consacré à la résorption de l'emploi précaire, devrait améliorer la situation de quelque 150 000 agents des trois fonctions publiques (Etat, collectivités locales et hôpitaux) au cours des quatre années à venir.

Une négociation est en cours sur le temps de travail, et le ministre aimerait parvenir à un accord d'ici peu. Pour accélérer les choses, il pourrait être tenté de limiter cet accord à une simple transposition de l'accord patron-syndicats du 6 septembre 1995 sur la cessation anticipée d'activité, qui prévoit que les salariés du secteur privé disposant de quarante années de cotisation peuvent partir à la retraite dès cinquante-huit ans, en échange de l'embauche d'un jeune. Le sommet social du 21 décembre 1995 avait imposé la transposition de cet accord aux trois fonctions publiques. Certaines fédérations de fonctionnaires jugent que cette disposition ne mérite pas de faire l'objet d'une négociation, dans la mesure où elle ne comporte aucune mesure sur la réduction du temps de travail. D'autres pourraient être tentées de signer un tel accord, en jugeant qu'il compenserait une partie des suppressions d'emploi décidées par ailleurs.

R. Rs.

Jean Arthuis annonce une réduction de 0,7 % des effectifs des finances

DÈS LE SECOND SEMESTRE DE 1996, mille emplois seront « gelés » dans les services de l'économie et des finances, a annoncé le ministre, Jean Arthuis, mardi 2 juillet, lors d'une réunion du comité technique paritaire qui, composé de représentants des administrations et d'élus syndicaux, a à connaître des conditions de travail des agents. Il a justifié ces restrictions par des « rentrées fiscales moins bonnes que prévu ». Les concours annoncés ne seront donc pas organisés.

M. Arthuis a précisé que les arbitrages concernant les effectifs, en 1997, ne seront rendus qu'à la fin du mois d'août ou au début de septembre, mais qu'il faut envisager la suppression de 0,7 % des emplois (soit 1 295, puisque le ministère en compte 185 000). Il a précisé que le ministère des finances doit « montrer l'exemple », mais qu'aucun ministère ne sera exonéré de l'ef-

fort de rigueur. En outre, 900 millions de francs de crédits budgétés pour 1996 ne devront pas être utilisés. Seule bonne nouvelle pour les agents : M. Arthuis a assuré que le service de la redevance doit rester sous sa tutelle.

Jacky Lesueur, secrétaire général de la fédération des finances FO et porte-parole de l'ensemble des syndicats, a protesté contre les annonces relatives aux emplois. Il a laissé entendre qu'il appellera le personnel à se mobiliser à la rentrée. Le 27 juin, déjà, l'ensemble des fédérations des finances avaient appelé à une journée de grève, suivie par 20 % du personnel.

Si les agents des finances ont réagi plus vite que leurs collègues, c'est qu'ils se sentent davantage menacés, mais aussi moins bien traités par les pouvoirs publics : à la différence de l'éducation nationale, de la police ou de la justice, les services financiers

ont perdu à peu près 12 000 emplois en une dizaine d'années (189 961 en 1984, 177 579 en 1995). Certes, les services disposent désormais de micro-ordinateurs et de plans de formation qui ont permis d'obtenir des gains de productivité, mais la population « fiscalisable » a augmenté elle aussi, et les textes fiscaux sont toujours plus complexes. Cependant, à la différence des policiers, ils ne trouvent guère de soutien dans le public : les contribuables ne réclament pas l'embauche de douaniers ou d'agents de recouvrement supplémentaires.

RANCOEUR

La représentation syndicale des agents des finances est donc plutôt « contestataire » : Force ouvrière est le premier syndicat, avec 25 % des voix. Il est suivi par la FDSU (Fédération des syndicats unitaires), proche du « Groupe des dix », qui totalise près de 23 %

des voix, la CGT (20,6 %), la CFDT (19,3 %), fédération qui se trouve dans l'opposition à la ligne de Nicole Notat et dont certains militants sont partis pour fonder les syndicats SUD-Trésor et SUD-douanes (Le Monde du 18 juin).

En 1989, les agents des finances avaient fait une grève de plusieurs mois pour leur pouvoir d'achat et leurs conditions de travail. Ils ont été en pointe dans le conflit de novembre et décembre 1995, avec l'éducation nationale et l'équipement, ce qui leur vaut de payer encore des retenues sur salaire. Ils nourrissent une certaine rancœur, à ce sujet, envers leur ministre, qui a appliqué strictement les directives interministérielles pour calculer ces retenues alors que François Bayrou, observent-ils, a été plus indulgent avec les enseignants.

R. Rs.

Une « réforme de l'Etat » pour rapprocher l'administration des citoyens

LE PROJET PRÉCIS de réforme de l'Etat est maintenant connu. Annoncé, dès la constitution du premier gouvernement d'Alain Juppé comme devant être un des grands thèmes du septennat de Jacques Chirac, ses grandes lignes ont été présentées par le premier ministre dans une tribune publiée par Ouest-France, le 1^{er} juillet, et le ministre de la fonction publique, Dominique Perben, en a précisé les contours lors d'une conférence de presse le même jour. Pour l'essentiel, les décisions gouvernementales reprennent les mesures soumises à la concertation syndicale cet hiver (Le Monde du 8 mars).

Cette réforme consiste, en premier lieu, à rendre l'administration « plus simple ». Ainsi le conseil des ministres devrait bientôt adopter un projet de loi consacrant le droit des usagers à obtenir une réponse rapide. De même seront supprimées un certain nombre d'autorisations administratives et multipliés les cas où une non-réponse de l'administration vaut accord tacite.

Pour assurer le règlement plus rapide des fournisseurs de l'administration, le gouvernement veut expérimenter une procédure de référé devant le juge « permettant à toute personne physique ou morale

ayant une créance sur l'Etat, non contestée par ce dernier, d'être payée sans délai ». Le droit de saisir le médiateur de la République devrait être étendu aux présidents de conseils généraux et régionaux. Le médiateur pourrait en outre s'autosaisir d'affaires illustrant un dysfonctionnement de l'administration. Le gouvernement a décidé, enfin, d'introduire le paiement par carte bancaire dans les perceptions, les tribunaux, les universités.

« MAISON DES SERVICES PUBLICS »

L'administration devant, en second lieu, être « plus proche » des citoyens, le projet prévoit de renforcer la déconcentration. Il programme un transfert de 10 % des effectifs des administrations centrales vers les services extérieurs de l'Etat ; cela concernerait 7 000 personnes d'ici à 1998. Le nombre de directions centrales devra, lui, être réduit de 30 %.

Le gouvernement souhaitait « réorganiser les services territoriaux de l'Etat, à l'horizon du siècle prochain », des expérimentations seront conduites « à partir du début de l'année 1997 ». Les préfets disposeront, « au travers du fonds de réforme de l'Etat, de crédits leur permettant de mieux prévoir et surtout de réagir plus vite face aux pro-

blèmes des quartiers en difficulté ». Des contrats de service triennaux (par lesquels les chefs de service déconcentrés s'engageront sur certains objectifs, en échange d'une globalisation de leurs crédits) seront expérimentés dès 1996.

Les hauts fonctionnaires sur le terrain

Les anciens élèves de l'Ecole nationale d'administration devront « exercer, pendant deux ans au moins, au cours des six premières années de leur carrière », une responsabilité dans un service territorial de l'Etat ou une collectivité locale, prévoit la réforme voulue par le gouvernement. Cette condition sera nécessaire pour accéder à un emploi de sous-directeur ou de chef de service.

Le gouvernement entend par ailleurs revoir la formation permanente des hauts fonctionnaires, qui devra « être tournée vers l'analyse de situations concrètes et le développement des capacités à anticiper et à innover ». Cette mesure – dont le financement n'est pas précisé – devrait satisfaire Jean Coussirou, ancien directeur de l'ENA, qui l'avait recommandée avec force dans un ouvrage intitulé *Faut-il supprimer l'ENA ?* (Les Editions d'Organisation), jugeant que seule une formation permanente obligatoire comblerait les lacunes de la formation initiale dispensée par l'ENA.

En outre, des « maisons des services publics » permettant aux usagers d'avoir accès, en un lieu unique, à un grand nombre de services publics différents seront créées « en priorité dans les zones les plus menacées par la destruction du lien social : les banlieues et les ré-

gions rurales ». La mobilité des fonctionnaires, entre Paris et la province, devrait être facilitée par le regroupement de certains corps de fonctionnaires, sujet qui devra toutefois « faire l'objet d'une concertation approfondie avec les

de finances pour 1997), doter l'Etat d'une comptabilité patrimoniale, renforcer les capacités d'élaboration et d'évaluation des politiques publiques, mettre en place des comités stratégiques, chargés d'améliorer la tutelle de l'Etat sur les entreprises publiques.

En ce qui concerne les agents, le gouvernement veut mettre en place, en 1997, « une nouvelle procédure d'évaluation individuelle », qui « appréciera la manière de servir du fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions » et permettra de « renforcer le dialogue entre le supérieur hiérarchique et l'agent, au cours d'entretiens réguliers d'évaluation ». Ce nouveau système de notation est « déjà mis en place à La Poste et France Télécom ». Le gouvernement ne précise pas si cette nouvelle méthode d'évaluation influera sur la rémunération des agents. Alain Juppé a souligné que son gouvernement « n'a pas l'intention de remettre en cause le statut de la fonction publique », celui-ci ayant « démontré qu'il constituait, à condition qu'on sache en exploiter toutes les potentialités, un cadre moderne et à bien des égards irremplaçable pour organiser la carrière ».

R. Rs.

Rafaële Rivals

IL NE MANQUAIT
SAUF PEUT ÊTRE



JEAN-LUC ET LES AUTRES

e

مكتبة الكتب

(Publicité)

Photo : DFP - BDP

**IL NE MANQUAIT RIEN POUR QUE TOUT FUT PARFAIT
(SAUF PEUT ÊTRE UNE QUATRIÈME MARCHÉ AU PODIUM).**



RENAULT ET ELF AUX QUATRE PREMIÈRES PLACES DU GRAND PRIX DE FRANCE 96.

elf

RENAULT

et leur rémunération

non-remplacement des départs à la retraite
sections revendicatives

la négociation

l'en cours sur

temps de travail

le ministre

merait parvenir

un accord

le peu

inances

citoyens

Alain Juppé se rendra en Corse dans la seconde quinzaine de juillet

Les nationalistes du MPA condamnent l'attentat de Bastia

Les obsèques de Pierre-Louis Lorenzi, tué dans l'attentat de Bastia, lundi 1^{er} juillet, ont eu lieu, mercredi 3 juillet, à Lucciana, en Haute-Corse. L'île s'interroge sur

l'identité des auteurs d'un attentat qui condamne les milieux nationalistes. Alain Juppé devait confirmer, mercredi, sa visite en Corse, après le 15 juillet.

ÉCŒUREMENT, désarroi, inquiétude et incompréhension sont les mots qui résument le rôle de l'ambassadeur en Corse au lendemain du sanglant attentat à la voiture piégée sur le vieux port de Bastia. Dans l'immédiat, l'interrogation essentielle porte sur les commanditaires de l'explosion. Les milieux nationalistes refusent d'admettre, mardi 2 juillet, que cet acte de terrorisme aveugle ait pu venir de leurs rangs. Le Mouvement pour l'autodétermination (MPA), rival de la Cuncolta nazionalista - dont Charles Pleri, apparemment visé par les terroristes, est l'un des principaux dirigeants -, a condamné mardi « de [la] manière la plus ferme qui soit » l'attentat. « Ce terrorisme aveugle indigne de la Corse et des Corse précipite un peu plus notre pays vers le gouffre (...). Quels qu'en soient les auteurs, quelles que soient leurs motivations, ils portent, face au peuple corse, une étonnante responsabilité », a ajouté le MPA.

Au sein du gouvernement, après les premières réactions indignées de Jean-Louis Bianco, ministre de l'Intérieur, et de Jacques Toubon, garde des sceaux, Dominique Perben, ministre de la fonction publique, a déclaré que « la seule issue possible » est de « continuer » la politique « de rigueur et de dialogue ».

Par ailleurs, les responsables politiques, en dehors du secrétaire général du RPR, Jean-François Marcel, qui a affirmé que « l'odieuse

attentat » de Bastia « ne doit pas mettre en cause la politique courageuse mise en œuvre » en Corse, le gouvernement a été sommé de manifester une plus grande fermeté. Le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin (RPR), a ainsi affirmé : « Le gouvernement a exprimé sa volonté d'emprunter la voie du dialogue et de la fermeté. Je pense que la fermeté est effectivement une nécessité ».

« AU STADE DU LIBAN » Patrick Devedjian, député (RPR) des Hauts-de-Seine, qui soutient qu'on est maintenant en Corse « au stade du Liban », a assuré qu'il faut « purger la situation par une consultation populaire ». « On verra que l'ensemble des Corse tiennent à rester dans la République française », a ajouté l'élus balladurien, et « l'on pourra avoir une action répressive beaucoup plus forte parce que beaucoup plus légitime ». A l'UDF, le porte-parole du PR, Ladislav Potia-rowski, a demandé : « Quand la loi française va-t-elle être appliquée sur l'île ? » Il a proposé l'interdiction de toutes les armes pendant un certain nombre d'années, tout en affirmant que « les bandes cachent soigneusement ces armes dans des endroits où on ne trouvera jamais ».

Dans l'opposition, le porte-parole du PS, François Hollande, souhaite que le gouvernement prenne « conscience de l'ampleur de la dégradation de la situation et de l'inef-

ficacité de la politique qu'il mène au nom d'un dialogue trop souvent clandestin et d'une fermeté trop souvent intermittente ». Le premier ministre, Alain Juppé, lors de son déplacement en Corse (prévu pour après le 15 juillet), « ne pourra limiter ses annonces à la seule zone franche, qui apparaît aujourd'hui comme une réponse totalement inappropriée », a ajouté M. Hollande.

Dans l'île, le maire de Bastia Emile Zuccarelli (Radical), qui a toujours été opposé aux discussions politiques avec les nationalistes, a lancé : « Asses de tergiversations ! », en exigeant que « l'Etat prenne les moyens de faire respecter la loi » et fasse « désarmer les bandes armées ». Plus nuancé, José Rossi (UDF-PR), député et président du conseil général de Corse-du-Sud, a affirmé : « C'est par une très grande persévérance que l'on règlera ces problèmes mais (...) le gouvernement [doit] faire des gestes forts (...). Il faut (...) que les auteurs de ces attentats soient identifiés, arrêtés et jugés, ce qui n'est pas le cas depuis un bout de temps (...). Avant de parler de dissolution des assemblées locales, avant de parler de consultation populaire, alors que les Corse n'imaginent pas un seul instant vivre ailleurs que dans la République française, il faut que l'Etat soit en mesure de démontrer qu'il est capable d'assumer pleinement sa mission ».

Le secrétaire général de l'Elysée perd son procès contre un journaliste

Pour le tribunal correctionnel de Paris, Philippe Alexandre, de RTL, a apporté à ses auditeurs une « contribution nécessaire à l'information »

LA DIX-SEPTIÈME CHAMBRE du tribunal correctionnel de Paris a débouté de sa plainte, mardi 2 juillet, Dominique de Villepin, secrétaire général de la présidence de la République, qui avait engagé une action contre le journaliste Philippe Alexandre à la suite de la diffusion d'une chronique de ce dernier sur RTL, le 5 octobre 1995, jugée par lui diffamatoire.

« Le président de la République, responsable des armées, c'est Chirac. Le premier ministre, patron du RPR, c'est Juppé. Le grand chef, c'est Villepin », avait déclaré le chroniqueur ce jour-là. Il présentait le secrétaire général de l'Elysée dans ces termes : « Dominique Galouzeau de Villepin, quarante et un ans, aristocrate comme son nom l'indique, énarque naturellement et diplomate par éducation, est la pièce centrale de la machine chiraquienne ». Il indiquait que les ministres étaient placés « sous [sa] surveillance ».

L'attention particulière que portait Philippe Alexandre à l'ancien directeur du cabinet d'Alain Juppé au ministère des affaires étrangères se justifiait par le rôle qu'avait joué, selon lui, M. de Villepin dans la composition de l'équipe de Jean Arthuis, successeur d'Alain Madelin au ministère de l'Économie et des finances en août 1995.

Non seulement Philippe Alexandre soutenait que le secré-

taire général avait bloqué la nomination du directeur de cabinet choisi par M. Arthuis, puis « fait nommer sous-préfet en Franche-Comté un de ses plus proches collaborateurs », mais il ajoutait que « plusieurs autres conseillers du ministre, choisis par lui, [avaient] fait l'objet de pressions bizarres, de menaces voilées, d'offres aimables d'aller poursuivre ailleurs leur carrière... » Le journaliste affirmait, enfin, qu'« une conseillère [s'était] même vu menacer d'une vérification fiscale personnelle et approfondie ».

Dans son jugement, le tribunal estime que « le fonctionnement de nos institutions, les rapports entre l'Elysée, le premier ministre et les différents ministres au sein du pouvoir exécutif constituent des sujets d'intérêt général, qui doivent pouvoir être librement débattus dans une société démocratique, même au prix de polémiques ».

Les juges précisent que « la liberté d'expression nécessite donc, de la part du tribunal, d'autant plus de tolérance dans l'appréciation de la critique des responsables politiques que leurs fonctions sont élevées et leurs pouvoirs étendus ».

« PLURALISME » Pour « excessifs » qu'ils soient, les propos de Philippe Alexandre ne sont pas jugés diffamatoires par le tribunal. Ce dernier les qualifie de « point de vue personnel »,

apportant « une contribution nécessaire à l'information des auditeurs et au pluralisme ». Les magistrats regrettent seulement que le journaliste ait évoqué la menace d'un contrôle fiscal sans en vérifier la réalité.

M. de Villepin n'a pas répondu, mercredi matin, à la question de savoir s'il avait décidé de faire appel du jugement du tribunal correctionnel de Paris.

DEUX PRÉCÉDENTS Les plaintes pour diffamation déposées par des secrétaires généraux de l'Elysée contre la presse ont été peu nombreuses sous la V^e République. Il y a, à notre connaissance, deux précédents à celle de M. de Villepin : Michel Jobert, sous la présidence de Georges Pompidou, avait poursuivi, en 1971, le directeur de Combat, quotidien aujourd'hui disparu et qui l'avait mis en cause dans l'affaire de la Garantie foncière portant sur des détournements de fonds ; Jean-Louis Bianco, sous la présidence de François Mitterrand, avait attaqué, en 1985, l'hebdomadaire VSD, qui l'avait mis en cause dans l'affaire Greenpeace, c'est-à-dire le sabotage du navire écologiste Rainbow Warrior par les services de renseignements français dans le port d'Auckland, en Nouvelle-Zélande.

Olivier Biffaud

Forêt au faîte, seigle au tapis

CEUX QUI, agronomes ou écologistes, ont en mémoire cette mise en garde de Chateaubriand - « Partout où l'arbre a disparu, l'homme sera puni de son imprvoyance » - peuvent être désormais rassurés. Dans sa dernière étude, intitulée « Un demi-siècle d'agriculture », l'Insee publie des chiffres éloquentes. Si les pâtures et les champs ont fortement régressé depuis 1950, les surfaces de forêts, en revanche, ont progressé. On ne reviendra certes pas de si tôt au paysage qui caractérisait le royaume avant que Colbert ne donne l'ordre de saigner les forêts pour construire les vaisseaux du souverain, et la France ne sera sans doute jamais la Finlande ou le Bornéo ; mais les choses vont mieux, au point que les chevreuils prolifèrent.

Si la France peut se targuer de rester la première puissance agricole des Quinze, ce n'est pas seulement grâce aux 50 milliards de francs d'excédents de blé, sucre et fromages qu'engrange sa balance commerciale et à la réputation de ses vignobles ou de ses taureaux limousins ; c'est aussi parce que, sur les 55 millions d'hectares du territoire national, 33 millions sont encore consacrés à l'agri-

culture. En deux générations cependant, les sillons et l'herbe ont dû céder 6 millions d'hectares non seulement aux futures et plantations, mais aussi au béton des villes, des autoroutes et des aéroports.

LES VACHES, « USINES À LAIT »

Les experts de l'Insee mettent le doigt sur une évolution qui touche un légume cher au cœur des Français : la pomme de terre. Les surfaces consacrées à ce tubercule sont passées de 990 000 hectares en 1950 à seulement 165 000 en 1994. Cela n'empêche pas le Pas-de-Calais d'avoir la plus grosse usine du monde de fabrication de chips. Vignobles, carrés de pois secs, de haricots ou de lentilles, clapiers à lapins, vergers familiaux se sont réduits comme peau de chagrin. L'agriculture de performance a pris le pas sur l'agriculture de subsistance, surtout depuis le début des années 60, qui ont glorifié la productivité.

Les céréales sont le secteur qui illustre le mieux cette mue agricole : victime de la disparition de la traction animale - en dépit d'une sensible reprise de l'élevage du cheval, par exemple pour les travaux de débardage dans

les forêts -, l'avoine fait figure de culture délaissée alors que le blé est devenu le plus grande tristesse des jardiniers de la mémoire bretonne et des Auvergnats du Ségala, les surfaces plantées en seigle ont été divisées par dix.

L'agriculture, comme les autres activités économiques, ne saurait se complaire dans les regrets d'un âge d'or. Les entreprises sont devenues performantes, les exploitations se sont agrandies, les rendements ont explosé : 757 quintaux de tomates à l'hectare en 1994, au lieu de 172 en 1950, 29 au lieu de 12 pour le colza, 78 au lieu de 13 pour le maïs, nourriture majeure pour les porcs qui n'existaient quasiment pas en Bretagne il y a vingt-cinq ans. Les vaches sont devenues des « usines à lait » : 5 260 litres par animal en 1994, contre 1 942 en 1950. Elles sont épuisées par un stakhanovisme et un taylorisme qui fient se révolter la classe ouvrière. Les « ateliers d'engraisement » et les « élevages hors sol » sont leur horizon quotidien. Pas étonnant que beaucoup d'entre elles deviennent folles...

François Grosrichard

Charles Pasqua cherche à créer un nouveau pôle au sein de la majorité

LE RPR ne suffit plus à son bonheur. Jugant que la majorité présidentielle - plus large que la majorité parlementaire - n'a pas été organisée après l'élection de Jacques Chirac, Charles Pasqua veut relancer. Demain la France, l'association qu'il avait créée, en mars 1991, en compagnie de Philippe Séguin. Une sorte d'« assemblée référendaire » est convoquée, mercredi 3 juillet au Sénat, pour adopter un manifeste, mettre en place des commissions et renouveler les instances dirigeantes. Au même moment, le président de l'Assemblée nationale devrait être opportunément retenu par une réception dans une ambassade d'un pays voisin.

Dans l'entourage de M. Séguin, on assure qu'il n'y a nulle divergence entre les deux hommes, que le député des Vosges suit avec beaucoup d'attention tout ce qui peut alimenter la réflexion politique, mais qu'il ne souhaite pas s'engager davantage. Réconcilié avec le président de la République et considéré par la direction du mouvement néogaulliste comme un partenaire avec lequel il faut compter, M. Pasqua, lui, veut diversifier l'offre politique. Il n'est pas le seul.

Le premier, Edouard Balladur a entrepris une tournée en province, qui, en cinq mois, l'a conduit dans sept départements. Plus récemment, le maire de Neuilly, Nicolas

Sarkozy, s'est laissé tenter, à son tour, par la rencontre de « la France profonde ». Le 28 juin, près de trois cents personnes sont ainsi venues participer à un dîner-débat payant organisé dans la petite ville de Saint-Loup-sur-Semouse (Haute-Saône) à l'initiative d'un député RPR, Philippe Legras. En 1995, M. Legras avait fait le choix de Jacques Chirac à l'élection présidentielle, et c'est délibérément, pour mieux sceller la nécessaire union de la majorité, qu'il avait invité l'ancien porte-parole de la campagne présidentielle de M. Balladur. « Cessons de culpabiliser d'être un peu différents les uns des autres au sein de la majorité », a affirmé le député de Haute-Saône à cette occasion. « Le pire

en politique, c'est de générer l'en-nui. Cela favorise les abstentionnistes et le Front national », lui a répondu M. Sarkozy.

Troublé, l'électorat de la majorité a manifesté besoin de débattre, de vérifier lui-même s'il y a ou non une autre politique que celle conduite par le gouvernement. De ce point de vue, Charles Pasqua considère qu'un lien existe entre tous les chevaux-légers de la majorité. « Tout le monde est d'accord sur la nécessité de diminuer le poids de l'Etat, sur la nécessité d'alléger la fiscalité, sur la nécessité de la relance économique. C'est sur les moyens que nous divergeons », explique-t-il, en faisant référence à M. Balladur, à Alain Madelin et à Philippe de Villiers. Pour autant, il

n'est pas question de répondre, dans l'immédiat, à l'appel de M. de Villiers, président du Mouvement pour la France, selon lequel il faudrait rassembler « les déçus de la majorité » et attribuer un label commun, aux prochaines élections législatives, aux candidats de la « majorité critique ». La proposition n'est pas jugée d'actualité.

CRITIQUE À L'ÉGARD DE L'UDF

Surtout, M. Pasqua préfère entretenir ses réseaux au sein de la majorité. Une soixantaine de parlementaires, du RPR mais aussi de l'UDF, lui auraient déjà donné leur accord pour participer aux travaux des trois commissions de Demain la France, constituées pour réfléchir au modèle républicain, au développement économique et au progrès social. « Sa démarche est originale, mais non pas dissidente », assure l'un des proches du sénateur des Hauts-de-Seine. Voire... Sceptique sur le rôle joué par le RPR depuis que celui-ci est présidé par le premier ministre, Alain Juppé, et très critique sur les orientations de l'UDF, dès lors qu'elle « se contente de taper sur le Front national », M. Pasqua ne cache plus qu'en dernière hypothèse, la mouvance qu'il représente pourrait, un jour, prendre son autonomie.

Jean-Louis Saux

L'« intimité nationale » face aux désordres extérieurs

« Loin d'atténuer la concurrence entre les pays, la mondialisation amplifie pour, bientôt, l'exacerbent. Le XXI^e siècle verra émerger une nouvelle hiérarchie entre les nations, nombre d'entre elles accédant à la puissance économique et postulant à l'influence politique. C'est dans ce monde-là qu'il nous faut préserver le rang de la France. L'Europe ne saurait y pourvoir à notre place », affirme l'ancien-projet de manifeste de Demain la France. Proposant de « régénérer notre projet républicain » et de refonder « notre citoyenneté », le texte précise qu'il n'est pas question de « concevoir la France comme une mosaïque de communautés et de collectivités séparées et bientôt antagonistes, ni comme un territoire de résidents choisissant à la carte les services qui les arrangent ». L'objectif est « une société qui s'affranchisse des modèles rétrogrades qu'on lui propose, pour trouver son équilibre dans une forme d'intimité nationale qui sache corriger les désordres du monde extérieur ».

Les idées du FN sont jugées contraires au catholicisme

SECON UNE ENQUÊTE réalisée par l'Institut CSA, les 11 et 13 juin auprès de 1 002 personnes et publiée par l'hebdomadaire *La Vie* du 3 juillet, près des deux tiers de Français (64 %) jugent que les idées du Front national (FN) ne sont pas « compatibles » avec les valeurs du catholicisme. 12 % sont d'accord avec cette affirmation et 24 % ne se prononcent pas. Plus on est catholique pratiquant régulier, plus cette incompatibilité est soulignée : seuls 9 % des catholiques pratiquants interrogés estiment que les thèses du Front national sont compatibles avec le catholicisme. Par ailleurs, 70 % de l'ensemble des Français interrogés dans ce sondage sont d'accord pour qualifier le FN de formation d'extrême droite, tandis que 23 % n'approuvent pas cette expression.

FO songe à contrer la CFDT à l'Unedic

LE COMITÉ confédéral national (CCN) de FO, qui s'est ouvert, mardi 2 juillet, a essentiellement traité de la Sécurité sociale. A l'issue de ces travaux, FO devrait officiellement renoncer à présenter, le 16 juillet, un candidat à la présidence de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS). FO ne devrait pas prendre part au vote, mais continuera à siéger au conseil d'administration de la CNAMTS. Cette position ne recueille pas l'unanimité. Plusieurs membres du CCN ont souhaité que Jean-Claude Mallet, actuel président FO de la CNAMTS, se représente. Au sein de FO, des voix se font entendre pour demander à Marc Blondel de se présenter personnellement à la présidence de l'Unedic (assurance-chômage) en septembre contre Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT.

DÉPÊCHES

■ **PERSONNES AGÉES** : le Sénat examinera à l'automne une proposition de loi destinée à remplacer l'allocation compensatrice pour les personnes âgées dépendantes, versée par les départements, par une prestation en nature. Déposé avant le 14 juillet, ce texte sera moins ambitieux que le projet de prestation autonome que le gouvernement a dû différer pour des raisons financières (*Le Monde* du 28 juin). Alain Juppé recevra, le 10 juillet, les parlementaires concernés et les représentants des collectivités locales pour parvenir à un accord sur la proposition sénatoriale, qui s'appliquerait, si elle est votée, dès janvier 1997.

■ **RETRAITE** : Michel Berson, député PS de l'Essonne, a déposé, mardi 2 juillet, au nom du groupe socialiste, une proposition de loi permettant aux chômeurs de moins de soixante ans ayant quarante années de cotisations de faire valoir leurs droits à la retraite. Cette proposition met en place « un dispositif de solidarité » instaurant, pour les chômeurs, « une allocation d'attente pour la retraite, équivalente à celle mise en place pour les salariés actifs dans le cadre de l'accord Unedic du 6 septembre 1995 ».

■ **VACHE FOLLE** : la mission parlementaire d'information sur l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), présidée par Evelyn Guilhem (RPR, Haute-Vienne), a fixé, mardi 2 juillet, son calendrier de travail. Avant de publier un « rapport d'étape » à la mi-octobre, elle procédera à des auditions ouvertes à la presse les 9, 10, 16 et 17 juillet ainsi que les 4, 10, 17, 24 et 25 septembre. La mission entendra les ministres concernés, des scientifiques, des exploitants, des syndicalistes agricoles et des vétérinaires.

■ **CONTRAT D'UNION SOCIALE** : Laurent Fabius, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, devait présenter, mercredi 3 juillet, « les grandes lignes de la proposition de loi sur le contrat d'union sociale » (CUS) promise récemment par le PS. Les socialistes ont récemment « approuvé le principe » du CUS, qui assure une reconnaissance légale pour les couples non mariés, hétérosexuels ou homosexuels.

■ **CONSEILS GÉNÉRAUX** : le 66^e congrès de l'Assemblée des présidents de conseil généraux (APCG) aura lieu les 18 et 19 septembre à Montpellier. Présidée par Jean Puech, cette rencontre se tiendra en présence de Monika Wulf-Mathies, commissaire européen en charge de la politique régionale, du fonds de cohésion et des relations avec le comité des régions. Le congrès s'intéressera notamment au rôle des départements dans la construction européenne et à la réforme de l'Etat.

مكتبة الكمال

(Publicité)

LE MONDE / JEUDI 4 JUILLET 1996 / 9

Le directeur général de l'Elysée
accusé contre un journaliste
tribunal correctionnel de Paris,
le directeur de RTL, a apporté à ses auditeurs
la preuve nécessaire à l'information

Le directeur général de l'Elysée, Jacques Chirac, a été accusé par un journaliste de RTL, Jean-Marie Le Pen, d'avoir tenté de le faire passer pour un homme d'Etat. Le Pen a déclaré à ses auditeurs que Chirac avait tenté de le faire passer pour un homme d'Etat. Le Pen a déclaré à ses auditeurs que Chirac avait tenté de le faire passer pour un homme d'Etat. Le Pen a déclaré à ses auditeurs que Chirac avait tenté de le faire passer pour un homme d'Etat.

DEUX PRECEDENTS

Le Pen a déclaré à ses auditeurs que Chirac avait tenté de le faire passer pour un homme d'Etat. Le Pen a déclaré à ses auditeurs que Chirac avait tenté de le faire passer pour un homme d'Etat. Le Pen a déclaré à ses auditeurs que Chirac avait tenté de le faire passer pour un homme d'Etat.

Les idées du FN sont jugées contraires au catholicisme

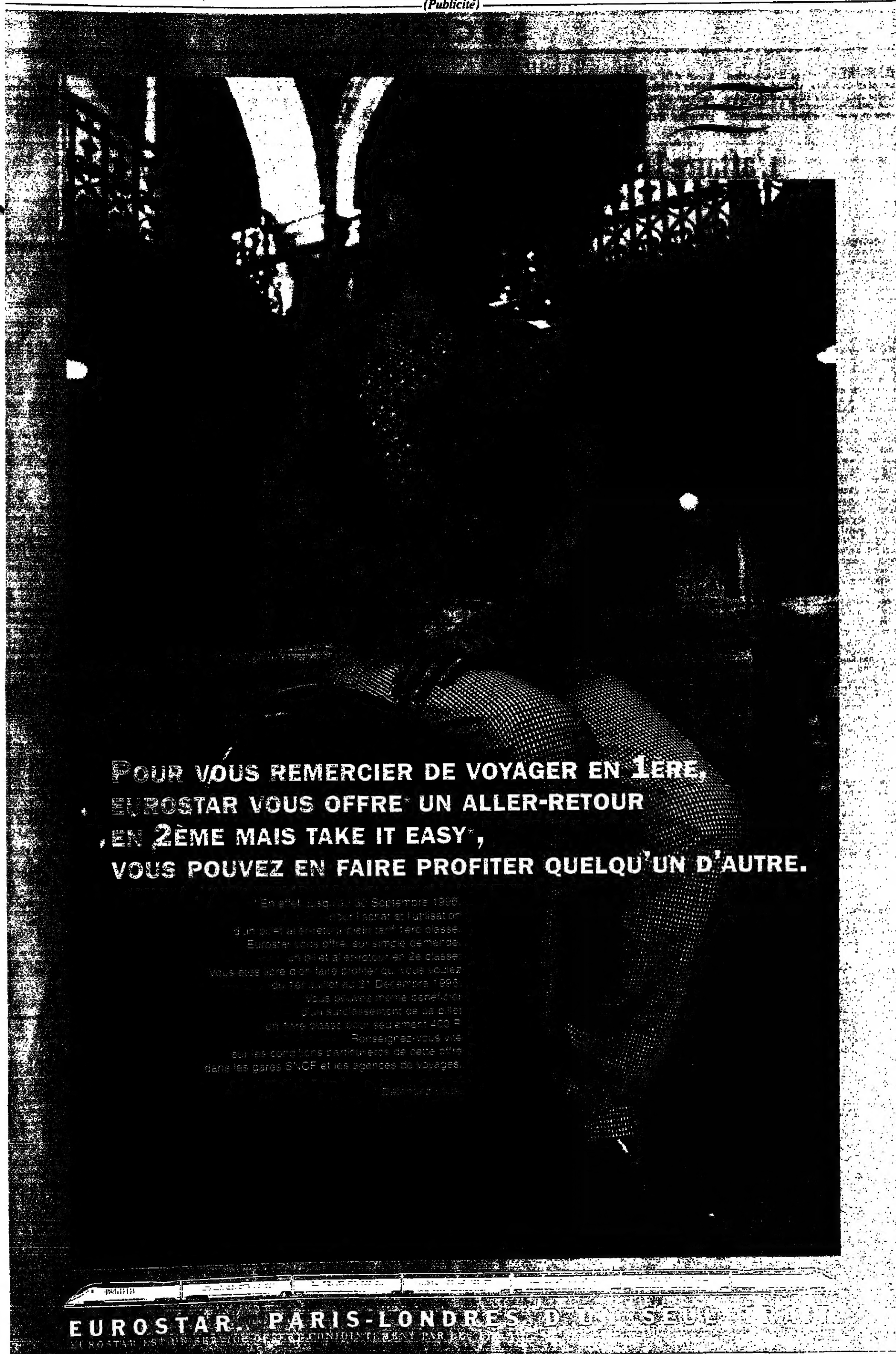
Le Pen a déclaré à ses auditeurs que Chirac avait tenté de le faire passer pour un homme d'Etat. Le Pen a déclaré à ses auditeurs que Chirac avait tenté de le faire passer pour un homme d'Etat. Le Pen a déclaré à ses auditeurs que Chirac avait tenté de le faire passer pour un homme d'Etat.

FO songe à contrer la CFDT à la

Le Pen a déclaré à ses auditeurs que Chirac avait tenté de le faire passer pour un homme d'Etat. Le Pen a déclaré à ses auditeurs que Chirac avait tenté de le faire passer pour un homme d'Etat. Le Pen a déclaré à ses auditeurs que Chirac avait tenté de le faire passer pour un homme d'Etat.

REPÈRES

Le Pen a déclaré à ses auditeurs que Chirac avait tenté de le faire passer pour un homme d'Etat. Le Pen a déclaré à ses auditeurs que Chirac avait tenté de le faire passer pour un homme d'Etat. Le Pen a déclaré à ses auditeurs que Chirac avait tenté de le faire passer pour un homme d'Etat.



**POUR VOUS REMERCIER DE VOYAGER EN 1ÈRE,
EUROSTAR VOUS OFFRE UN ALLER-RETOUR
EN 2ÈME MAIS TAKE IT EASY,
VOUS POUVEZ EN FAIRE PROFITER QUELQU'UN D'AUTRE.**

En effet, jusqu'au 30 Septembre 1996,
pour l'achat et l'utilisation
d'un billet aller-retour plein tarif 1ère classe,
Eurostar vous offre, sur simple demande,
un billet aller-retour en 2e classe.
Vous êtes libre d'en faire profiter qui vous voulez
du 1er Juillet au 31 Décembre 1996.
Vous pouvez même bénéficier
d'un surclassement de ce billet
en 1ère classe pour seulement 400 F.
Renseignez-vous vite
sur les conditions particulières de cette offre
dans les gares SNCF et les agences de voyages.

* Demandez-le.

EUROSTAR. PARIS-LONDRES D'AU SEUL TRAIN.
EUROSTAR EST UN SERVICE DE CONDUITE EN PAR

AFFAIRES Le juge d'instruction parisien Eva Joly, chargé de l'enquête sur l'affaire Elf-Bidermann, devait procéder, mercredi 3 juillet, à la mise en examen d'André Tarallo, président d'Elf Aquitaine, et

sident d'Elf Gabon, pour complicité d'abus de biens sociaux. Elle devait également mettre en examen, jeudi 4 juillet, Loïc Le Floch-Prigent, ancien président d'Elf Aquitaine et actuel président de la SNCF, et

président de la SNCF. ● LE DOSSIER CONCERNE des investissements jugés douteux consentis entre 1988 et 1993 en faveur du groupe de prêt-à-porter Bidermann dans lesquels Elf

aurait englouti 787 millions de francs. Maurice Bidermann a été placé en détention provisoire le 24 mai. ● DANS LES MILIEUX proches du gouvernement, on indique que,

même s'il n'y a « pas de règle gouvernementale en la matière », le sort de M. Le Floch-Prigent à la tête de la SNCF pourrait dépendre « des chefs d'accusation retenus par le juge ».

L'affaire Elf-Bidermann entre dans sa phase décisive

Le président d'Elf Gabon, André Tarallo, devait être mis en examen, mercredi 3 juillet, par le juge d'instruction Eva Joly. Loïc Le Floch-Prigent, ancien président d'Elf Aquitaine et actuel président de la SNCF, devait l'être jeudi 4 juillet

VINGT-QUATRE HEURES avant la convocation annoncée du président de la SNCF, Loïc Le Floch-Prigent, le juge d'instruction parisien Eva Joly devait procéder à la mise en examen, mercredi après-midi 3 juillet, du président d'Elf Gabon, André Tarallo, pour « complicité d'abus de biens sociaux ». Intervenant juste avant la mise en examen de M. Le Floch-Prigent, présentée depuis des semaines comme « inévitable » par des sources proches de l'enquête, la mise en cause de M. Tarallo, homme-clé des relations franco-africaines depuis le début des années 70 et toujours conseiller de la présidence du groupe pétrolier, confère au dossier instruit par M^{me} Joly la dimension d'une véritable affaire d'Etat et ne devrait que renforcer les inquiétudes exprimées par plusieurs présidents africains (Le Monde du 14 juin).

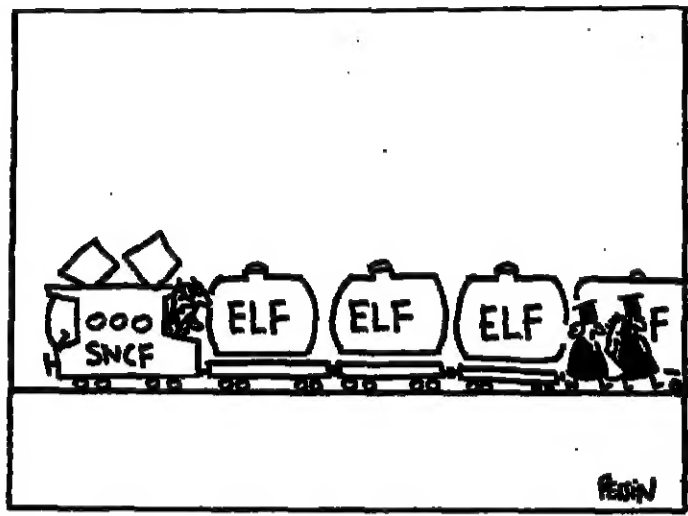
Partie d'investissements jugés douteux, consentis par Elf en faveur du groupe de prêt-à-porter Bidermann entre 1988 et 1993, et dans lesquels l'entreprise pétrolière a englouti 787 millions de francs, le juge Joly a remonté la piste de certains mouvements financiers qui pourraient avoir dissimulé d'importantes malversations. Mis en examen le 26 mars pour « abus de biens sociaux, recel, présentation de faux bilans et diffusion de fausses informations », M. Bidermann, fondateur du groupe qui porte son nom et ami proche de Loïc Le Floch-Prigent, a été placé en détention provisoire le 24 mai. Le juge le soupçonne d'avoir bénéficié des millions d'Elf-Aquitaine, alors présidé par M. Le Floch-Prigent, en

contrepartie de « faveurs » accordées à l'ancien PDG ainsi qu'à son ex-épouse, Fatima Belaid, elle-même mise en examen, le 26 mars, pour « recel d'abus de biens sociaux ».

Une partie des crédits consentis, pour ainsi dire à fonds perdus, aux sociétés de Maurice Bidermann – en France et aux Etats-Unis – a été mise à sa disposition par la Compagnie de participations et d'investissements holding (CPIH), filiale luxembourgeoise d'Elf Gabon, via une société spécialement créée à cet effet, la SA Etudes et Participations Industrielles et Commerciales (EPIC). Une autre partie de ces fonds, estimée à 163 millions de francs, a été débouquée, en 1992, sous la forme d'un prêt de la Canadian Imperial Bank of Commerce (CIBC) de Genève – dans laquelle un grand nombre de dirigeants politiques africains possèdent leurs comptes – garanti par Elf Gabon.

DÉCISION DES PRÊTS

Signataire de ces ordres, André Tarallo avait expliqué aux policiers, le 14 juin, qu'il n'avait fait qu'exécuter une consigne de son président. « La décision des prêts vient de Loïc Le Floch-Prigent, qui me l'a transmise, expliquait-il sur procès-verbal. Je l'ai répercutée. » Evoquant la genèse de l'opération et les sollicitations de l'ancien président d'Elf, M. Tarallo poursuivait : « Loïc Le Floch-Prigent m'a demandé si je voyais bien le problème comme lui, et dans ce cas si un prêt bancaire ne pouvait pas être accordé à Bidermann, appuyé sur la trésorerie d'une filiale du groupe qui,



en l'occurrence, ne pouvait être qu'Elf Gabon. » Il signalait, en outre, que M. Bidermann lui-même ignorait les détails de l'intervention d'Elf Gabon à son profit.

Resté silencieux durant des mois sur ce dossier, M. Le Floch-Prigent confiait récemment au *Nouvel Economiste* les grandes lignes de sa défense : « Ce sont mes collaborateurs à Elf qui se sont enthousiasmés pour l'aventure américaine de Bidermann, confiait-il. J'avais donné l'ordre à mes troupes de ne pas se laisser influencer par mes relations amicales avec Maurice Bidermann pour prendre leur décision, ni par ce qu'il pouvait dire de nos relations (...). A Elf, ce sont les gens qui signent qui sont responsables. Pas le président. »

C'est peu dire que ces propos sont démentis par les témoignages recueillis par les enquêteurs. Plus

sieurs anciens dirigeants d'Elf ont affirmé que les « décisions finales » en matière d'investissements importants étaient prises par M. Le Floch-Prigent. Dans un rapport confidentiel du 22 mai 1995, les magistrats de la Cour des comptes avaient, pour leur part, mis en exergue « la décision du président du groupe, en octobre 1991, de rattacher à sa seule autorité hiérarchique la gestion des filiales de portefeuille » dont CPHI était l'une des neuf entités. C'est à la suite de cette décision de M. Le Floch-Prigent qu'avait été créé, en marge de la direction de gestion des filiales de participation (DGFP), confiée à l'un de ses proches, Alain Bechtel, un « comité d'investissement », à l'existence informelle mais aux pouvoirs très étendus. Institué en « hiérarchie parallèle » au sein du groupe pétrolier et qua-

lifié d'« instrument de cohérence » par M. Bechtel – lui aussi mis en examen –, ce comité fut saisi du dossier Bidermann à la fin de l'année 1991, au détriment de la direction financière du groupe, qui s'était avérée à déconseiller par écrit le soutien aux sociétés de M. Bidermann.

UN COMITÉ DE PROCHES

Présidé par M. Tarallo, le « comité d'investissement » était en réalité composé de proches de M. Le Floch-Prigent, dont certains témoignaient qu'ils lui rendaient compte directement, à une époque où les relations étaient distantes entre le président d'Elf, proche du pouvoir socialiste, et le « monsieur Afrique » du groupe, souvent présenté comme l'un des barons des réseaux RPR en Afrique. De même les investissements orchestrés par Jean-François Pages, ancien directeur du patrimoine immobilier d'Elf Aquitaine, mis en examen et placé en détention provisoire le 30 mai (Le Monde du 1^{er} juin), semblaient-ils avoir été entrepris en liaison directe avec M. Le Floch-Prigent. De 1991 à 1993, ces investissements, estimés à 900 millions de francs, ont généré 548 millions de moins-values et, surtout, 147 millions de commissions versées à des intermédiaires parfois mal identifiés, dont M^{me} Joly cherche aujourd'hui à remonter la piste.

L'essentiel de ces fonds pourrait en réalité avoir alimenté une sorte de « caisse noire » au Luxembourg, sur laquelle M. Pages, qui dispose de plusieurs domiciliations en Suisse et au Luxembourg, aurait eu

la haute main. « M. Pages dépendait directement de Loïc Le Floch-Prigent », a expliqué M. Tarallo aux enquêteurs. L'un des autres mis en examen a expliqué que M. Pages s'entretenait « une demi-heure tous les quinze jours » avec le président d'Elf.

Parmi ces opérations figuraient, pêle-mêle, le rachat de la concession de terrains situés près de l'aéroport du Bourget, l'acquisition d'immeubles de prestige au Japon, en Espagne, au Portugal et en Grande-Bretagne, dont la Cour des comptes constatait, en 1993, qu'elles s'étaient distinguées « par une absence totale de rentabilité économique des capitaux investis ». M. Le Floch-Prigent devrait avoir à préciser, devant le juge, sa connaissance de ces montages, ainsi que de la destination finale des sommes débouquées par Elf sous sa présidence.

Témoin privilégié de ces opérations, l'avocat d'affaires parisien Claude Richard n'a pu être questionné par les enquêteurs. Convoqué par la brigade financière le 10 juin, celui-ci s'est enfui en Israël avec sa famille. Le juge Joly a délégué à son excoeur, voici quelques jours, un mandat d'arrêt. Au cours d'une perquisition chez l'un des intermédiaires rétribués par Elf sur l'une des opérations conduites par Jean-François Pages, les policiers ont découvert, dans un carnet le numéro de téléphone de l'avocat disparu, qu'ils ont appelé directement, et qui leur a confirmé son intention de ne « jamais rentrer en France ».

Hervé Gattégno

Le « Monsieur Afrique » d'Elf Aquitaine

EN AFRIQUE, il a rang de ministre. A Libreville ou à Brazzaville, les services du protocole déroulent le tapis rouge à chacune de ses visites. A soixante-neuf ans, André Tarallo reste le tout-puissant PDG d'Elf Gabon et Elf Congo, les deux « perles noires » d'Elf Aquitaine, qui abritent les principaux gisements pétroliers exploités par le groupe français.



Né dans le village de Centuri, sur les hauteurs du cap Corse, l'homme a grandi sous le signe de la finance. Son père était percepteur en Corse, et il débuta sa carrière comme petit fonctionnaire des finances. Aussi travaillait-il discret, André Tarallo intègre l'ENA en 1959 – promotion Vauhan – par la voie interne. Il y fera la connaissance du jeune Jacques Chirac, promis lui aussi à une brillante carrière.

« UNE GRANDE CARRIÈRE »

Devenu haut fonctionnaire du budget à la sous-direction des « interventions économiques », il participe, à la fin des années 60, à la création du conglomérat pétrolier qui va devenir Elf Aquitaine. Dans son ouvrage consacré à la promotion Vauhan, le *Séral* (Paris 1993), Jean-Michel Blanquer et Jérôme Cordelier rapportent qu'en 1970 il fut appelé par Raymond Lévy, alors président d'Elf, qui lui proposa la direction d'Elf Congo : « Si vous réussissez là, vous aurez une grande carrière africaine », lui aurait-il dit.

La suite parle d'elle-même : directeur international d'Elf en 1978, André Tarallo devient le véritable « Monsieur Afrique » du groupe sous la présidence d'Albin Chalandon, baron du gaullisme industriel pris de passion pour le continent noir. C'est l'époque où se tissent les « réseaux Tarallo », objets de tous les fantasmes et qui ont sur-

vécu à tous les régimes. L'accession, en 1989, de Loïc Le Floch-Prigent – réputé proche des socialistes – à la présidence d'Elf le conduira à prendre une retraite anticipée, en octobre 1991. Réclamé par les chefs d'Etat africains, qui n'ont confiance qu'en lui, André Tarallo est toutefois resté conseiller du président d'Elf, patron d'Elf Trading, la filiale financière genevoise, et le maître des filiales gabonaises et congolaises. « Il faut séparer l'activité d'une société en Afrique et ce que font les Africains de l'argent ensuite, expliquait-il aux auteurs du *Séral*. Si je m'en étais mêlé, je n'aurais pas vécu jusqu'à cet âge. Et le secret n'aurait pas été gardé bien longtemps. »

H. G.

Questions pour la présidence de la SNCF

« NE PAS ÊTRE mis en examen, c'est être doublement innocent. Être mis en examen, c'est être présumé innocent. » Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat aux transports, a donné le ton, le 14 avril, sur Europe 1. Loïc Le Floch-Prigent, nommé à la tête de la SNCF par le président de la République en décembre dernier, en connaissance de cause, pourrait continuer à présider l'entreprise ferroviaire. Même si le juge d'instruction Eva Joly décidait de le mettre en examen, tout indique que l'intention du gouvernement d'Alain Juppé n'est pas d'appliquer aux présidents d'entreprise publique en général, et à Loïc Le Floch-Prigent en particulier, la règle qu'Edouard Balladur avait demandé à ses ministres de suivre. Beaucoup de patrons du privé mis en examen restent à leur poste.

Cette position ne semble pas heurter le personnel de l'entreprise. « Il y a un Loïc Le Floch-Prigent d'avant le 22 décembre [jour de sa nomination à la tête de la SNCF] et un d'après », explique-t-on dans les équipes du siège. « La dynamique du président de l'entreprise ferroviaire, ses premières réalisations et son management basé sur l'affectif ont entraîné une relative

adhésion des cheminots », ajoute-t-on. « Nous jugeons le chef d'entreprise, le reste n'est pas notre affaire », répond en écho la CGT.

Dans les milieux gouvernementaux, on reconnaît toutefois que, même s'il « n'y a pas de règle gouvernementale en la matière », le sort de Loïc Le Floch-Prigent pourrait dépendre « des chefs d'accusation éventuellement retenus par le juge ». En clair, une enquête pour abus de biens sociaux ou sur la gestion d'Elf Aquitaine serait considérée comme relativement inoffensive. A l'inverse, des soupçons de recel ou d'enrichissement personnel pourraient décider le gouvernement à adopter un autre point de vue et à lui chercher rapidement un successeur.

PAS DE SUCCESSION POUR L'INSTANT

Contrairement aux multiples rumeurs qui avaient circulé à la veille du départ de Jean Berthoin, l'ancien président de la SNCF, aucun nom ne se détache aujourd'hui. Même Louis Gallois, le président d'Aérospatiale, qui avait été choisi en décembre dernier par le ministre des transports et le premier ministre pour prendre la tête de l'entreprise ferroviaire, mais auquel le

président de la République avait préféré Loïc Le Floch-Prigent, ne figure plus sur la liste des successeurs potentiels à la SNCF. « Alors que, pour certains, son maintien à la tête d'Aérospatiale pouvait constituer, il y a quelques mois, un obstacle au rapprochement avec Dassault, le bon déroulement de la première phase de la fusion lui confère une légitimité nouvelle », explique-t-on dans les cabinets ministériels.

Paradoxe, les premiers succès de M. Le Floch-Prigent au cours des premiers mois de son règne rendent de toute façon son éventuelle succession relativement aisée et la mission de son remplaçant balisée. « Quel qu'il arrive, des choses ont été réalisées et des réformes engagées : l'enquête auprès de la clientèle a permis de recenser la stratégie de l'entreprise sur ses clients ; la clarification des rôles de la SNCF et de l'Etat a permis de redonner espoir aux cheminots ; le dialogue social entre la direction et les syndicats est relancé ; le projet industriel est en préparation », explique un haut fonctionnaire du ministère des transports.

Christophe Jakubyszyn

Les assises jugent avec indulgence une femme jalouse coupable d'infanticide

AMIENS

de notre envoyé spécial

Une infinie douceur émane de l'enfant, qui est entrée en boitant légèrement. Juliette s'assoit et regarde, apeurée, les adultes qui l'entourent. Elle ne quitte pas la main de la dame qui l'accompagne, une parente qui est aussi assistante sociale. Son papa est assis en retrait, à sa gauche. Dans la chambre du conseil de la cour d'assises de la Somme, un huis clos partiel a été ordonné. Un homme en rouge lui pose des questions : elle a douze ans, passe en cinquième, ira cet été au centre aéré. Le président, Eric Gillet, lui demande la permission de la tutoyer. Elle sourit tendrement. « Courir, c'est dur », dit-elle. Elle sera de nouveau opérée du genou en août, mais sa blessure à l'épaule ne lui fait plus mal.

Les jurés écoutent. Ils vont juger une mère qui, en novembre 1994, a blessé Juliette à coups de fusil de chasse et tué sa petite sœur Lucie, neuf ans. « Quand je joue à certains jeux, ça me fait penser à elle », dit Juliette en parlant de Lucie. La

meurtresse, adossée au mur d'en face, est défigurée par les pleurs, les remords et l'absence de sommeil. Mais son visage de suppliciée s'anime à entendre son enfant miraculée. Maryse Goemaere, dans ce huis clos, retrouve enfin son sourire angélique de mère.

Car cette jeune femme de trente-quatre ans, agricultrice, dit tout le monde, au village d'Hallencourt, joue l'ardent au travail et le dévouement, était une bonne mère pour ses trois filles. Cette « battante » a su structurer son monde et, surtout, son univers affectif. Elle le voulait à l'envers de ce qu'elle avait perçu dans son enfance : un père menuisier qui entretenait une liaison extraconjugale durable et qu'elle trouvait « peu câlin », une mère aimante qui acceptait la liaison de son mari, un climat de violence familiale assurément plus fantasmé que réel, tel qu'il apparaît à l'audience, lundi 1^{er} et mardi 2 juillet.

Elle connaît Jean-Marc, un gailard barbu à fièvre altère. Ils s'aiment et se marieront contre

l'avis des parents. Tous deux consacreront leur temps aux 117 hectares et aux 120 bêtes de l'exploitation. Maryse tint la comptabilité du groupement agricole, dont les experts-comptables loueront la tenue. Elle passa aussi son permis de chasse. Lucie et Elise grandirent. Il fallut les garder. Et Patricia, une jeune étudiante douce et décidée, arriva d'Amiens. « Elle était gentille », dit Jean-Marc. « Elle était gentille », dit Jean-Marc à la barre. Et puis c'est arrivé, c'est arrivé... »

UNE HISTOIRE TROP BANALE

Volée dans son box, Maryse Goemaere s'affaisse un peu plus. Née Balance, l'accusée conjugue le verbe aimer sous le signe du Scorpion. L'évocation de la liaison de son mari la ronge et la consume. « Son univers s'est écroulé », diront les experts, dont un a relevé « une abolition du discernement » au moment des faits. Au président Gillet, qui tente de démêler l'écheveau des passions, le mari avance « une envie de changer », puis « du désir », enfin « des sentiments ». L'ac-

cusée, elle, se tord, éponge ses larmes.

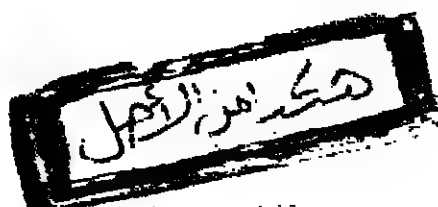
C'est une histoire presque trop banale qui défie. Un père tirillé entre sa famille et sa maîtresse, la culpabilité, des aveux trop brusques, une indécision extrême et, finalement, un choix : partir avec Patricia. A deux reprises, Maryse a menacé de se supprimer avec ce qu'elle chérit le plus, ses enfants. Le 13 novembre 1994, à l'heure de la traite du matin, elle tire sur Lucie endormie, blesse Juliette, qui crie, et n'a pas le temps de retourner l'arme contre elle quand son mari intervient. Elise n'a rien vu. « Pourquoi les enfants ? », insiste le président. « Je ne voulais pas qu'ils souffrent, je ne voulais pas les abandonner, je voulais me supprimer... Je ne peux pas croire que j'aie fait cela. »

L'avocat général requiert dix à douze années de réclusion. M^{re} Jean Bouly plaide l'indulgence en évoquant « la peine éternelle » à laquelle est déjà condamnée sa cliente. « Le chantage, dit-il, c'est aussi un acte d'amour profond. » La

cour d'assises condamne finalement Maryse Goemaere à dix ans de réclusion et assortit cette décision d'une mesure exceptionnelle : la période de sûreté est ramenée à un tiers de la peine, « de sorte que, si l'accusée prend conscience de son crime » par le biais d'une psychothérapie, « elle peut être libérée d'ici douze à quinze mois ».

« Je suis toujours amoureux de ma femme », avait lancé le mari en se tournant, fébrile, vers son épouse. Au point que la défense y avait vu une possible reconstruction du ménage, une porte de salut pour le foyer et les enfants. Les deux amants se sont revus après le drame, mais « c'est fini depuis trois mois », a assuré le mari, indiquant qu'il lui fallait, pour tenir bon, « partir loin ». Au président Gillet, médusé devant autant d'irresponsabilité d'adultes, l'assistante sociale qui tenait la main de Juliette a dit : « Ces choses du cœur, vous savez, ne sont pas mathématiques. »

Jean-Michel Dumay



(Publicité)

LE MONDE / JEUDI 4 JUILLET 1996 / 11

EN FRANCE, LES DECHETS RADIOACTIFS SONT INOFFENSIFS. *C'EST NORMAL,* NOUS LES METTONS TOUS DANS DU PAPIER.

**Un déchet radioactif
identifié, recensé,
répertorié est un déchet
radioactif maîtrisé.**

Par la loi du 30 décembre 1991, l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs a pour mission de "répertorier l'état et la localisation de tous les déchets radioactifs se trouvant sur le territoire national".

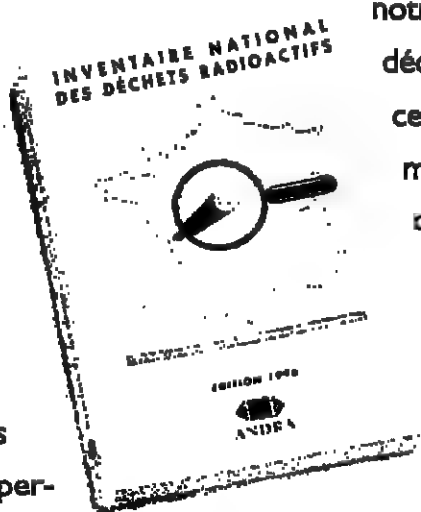
1 083 sites
ont été recensés dans l'édition 1996 de l'inventaire de l'ANDRA parmi lesquels 18 centrales nucléaires, 2 usines de retraitement (regroupant 90 % de la radioactivité connue en France), 4 centres de

l'ANDRA, 6 centres d'entreposage du CEA et 833 petits producteurs (hôpitaux, laboratoires, universités...).

**La présence
de déchets
sur un site
n'est pas
synonyme
de danger.**
Ce qui compte avant tout, c'est la façon dont les déchets sont répertoriés, gérés et leur environnement surveillé. Devient potentiellement dangereux tout déchet, radioactif ou non, abandonné sans précaution.

**Le travail d'inventaire
est une mission
essentielle de service
public.**

Outil d'organisation de notre mémoire des déchets radioactifs, ceux de la première moitié du siècle comme ceux d'aujourd'hui, l'inventaire est réalisé par l'Observatoire de l'ANDRA avec le concours des producteurs de déchets, des plus petits aux plus importants d'entre eux, des pouvoirs publics (DRIRE) et des associations de défense de l'environnement.



ANDRA

Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs

Ce travail est destiné à perpétuer cette mémoire collective et à diffuser, aux responsables publics d'aujourd'hui et aux générations futures, la trace de nos déchets radioactifs. Ce document est édité et rendu public chaque année à plus de 4 000 exemplaires (élus, administrations, associations, producteurs...).

**Chacun peut l'obtenir
gratuitement
en téléphonant ou en
écrivant à l'ANDRA -
Observatoire - Parc de
la Croix Blanche
1-7, rue Jean-Monnet -
92298 Châtenay-
Malabry Cedex
Tél. : (16) (1) 46 11 82 18.**

Immigration : six propositions de la gauche alternative

QUATRE ORGANISATIONS de la gauche alternative ont présenté, mardi 2 juillet, six propositions communes sur l'immigration, notamment le droit de vote et d'éligibilité des résidents étrangers aux élections locales et européennes, ainsi que l'abrogation des « lois Pasqua » et l'abandon du projet Debré.

Les Verts, Convergences Écologie Solidarité (CES), la Convention pour une alternative progressiste (CAP) et Alternative Rouge et Verte (AREV) réclament également une plus large application du droit d'asile, une « opération de régularisation des Saint-Ambrôises », la reconnaissance du droit du sol et l'accès assuré à la nationalité française à toute personne durablement implantée. Les quatre formations ont déposé le « silence de la gauche classique ». « Celui du PCF est fort du bruit des bulldozers, tandis que le PS boie dans l'hypocrisie », a indiqué le porte-parole de CES, Noël Mamère.

La semaine scolaire de quatre jours aurait un impact négatif sur le tourisme

S'APPUYANT SUR UNE ÉTUDE réalisée pour son compte par la Sofres, selon laquelle 24,2 % des écoles primaires auraient adopté la semaine de quatre jours, l'Association nationale des collectivités locales pour les Villages vacances familles (Anvol) souligne que ce rythme scolaire provoque une perte d'activité économique de quinze jours au cours d'une saison estivale concentrée sur six semaines. Alors que les écoles rattrapent début juillet et fin août une partie des journées de classe perdues par la semaine de quatre jours, l'Anvol a fait valoir, mardi 2 juillet, lors d'une conférence de presse, que « le nombre de semaines entières [de vacances] est considérablement réduit » car les familles « ne partent pas facilement en milieu de semaine ». L'association préconise un redécoupage de la France en zones géographiques pour les départs d'été afin d'obtenir un véritable étalage des congés.

DÉPÊCHES

■ **ESCRQUERIE** : l'homme d'affaires Ahmed Chaker a été écroué, la semaine dernière à Paris, dans le cadre d'une affaire d'escroquerie commise à l'encontre du Fonds social de coopération internationale. Le préjudice s'élèverait à plus de 70 millions de francs. Ahmed « Chaky » Chaker s'est fait connaître par ses activités dans l'entourage des clubs de football de Brest, Saint-Étienne et Bordeaux. Il est responsable de l'Association pour le développement des relations arabo-françaises (Adraf), créée en 1988 dans le but d'aider des pays arabes dans les domaines économique et humanitaire.

■ **AFFAIRES** : le fils du député meusien (UDF-PR) André Droitcourt, Hervé Droitcourt, mis en examen dans l'affaire des marchés publics de la Meuse et écroué depuis le 19 janvier à Nancy, a été remis en liberté, mardi 2 juin, et placé sous contrôle judiciaire. Directeur de la Société d'économie mixte de la Meuse (Semagri), il est soupçonné notamment d'escroquerie, abus de confiance et favoritisme dans la passation de marchés publics. Sept personnes ont été mises en examen dans le cadre de cette affaire (Le Monde daté dimanche 23-juin 24 juin).

■ **PLAINTES** : l'ancienne compagne de Patrick Balkany a retiré, mardi 2 juillet, la plainte pour viol avec arme qu'elle avait déposée trois jours plus tôt (Le Monde du 2 juillet) à l'encontre de M. Balkany. Sybille Jacquin de Margerie avait accusé l'ancien maire (RPR) de Levallois-Perret de l'avoir contrainte à des relations sexuelles sous la menace d'une arme de poing. M. Balkany s'était dit « effondré » par la nouvelle. Selon lui, la jeune femme aurait « inventé ce scénario abracadabrante » pour rendre leur séparation « irréversible ».

■ **SUICIDE** : un retraité âgé de cinquante-six ans a été retrouvé mort, mardi 2 juillet, à Beauvais (Oise), dans l'appartement dont il avait été expulsé une semaine auparavant pour un arriéré de loyer de 34 000 francs. Michel Comond est entré par effraction dans son ancien appartement avant de se donner la mort d'une décharge de chevrotine. Le drame a été découvert par un huissier de justice qui venait procéder au démantèlement du mobilier du retraité.

■ **IVG** : le tribunal correctionnel de Versailles a condamné, mardi 2 juillet, à des peines d'amende ainsi qu'à une contravention de 250 francs quatre opposants et deux partisans de l'interruption volontaire de grossesse. Le tribunal s'est montré moins sévère avec les premiers, condamnés à payer 1 000 francs, qu'avec les seconds, qui ont été condamnés à 2 000 francs. Tous avaient été interpellés devant l'hôpital André-Mignot du Chesnay (Yvelines) le 9 mars, lors d'une manifestation interdite par le préfet du département.

EUROSTAF

Europe - Méditerranée - Asie - Océanie

- L'industrie du tourisme et de l'hôtellerie en Europe
- Le marché mondial des articles de sport
- Les radios commerciales
- La presse périodique
- La presse quotidienne régionale
- Les articles de papeterie
- La maroquinerie et les articles de voyage
- Les arts de la table
- La lingerie
- La Haute Couture et le prêt-à-porter de luxe
- La distribution des produits de la parfumerie
- La distribution d'électricité
- Le marché mondial du linge/soins
- Les groupes français indépendants du BTP
- Le marché mondial du logiciel
- L'industrie européenne des services informatiques
- Les produits du terroir
- Le luxe alimentaire
- Vins, Bières et Spiritueux en Europe
- Nouveaux rayons, nouveaux services de la grande distribution

Chacune de ces 20 études sectorielles, récemment publiées, fait l'objet d'une présentation détaillée.

EUROSTAF
60-62, rue d'Hauteville - 75010 PARIS
Tél. : 44.79.91.20 - Fax : 47.70.11.93

Jean-Claude Romand a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité

Pour l'essentiel, la personnalité du faux médecin reste une énigme

La cour d'assises de l'Ain a condamné, mardi 2 juillet, Jean-Claude Romand, quintuple meurtrier de sa femme, de ses deux enfants et de ses

parents, à la réclusion criminelle à perpétuité assortie d'une période de sûreté de vingt-deux ans. Ce procès n'aura pas permis de faire la lu-

mière sur la personnalité de l'accusé, en proie, selon les experts, à une pathologie narcissique et qui aura longtemps abusé son entourage.

BOURG-EN-BRESSE

de notre envoyé spécial
Au terme d'une délibération qui aura duré près de quatre heures, la cour d'assises de l'Ain, présidée par Yvette Vil-



vert, a condamné, mardi 2 juillet, Jean-Claude Romand, quarante-deux ans, à la réclusion criminelle à perpétuité. Par décision spéciale de la cour, la peine comporte une période de sûreté de vingt-deux ans pendant laquelle il ne pourra bénéficier d'aucune des mesures prévues en faveur des condamnés, comme la libération conditionnelle.

L'arrêt déclare Jean-Claude Romand coupable de l'assassinat de son épouse, de ses deux enfants, âgés de cinq et sept ans, et de ses parents, commis le 9 janvier 1993 à Prévestin-Moëns (Ain) et à Clairvaux-les-Lacs (Jura). Les jurés ont également répondu par l'affirmative à la question relative à la tentative d'assassinat de son amie Chantal Delalande commise le même 9 janvier 1993 en forêt de Fontainebleau. Enfin, la cour a retenu sa culpabilité dans le détournement d'un total de 2,5 millions de francs effectué de 1987 à 1993 au préjudice de son amie et de la famille de son épouse.

Le verdict fut sans surprise. Si l'on excepte quelques applaudissements vite réprimés par la présidente, chacun avait compris que l'enjeu de ce procès n'était pas tant la peine prononcée. En réalité, l'audience s'était terminée la veille quand, après cinq jours de débat, il

a bien fallu admettre que la vérité sur les cinq crimes commis par un faux médecin qui se prétendait chercheur à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ne serait jamais connue totalement.

Malgré leurs divergences, deux experts psychiatres avaient évoqué une grave pathologie narcissique invalidante, soulignant que la responsabilité de l'accusé était partiellement atténuée puisque son discernement avait été altéré. L'article 122-1 du nouveau code pénal précise que « la personne qui était atteinte, au moment des faits, d'un trouble psychiatrique ou neuropsychiatrique ayant altéré son discernement (...) demeure punissable ; toutefois, la juridiction tient compte de cette circonstance lorsqu'elle détermine la peine et en fixe le régime ». En l'absence d'un autre texte précisant dans quelle mesure le jury doit tenir compte de l'altération du discernement, il ne s'agit encore que d'une recommandation qui n'est pas toujours suivie d'effet. Pour sa part, l'avocat général, Jean-Olivier Viout, avait laissé une porte ouverte. Tout en demandant à la cour de prononcer une période de sûreté de trente ans, le magistrat avait déclaré aux jurés : « Vous apprécierez en votre âme et conscience si la personnalité de Romand et son éventuelle atténuation de responsabilité sont de nature à pouvoir réduire la période de sûreté ».

Même si l'arrêt de la cour n'est pas motivé, la réduction de la période de sûreté à vingt-deux ans peut être interprétée comme la reconnaissance d'une altération du discernement provoquée par l'état mental de Jean-Claude Romand. L'atténuation de la sanction est re-

lativement faible, mais il était difficile d'espérer davantage. La maladie mentale du meurtrier ne se traduisait pas par des symptômes spectaculaires immédiatement perceptibles par un profane et, même dans ce cas, les jurés ont une grande réticence à diminuer les sanctions. Les plus fortes condamnations ont d'ailleurs été prononcées contre des accusés manifestement malades et, dernièrement, la cour d'assises de Seine-Maritime n'a tenu aucun compte de l'état mental de Stéphane Delabrière, que l'administration pénitentiaire a pourtant renvoyé dans une unité pour malades difficiles d'un hôpital psychiatrique deux mois après sa condamnation à la réclusion criminelle à perpétuité. A l'évidence, les attermoissements des experts psychiatres et l'absence de texte clair placent la justice dans une situation difficile face à des malades mentaux qui n'ont pas leur place dans notre système judiciaire.

« DEMI-FOU »

La maladie de Jean-Claude Romand, l'avocat général Viout n'y croyait pas. Malgré un réquisitoire de plus de quatre heures, le magistrat n'a pas évoqué l'expertise qui qualifiait l'accusé de « demi-fou ». A ses yeux, l'affaire était très simple. « Il a commis en pleine connaissance de cause les crimes les plus affreux pour le mobile le plus sordide : l'argent », a-t-il lancé. Selon une théorie dont l'avocat général a admis la faiblesse, Romand aurait tué son épouse parce qu'elle aurait démasqué le faux médecin. « Il s'est dit qu'il fallait supprimer le problème », a lancé le magistrat sans contester qu'il n'avait pas de

certitude. Pour étayer son propos, M. Viout a repris le dossier point par point, interprétant chaque fait à la lumière du comportement d'un « monstre » qui a « la maîtrise de la situation » et qui pratiquait l'art de se constituer « une image d'anti-escroc ». Même si certains faits étaient apparus troublants et parfois peu compatibles avec une maladie mentale dont les psychiatres ont mal dessiné les contours, l'audience avait montré que l'affaire ne pouvait pas se réduire aux simplifications de l'avocat général.

La défense a fait apparaître quelques éléments d'un dossier complexe qui ne comportait pas que des aspects judiciaires. Dénonçant une société où règne l'indifférence, M^{re} Ghislaine Saint-Dizier a relevé que personne ne s'était vraiment intéressé au « docteur Romand » pendant onze ans. « Une simple visite à l'OMS de Genève ou un simple coup de fil aurait suffi pour que la supercherie soit découverte », a constaté l'avocat, en rappelant qu'après le drame une vérification de quelques minutes avait été suffisante. « Est-ce que Jean-Claude Romand, quand il vient au monde, est déjà un monstre ? » a demandé M^{re} Jean-Louis Abad. On ne parlait pas chez les Romand. Il en est arrivé à aimer sa famille comme un malade. Un malade mental, c'est-à-dire à la vie, à la mort. » Et l'avocat ajoutait : « Jean-Claude Romand, il nous ressemble. Il pourrait être votre fils, votre cousin. C'est quelqu'un qui fait partie de notre univers. Il n'est pas né comme ça. C'est la vie qui l'a amené à ça. »

Maurice Peyrot

La prise en charge des personnes infectées par le sida pourrait être améliorée

« SIDA : mieux le dépister et mieux le traiter », Hervé Gayraud, secrétaire d'État à la santé et à la Sécurité sociale, a rendu public, mercredi 3 juillet, le rapport du groupe d'experts présidé par le professeur Jean Dormont (hôpital Antoine-Bécère, Clamart) consacré à la prise en charge des personnes atteintes par le VIH. Ce groupe d'experts avait déjà remis deux rapports sur ce thème, en 1990 et en 1993. L'évolution rapide des données scientifiques et médicales imposait une actualisation des données. Daté de juin 1996, le « troisième rapport Dormont » fournit ainsi une synthèse des principaux problèmes médicaux rencontrés aujourd'hui en France face à l'épidémie de sida. Il formule également un certain nombre de propositions actuellement étudiées par les autorités sanitaires.

Pour les experts du comité Dormont, l'une des priorités réside dans la prise en charge précoce des personnes infectées par le VIH et dans la continuité des soins dont elles peuvent bénéficier. « La France est le pays d'Europe où le dépistage est le plus développé, écrivent les auteurs du rapport. Pourtant, on découvre encore une proportion non négligeable d'infections par le VIH au stade sida (22 % des sida déclarés). Les principaux obstacles psychologiques et sociaux à la réalisation d'un test de dépistage sont identifiés et tout doit être fait pour les réduire. Le médecin généraliste est un acteur essentiel : il ne s'agit pas seulement pour lui de rédiger une ordonnance, mais de convaincre de l'intérêt du test. Il est encore nécessaire de rappeler qu'aucun test ne devrait être pratiqué sans l'accord préalable du patient. » Les experts demandent notamment une « optimisation » de l'activité des centres de dépistage anonyme et gratuit.

Le comité Dormont revient également sur les conditions dans lesquelles le résultat du test de dépistage est communiqué à la personne concernée. « Si le test est négatif, c'est l'occasion pour le médecin de délivrer un message de prévention adapté. Si le test est positif, la disponibilité du médecin est fondamentale car cette annonce est

difficile et douloureuse et le médecin doit s'adapter aux différentes réactions possibles de son patient. Il est important de rappeler la nécessité d'une confidentialité, d'autant que le respect du secret professionnel consolide la relation de confiance établie entre le patient et son médecin. C'est à ce dernier de convaincre son patient de l'intérêt de révéler son statut à ses proches. »

UN VIU MÉDICAL

Au chapitre du suivi médical, les experts estiment que la solution la plus efficace réside dans une double prise en charge réunissant le médecin de famille et le médecin d'un service hospitalier spécialisé. « Ceci n'est possible, notent-ils, que si l'on veille attentivement à l'échange des informations entre l'hôpital et le médecin généraliste et si ce dernier a la possibilité de travailler dans un réseau qui lui permettra de répondre aux diverses difficultés de prise en charge (...). Il serait essentiel de mieux reconnaître le rôle de médecin généraliste. » Les experts du comité

Dormont ont par ailleurs adopté le récent avis du Conseil national du sida sur la situation très problématique et les inégalités touchant les départements français d'Amérique (Le Monde du 2 juillet).

Les experts détaillent l'usage qui doit selon eux être fait de la mesure de la « charge virale », nouvelle méthode biologique permettant de mieux situer le stade de l'infection de l'organisme par le VIH. Ils formulent d'autre part une série de propositions permettant d'améliorer la prise en charge

des toxicomanes (avec notamment le développement de la politique de substitution) et des détenus, celle des personnes en situation de grande précarité et les personnes de nationalité étrangère en situation irrégulière. Ils soulignent également l'importance majeure que devrait revêtir l'aide psychologique (pour les malades et leur entourage mais aussi pour les soignants) ainsi que les soins psychiatriques.

Jean-Yves Nau

Pas de commercialisation en pharmacie avant 1997

Le rapport du comité des experts français présidé par le professeur Jean Dormont ne fait pas mention de la nécessité de mettre les médicaments antitviraux du sida à la disposition des malades dans les pharmacies d'officine. Le 28 mai, le professeur Jean-François Girard, directeur général de la santé, avait interrogé les experts du comité sur cette question. Le professeur Jean Dormont a répondu par courrier le 26 juin. Tout en soulignant que le groupe recommandait « à une forte majorité la dispensation en ville des antitviraux selon le régime du droit commun en vigueur », il détaillait les dispositions d'accompagnement : la prescription initiale doit demeurer hospitalière ; les pharmaciens doivent être mieux informés sur ces questions ; la prescription de ces médicaments coûteux par les médecins de ville ne doit pas pénaliser ces derniers. Dans l'entourage de M. Gayraud, on craint que celle-ci ne pourra en toute hypothèse être mise en œuvre avant le début de l'année prochaine.

CORRESPONDANCE

Une lettre de la société Baraton

A la suite de la publication, dans nos éditions du 15 juin, d'un article consacré à l'affaire de l'appartement du fils de Jean Tiberi, Fernand Joaquin, président du conseil d'administration de la société Baraton, nous a adressé la lettre suivante : « Faisant référence à des travaux qui auraient été réalisés à la demande de l'OPAC [dans l'appartement du fils de M. Tiberi], vous avez indiqué que la police avait « saisi au siège de l'entreprise Baraton à Bagnolet deux factures de 1989 concernant la toiture et la terrasse, ainsi que la pose de carrelages et l'emblèvement des gravats, dont la somme atteint 94 929,30 F. » La société Baraton entend démentir avec la plus grande fermeté ces informations. Contrairement à

ce que vous affirmez, la police n'a en effet procédé à aucune saisie et ces deux factures auxquelles vous faites référence sont inexistantes. »

[Les factures auxquelles nous faisons allusion figurent bel et bien au dossier du juge Halphen, établies sur papier à en-tête de la société Baraton. La première, datée du 5 décembre 1989, porte le libellé « pose carrelages cuisine, entièrement gravats - hors fourniture de matériel » et affiche un montant de 2 609,20 francs. La seconde, datée du 28 février 1990, est libellée « toiture et terrasse dernier niveau » et mentionne un montant de 92 320,10 francs. M. Joaquin a en revanche raison sur un point : contrairement à ce que nous avons écrit, les documents n'ont pas été saisis au siège de son entreprise, mais remis aux policiers par la direction de l'OPAC, qui, elle, en avait conservé la trace. - H.G.]

REUSSIR

APRÈS LE BAC

HEC - SCIENCES-PO
Stages intensifs et Classes préparatoires "Tribes"

MATH SUP et SPÉ
Stages intensifs et Math Spé PC "Tribes"

MÉDECINE-PHARMA
Préparation et Examen blanc scientifique annuel

DROIT - SC. ECO
Préparation et Examen blanc annuel

APRÈS LICENCE-MATHÉMATIQUES
HEC - ESCP / ESSEC
SCIENCES-PO / CFFA

MEILLEURS
RÉSULTATS NATIONAUX

IPESUP PREPASUP
43.25.63.30 3615 IPESUP (Paris)
18 rue du Cloître Notre-Dame 75004 Paris
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ

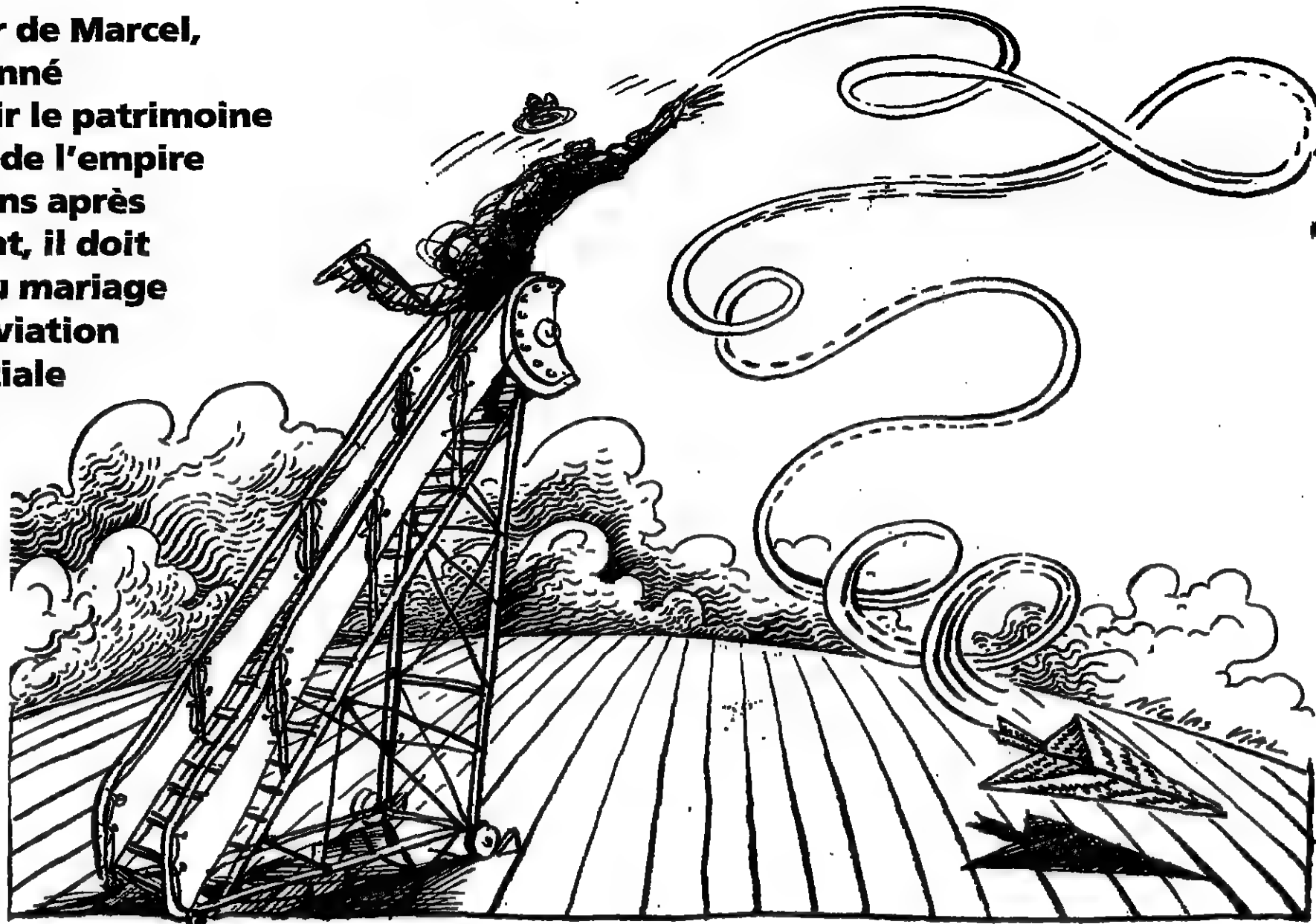
Serge, héritier de Marcel, se sera passionné pour maintenir le patrimoine aéronautique de l'empire familial. Dix ans après son avènement, il doit se résoudre au mariage de Dassault-Aviation avec Aerospatiale

LE 29 octobre 1986, Serge Dassault succède à son père, Marcel, décédé en avril de la même année à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, à la tête du groupe Dassault-Aviation. L'héritier, polytechnicien et diplômé de Sup-Aéro, a soixante et un ans. Il a longtemps attendu la succession. « Il arrive enfin à la tête de l'empire familial », observe alors, un brin sarcastique, un PDG de l'aéronautique, à l'âge où l'on songe normalement à préparer l'homme qui devrait vous succéder. »

Le 1^{er} juillet 1996, Serge Dassault, qui prend son petit déjeuner à l'Elysée pour sceller le projet de mariage de Dassault-Aviation avec Aerospatiale, donne à ses amis l'impression qu'il s'apprête à passer la main dans six mois, dans un an, et à ses détracteurs le sentiment qu'il met la clé sous le paillasson d'une entreprise familiale de renommée mondiale, fondée et maintenue contre vents et marées par son père, un ingénieur de génie. « Ce doit être rude pour lui, dit un autre PDG de l'aéronautique, que d'apparaître comme celui qui ramène le drapeau. » Pour être volontairement à l'emporte-pièce, ces appréciations sont toutes les deux fausses. Pendant ses dix années de responsabilité, Serge Dassault n'a nullement démenté, quoi qu'il ait pu en dire ceux qui ont tendance à confondre allègrement l'apparence avec la réalité. Son seul tort – et il est d'abord politique – aura été de croire en la pérennité d'une situation géostratégique qui, avec la chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989, allait être bouleversée de fond en comble.

Pouvait-on succéder à Marcel Dassault ? Et peut-on même se comparer à lui ? D'entrée de jeu, son fils a cultivé la différence ; il a tenté de s'en démarquer, évitant de se conformer au moule paternel. Il était l'héritier. Mais, somme toute, Marcel, c'est Marcel et moi, c'est moi. Serge Dassault n'a pas le charisme de son père. Timide, mais jovial, fondamentalement gentil, mais vivant, comme on dit, « sur une autre planète », qui lui fait prendre ses distances avec son environnement, il a longtemps vécu à l'ombre de Marcel, comme écrasé par lui. Pour autant, il n'est pas demeuré inactif sous le règne incontesté de son père : il a fondé, par exemple, sa propre entreprise d'électronique en 1963, avec un fidèle de toujours, Bertrand Daugny, et il a su voler de ses propres ailes. En 1986, parce qu'il ne convainc pas tout à fait et qu'il a, en la personne du ministre de la défense, André Giraud, un opposant déterminé, il se bat – déjà – contre le gouvernement de Jacques Chirac pour être considéré comme l'héritier et pour arriver à la tête de Dassault-Aviation avec la complicité secrète et amusée de François Mitterrand à l'Elysée.

Cet ingénieur de l'aéronautique se passionne précisément pour maintenir, en priorité, le patrimoine aéronautique de l'empire familial et il en accepte d'emblée les risques. Il laisse à sa mère, Madeleine, qui disparaîtra en 1992, et à son frère aîné, Claude, la gestion



Le mariage forcé de Dassault

du reste de l'héritage, c'est-à-dire des participations immobilières et financières, qui sont loin d'être négligeables, mais qui sont davantage assurées. Et que découvre Serge Dassault en prenant la tête de l'entreprise aéronautique ? Que tout n'y va pas aussi bien qu'il paraissait à première vue. Que, sur le tard, son père et ses équipes de direction ont plus ou moins baissé les bras. Qu'il faut désormais « serrer les boulons », sabrer, réorganiser, regrouper, rationaliser, en un mot qu'il faut « réduire la voilure » de l'entreprise, comme on aime à le dire dans l'aéronautique.

Voilà Dassault fils contraint de reprendre les fondations de l'édifice bâti par Dassault père, en faisant face à des donneurs de leçons, des esprits critiques ou des opposants virulents qui – pour les plus indulgents – doutent de ses capacités à mener la barque à bon port. Il le fera néanmoins, avec un bilan contrasté. En dix ans, le groupe va tomber de 16 600 salariés à quelque 9 500 en 1995, sans protestation sociale notable des syndicats dans les usines.

Il continue à afficher des profits malgré un chiffre d'affaires qui se réduit comme peau de chagrin au fil des ans. Longtemps assimilé à un arsenal qui vivrait des commandes militaires de l'Etat français, le groupe développe ses activités civiles qui vont grimper et atteindre 45 % du chiffre d'affaires en 1995, grâce aux ventes d'avions d'affaires ou de liaison Falcon. Serge Dassault n'est pas peu fier de démentir ainsi les légendes et les procès d'intention, qui ont la vie dure, à propos de la monoculture de son groupe et de son inaptitude à engager les conversions nécessaires.

Sur ces entre faites, deux contrats pour des avions de combat Mirage 2000-5, avec Taiwan et le Qatar, vont contribuer à assainir la situation. A Dassault-Aviation, ils procurent une avance de trésorerie en dollars, qui devrait donner l'illusion de la prospérité au moins jusqu'en 1998. En réalité, un vice caché obscurcit l'horizon. Depuis 1985, la France a décidé de faire cavalier seul – face à la Grande-Bretagne, l'Alle-

magne, l'Italie et l'Espagne qui se sont liguées – en se lançant, sans partenariat, dans la construction d'un nouvel avion de combat. Il a nom Rafale. Ainsi en a voulu le ministre de la défense de l'époque, Charles Hernu, qui est emporté dans l'imbroglio du *Rainbow Warrior* et qui, entre deux mensonges pour en sortir, cherche à préserver les compétences de l'industrie aéronautique française. L'enjeu en la matière, ce sont les intérêts particuliers de la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'avion (Snecma), qui ne veut pas perdre la main et qui s'efforce par tous les moyens à conserver son savoir-faire militaire.

A la mort de son père, Serge Dassault a hérité du Rafale. Maître d'œuvre du programme, attaché à conférer ses lettres de noblesse à un projet dans lequel Dassault-Aviation a moins de 20 % de la charge et ses associés les 80 % restants, Serge Dassault va se battre jusqu'au bout. On dit aujourd'hui – mais ce ne fut pas toujours le cas dans les allées du pouvoir – que le Rafale a placé le groupe privé dans une « impasse stratégique ». L'avion est cher. Précurseur à l'époque, il a peu à peu perdu son avance technologique. Son entrée en service aux couleurs de l'armée de l'air française a glissé dans le temps, au risque d'avoir désormais, sur les marchés extérieurs, des concurrents, nés bien après lui, qui l'ont rattrapé. Des coupes claires dans le budget de la défense l'ont frappé de plein fouet. Tous ces aléas menacent le sort d'un programme qui fut longtemps le fleuron de l'industrie nationale et qui, aujourd'hui, l'entraîne vers l'abîme, à en croire les confidences d'autres chefs d'entreprises aéronautiques et de certains responsables militaires.

La chute du mur de Berlin est passée par là. L'ennemi potentiel n'est plus le même, ni aussi menaçant que du temps où le Rafale a été conçu. Il faut un avion moins sophistiqué, à la portée financière d'une armée de l'air qui compte ses sous. Même si les gouvernements qui se succèdent, à gauche comme à droite, persistent à complimenter son groupe pour la

valeur de ses ingénieurs dans les bureaux d'études, Serge Dassault est de nouveau la cible des quolibets de ses homologues, dans la profession, qui lui reprochent d'ignorer que le monde a, depuis, singulièrement évolué. Au demeurant, cet univers-là n'a pas seulement changé radicalement en termes de rapports de forces stratégiques entre les nations. Il s'est aussi transformé sur le plan des relations entre puissances industrielles qui se livrent à d'implacables bras de fer, impressionnants de vigueur.

Aux Etats-Unis, mais aussi au Royaume-Uni et en Allemagne, on assiste à la mise sur pied de « gigagroupes » dans le secteur industriel de la défense, c'est-à-dire des entreprises géantes qui fusionnent, s'absorbent mutuellement, se rapprochent, se croisent et s'entrecroisent, mais dont le chiffre d'affaires, au total, dépasse par exemple le seul budget global d'équipement militaire de la France. C'est notamment la naissance de Lockheed Martin Loral. Face à de tels concurrents, Dassault-Aviation ne fait plus le

relations de la famille Dassault – Serge et son fils aîné, Olivier, député RPR de l'Oise – avec le nouveau chef de l'Etat, Jacques Chirac. Huit mois après son élection à l'Elysée, le président de la République tranche : il écarte l'idée du *sine qua non* dans l'industrie de défense pour retenir, de préférence, la solution qui consiste à la mettre au diapason d'un marché perméable aux « gigagroupes ».

DANS cette optique, la France doit rassembler ses forces industrielles – qui végètent en ordre dispersé – et les organiser de manière à constituer des « pôles » de regroupement franco-français d'abord, européens ensuite, pour emporter des contrats. Comme l'avouera Serge Dassault en privé, il croyait avoir voté pour un président libéral et il se retrouve avec un président interventionniste.

Des lors, le mariage Dassault-Aerospatiale devra être consommé et le fils de Marcel devra passer par les fourches Caudines de l'Etat, comme, en son temps, son père dut s'y plier quand des gou-

jours préservé en le tenant, séché, dans son portefeuille, Marcel Dassault disait : « Il n'est pas nécessaire d'hériter pour réussir, il suffit de persévérer. » A sa manière, Serge Dassault aura hérité et persévéré. Aura-t-il, comme il s'en vantait en 1986, assuré « la continuité familiale » et évité « la césure » dans les activités du groupe paternel ? L'histoire l'écrira un jour. De toute manière, le temps n'est plus où les Charles Rolls et Henry Royce, les Bill Boeing, les Don Douglas, les Andreï Tupolev et, pourquoi pas ?, les Marcel Dassault, tous ingénieurs de génie, pouvaient prétendre qu'ils avaient, à eux seuls, donné des ailes ou des réacteurs au monde.

Depuis 1977, Serge Dassault avait choisi, outre son activité dans le secteur aéronautique, de « se mesurer avec une municipalité communiste », selon sa propre expression, en tentant de prendre l'hôtel de ville de Corbeil-Essonnes. Après avoir été élu conseiller municipal en 1983 et renouvelé depuis à ce poste, il ne devait accéder à la magistrature de maire qu'en 1995. Là aussi, peut-être, il suffit de persévérer. Voilà donc Serge Dassault, nanti de l'écharpe tricolore, lancé dans une nouvelle aventure, qui n'est pas de tout repos. Il fut même « lapidé », raconte-t-il, pour avoir voulu s'interposer entre jeunes dans un quartier chaud. Il fut aussi chahuté après avoir réduit les subventions municipales à une troupe de théâtre coupable, à ses yeux, d'avoir monté des pièces auxquelles il ne comprenait rien. C'est sans doute ainsi que le métier rentre. En dehors de l'aéronautique et de la politique sur le tas, Serge Dassault a plusieurs passions : la chasse, le golf et la pêche au thon sur son bateau en Méditerranée. Mais il en a une autre qu'il avoue en riant : le lieutenant Colombo à la télévision. Il partage avec ce policier américain, célèbre pour son imperméable froissé, ce goût pour le travail en solitaire, pendant des heures qu'il ne songe pas à compter.

Jacques Isnard
Dessin : Nicolas Vial

Son seul tort aura été de croire en la pérennité d'une situation géostratégique qui, avec la chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989, allait être bouleversée de fond en comble

jours. On a beau le répéter à Serge Dassault, il ne le croit qu'à moitié : il s'obstine à ne jurer que par la compétence – reconnue – de ses ingénieurs des bureaux d'études et, quand il admet enfin la perspective d'une compétition mondiale échevelée et tous azimuts, c'est pour mieux en conclure que les Américains et les Européens lui ont déclaré la guerre, ne cherchant qu'à le rayer de la carte aéronautique.

Tout n'est pas faux dans cette analyse. Mais, en 1996 et à plus forte raison à l'aube du XXI^e siècle, ce jugement est court. D'autant qu'un malentendu de taille va venir singulièrement compliquer les

vernements de gauche ou de droite, sous des Républiques précédentes, le nationalisèrent en tout ou en partie, de gré ou de force. Mais, cette fois-ci, il est exclu que Serge Dassault puisse se rétablir, comme le fit Marcel, en 1936, en 1977 ou en 1981, lorsqu'il réussit à transiger pour conserver le contrôle de ses ateliers, en dépit de la mainmise par l'Etat, et continuer à dessiner des avions pour le plaisir, à la condition qu'ils soient « beaux ».

Caresant le talisman – un trèfle à quatre feuilles ramassé en 1939 – qui était censé lui avoir porté chance pendant sa déportation au camp de Buchenwald et qu'il avait

مكتبة النهر

Santé : une réforme en quête de sens

par Bernard Kouchner

CINQUANTE milliards ! Malgré le plan Juppé, voilà encore un drame financier pour l'assurance-maladie. Les comptes nationaux de la santé pour 1995 qui viennent d'être publiés n'incitent pas non plus à l'optimisme. L'abîme de dettes supplémentaires dans lequel s'effondre la vieille maison de la Sécurité sociale n'a pas amélioré en proportion la santé publique. Il faut construire un système neuf et viable de l'assurance-maladie. Les trois ordonnances du gouvernement adoptées le 26 avril en modèrent la maquette, mais l'ensemble manque de sens. Le projet, même s'il présente des aspects positifs, tourne autour d'une fausse bonne idée, reçue de tous les politiciens : faire du système généraliste le centre du système de santé. Non, le centre ne doit pas être le médecin, mais le malade. Et surtout avant qu'il ne soit malade. Voilà qui changerait tout et donnerait à l'œuvre une signification.

Le pays doit débattre, sereinement mais avec lucidité, des objectifs que la collectivité s'assigne, et discuter encore pour affecter à ce but commun, en toute connaissance de cause, les moyens nécessaires. Le coût n'est pas seulement financier. Une vraie politique de santé publique, soucieuse de la santé et de l'autonomie, comportant en tutelle l'assurance-maladie. Une vraie politique de santé doit substituer l'utilité publique au gaspillage et au libéralisme débridé. Elle doit avoir pour objectif, en une dimension retrouvée, la qualité de la vie : prise en charge médicale de proximité, si possible de jour, évitement de l'hospitalisation classique autant que faire se peut.

Le gouvernement veut élargir les dépenses de la médecine de ville - les dépenses hospitalières. L'état d'après 1983. La réforme imposée réussit ce paradoxe d'apparaître, sur ce point, à la fois trop coercitive et pas assez contraignante. Pression des syndicats de médecins libéraux ? Division dans la majorité ? Pessimisme après les manifestations de l'hiver ? Le choix s'est porté sur le contrôle a posteriori des dépenses. Pour être efficace, la maîtrise des dépenses doit s'exercer a priori. L'exemple de l'Allemagne nous le démontre. Le paiement à l'acte induit l'inflation des dépenses. Une partie de sa rémunération doit donc être versée directement au médecin par la caisse d'assurance-

maladie. Un quart, un tiers, nous verrons avec les syndicats. En découplant partiellement le prix de la prescription du revenu du prescripteur, on pratiquerait une forme saine de contrôle des dépenses de santé du pays. Les économies financières prévisibles reposent aussi dans l'énorme gisement de la prévention. Le garde-fou coûte nous cher à la collectivité que l'accident, et le vaccin moins que l'épidémie.

Pourquoi ne pas expérimenter, avec quelques jeunes médecins volontaires, un système de rémunération différent, où ils pourraient suivre la santé des gens plutôt que leurs maux ? En les salariant, en leur offrant un forfait par famille, tout en maintenant toujours l'offre de médecine libérale. Pour que la prévention triomphe enfin sur la maladie, méditons cette antique méthode chinoise, où l'on payait son médecin tant que l'on n'était pas malade.

Au lieu de cela, nous allons partir dans un programme compliqué de sanctions tardives. Les médecins ne méritent pas qu'on les punisse, ils sont dignes qu'on les convainque. Ce ne sont pas les opérateurs, c'est le système qui est pervers, parce qu'il n'a pas de sens. Il est temps de lui en donner un.

Une vraie politique de santé doit substituer l'utilité publique au gaspillage et au libéralisme débridé.

Les ordonnances du gouvernement pèchent par carence et par manque d'audace. Voilà enfin reconnue l'importance de la formation continue obligatoire pour les médecins. Mais comment se fait-il qu'on passe sous silence la transformation nécessaire des études médicales ?

Si l'on veut vraiment revaloriser la médecine générale autrement que par des mots, je propose que les remboursements de la consultation du généraliste et du spécialiste soient les mêmes. Puisque l'acte intellectuel est le même et qu'il me paraît plus facile de savoir tout sur une partie que tout sur

l'ensemble. Voilà qui serait salutaire et donnerait un sens au carnet de santé et à l'information qu'on nous promet et dont la mise en place est tellement laborieuse.

Le débat sur la santé publique n'est pas seulement nécessaire. Il est inévitable. La réforme de la Sécurité sociale suppose en effet que les citoyens un changement profond de mentalité. Il faut le leur dire. Changement pour les malades : ils devront admettre que tout ne leur est pas dû, qu'ils ont eux aussi leurs responsabilités à prendre. Ils devront comprendre que les méthodes modernes de soins, si elles sont performantes, sont parfois risquées et que la médecine n'est pas une science exacte. Hélas, manque d'audace toujours, ce gouvernement refuse comme les précédents une loi sur le risque thérapeutique avec fonds d'indemnisation.

Changement de mentalité des médecins : ils devront admettre qu'ils peuvent soigner aussi bien en dépensant moins. Ils devront accepter de s'organiser en réseaux de soins, où chacun trouvera sa place logique et reconnue. Ils devront renoncer à la notion statuseuse, mais fautive, de hiérarchie des compétences. Changement aussi pour les responsables hospitaliers, appelés à travailler en réseaux et, surtout, à évaluer la qualité des soins. Changement de mentalité encore pour les gestionnaires des caisses d'assurance-maladie, qui devront admettre que leur autonomie s'intègre dans la politique nationale de santé. Changement enfin pour tous si on admettait que, pour être accueilli, examiné, traité, hospitalisé, suivi de façon égale, les Français devraient payer de façon inégale, en fonction de leurs revenus. Pour le ticket modérateur et le forfait hospitalier en particulier.

Une telle mutation des habitudes nécessite beaucoup d'explications, de concertation. La tentative de coercition tardive des médecins la verra sans doute à l'échec. Il fallait l'appui des Français. Il y avait là un vrai sujet de réformisme.

Le premier changement de mentalité que cette réforme appelle, en réalité, c'est au gouvernement qu'il doit se produire. Il doit nous dire le sens de son action en matière de santé publique, où il veut nous mener, et à quels prix, matériels et moraux.

Bernard Kouchner, ancien ministre de la Santé, est président délégué de Radical.

Un plan d'urgence pour l'industrie pharmaceutique

par René Teulade

PARTOUT dans le monde, les gouvernements sont préoccupés par le coût de la protection sociale et affrontés aux problèmes de la maîtrise des dépenses de santé, du médicament en particulier.

La sphère financière, comprenant que le confort de l'activité pharmaceutique est terminé, est contrainte de s'adapter, en recherchant une meilleure rentabilité avec des fusions, concentrations, restructurations, absorptions, regroupements d'entreprises. Autant de mots pour décrire plus de deux cents opérations menées depuis deux ans dans l'industrie pharmaceutique mondiale avec les pertes d'emplois qui ont suivi.

Alors que des firmes européennes ont aussi commencé ces regroupements, que fait-on en France ?

Le prestige attaché à cette activité, les rentabilités financières ou boursières affichées dans l'immédiat, l'approximation de l'état de recherche dans les domaines porteurs, la méconnaissance de la réalité économique dans l'administration et les rapports officiels, n'ont pas contribué à sensibiliser suffisamment les pouvoirs publics sur l'avenir de la branche.

Depuis plus de quarante ans, au lieu de définir une politique du médicament sur le long terme, on s'est contenté, à travers des prix « administrés » relevant plus d'un protectionnisme déguisé que de la transparence, de gérer notamment des implantations géographiques « incitées » et multiples, priviliant ainsi une politique de l'emploi à court terme qui avait pour résultat de faire peser des charges supplémentaires sur le budget de l'assurance-maladie. Cette pseudo-stratégie a conduit de nombreuses entreprises de ce secteur à profiter de niches quasi monopolistiques et à s'endormir sur des lauriers trop faciles.

D'autre part, les entreprises n'ont pas voulu, car à ce niveau, les nécessités de recherche et d'innovation étaient réduites, investir dans le marché des médicaments génériques. Ces derniers ne représentent que 2 à 3 % de la consommation française alors que ce chiffre est de 40 à 50 % aux États-Unis et en Allemagne.

Pourquoi les entreprises françaises n'ont-elles pas su répondre à cette demande extérieure, ce qui aurait eu pour conséquence la création d'emplois plus sûrs que ceux en sursis actuellement ? Que risque-t-il de se produire quand

c'est un laboratoire dépendant du groupe grossiste allemand Gehe qui signe la première convention entre le gouvernement français et un laboratoire fabricant exclusif de génériques ?

L'expérience aidant, et compte tenu de la marge d'expansion prévisible de ces médicaments, les laboratoires étrangers vont donc accentuer leur présence dans les prochaines années. Déjà plus de la moitié de la consommation pharmaceutique générale de notre pays est aux mains de laboratoires d'origine étrangère.

Un secteur industriel menacé pour avoir eu longtemps comme préoccupations que les bénéfices à court terme et les cours de la Bourse

L'industrie pharmaceutique française n'a pas pu s'ouvrir à de nouveaux marchés, et n'a pas su investir les pays de l'Europe de l'Est comme l'ont fait par exemple les entreprises de l'ancienne Allemagne de l'Ouest qui ont parfois été contraintes de travailler jour et nuit pour satisfaire les besoins de ces pays.

En cette période de transformation de la protection sociale et des incidences financières qui l'accompagnent, encore une fois il n'est plus possible de faire assumer au budget de l'assurance-maladie les charges induites résultant des dysfonctionnements du système (médicament remboursé sans réelle utilité thérapeutique, effets indésirables, dépenses de promotion, absence de transparence...).

S'il doit y avoir une subvention pour l'industrie pharmaceutique, c'est vers le ministère des finances (aide à l'investissement...), de la recherche, de l'industrie ou de la coopération (par exemple pour les génériques) qu'il faut s'orienter.

Pour une meilleure sécurité du malade, pour éviter les prescriptions médicales injustifiées, importantes, quelquefois dangereuses, il faut bien sûr, l'application des références médicales opposables, des contrôles d'efficacité grâce aux divers codages,

mais surtout l'information des médecins qui conduisent à des prescriptions libres, rationnelles, optimisées en coût, avec possibilité de recours automatique aux génériques.

Par ailleurs, face à la quasi-inertie de l'industrie française, nous ne pouvons qu'être inquiets pour l'avenir à court terme, qui fait craindre le pire pour les emplois.

Tant que la situation ne permet le devoir des pouvoirs publics est donc d'examiner très rapidement ce problème et de mettre en place une véritable politique du médicament, pour éviter, plus tard, de prendre les salariés en otage.

Pourquoi ne pas lancer un plan pour l'industrie pharmaceutique sur notre territoire, tout en mettant en place une harmonisation de la politique européenne du médicament, en particulier pour les prix, notamment le prix des molécules nouvelles ?

Pour mener une véritable politique du médicament, il faut du temps : pour motiver, préparer les acteurs, déterminer les étapes, les options et enfin, surtout, du temps pour que les salariés puissent accompagner cette évolution, y adhérer dans les meilleures conditions possibles.

Le gouvernement actuel a la maîtrise de ce paramètre, avec, en plus, une majorité confortable. Déjà plus de trois ans se sont écoulés, pendant lesquels la majorité actuelle pouvait agir sereinement tandis que la restructuration mondiale s'effectuait, s'effectuait sans que nous y participions vraiment. Ce ne sont pas les dernières mesures, une contribution exceptionnelle de 2,5 milliards de francs dus par l'industrie pharmaceutique (somme généralement ramenée à 1,5 milliard, compte tenu de la déductibilité fiscale), qui résoudront le problème. Il faut pousser un cri d'alarme pour ce secteur industriel lui aussi menacé parce que les préoccupations essentielles se sont trop longtemps arrêtées aux bénéfices à court terme et aux cours de la Bourse.

Le gouvernement a le devoir de réunir les autorités compétentes, de diligenter au plus vite une étude pour proposer un plan de restructuration de ce secteur industriel qui emploie près de 60 000 personnes et risque d'en voir plus de 10 000 au chômage dans des délais relativement courts.

René Teulade est ancien ministre des affaires sociales, de la solidarité et de l'intégration.

L'« indispensable révolution » judiciaire par Jean-Claude Bouvier

L'ÉLITE Eric Halphen est un magistrat indépendant. Il peut mener des investigations, réunir des éléments, à charge ou à décharge, qui vont lui permettre de se forger une opinion sur l'existence d'une infraction. Mais le juge Halphen, comme tous les magistrats instructeurs, ne peut pas faire grand chose sans le concours de deux acteurs - essentiels - de la procédure pénale : le procureur de la République et l'officier de police judiciaire. Le premier le suit, le deuxième exécute ses instructions.

En toute logique, pour que l'indépendance proclamée du juge d'instruction ne relève pas de la seule pétition de principe, ces deux autres personnages-clés du dispositif pénal devraient se trouver eux-mêmes à l'abri de toute pression éventuelle.

Les deux événements qui viennent de seconcr l'actualité politique et judiciaire - le classement sans suite par le procureur de la République de Paris du dossier du fils de Jean Tiberi et le refus de coopération de la police judiciaire - attestent qu'en l'état actuel des textes législatifs, une telle revendication est, à toujours été, et restera illusoire.

Et pour cause. La carrière des officiers de police judiciaire est gérée par leur ministère de tutelle, le ministère de la Défense ou de l'Intérieur. La carrière des procureurs de la République et des procureurs

généralistes est, quant à elle, soumise statutairement à l'autorité du garde des sceaux, qui détient la maîtrise de leur nomination.

Ainsi, lorsqu'il oppose au juge Halphen sa décision de transmettre le dossier de l'attribution de l'appartement du fils du maire de Paris au parquet de Paris, le procureur de Gréville prend-il attache au préalable avec le procureur général de Paris qui en réfère lui-même au garde des sceaux. Et il attend les consignes. C'est ça ou son poste : le choix - ou plutôt le non-choix - est clair.

Jacques Toubon a fait naguère d'excellentes propositions. Il en prend aujourd'hui, comme garde des sceaux, l'exact contre-pied

Un processus qui vaut également pour les officiers de police judiciaire lorsqu'ils reçoivent l'ordre de ne pas assister Eric Halphen.

Dans ces conditions, toutes les mesures qui n'auraient pas pour objet de modifier profondément le statut même des procureurs et des officiers de police judiciaire sont vouées à l'échec. A quoi bon en effet se contenter - comme certains le préconisent - de préciser en toutes lettres dans le code de procédure pénale que le garde des sceaux ne pourra pas adresser des injonctions de classement si on lui

maintient, dans le même mouvement, la possibilité de désigner des procureurs à des postes-clés de la hiérarchie judiciaire ? Un homme de confiance n'a pas besoin d'instructions écrites en trois exemplaires - dont on suit par ailleurs qu'elles peuvent malencontreusement se retrouver dans la presse - pour énoncer les desirs de celui qui l'a fait roi.

Les solutions existent. Les sénateurs Jean Arthuis (Union centriste) et Hubert Haenel (RPR) avaient déjà proposé en 1991 un contrôle renforcé de la justice sur son avancement, la police judiciaire à un parquet indépendant.

Les moyens de cette indépendance ? Ils étaient, en janvier 1992, regroupés en trois points par une personnalité politique de l'opposition d'alors. Premier temps, « réformer le Conseil supérieur de la magistrature, de telle sorte que la majorité de ses membres soit des gens non désignés par l'exécutif, et élargir ses compétences au parquet ». Ensuite, « mettre fin à la subordination du parquet et le placer dans la même situation que le siège, avec un seul statut ». Enfin, « retirer la gestion des carrières à la chancellerie ».

D'un tel programme, il n'y a aujourd'hui pas une virgule à retirer : le discrédit dans lequel s'enfoncent des dirigeants déterminés à freiner les investigations les mettant en cause, l'insupportable réalité d'un traitement judiciaire à la carte politique du moment, interdisent les demi-mesures. Et le fait que ces propositions émanaient précisément de Jacques Toubon, l'homme qui, actuellement en charge du ministère de la Justice, prend leur exact contre-pied dans sa gestion quotidienne des affaires, démontre précisément l'extrême urgence de ce qu'il jugeait alors être « une révolution indispensable ».

Jean-Claude Bouvier est secrétaire général du Syndicat de la magistrature.

AU COURRIER DU « MONDE »

QUESTIONS POUR DEMAIN

Si je comprends bien la question que se pose Le Monde quasi quotidiennement, à savoir « s'il y a ou non de l'Union européenne une place pour la santé publique des hommes et des animaux qui la composent », le simple consommateur de gélulines, suifs et sperme bovins que je suis est en droit de s'en poser quelques autres : Quelle instance juridique (nationale ? britannique ? européenne ?) recevra d'ici quelques années ma plainte pour empoisonnement, suite aux décisions actuelles des autorités européennes ? Qui sera nommé responsable, civilement et pénalement ? Qui paiera les dommages et les frais de justice : un fonctionnaire mandaté ? un ministre national qui a donné son aval ? L'Union européenne ? le vendeur et/ou le distributeur du produit ? Quel expert prouvera la corrélation avec ce que j'ai mangé ? Combien serons-nous dans le cas ? etc.

Ces questions sont évidemment absurdes, ou au mieux largement prématurées, et je n'espère pas de réponses, d'autant moins que le droit s'écrit en ce moment, et ne sera plus le même demain. Mais elles peuvent servir de révélateur de ce qui se joue en ce moment, l'affaire du sang contaminé constituant un scénario plausible. Compte-t-on sur la complexité du problème pour que la justice (laquelle, encore une fois ?) se déclare plus tard incompétente ?

Mais ne pouvons-nous imaginer que cette situation puisse se retourner complètement si demain (ou après-demain, car ces virus ont la vie dure et longue) les tests pouvaient établir sans équivoque que la filiation et l'origine précises des souches de prions bovins peuvent être transmissibles à l'homme ?

Jacques Jedwad, Bruxelles

TAM POUR SDF

Suggestion pour le maire de Menton et tous les maires qui interdisent la mendicité dans leur commune.

Ils pourraient rétablir le permis de mendier, comme cela se faisait au Grand Siècle et à celui des Lumières. Ce pourrait être sous la forme d'une redevance ou une taxe à percevoir, une TAM (taxe autorisant la mendicité).

Il serait remis aux requérants ayant versé ladite taxe une médaille de la ville les autorisant à solliciter la générosité des passants de ladite ville, médaille portée bien en évidence avec l'année en cours.

Ceux qui ne seraient pas en règle se verraient poursuivis selon les procédures coutumières du lieu. On pourrait envisager pour les requérants d'avoir la possibilité de collectionner plusieurs médailles dans la mesure où ils auraient payé pour chaque ville la taxe y afférente.

Geneviève Reuss, Gif-sur-Yvette, Essonne



Le Monde

EDITORIAL

L'ordre nucléaire contesté

En principe, les soixante et un pays qui négocient à Genève le texte d'un accord sur l'interdiction totale des essais nucléaires auraient dû remettre leur copie fin juin. Ils ont échoué : il n'y a pas d'accord. Des mois de négociations n'ont pas permis de déboucher sur un projet de traité prohibant toutes les catégories d'essais nucléaires (CTBT, comprehensive test ban treaty). Les pompiers devront reprendre à la fin de juillet, pour une ultime session convoquée par l'opiniâtre président du comité de négociation, le néerlandais Jaap Ramaker. Faute d'aboutir, les participants ne seront pas en mesure de soumettre un accord à la session d'automne de l'Assemblée générale des Nations unies. L'échec serait ainsi avéré.

La technicité des arguments échangés, leur apparente complexité, ne doivent pas tromper sur la vraie nature du blocage : il est strictement politique. Et il est très révélateur du nouvel ordre en passe d'émerger sur la scène internationale. A Genève, l'Inde, en torpillant toute possibilité d'accord, a parlé pour le Sud. La représentante de New Delhi, Arundhati Ghose, a déclaré, très simple-

ment, que son pays ne signerait pas un accord lui interdisant de procéder à des essais tant que les cinq grandes puissances nucléaires actuelles (Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie) ne détruiraient pas leurs arsenaux.

Argument passablement irréaliste et dont New Delhi ne peut ignorer qu'il est irrecevable à Washington, comme à Londres, Paris ou Moscou. En parlant de la sorte, M^{me} Ghose se faisait non pas tant la porte-parole des pays du « sud nucléaire » (dont on sait qu'ils ont une arme atomique : l'Inde, le Pakistan, Israël) que celle de nombre de puissances émergentes du Sud ravies de contester le « vieux ordre nucléaire ». C'est une situation héritée de la guerre froide, conférant aux Cinq le quasi-monopole de l'arme nucléaire, que viendrait figer le CTBT.

Et c'est cette situation que refuse l'Inde. La bataille est Nord-Sud, avec une bonne partie de l'Asie (Chine comprise) qui, sans oser le dire ouvertement, se range derrière l'Inde. La bataille témoigne d'une volonté du Sud de rejeter un traité pesant, comme gelant – « vitrifiant » – un déséquilibre nucléaire, au profit des États-Unis, de la Russie, de la France et du Royaume-Uni. Genève a été l'un des théâtres où les puissances économiques émergentes à la faveur de la mondialisation des échanges ont fait sentir leur poids politique, sur un thème central : le nucléaire.

Le Sud monte en puissance avec la globalisation des échanges ; il est politiquement porté par la libéralisation économique, bien plus qu'il ne l'avait été par le socialisme tiers-mondiste des années non-alignées. Le vieux ordre international politique, économique et nucléaire s'en trouve ébranlé. On avait bien senti au G7, déjà, ce qu'il y avait d'anachronique à vouloir « maîtriser la mondialisation » sans certains de ses principaux acteurs – le Brésil, l'Inde, le Nigeria. A Genève, nombre d'entre eux étaient là, et ils l'ont fait savoir.

La « vache folle » à notre table

Suite de la première page

Pour certains scientifiques, il faut s'attendre, dans les années qui viennent, en Grande-Bretagne et ailleurs, à une épidémie massive de la nouvelle forme de maladie humaine de Creutzfeldt-Jakob. De nombreux experts officiels sont aujourd'hui beaucoup plus prudents. Sans donner de chiffre précis, ils estiment généralement que les cas à venir – quelques centaines, quelques milliers – ne concerneront que les personnes exposées au risque de contamination et génétiquement sensibles à l'agent de l'ESB. Cette hypothèse serait sans aucun doute plus crédible si l'on avait identifié la clé génétique de cette supposée susceptibilité. Les derniers résultats obtenus à partir de l'épidémie française de maladie de Creutzfeldt-Jakob chez les enfants traités par une hormone de croissance fabriquée à partir d'hypophysaires de cadavres contaminés démontrent que l'approche génétique pourrait, en réalité, n'être rassurante qu'à court terme, l'affection pouvant apparaître plus tardivement chez les personnes que l'on tenait initialement pour « génétiquement protégées ».

Ces interrogations, ces incertitudes, médicales et scientifiques, imposent aux responsables sanitaires et politiques de s'en tenir au « principe de précaution ». Avec quelques retards et quelques incohérences dont on dira plus tard s'ils sont ou non coupables, c'est ce que font les autorités françaises. Depuis quelques semaines, elles ont pris, souvent sous la pression des médias et de l'opinion, une série de mesures préventives vis-à-vis de l'alimentation humaine. C'est ainsi que le gouvernement d'Alain Juppé a interdit, en avril, la consommation des abats des bovins nés avant 1991. C'est ainsi, encore, qu'il y a quelques jours, le même gouvernement décidait d'interdire la consommation de tous les abats bovins. C'est ainsi, encore, que l'on aura bientôt détruit les 80 000 veaux d'origine britannique élevés sur le sol français. Compte tenu des nouvelles et sérieuses inquiétudes nourries par les scientifiques, les autorités françaises ont également pris la décision – mais pourquoi a-t-il fallu l'attendre si longtemps ? – de ne plus autoriser la consommation des moutons atteints de la tremblante, une maladie voisine de celle de la « vache folle ».

ERSATZ D'ORIGINE CONTRÔLÉE

On découvre aujourd'hui que, loin de rassurer les consommateurs français, chacune de ces sages mesures a amplifié leurs craintes et, pour une bonne partie d'entre eux, fourni une base objective à leur modification de comportement alimentaire. C'est ainsi que Philippe Vasseur, ministre de l'Agriculture, devant à plusieurs reprises ces dernières semaines de la viande de bœuf devant les caméras de télévision, ou Jacques Chirac clamant haut et fort son appétence pour la tête de veau, croyant défendre la cause de la filière bovine française, l'auront très certainement desservi. L'affaire est trop complexe, potentiellement trop dramatique, pour que le chef de l'État ou les membres du gouvernement puissent aussi simplement « rassurer les foules ».

De la même manière, la création d'un système d'identification de la « viande bovine française » – contesté devant les instances européennes – n'est nullement de nature à rassurer l'acheteur de viande. Créé beaucoup trop tardivement dans un pays où certains consommateurs ont été atteints par la maladie de la « vache folle » et qui importait des farines animales d'origine britannique, un tel système ressemble trop à un ersatz d'appellation d'ori-

gine contrôlée. Il n'est pas en mesure de fournir les véritables garanties que peuvent offrir à leurs clients les quelques rares bouchers-éleveurs qui, ayant su résister à l'industrialisation de cette filière, ne déçoivent que des animaux qu'ils ont vu vivre et, bien souvent, nourris et élevés.

Au-delà, l'affaire de la « vache folle » a permis de lever le voile sur les coulisses peu ragoûtantes de l'alimentation des ruminants et, plus généralement, de la grande majorité des animaux d'élevage. Elle a ainsi fait découvrir à des centaines de milliers de citoyens, qui ne conservent de la campagne française que quelques souvenirs bucoliques d'enfance ou de vacances, quelques tristes réalités contemporaines du productivisme agricole.

On s'indigne aujourd'hui en apprenant que certains ont cru bon, via les farines animales de viande et d'os, de transformer des ruminants (bovins et ovins) en carnivores. On s'inquiète en découvrant que ces farines contre nature sont omniprésentes dans l'élevage des animaux, depuis les volailles jusqu'aux poissons. C'est pourquoi, au nom du principe de précaution et de la santé publique, de nombreuses associations de consommateurs réclament aujourd'hui la suppression de toute forme d'alimentation de ces animaux par ces farines de viande et d'os.

Ammonçant personnellement les dernières mesures gouvernementales en la matière, Alain Juppé déclarait, il y a quelques jours, devant la presse, qu'il ne fallait pas passer dans ce dossier du « principe de précaution » au « principe de panique ». Et pourtant ! Faute d'avoir su en temps et en heure prendre les mesures qui s'imposaient pour obtenir au plus vite l'éradication de la nouvelle maladie qui a décimé son cheptel, le gouvernement britannique, aidé tacitement par les instances communautaires, a conduit la « vache folle » à la table des citoyens européens. Aujourd'hui, transformé en cauchemar, le festin s'annonce intenable.

Jean-Yves Nau

L'humaniste nuancé par Philippe Bertrand



Le retour des Américains en Afghanistan

capitales voisines Robin Raphaël, secrétaire d'État adjoint à l'Asie du Sud, est un indice parmi d'autres de la redécouverte par Washington d'un théâtre stratégique déserté une fois acquis le départ de l'ex-armée rouge, en 1989. Depuis le printemps, les Américains s'activent et échafaudent un plan à la bosniaque avec, à la clé, la convocation d'une conférence internationale d'imposition d'un embargo sur les armes. Tant de sollicitude serait touchante si elle ne dissimulait des motivations que ne résume nullement le légitime souci de rétablir la paix.

PENÇÉE IRANIENNE

En réalité, Washington s'efforce de reprendre pied en Afghanistan afin de contrer le rôle croissant qu'y joue son ennemi juré, Téhéran. Recueillant les dividendes de ses multiples missions de bons offices entre factions antagonistes, l'Iran est en effet parvenu à se forger un réseau d'amis qui va bien au-delà du groupe des Hazaras chiites dont il était jusque-là le protecteur traditionnel.

Cet activisme diplomatique date précisément de l'automne 1995 quand les talibans (étudiants religieux) – nouvelle force pashoune derrière laquelle Téhéran voyait la main des Pakistais, des Saoudiens et des Américains réunis – se sont emparés d'Hérat, ville située à proximité de la frontière afghano-irannienne. Les Pasdaran (« gardiens de la révolu-

tion » iranienne) ont alors même fait une incursion en territoire afghan pour tenter d'éloigner de leurs marches ces nouveaux venus professant un sunnisme orthodoxe et perçus comme antipashounes.

Depuis cette alerte, Téhéran s'est ostensiblement rapproché du régime – plus libéral – du président afghan Burhanuddin Rabbani, auquel il s'opposait pourtant jusqu'alors en activant l'opposition chiite. Les deux gouvernements s'entendent aujourd'hui à merveille, au point de conclure de nombreux accords de coopération (santé, éducation, infrastructures...). Couronnement de cette nouvelle influence, Téhéran vient d'ouvrir deux consulats à l'extérieur de Kaboul.

Ce jeu iranien inquiète d'autant plus Washington qu'il coïncide avec le déclin de l'influence de son allié pakistanais. Islamabad a beau tenter de reconquérir sur les groupes moudjahidines la tutelle qui était la sienne lors de la guerre antissoviétique, à l'époque où il distribuait fonds et armes de la CIA, ses efforts se révèlent vains. Hostiles au régime à dominante tadjike de Kaboul sur lequel ils n'avaient aucune prise, les Pakistais se sont en effet fourvoyés dans le soutien à des mouvements d'opposition armés qui ont pitoyablement échoué.

Le seul résultat de leurs manœuvres a été l'affermissement des sentiments anti-pakistais des dirigeants de Kaboul qui, en

réaction, se sont rapprochés de Téhéran, de Moscou mais aussi de... New Delhi. Soit un scénario confinant à la catastrophe : depuis sa création en 1947, l'unique motivation stratégique des Pakistais a justement été de prévenir la formation d'une alliance à revers entre Kaboul et New Delhi.

Ces déboires pakistanais ne pouvaient laisser indifférent Washington qui, en dépit d'un timide réchauffement de ses liens avec l'Inde au sortir de la guerre froide, continue de faire d'Islamabad une pièce maîtresse de son dispositif régional. Les Américains ne peuvent que s'inquiéter des effets déléteurs du théâtre afghan sur le Pakistan, qu'il s'agisse de l'érosion de sa capacité de défense face à son ennemi héréditaire indien ou des entraves placées sur son accès aux marchés émergents de l'Asie centrale ex-soviétique – cette ancienne route d'Alexandre qui fait rêver les stratèges d'Islamabad.

RÉPARER LES DÉGÂTS

Le risque de diffusion des passions ethniques et religieuses qui fermentent en Afghanistan ajoute à ces handicaps. Nation à la cohésion fragile – le seul ciment est la religion musulmane –, le Pakistan vit en effet sous la menace permanente des irrédentismes régionaux et, parmi ces derniers, les humeurs ombrageuses des tribus pashounes que traverse sa frontière occidentale sont très redoutées. Le Pakistan ne craint rien tant que l'émergence d'un natio-

nalisme pashounes qui aurait sur lui des effets déléteurs.

A cela s'ajoute la menace d'une contagion d'un islamisme anti-américain. De ce point de vue, la récente investiture, à Kaboul, du nouveau premier ministre afghan, Gulbuddin Hekmatyar, chef du Hezb-e-Islami (intégriste), n'est pas une bonne nouvelle pour Islamabad. Car M. Hekmatyar a quelques comptes à régler avec le gouvernement de Benazir Bhutto, qui avait lâché – sous pression américaine – cet ancien protégé des services secrets pakistanais après que furent révélés ses liens avec les auteurs de l'attentat du World Trade Center, à New York.

Pis, la propre opposition islamiste de M^{me} Bhutto, le Jamaat-e-Islami, ne peut que se sentir dopée par le retour en grâce, à Kaboul, de M. Hekmatyar, dont elle a toujours été très proche. A l'heure où le gouvernement de M^{me} Bhutto est aux prises avec une offensive du Jamaat-e-Islami, la nouvelle donne afghane menace d'accroître sa vulnérabilité. Téhéran omniprésent, Kaboul guettée par l'anti-américanisme, Islamabad fragilisé : autant de sources d'inquiétudes qui motivent la nouvelle attention des États-Unis pour un dossier afghan que l'on ressort aujourd'hui des tiroirs du département d'État. Mais sera-t-il possible de réparer les dégâts après tant d'années d'indifférence ?

Frédéric Bobin

حکومت الرشید

ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 4 JUILLET 1996

17

PROFITS Les coûts de production, la force du mark et la concurrence étrangère ont grappé le modèle allemand. La croissance est faible et les entreprises souffrent

en Allemagne et à l'exportation. Nombre d'entre elles commencent à se tourner vers les méthodes du capitalisme anglo-saxon. Les actionnaires se plaignent d'avoir été

trompés par les dirigeants de Daimler-Benz qui auraient caché l'an passé leur connaissance de pertes à venir. ● LES CHIMISTES Bayer et Hoechst envisagent une scission de

leurs activités chimique et pharmaceutique. ● LES BANQUES annoncent qu'elles vont réviser leurs portefeuilles de participations industrielles, rompant le lien ances-

tral germanique banque-industrie. ● LE PATRONAT dénonce les accords de branche. Il veut limiter leur application et donner plus de souplesse aux entreprises.

Les firmes allemandes se laissent séduire par les règles du capitalisme américain

Souci de l'actionnaire, rémunération des dirigeants selon leurs performances, concentration sur les activités de base... Les méthodes anglo-saxonnes tentent les patrons outre-Rhin. Mais le changement reste mesuré et très contesté

COLOGNE

Les groupes allemands seraient-ils en train de se laisser séduire par les pratiques du capitalisme américain ? Tandis que la politique d'austérité gouvernementale s'attaque aux excès de l'Etat-providence, les entreprises commencent à remettre en cause certains fondements du modèle allemand d'économie sociale de marché.

« Non au capitalisme à l'américaine », déclarent les banderoles des quelque 350 000 manifestants, à Bonn le 15 juin, contre les coupes budgétaires. Repoussés ou modifiés, le libéralisme venu d'outre-Atlantique divise l'opinion mais attire de nombreuses entreprises. Shareholder value, going public, global player, outsourcing et autres stock-options... les anglicismes font partie du langage courant des patrons allemands.

Le changement trouve son origine dans le basculement de priorité : la recherche de profits éclipse, peu à peu, avant la croissance du chiffre d'affaires. La firme

qui a une identité propre en Allemagne devient, à l'américaine, une simple source de profit pour ses actionnaires. Comme leurs concurrents étrangers, les groupes allemands se concentrent sur leurs activités de base et vendent les filiales non rentables.

Attentifs aux résultats, les actionnaires deviennent plus critiques, comme le montre la fronde de certains petits porteurs de Daimler-Benz qui n'hésitent plus à porter plainte contre les dirigeants du plus grand groupe européen, dont les pertes ont atteint 5,7 milliards de deutschemarks en 1995. L'enquête en cours met en cause deux piliers traditionnels et longtemps intouchables du capitalisme germanique : Daimler-Benz, le « Konzern » qui a raté sa diversification, et la Deutsche Bank, la grande banque actionnaire dont la surveillance a été délaissée à plusieurs reprises (scandale du promoteur Schneider, pertes de Metallgesellschaft, déficit de KHD...).

Les banques s'interrogent en conséquence sur le maintien de leurs fortes participations industrielles. La Deutsche Bank pourrait réduire sa part dans Daimler. Les firmes séculaires banque-industrie, pilier du modèle germanique, pourraient se détendre. Autre signe, certains grands noms de l'industrie allemande comme les chimistes Hoechst et Bayer envisagent de recourir à une scission de leurs activités chimique et pharmaceutique pour améliorer leur rentabilité et offrir plus de transparence.

Parallèlement, les Allemands se tournent toujours plus vers les marchés boursiers. Les introductions en Bourse ont battu des records en 1995 (20 nouvelles émissions pour un montant de 7,07 milliards de marks en 1995 contre 14 entrées d'une valeur de 1,2 milliard de marks en 1994), notamment grâce au succès des titres Adidas et de ceux du groupe pharmaceutique Merck. Cette année devrait être tout aussi riche : Deutsche Telekom, dont la première tranche d'augmentation de capital sera réalisée en novembre, joue les porteuses et les investisseurs institutionnels sur la place de Francfort. Les règles de comptabilité américaine s'imposent, ce faisant, dans la plupart des grands groupes qui prétendent de développer leur présence outre-Atlantique. Autre

Les grandes participations industrielles allemandes		
DEUTSCHE BANK	DRESDNER BANK AG	COMMERZBANK AG
BMW (automobile/aéronautique) 24,4	Boehringer (pharmacie) 25,0	Siemens (1994) (installation industrielle) 13,0
Deutsche Telekom (télécom) 10,2	Boehringer (pharmacie) 26,0	Deutsche Druck (mat. imprimerie) 13,0
Deutsche Bank (banque) 14,3	Boehringer (1994) (installation industrielle) 10,0	Deutsche Bank (banque) 10,0
Deutsche Bank (banque) 10,0	Boehringer (1994) (transport) 10,0	Deutsche Bank (banque) 10,0
Deutsche Bank (banque) 10,0	Boehringer (1994) (cinéma) 24,0	Deutsche Bank (banque) 6,5
Deutsche Bank (banque) 25,9	Boehringer (1994) (cinéma) 24,0	Deutsche Bank (banque) 10,0
Deutsche Bank (banque) 10,0	Boehringer (1994) (cinéma) 12,6	Deutsche Bank (banque) 5,0
Deutsche Bank (banque) 47,7		
Deutsche Bank (banque) 10,0		
Deutsche Bank (banque) 10,0		
Deutsche Bank (banque) 10,0		
Deutsche Bank (banque) 12,8		

Exemple des banques au capital des firmes industrielles : le fait d'accroître - lors de difficultés - et de la culture des affaires outre-Rhin.

signe du changement : de nombreux groupes, Daimler-Benz et Deutsche Bank en tête, mais aussi Siemens et Deutsche Telekom, étendent la mise en place de stock-options pour rémunérer les cadres supérieurs. Une révolution dans un pays où la fourchette des salaires entre les ouvriers et leurs patrons reste modeste et où à peine un cinquième des revenus des dirigeants sont liés aux résultats de l'entreprise.

Plus généralement, Hans-Olaf Henkel, le président de la fédération de l'industrie allemande (BDI)

évoquait dans le quotidien Financial Times (25 avril) l'échec des rapports consensuels institués entre les partenaires sociaux et souhaitait les remplacer par « une méthode anglo-saxonne » mettant l'accent sur les performances individuelles. Les patrons dénoncent ainsi les obligations liées aux accords salariaux de branche, autre fondement du consensus allemand.

CHANGEMENT DES INÉGALITÉS Les coûts de production, la force du deutschemark et la concurrence

étrangère ont grappé la machine à exporter.

Dans ce contexte de difficultés, les managers qui ont souvent effectué une partie de leur carrière outre-Atlantique, sont soumis à une dure pression. Chez eux, la discussion sur la compétitivité de l'Allemagne les conduit à exiger davantage de flexibilité et une fiscalité moins lourde. A l'étranger, ils doivent côtoyer des concurrents américains plus mobiles dans la conquête des marchés neufs d'Asie ou d'Amérique.

Le changement de mentalité est

en cours. Mais il reste relatif et s'opère dans un débat général « à l'allemande », c'est-à-dire argumenté et long.

Les syndicats dénoncent le développement « de rapports à l'américaine où l'on peut embaucher et licencier à volonté ». Ils craignent par exemple que le développement des stock-options ne se fasse au détriment des salariés, qui seraient sacrifiés sur l'autel de la rentabilité. Au-delà, ils dénoncent un creusement des inégalités de revenus.

Plus globalement, nombre d'Allemands s'inquiètent des dérives anglo-saxonnes. « Dans une économie de marché qui porte l'attribut de « social », les managers ne doivent pas répondre qu'ils ont des seuls propriétaires », remarque l'hebdomadaire Die Zeit (31 mai) pour illustrer le choc des cultures. Les dirigeants eux-mêmes sont très partagés sur la conduite à tenir. Beaucoup restent prudents, à l'image du président du directoire de Siemens, qui estime que son entreprise conserve « un devoir politico-social ». Il s'agit toutefois « de réaliser des profits satisfaisants mais pas au détriment du personnel ». Ce double souci, inimaginable aux Etats-Unis, reste présent en Allemagne.

L'enjeu est de savoir dans quelle mesure les deux mondes sont compatibles. Comment germaniser la gestion américaine ?

Philippe Ricard

Des conventions collectives sont remises en cause

Fondement de la paix sociale allemande, les conventions collectives négociées dans chaque branche sont de plus en plus sujettes à discussions : les trois organisations patronales (BDI, Fédération de l'industrie, BDA, celle des employeurs, et DHTI, l'assemblée des chambres de commerce et d'industrie) ont réaffirmé ensemble, la semaine dernière, leur volonté d'assouplir les accords passés et de donner plus d'autonomie aux entreprises. Le patronat de la métallurgie (Gesamtmittel) souhaite limiter les domaines régis par ces accords au « strict nécessaire » : par exemple, les salaires et la durée des congés pourront toujours être fixés au niveau d'une branche, tandis que la répartition du temps de travail le sera dans chaque société.

Les syndicats restent sceptiques : IG Metall a rejeté les propositions du patronat sans s'opposer à un toilettage. Dans les nouveaux Länder, nombre d'entreprises renouent à adhérer aux organisations patronales, faute de pouvoir respecter les conventions en vigueur.

Un rapport parlementaire dénonce le manque d'innovation du secteur textile

LE PREMIER MINISTRE Alain Juppé, Jean-Pierre Raffarin (ministre des PME, du commerce et de l'artisanat), Jacques Barrot (ministre du travail et des affaires sociales) et Franck Borotra (ministre de l'industrie, de la Poste et des télécommunications) : quatre membres du gouvernement ont assisté mardi 2 juillet à l'Assemblée nationale au colloque sur « les perspectives d'avenir du textile-habillement français ». Organisée par le député Yves Nicolin (UDF, Loire), cette réunion a permis à près de trois cents industriels de prendre connaissance du rapport que ce parlementaire vient de remettre au premier ministre.

Chacun se rend compte, aujourd'hui qu'avec 260 000 emplois cette filière ne peut pas être passée par pertes et profits de la mondialisation. Le premier ministre a d'ailleurs fermement « refusé le choix de sa disparition ». Pour tenter de freiner l'hémorragie des emplois (qui disparaîtraient au rythme de 1 % par mois), Yves Nicolin se félicite de la baisse du coût du travail intervenue le 1^{er} juillet mais insiste également sur cinq autres points : l'information et la protection du


consommateur, le contrôle des importations, la valorisation du textile à l'exportation, la revalorisation des métiers et la priorité à accorder à la recherche comme à l'innovation.

L'EXEMPLE ITALIEN

Si le colloque a fait la part belle aux industriels - aucun syndicaliste n'a été invité à s'exprimer -, le rapport d'Yves Nicolin ne se prive pas de quelques critiques, mezza voce. Les Français devraient, selon lui, s'inspirer « du sens de l'innovation, de l'adaptation et de la flexibilité » de leurs concurrents italiens. Ceux-ci ont d'autant plus bénéficié de la dévaluation de la lire que même les plus petites entreprises disposent d'un responsable de la prospection des nouveaux marchés. Si les Italiens fonctionnent en réseau, « l'atomisation de l'industrie française », liée en partie à l'esprit individualiste de la profession, pénalise une démarche stratégique de développement des entreprises ». Le franc fort n'est manifestement pas le seul handicap de cette profession.

Frédéric Lemaître

ARRÊTEZ A LA NAISSANCE D'UN LEADER MONDIAL DU TRAVAIL TEMPORAIRE!



ADIA **ECCO**

le
léaire
é
DANS LA PRESSE
LIBÉRATION
afghanistan

Yves de Chaisemartin entreprend une restructuration « lourde » du groupe Hersant

Le PDG de la Socpresse se lance dans une course contre la montre pour sauver l'empire du « papivore », endetté à hauteur de 3 milliards de francs

Successor du défunt Robert Hersant à la présidence de la Socpresse, Yves de Chaisemartin a annoncé une « restructuration lourde interne et externe » au comité de groupe de la maison mère du « Figaro »

réuni jeudi 27 juin. Il s'agit pour lui d'arrêter les sources de pertes que sont principalement, « France-Soir », « Presse-Océan », « Nord-Eclair », par des plans sociaux et des recherches d'économies. Les

représentants du comité de groupe ont demandé qu'une concertation « s'établisse d'urgence ». Une recapitalisation n'est pas exclue, selon le nouveau PDG, qui estime qu'à la fin de sa vie, Robert Hersant n'était

pas hostile à une ouverture du capital. L'endettement du groupe représente plus de la moitié de son chiffre d'affaires : plus de 3 milliards sur 6,1 milliards. Les fonds propres étaient négatifs de 1,5 milliard de

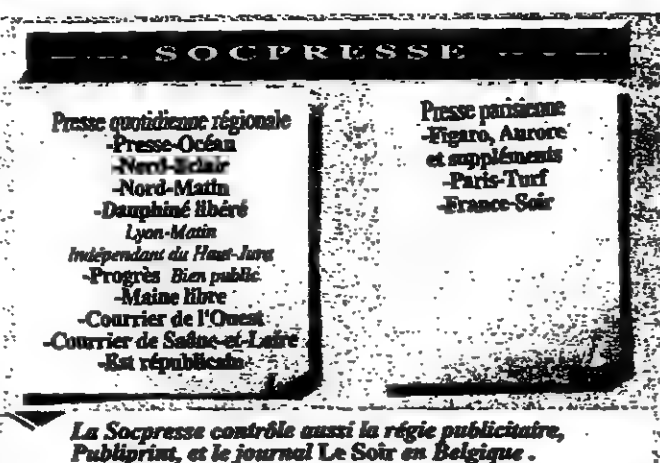
francs. Des nantissements sur les actifs de la Socpresse ont été accordés, pour garantir des emprunts ou des crédits. Le fonds de commerce du « Figaro » est ainsi nanti à hauteur de 913 millions de francs.

« LE GROUPE Hersant n'a pas de chiffres. » La formule lancée par Jean Miot, à l'époque où il était encore l'un des « barons » de Robert Hersant, symbolisait l'attitude du groupe à l'égard des données économiques : on les ignore, jusqu'à ce qu'elles deviennent trop lourdes. A un patron de presse lui demandant comment il allait financer un achat, Robert Hersant avait répliqué : « Ce n'est pas moi qui paie, ce sont mes banquiers. » Mais depuis 1993 les banquiers ne paient plus, on plus aussi spontanément. Et la mort de son fondateur rend aujourd'hui inévitables les clarifications sur la situation et l'avenir de la Socpresse.

La nomination de Bernard Esambert, président du conseil de surveillance de la banque Arfil (groupe Lagardère), comme banquier conseil du nouveau PDG de la Socpresse, Yves de Chaisemartin, témoigne de la volonté de s'affronter aux problèmes économiques. Les temps changent au groupe Hersant. Même Cyrille Duval, le très discret directeur de Publiprint, régle publicitaire du

groupe, a dévoilé des chiffres dans un entretien à *Stratégies*. Le nouveau PDG a quant à lui confirmé ses intentions, jeudi 27 juin, devant le comité de groupe, qui réunit les représentants des salariés, en affirmant sa volonté de réaliser une « lourde restructuration interne et externe », afin de donner à la Socpresse « une configuration de véritable groupe » et non plus celle d'une « confédération de PME ». Cela se fera, selon le PDG, « au prix de sacrifices ».

Depuis quelques années, nombreux sont ceux qui tentent d'avoir une idée de la situation de la Socpresse. Une curiosité qui se heurte à une difficulté : le groupe - qui comprend de nombreuses filiales, elles-mêmes porteuses de sous-filiales, avec des participations qui s'entrecroisent - ne publie aucun compte consolidé. Enfin, les résultats sont connus avec retard. Le cabinet d'experts-comptables Sécafi-Alpha, qui examine les comptes à la demande du comité



de groupe, vient de rendre ses conclusions pour 1994. La crise économique et la récession publicitaire ont fortement affecté un ensemble sans fonds propres. Ce rapport et la consultation des registres du tribunal de commerce permettent de donner une photographie, encore floue et incomplète, de la situation écono-

mique du groupe (lire ci-dessous), mais démontre combien la tâche d'Yves de Chaisemartin est complexe et urgente. Une recapitalisation de la Socpresse semble inévitable. Le capital social du premier groupe de presse français est de 10,578 millions de francs, pour un chiffre d'affaires de 6,1 milliards de francs.

Les difficultés économiques auraient dû obliger le groupe à une recapitalisation. En 1993, il relevait de l'article de la loi du 24 juillet 1966 qui s'applique quand les pertes d'une société sont supérieures à la moitié de ses fonds propres. An cours d'une assemblée générale ordinaire, le 29 octobre 1993, les actionnaires avaient décidé « de ne pas prononcer la dissolution anticipée de la société et de poursuivre l'exploitation sociale ». La société avait alors deux ans pour reconstituer ses fonds. Mais le compte-rendu de cette assemblée n'a été déposé au greffe du tribunal de commerce qu'en janvier 1996, soit plus de deux ans après.

Après la mort de Robert Hersant, le 21 avril, Yves de Chaisemartin a entamé de vastes et discrètes négociations avec les banques. Plusieurs hypothèses sont plausibles : une vente « par appartements » à laquelle M. de Chaisemartin se refuse publiquement ; l'entrée d'actionnaires dans le capital de la Socpresse, dont les banques, qui pourraient convertir

leurs créances en participations. Devant le personnel, M. de Chaisemartin a assuré que Robert Hersant n'était pas opposé, à la fin de sa vie, à l'entrée de nouveaux actionnaires. En attendant, le nouveau PDG s'emploie à arrêter les sources de pertes, afin de s'employer à sauver la Socpresse et concilier l'intérêt de la famille - propriétaire en titre du groupe - celui des banques, qui sont aussi de facto propriétaires, et celui des pouvoirs publics - actionnaires des principales banques - aussi peu loquaces qu'attentifs à la succession de Robert Hersant et à l'avenir du principal quotidien de droite, *Le Figaro*. « L'état est en partie propriétaire du groupe, commente un conseiller du groupe, le gouvernement n'a pas intérêt à ce que les choses bougent avant les élections législatives. » Chacun essaie de gagner du temps pour ne pas perdre trop d'argent. Mais, pour le groupe, le temps et l'argent sont plus que jamais comptés.

Alain Salles

Les cessions de titres depuis 1994 ont permis de remédier aux problèmes de trésorerie

LE GROUPE Hersant a connu deux années noires en 1992 et 1993, perdant respectivement plus de 250 millions de francs et près de 700 millions. 1994 marque une amélioration. Le résultat d'exploitation est de 366 millions de francs, les cessions d'actifs de 1993 et 1994 ont permis d'obtenir un résultat net à l'équilibre, voire légèrement bénéficiaire.

La Socpresse a réduit son endettement de 3,9 à 3,1 milliards de francs, sur un chiffre d'affaires de 6,17 milliards de francs. Le groupe a vendu l'ensemble de ses magazines (*L'Auto-Journal*, *L'Ami des jardins*, etc.) pour 200 millions de francs et la plupart des journaux qu'il contrôlait dans les pays de l'est pour près de 600 millions. Ces actifs ont été bien vendus, puisque cela a permis (avec la vente de Fun Radio en 1993), de dégager environ 600 millions de francs de plus-values. Le groupe a ainsi réduit ses frais financiers, qui sont passés de 326 à 236 millions de francs mais représentent encore près de 4 % du chiffre d'affaires.

L'endettement bancaire estimé représente un tiers du chiffre d'affaires de la Socpresse et l'endettement total la moitié. Le premier a diminué de 400 millions de francs ; il s'est établi à 2 milliards répartis principalement entre Le Crédit lyonnais, le GAN (JNC et filiales régionales du CIC) et Paribas. Le crédit-bail, souscrit principalement pour l'imprimerie Rolisy-Print, a diminué de 200 millions, passant sous la barre du milliard de francs

en millions de francs	SOPRESSE	PARIS	RHÔNE-ALPES	OUEST	NORD
CHIFFRE D'AFFAIRES (CA)	6 174,4	3 712,7	1 820	417	185
CA - PUBLICITÉ	2 637,8	1 813	430	156	97,2
CA - VENTES	3 536,6	1 899,7	1 390	261	126,8
RÉSULTAT ÉCONOMIQUE BRUT	366,7	102,7	20,3	13,6	11,7
ENDETTEMENT	3 139	2 070	154	87	28
dont endettement bancaire	1 992	1 267	63	32	20
EFFECTIF	4 999	2 591	2 866	924	515

L'endettement de la Socpresse représente le moitié du chiffre d'affaires. Elle nécessite une restructuration « lourde » évoquée par Yves de Chaisemartin, le nouveau PDG.

(900 millions). Enfin, les crédits d'escompte se montent à 236 millions, contre 343 millions de francs en 1993. Selon certaines sources, l'endettement serait supérieur à ces sommes, et les deux tiers sont dus à Paris (et Rolisy), un tiers au pôle Rhône-Alpes.

À Paris, l'endettement bancaire était de 1,2 milliard de francs en 1994 : 800 millions de francs au titre d'une dette à rembourser dans un délai de un à cinq ans (en hausse de 100 millions par rapport à 1993) et 300 millions à rembourser avant un an, auxquels il faut ajouter environ 100 millions de soldes créditeurs. Le groupe avait donc besoin de dégager de l'argent frais en 1995. D'où la cession des parts du groupe dans *Le Midi libre*

pour 220 millions de francs et celle de Centre-Press à La Nouvelle République du Centre-Ouest pour près de 50 millions de francs. Et enfin, son dernier journal polonois pour 233 millions de francs, cette année. On comprend mieux les ventes de 1994 quand on sait que la dette à moins d'un an était de 448 millions de francs en 1993 et les soldes créditeurs auprès des banques de 340 millions de francs. Et ce uniquement au Paris.

Les frais financiers ont été réduits de près de 100 millions de francs, pour s'établir à 236 millions de francs. La redevance de crédit-bail est restée stable, à 200 millions de francs. Les deux postes représentent 7 % du chiffre d'affaires. Les capitaux propres sont négatifs

à hauteur de 1,5 milliard de francs et la capacité d'autofinancement de - 74 millions de francs, en amélioration par rapport à 1992 (- 252 millions) et 1993 (- 185 millions).

LE RÔLE DE L'ÉTAT

Depuis 1994, la Socpresse a passé au plus pressé pour remédier à ses problèmes de trésorerie. Elle a au moins 50 millions de dettes sociales auprès de l'Urssaf, des caisses de retraite (Caisse nationale des cadres, ANEP, Caisse Guterberg). Et elle doit au Trésor public 25 millions de francs depuis le 3 août 1995. Des avances ont été consenties par la société de messageries à laquelle est affiliée *Le Figaro*, Transports Presse. Une

avance d'au moins 20 millions de francs aurait été accordée en août 1995. Selon les NMPE, qui gèrent Transports Presse, ce type d'avance, accordée à d'autres journaux, est soumis à des intérêts. Certaines sources estiment que ces avances portent sur au moins 100 millions de francs.

Le groupe négocie aussi des

Magazine. D'autres nantissements ont eu lieu. Jusqu'à quelle hauteur ? « Robert Hersant donnait des garanties à chaque fois qu'il obtenait un prêt, remarque un ancien banquier. L'équivalent de la dette bancaire peut correspondre à des nantissements, mais les actifs restent largement supérieurs. » Au 23 octobre 1995, le titre et la

Seize nantissements sur « Le Figaro »

Pour garantir ses emprunts, le groupe Hersant a recouru à des nantissements de ses fonds de commerce et de certaines marques au bénéfice de banques, de sociétés de crédit-bail ou de fournisseurs. Le 11 octobre 1995, par exemple, un nantissement sur la Socpresse a été inscrit au tribunal de commerce de Paris au bénéfice du fabricant de rotatives Rockwell Systèmes Graphiques, pour 10 millions de francs. A l'occasion, la Socpresse déclare que son fonds de commerce (la Socpresse) fait « l'objet de 6 nantissements pour un montant total en principal de 724 302 384 francs ».

Le nantissement porte aussi sur *Le Figaro*. Le *Figaro-Magazine* et le *Figaro-Madame*. Le fonds de commerce du *Figaro* fait « l'objet de 17 nantissements pour un montant total de 913 302 384 francs. Le titre et la marque *Le Figaro* font l'objet de 16 nantissements pour un montant total de 888 902 384 francs ». Le *Figaro-Magazine* fait l'objet de 7 nantissements (pour 658 millions de francs) et le *Figaro-Madame* de 3 nantissements (405 millions).

créances auprès de ses banques. L'UTIC « a ainsi accordé deux créances de 180 millions de francs, le 22 décembre 1993 et le 16 février 1995, et d'autres de 120 millions de francs le 18 juin 1993 et de 162 millions en décembre 1991. Le Crédit lyonnais a lui aussi accordé des créances, notamment une de 144 millions en échange d'un nantissement sur le supplément TV

marque *Le Figaro* faisaient l'objet de seize nantissements pour un montant total de 888,9 millions de francs. Robert Hersant s'était aussi porté garant personnellement pour certains emprunts, ce qui peut compliquer le règlement de l'héritage du « papivore », entre sept enfants, issus de trois mariages.

A. S.

Le redressement fragile des journaux rhônalpins

LE PÔLE rhônalpin du groupe Hersant a poursuivi son redressement en 1994, mais reste lourdement endetté. Il comprend quatre journaux : *Le Progrès* (Lyon), *Le Dauphiné libéré* (Grenoble), *Le Bien public* (Dijon), *Le Journal de Saône-et-Loire* (Chalon-sur-Saône), des imprimeries, des régies publicitaires, des sociétés de services. Son chiffre d'affaires est stable - 1,9 milliard de francs - pour un résultat d'exploitation de

210 millions de francs (soit un taux de rentabilité de 11 %) et un résultat net de 25 millions, après 270 millions de pertes cumulées en trois ans.

L'endettement a diminué en 1994 mais il reste de l'ordre du milliard de francs, soit la moitié du chiffre d'affaires. L'endettement bancaire représente 600 millions de francs et les engagements de crédit-bail un peu plus de 200 millions de francs. Les fonds propres sont négatifs de 900 millions de francs. Les frais financiers ont baissé de 118,6 millions de francs en 1993 à 83,5 millions en 1994. Mais la capacité d'autofinancement est passée de 45 à 80 millions de francs.

Comme l'ensemble du groupe, le pôle Rhône-Alpes est fragilisé par son énorme endettement mais bénéficie d'un plus grand dynamisme : il n'est pas tiré vers le bas par des titres très défectueux comme *France-Soir*. Mais sa diffusion est en baisse. *Le Dauphiné libéré* est passé de 286 145 exemplaires en 1991 à 272 600 en 1995, l'ensemble des journaux du groupe *Le Progrès*

(*Le Progrès* de Lyon, *Lyon-Matin*, *Le Journal de Saône-et-Loire*, *Le Bien public* de Dijon) totalise en 1995 une diffusion payée de 426 000 exemplaires contre 460 000 en 1991.

CONVOITISES

De nombreux groupes de communication s'intéressent toutefois à ces titres, dix ans après leur rachat par Robert Hersant. La cohésion géographique et la bonne performance économique de cet ensemble - ou de chacun des journaux en particulier - suscitent les convoitises. Robert Hersant demandait 2 milliards de francs, Havas proposait 1,2 milliard. Pierre Dauterle, PDG d'Havas, reste intéressé. Les suisses Edipresse et Ringier gardent un œil dessus. Enfin, la rumeur a circulé d'un passage du *Progrès* et du *Dauphiné* dans le giron de France-Antilles - groupe rentable dirigé par Philippe Hersant. Yves de Chaisemartin affirme cependant que ce pôle Rhône-Alpes n'est pas à vendre.

A. S.

Les difficultés dans l'Ouest et dans le Nord

EN PLUS de son endettement et de son manque de fonds propres, le groupe Hersant est confronté à trois dossiers sensibles qui engendrent des pertes impossibles à combler. Le nouveau PDG, Yves de Chaisemartin, ne cache pas sa volonté d'aller très vite pour prendre des décisions, probablement avant l'automne, concernant *Nord-Eclair*, *Presse-Océan*, voire *France-Soir*.

Dans l'Ouest, le groupe Hersant possède quatre journaux : *Presse-Océan* (74 162 exemplaires en 1995), *Le Courrier de l'Ouest* (105 931 exemplaires en 1995) et *Le Maine libre* (53 137), ainsi que *L'Eclair de Nantes* (8 723 ex.). A l'automne 1995, le groupe a arrêté *La Liberté du Morbihan*, qui perdait 7 millions de francs par an. Le « pôle Ouest » a affiché en 1994 un déficit de 27,5 millions de francs en 1994, après avoir perdu 7 millions en 1993. Le chiffre d'affaires est passé de 508,6 millions de francs à 536 millions de francs. Les fonds propres sont devenus négatifs en 1994 et l'endettement est passé de 59 à 78,8 millions de francs.

Rachetés en 1992 au groupe Amaury (*Le Parisien*, *L'Équipe*), Le

Courrier de l'Ouest et *Le Maine libre* sont bénéficiaires. Mais le principal problème est posé par *Presse-Océan*, qui affiche une perte de 19,5 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 177 millions. Les résultats de *Presse-Océan* devraient encore se détériorer en 1995. Avec les coûts de restructurations dus à l'arrêt de *La Liberté du Morbihan*, les pertes 1995 avoisineraient les 30 millions. La rupture des accords de couplage publicitaire avec *Ouest-France* a coûté très cher à *Presse-Océan* : environ 15 millions de francs. Yves de Chaisemartin vient de faire passer un plan social prévoyant le départ en préretraite de trente-huit personnes (*Le Monde* du 4 juin).

COÛTS SOCIAUX

Pour remédier à cette situation, Yves de Chaisemartin veut restructurer le « pôle Ouest » afin de faire des trois titres un seul journal à 250 000 exemplaires face au géant *Ouest-France* (797 000 exemplaires diffusés en 1995).

Dans le Nord, *Le Voix du Nord* poursuit sa croissance en contemplant les difficultés de *Nord-Eclair*.

La diffusion du quotidien roubaisien - qui a absorbé l'ancien journal socialiste *Nord-Matin* dont Robert Hersant avait pris le contrôle - est inférieure à 90 000 exemplaires en 1995. Mais la plus grande inquiétude vient de ses finances. Le « pôle Nord » affichait en 1994 un résultat net - avant abandon de créances de la maison mère, la Socpresse - en déficit de 21 millions de francs sur un chiffre d'affaires de 226,7 millions de francs. Ce déficit s'est cependant réduit : - 59 millions en 1991, - 43 millions en 1992, - 28 en 1993. Depuis 1991, les abandons de créances de la Socpresse représentent 134 millions de francs.

Ici encore, M. de Chaisemartin veut aller vite pour réduire les pertes. Afin d'éviter la fermeture de *Nord-Eclair*, il doit accentuer la restructuration du journal et de son imprimerie, avec un fort coût social. De 1990 à 1994, les effectifs sont passés de 700 à 515 personnes, parmi lesquelles 190 ouvriers et 150 employés. Un plan devrait être présenté prochainement au comité d'entreprise.

A. S.

Commandez vos livres par Minitel

36 15 LEMONDE

Jeux de l'été

حکایت از فصل

L'annonce de la restructuration du Crédit suisse provoque la colère des organisations syndicales

Plus de 110 des 376 filiales du groupe bancaire sont appelées à disparaître

L'objectif de la restructuration est de faire du deuxième groupe bancaire helvétique « l'une des plus importantes institutions financières

mondiales ». Cette réorganisation, annoncée le 2 juillet, entraînera une réduction de près de 5 000 emplois dans le monde en deux ou trois

ans, dont environ 3 500 en Suisse. Les syndicats helvétiques ont qualifié la journée de mardi de « journée noire du marché du travail ».

BERNE

de notre correspondant
Si elle était dans l'air depuis quel-
que temps, la restructuration du
Crédit suisse holding (CSH), annoncée
mardi 3 juillet à Zurich (Le Monde du 3 juillet), n'en a pas moins
surpris par son ampleur. Le but pro-
clamé de l'opération est de faire du
deuxième groupe bancaire helvétique
« l'une des plus importantes institu-
tions financières mondiales d'ici à
l'an 2000 », autrement dit, le CSH a
pour ambition de passer du statut de
« banque suisse ayant des activités
internationales » à celui d'« institu-
tion financière internationale ». Le
Crédit suisse a gagné 1,4 milliard
de francs suisses (5,7 milliards de
francs français) en 1995.

La Bourse, qui avait anticipé cette
annonce depuis près d'un mois, a
accueilli la nouvelle avec euphorie.
Mardi soir, à la clôture du marché de
Zurich, l'action nominative CSH
avait enregistré un bond de 12,1 %, atteignant ainsi son cours le plus
haut de l'année. A l'opposé, les mil-
lieux syndicaux étaient sous le choc
de ce que l'un de leurs dirigeants a
qualifié de « journée noire pour le

marché suisse du travail ». Les orga-
nisations professionnelles s'in-
quiètent surtout des lourdes consé-
quences de cette restructuration sur
l'emploi.

Mardi soir,
à la clôture du marché
de Zurich, l'action
nominative CSH avait
enregistré
un bond de 12,1 %
à 134,50 francs suisses

Selon les indications fournies par
la direction, cette réorganisation en-
traînera à l'échelon mondial une ré-
duction de près de 5 000 postes au
bout d'une période de deux ou trois
ans, dont environ 3 500 en Suisse.
Sur 33 527 personnes employées fin
1995 dans l'ensemble du groupe à
travers le monde, 23 840 l'étaient en

Suisse. Le président du conseil d'ad-
ministration de CSH, Rainer Gut, a
précisé que 112 des 376 filiales du
groupe en Suisse sont appelées à
disparaître. Se voulant rassurant, il a
indiqué que les suppressions d'em-
plois devraient se faire en principe
en fonction des départs naturels, mais
que des licenciements n'en de-
meureraient pas moins « inévitables ».
Le cas échéant, le groupe a toutefois
promis d'y procéder « de la manière
la plus acceptable et la plus respon-
sable possible ».

Devant entrer en vigueur le
1^{er} janvier 1997, la nouvelle organisa-
tion devra « permettre à la fois de
réaliser un potentiel de croissance
plus élevé et de réduire les coûts de
700 millions de francs suisses par
an ». Pour financer la restructura-
tion, la direction générale de la
banque a fait connaître son inten-
tion de constituer une provision de
1 milliard de francs suisses pendant
l'exercice fiscal en cours. Pour alimenter
ce fonds, les responsables de
CSH envisagent de vendre, au
moment « jugé opportun », les sec-
teurs non bancaires du groupe, no-
amment Electrowatt et Fides.

La création du nouveau « Crédit
suisse Group » entraînera la dispari-
tion de Crédit suisse et de CSH en
tant que raisons commerciales et
sociales autonomes. Les sociétés ac-
tuellement affiliées à CSH seront
réorganisées en quatre unités spé-
cialisées : « Crédit suisse Banque
populaire » pour les activités banca-
ires suisses ; « Crédit suisse Pri-
vate Banking » pour les opérations
de gestion de fortunes de la clientèle
privée ; « Crédit suisse Asset mana-
gement » pour le conseil en place-
ments et « Crédit suisse First Bos-
ton » pour les activités de banque
commerciale et d'investissement
dans le monde.

Alors que Rainer Gut conservera
son poste de président du conseil
d'administration, la constitution du
nouveau groupe entraînera le dé-
part du président de la direction gé-
nérale, Josef Ackermann, qui se re-
tire en raison de « divergences
d'opinion ». Il sera remplacé par Lu-
kas Mühlemann, actuel président
du groupe Compagnie suisse de
réassurances.

Jean-Claude Bührer

La guerre des tarifs aériens pénalise les résultats de Lufthansa

LA COMPAGNIE aérienne allemande Lufthansa a annoncé, mer-
credi 3 juillet, avoir réalisé au premier semestre un bénéfice im-
posable de 100 millions de marks (338 millions de francs), en recul
de 47 % par rapport aux 189 millions de marks un an plus tôt. Ju-
geant ces résultats « insatisfaisants », le PDG, Jürgen Weber, les
explique par la guerre des prix entre les compagnies aériennes et
par l'incendie de l'aéroport de Düsseldorf.
Ce revers complique la tâche de M. Weber qui poursuit le redres-
sement de la compagnie depuis 1991. Il maintient son objectif de
réaliser le même profit sur l'ensemble de 1996 qu'en 1995 soit
750 millions de marks avant éléments exceptionnels.

DÉPÊCHES

■ AIR INTER : quatre syndicats de pilotes et de personnel au sol
(SNPT, USPNT, SPIT et SNPNAC) ont appelé les salariés d'Air
France Europe (ex-Air Inter) à une grève de vingt-quatre heures,
jeudi 4 juillet, pour protester contre le « plan de démantèlement de
l'entreprise ». Ce même jour, aux comités d'entreprises d'Air
France et d'Air France Europe, le PDG Christian Blanc pourrait
annoncer la fusion des deux entités du groupe.

■ GEC : le groupe britannique spécialisé dans les équipements
électroniques et la défense, a annoncé, le 3 juillet, avoir enregistré
un bénéfice annuel imposable de 981 millions de livres pour l'exer-
cice clos au 31 mars 1996, en hausse de 10 % par rapport à l'an der-
nier. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 10,99 milliards de livres
(contre 10,93 milliards de livres l'année précédente).

■ BOEING : le groupe américain et General Electric ont an-
noncé, mardi 2 juillet, la création d'une filiale dans les avions
d'affaires, Boeing Business Jets, pour développer un 737 capable
de franchir plus de 10 800 kilomètres sans escale.
■ SNCF : la fédération CGT a demandé, le 2 juillet, aux déléga-
tions CGT du comité central d'entreprise et du conseil d'adminis-
tration de « rejeter les termes du courrier du premier ministre » et à
« créer les conditions » permettant « d'obtenir un vrai changement
de cap ».

■ CRÉDIT LYONNAIS : Jean Arthurs, le ministre de l'économie,
a affirmé, le 2 juillet, que « les pertes des structures de cantonne-
ment du Lyonnais restent à financer. C'est le contribuable qui paie-
ra ». A la création du Consortium de réalisation, en mars 1995, Ed-
mond Alphandéry, ministre de l'économie, assurait que « ce plan
ne coûtera pas un sous au contribuable ».

Lukas Mühlemann, un président « rentable »

LAUSANNE

de notre correspondant
La restructuration du Crédit
suisse s'accompagne d'un rem-
placement au sommet, avec le re-
placement, à partir du
1^{er} janvier
1997, de l'ac-
tuel PDG, Jo-
sef Ackermann, par un
nouveau ve-
nu, Lukas
Mühlemann, président de la
Compagnie suisse de réassu-
rances.

Portrait
L'arrivée de ce jeune loup aux
dents longues ne tient pas seule-
ment de la relève des généra-
tions, mais consacre également le
changement de cap qu'entend
amorcer le futur « CS Group ». Le
surnom de « M. Rentabilité » sé-
rait parfaitement à ce Zurichois
de quarante-six ans, qui s'est bâti
une réputation de décideur dans
le vent à la manière américaine.
A l'âge de vingt-sept ans, à
peine ses études commerciales
terminées aux États-Unis, Lukas
Mühlemann devait entrer dans le
cabinet de conseil McKinsey,

dont il deviendra directeur gé-
néral pour la Suisse douze ans plus
tard.

SUPPRESSION D'EMPLOIS

A l'époque déjà, il s'était signa-
lé par une étude de rentabilité
pour le groupe chimique bilbi
Sandoz, qui avait entraîné la sup-
pression d'un millier d'emplois.
En décembre 1994, son ascension
à la présidence de la Suisse de
réassurances lui avait valu d'être
désigné « étoile montante de l'an-
née » par le magazine écono-
mique allemandique Bilanz. Tout
juste installé à la tête du
deuxième groupe mondial de
réassurance, il s'était empressé
de vendre pour 5,5 milliards de
francs suisses les filiales non ac-
tives dans la réassurance, faisant
ainsi flamber les actions de la
compagnie.

Poursuivant sur sa lancée, il se
voit maintenant confier la tâche
de donner un nouvel élan au Cré-
dit suisse en allégeant des sec-
teurs non bancaires et en suppri-
mant 5 000 emplois à travers le
monde.

J.-C. B.

Les minoritaires du Crédit foncier persistent à contester les comptes 1995

LA BATAILLE entre l'Associa-
tion des actionnaires minoritaires
(Adam) et le Crédit foncier de
France (CFF) s'est poursuivie mar-
di 2 juillet. Après s'être vu refuser
le 26 juin par le tribunal de
commerce de Paris le report de
l'Assemblée générale qui s'est te-
nue le 28 juin, l'Adam a une nou-
velle fois été déboutée. Saisi en ré-
féré, ce même tribunal a rejeté
mardi sa demande de séquestre
des documents de vote de l'As-
semblée.

L'Adam et son porte-parole Co-
lette Neuville voudraient pouvoir
vérifier la régularité du vote. La
décision d'approuver les comptes
1995 de l'institution financière spé-
cialisée (10,7 milliards de francs de
pertes) a été obtenue par une très
faible majorité (52,6 %), soit envi-

ron 300 000 voix. Or le flou semble
régner dans le décompte des vo-
tes.

Le Crédit foncier n'a pas fait
connaître aux actionnaires lors de
l'Assemblée le nombre total de
voix présentes et représentées ou
ayant voté par correspondance.
Selon plusieurs témoins, le
nombre de votants annoncé au
début et à la fin de l'Assemblée au-
rait beaucoup évolué et serait pas-
sé de 14,5 à 15,9 millions. Enfin, un
certain nombre d'actionnaires qui
ont cherché à obtenir depuis la
feuille de présence des action-
naires, signée par les scrutateurs
avant l'Assemblée, n'y sont pas
parvenus.

Dans son jugement, le tribunal
estime qu'il n'est pas nécessaire de
saisir les documents puisqu'un
huissier était présent lors de l'As-
semblée. C'est ce même tribunal
qui avait accédé, dans son juge-
ment du 26 juin, à cette requête de
l'Adam en imposant sa présence.
Mais sa mission décrite explicitement
dans le jugement du 26 juin
consistait à consigner les débats,
pas à contrôler le scrutin.

« Si un actionnaire ne peut même
pas faire vérifier la régularité d'un
vote, à quoi sert une Assemblée ? »,
s'interroge Colette Neuville.
L'Adam va faire appel de la déci-
sion du tribunal de commerce.

Eric Leser

Jeux
de
l'été
36 15 LEMONDE



Offre Publique d'Echange

Actionnaires de ECCO S.A., vous
avez jusqu'au 30 juillet 1996
inclus pour apporter
vos actions ECCO S.A.
à l'Offre Publique
d'Echange proposée par ADIA

MODALITÉS DE L'OFFRE

- Parité d'échange :
pour chaque action ECCO S.A.,
coupon de 55 F détaché,
il vous sera remis
1,028 action ADIA
- Offre subsidiaire en cash
à un prix de 1 270 F,
limitée à 5,44 % du capital

Chers Actionnaires, je suis heureux de vous proposer aujourd'hui
de participer à la naissance du leader mondial du travail temporaire*, issu
du rapprochement du Groupe ECCO et du Groupe ADIA. Comme j'ai
souvent eu l'occasion de vous le dire, notre offre de service doit être
la meilleure et la plus compétitive. C'est ce que nous permet
ce rapprochement unique par ses complémentarités géographiques et
l'avance de chacun de nos groupes sur ses métiers. Chers Actionnaires,
l'aventure ECCO continue !

Philippe FORIEL-DESTEZET, Président d'ECCO S.A.

ADIA ECCO

L'offre reste soumise à un taux de succès de l'opération de plus des deux tiers. Les informations relatives à l'Offre Publique d'Echange
sont décrites dans la note d'information ayant reçu le visa n° 96-272 en date du 27 juin 1996 de la Commission des Opérations de Bourse,
disponible auprès de CS First Boston et Lazard Frères et Cie. L'offre ne s'étend pas aux États-Unis d'Amérique. Les actions ADIA devant
être émises à l'issue de l'offre ne pourront être offertes, vendues ou livrées directement ou indirectement aux États-Unis. Par ailleurs,
ECCO S.A. a fait part de son intention de lancer, concomitamment à cette offre, une Offre Publique d'Achat sur les actions ECCO T.T.

N° Vert 05 240 240

* Sur la base du Chiffre d'Affaires consolidé.

■ LE DOLLAR s'inscrivait en hausse, mercredi 3 juillet, à Tokyo, face à la devise japonaise. Il cotait 110,40 yens, son plus haut niveau depuis le 26 janvier 1994.

■ LA SNCF souhaite lancer prochainement un emprunt obligataire de 4 milliards de francs. L'émission aurait une durée de dix ans et comporterait une tranche à taux variable.

■ WALL STREET a terminé la séance du 2 juillet en légère baisse. L'indice Dow Jones a cédé 0,17 %, à 5 720,38 points, affecté par le repli du marché obligataire.

■ LES COURS du pétrole brut ont reculé mardi sur le marché à terme de New York. Le prix du baril de référence light sweet crude, échéance août, s'inscrivait à 21,13 dollars.

■ LES PRIX du café sont tombés, mardi, à leur plus bas niveau depuis mai 1994 sur le marché à terme de Londres. Le cours du robusta a fini à 1 678 dollars/tonne.

LES PLACES BOURSILIÈRES

Stabilité à Paris

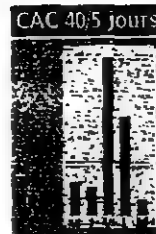
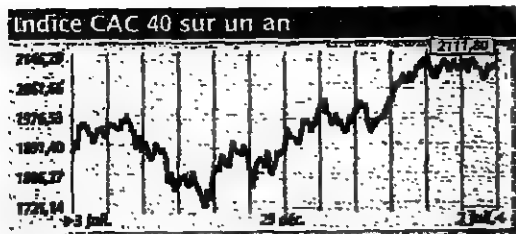
La Bourse de Paris était stable, mercredi 3 juillet, en fin de matinée. A 12 heures, l'indice CAC 40 s'inscrivait en baisse de 0,01 % à 2 111,67 points.

Il avait ouvert sur un repli de 0,08 %. Les transactions étaient calmes, les opérateurs faisant montre de prudence en attendant les résultats de l'élection présidentielle en Russie et l'issue de la réunion du comité de la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine.

Certains analystes n'excluent pas une hausse d'un quart de point du taux des fonds fédéraux, fixé à 5,25 % depuis la fin du mois de janvier, de façon à ralentir le rythme de croissance de l'économie et à éviter l'apparition de tensions inflationnistes.

Parallèlement, une défaite de Boris Eltsine risquerait de provoquer de violentes secousses sur les places financières internationales.

Le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, était en recul de 8 centièmes. Le dollar était ferme, cotant 1,5290 mark.



5,17 francs et 110,70 yens, tout comme l'était le franc vis-à-vis de la monnaie allemande (3,3805 francs pour un mark).

Docks de France, dont la cota-

tion avait été suspendue le lundi 14 juin, jour de l'annonce de l'OPA d'Auchan sur le groupe, était en hausse de 14 % à 1 243 francs.

Remy Cointreau, valeur du jour

LE TITRE Remy Cointreau a perdu 1 %, mardi 2 juillet, à la Bourse de Paris dans un volume relativement important de 69 000 actions échangées. La valeur s'est inscrite en clôture à 144 francs. Elle a souffert de l'annonce d'un report au 18 juillet de la publication des comptes pour l'exercice 1995/1996. Le groupe de vins et spiritueux a indiqué avoir pris cette décision pour des raisons techniques. La valeur a perdu 7,7 % depuis le début de l'année.

Elle est victime d'une option plutôt défavorable des analystes qui jugent l'endettement du groupe trop important.



Avancée à Tokyo

LA BOURSE de Tokyo a terminé la séance du mercredi 3 juillet en hausse de 0,14 %. L'indice Nikkei des valeurs vedettes a gagné 31,05 points pour s'inscrire en clôture à 22 379,02 points. Les actions japonaises ont tiré profit du repli du yen face au dollar, un mouvement favorable aux exportations des entreprises nipponnes.

La veille, Wall Street avait légèrement baissé. L'indice Dow Jones avait cédé 0,17 %, à 5 720,38 points, pénalisé par la remontée des taux d'intérêt à long terme. Le rendement de l'emprunt à trente ans était passé de 6,91 % à 6,95 % après l'annonce d'un bond de 7,5 % des ventes de logements neufs au mois de mai aux Etats-Unis, revenues à leur plus haut niveau depuis dix ans.

Cette statistique avait relancé les craintes d'une hausse des taux.

directeurs de la réserve fédérale américaine, dont le conseil continuait à se réunir, mercredi 3 juillet. Le taux des fonds fédéraux est fixé à 5,25 % depuis la fin du mois de janvier.

La Bourse de New York avait également souffert de prévisions de résultats décevantes pour le groupe informatique Digital Equipment.

INDICES MONDIAUX

	Cours du 02/07	Cours du 01/07	Var. en %
Paris CAC 40	2111,67	2112,75	-0,05
New York DJ Ind.	5697,11	5709,98	-0,22
Tokyo Nikkei	22348	22317,56	+0,14
Londres FT100	3736,70	3725,50	+0,30
Frankfurt Dax 30	2572,85	2564	+0,35
Frankfurt Cxemer	911,41	907,02	+0,48
Breuxel/Bel 20	2063,83	2063,83	—
Breuxel/Genl	1753,40	1753,40	—
Milieu MIB 30	992	992	—
Amsterdam AEX	381,40	381,40	—
Madrid IBEX 35	375,35	375,35	+0,15
Stockholm Afton	1549,08	—	—
Londres FTSE	2738,70	2738,70	+0,09
Hong Kong Hang S.	11084,40	11082,40	+0,02
Singapore Straits	2273,46	2271,28	-0,09

NEW YORK

Les valeurs du Dow Jones

	02/07	01/07	Var. en %
Alcoa	57,75	58	-0,38
American Express	45	45,25	-0,55
Allied Signal	38,50	37,25	+3,36
AT & T	61,37	62	-1,13
Bear Stearns	11,62	11,25	+3,30
Boeing Co.	22,50	22,50	—
Centimeter Inc.	69,87	70	-1,43
Chevron Corp.	60,25	59,87	+0,64
Coca-Cola Co.	49,50	49,57	-0,14
Disney Corp.	61,25	62,25	-1,61
Du Pont Nemours & Co.	81,37	82,12	-0,91
Eastman Kodak Co.	76,63	77	-0,77
Exxon Corp.	64,62	67,25	-3,92
Gen. Electric Co.	67,37	67,37	—
Goodyear T & Rubber	49	47,62	+2,94
IBM	100	101,42	-1,40
Intl Paper	38,25	38,37	-0,31
J.P. Morgan Co.	86,25	86,25	—
Mc Dowell	10	9,97	+0,31
Merck & Co.	64	64,12	-0,19
Minnesota Mining & Mfg.	68,87	71,37	-3,50
Philips Morris	104,75	104,87	-0,11
Pfizer Inc.	89,12	90,62	-1,66
Sears Roebuck & Co.	47,25	48,50	-2,58
Tesco	80	84,62	-5,46
Union Carb.	40,62	40,37	+0,62
Unilever	116	115,50	+0,43
Westinghouse Electric	18,87	18,62	+1,34
Woolworth	22,50	22,50	—

LONDRES

Sélection de valeurs du FT 100

	02/07	01/07	Var. en %
Allied Lyons	4,51	4,51	—
Barclays Bank	7,85	7,81	+0,51
B.A.T. Industries	4,99	5	-0,20
British Aerospace	9,76	9,77	-0,10
British Airways	1,44	1,41	+2,13
British Gas	1,81	1,81	—
British Petroleum	5,79	5,70	+1,58
British Telecom	3,48	3,48	—
B.T.E.	2,48	2,50	-0,76
Cadbury Schweppes	3,16	3,11	+1,61
Carroll	0,97	0,95	+2,11
C.N.S.A.C.	1,39	1,38	+0,72
Comptel	8,62	8,70	-0,92
Grand Metropolitan	4,94	4,98	-0,80
Gumtree	4,68	4,74	-1,27
Hanson Plc	1,76	1,77	-0,57
Great L.	6,86	6,87	-0,15
H.S.B.C.	1,38	1,38	—
Imperial Chemical	7,94	7,92	+0,25
Logan	6,69	6,70	-0,15
Marks & Spencer	4,80	4,77	+0,63
National Westminster	6,22	6,20	+0,32
Peninsular Oriental	4,83	4,85	-0,41
Reckitt	7,81	7,85	-0,51
Scania & Saab	1,08	1,08	—
Shell Transport	3,32	3,43	-3,21
Smith Barney	6,42	6,44	-0,31
Tate and Lyle	4,60	4,60	—
Unilever Ltd	12,74	12,78	-0,31
Zeneca	14,94	14,25	+4,84

FRANCKFORT

Les valeurs du Dax 30

	02/07	01/07	Var. en %
Allianz Holding AG	26,34	26,38	-0,15
Bayer AG	44,35	43,75	+1,37
Bayer AG	59,92	59,48	+0,74
Bayer AG	37,20	36,92	+0,76
Bayer AG	43,45	43,40	+0,11
Bayer AG	87,8	86,50	+1,50
Commerzbank	314,20	314,20	—
Commerzbank	24,32	24,45	-0,53
Daimler-Benz AG	80,97	81,29	-0,39
Deutsche Bank AG	52,80	52,8	—
Deutsche Bank AG	88	91	-3,40
Deutsche Bank AG	72,42	72,15	+0,37
Dresdner Bank AG	58,20	58,25	-0,09
Henkel AG	66	66	—
Hoechst AG	52,82	51,70	+2,15
Karstadt AG	606	610,80	-0,80
Karstadt AG	57,5	57,40	+0,17
Karstadt AG	87,7	86	+2,08
LT Lufthansa AG	224,50	221	+1,58
Man AG	37,2	37,6	-1,06
Mannesmann AG	52,5	52,10	+0,77
Metalgesellschaft	25,30	26,01	-2,73
Preussag AG	382	381,50	+0,13
Rohde & Schwarz	99,82	99,15	+0,67
Siemens AG	110,39	109,50	+0,81
Siemens AG	81,80	81,80	—
Thyssen	282,60	280,10	+0,89
Veba AG	81,13	81,25	-0,15
Viel AG	603	606,50	-0,58
Wolfs AG	87,4	87,5	-0,11

New York. Dow Jones sur 3 mois



Londres. FT100 sur 3 mois



Frankfurt. Dax 30 sur 3 mois



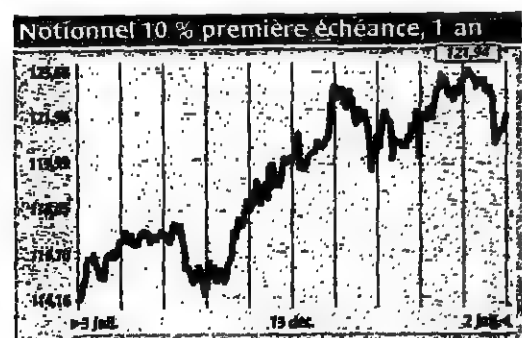
LES TAUX

Repli du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en baisse, mercredi 3 juillet. Après quelques minutes de transactions, l'échéance septembre cédait 14 centièmes à 121,68 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 6,58 %. La veille, le marché obligataire américain avait terminé la séance en baisse, affecté par une forte hausse des ventes de logements

neufs. Certains analystes espéraient un geste de la Banque de France, le 4 juillet, à l'occasion de la réunion du conseil de la politique monétaire (CPM).

La vigueur du franc face au mark, les signes de ralentissement économique (recul des prix industriels en mai), l'absence de tensions inflationnistes pourraient inciter le CPM à réduire le taux de ses appels d'offres, fixé à 3,60 %.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

	Taux au 02/07	Taux au 01/07	Indice des gr.
France	3,62	3,69	7,30
Allemagne	3,25	3,50	7,21
Grande-Bretagne	5,75	8	8,28
Italie	5,37	5,49	9,78
Japon	0,50	3,22	0,20
Etats-Unis	5,44	6,75	6,92

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

	Taux au 02/07	Taux au 01/07	Indice des gr.
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	5,52	5,55	99,96
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	NC	NC	NC
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	6,47	6,48	103,57
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	7,28	7,27	100,32
Obligations françaises	6,83	6,85	100,49
Fonds d'Etat à TME	1,94	1,94	101,23
Fonds d'Etat à TRE	NC	NC	NC
Obligat. franc. à TME	1,34	1,52	100,85
Obligat. franc. à TRE	NC	NC	NC

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,75 %)

	Achat	Vente	Achat	Vente
Jour le jour	3,6975	3,6975	3,6975	3,6975
1 mois	3,72	3,74	3,71	3,73
3 mois	3,78	3,80	3,76	3,78
6 mois	3,88	3,90	3,84	3,86
1 an	4,10	4,25	4,07	4,19

	Achat	Vente	Achat	Vente
PIBOR FRANCS	3,6200	3,6200	3,6200	3,6200
Pibor France 1 mois	3,6800	3,6800	3,6800	3,6800
Pibor France 3 mois	3,6800	3,6800	3,6800	3,6800
Pibor France 6 mois	3,6800	3,6800	3,6800	3,6800
Pibor France 9 mois	4,0800	4,0800	4,0800	4,0800
Pibor France 12 mois	4,2800	4,2800	4,2800	4,2800
Pibor ECU	4,675	4,675	4,675	4,675
Pibor Ecu 3 mois	4,675	4,675	4,675	4,675
Pibor Ecu 6 mois	4,675	4,675	4,675	4,675
Pibor Ecu 12 mois	4,675	4,675	4,675	4,675

MATIF

	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
échéances 02/07					
NOTIONNEL 10 %					
Sept. 96	7338	121,68	122	121,26	121,81
Dec. 96	2016	121,66	121,62	121,64	121,68
Mars 97	2	121,60	121,60	121,60	121,62
juin 97					

	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
PIBOR 3 MOIS					
Sept. 96	9607	96	96,02	95,98	96,01
Dec. 96	6336	95,83	95,83	95,83	95,83
Mars 97	2878	95,89	95,81	95,81	95,89
juin 97	1872	95,86	95,82	95,82	95,86

	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
ECU LONG TERME					
Sept. 96	963	91,12	91,12	91,02	91,12
Dec. 96					

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

juillet 96	8250	2123	2127	2107	2110
AOÛT 96	101	2129,50	2129,50	2124,50	2116,50
Sept. 96	143		2140	2122	2129,50
Dec. 96	40		2146	2143	2145

مكتبات العمل

FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / JEUDI 3 JUILLET 1996 / 21

RÈGLEMENT MENSUEL

MERCREDI 3 JUILLET

Liquidation : 24 juillet

Taux de report : 4,38

Cours relevés à 12h30

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % variation. Lists various French companies and their stock prices.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % variation. Continuation of French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % variation. Continuation of French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % variation. Continuation of French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % variation. Continuation of French stock market data.

COMPTANT

Une sélection. Cours relevés à 12h30

MERCREDI 3 JUILLET

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % variation. Lists various French companies and their stock prices.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % variation. Continuation of French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % variation. Continuation of French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % variation. Continuation of French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % variation. Continuation of French stock market data.

SECOND MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12h30

MERCREDI 3 JUILLET

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % variation. Lists various French companies and their stock prices.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % variation. Continuation of French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % variation. Continuation of French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % variation. Continuation of French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % variation. Continuation of French stock market data.

SICAV et FCP

Une sélection. Cours de clôture le 2 juillet

MERCREDI 3 JUILLET

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % variation. Lists various French companies and their stock prices.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % variation. Continuation of French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % variation. Continuation of French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % variation. Continuation of French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % variation. Continuation of French stock market data.

NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12h30

MERCREDI 3 JUILLET

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % variation. Lists various French companies and their stock prices.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % variation. Continuation of French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % variation. Continuation of French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % variation. Continuation of French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % variation. Continuation of French stock market data.

HORS COTE

Une sélection. Cours relevés à 12h30

MERCREDI 3 JUILLET

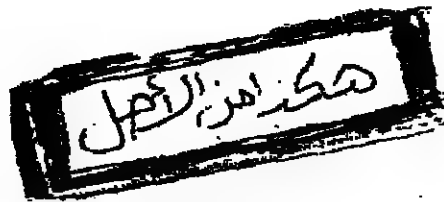
Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % variation. Lists various French companies and their stock prices.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % variation. Continuation of French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % variation. Continuation of French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % variation. Continuation of French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % variation. Continuation of French stock market data.



Le cancer du pharynx n'impose pas systématiquement une chirurgie mutilante

L'association de la chimiothérapie et de la radiothérapie permet de préserver la voix des malades

Généralement associé à une consommation importante de tabac et d'alcool, le cancer du pharynx est considéré comme ne laissant pas de

possibilités thérapeutiques en cas de refus de la chirurgie, celle-ci impliquant des séquelles lourdes. A tort ! Une étude européenne montre

qu'une chimiothérapie suivie, si nécessaire, d'un complément radiothérapique peut être tout aussi efficace que la chirurgie.

LA LARYNGECTOMIE n'est pas, chez les personnes souffrant d'un cancer du pharynx, une fatalité. On peut, dans une proportion non négligeable des cas, faire l'économie de cette ablation du larynx (organe de la phonation situé sur les voies aériennes entre le pharynx et la trachée) qui, privant le malade de sa voix, nuit considérablement à sa qualité de vie. Tel est le principal enseignement d'une étude européenne conduite sous la direction du docteur Jean-Louis Lefebvre (Centre anticancéreux Oscar-Lambert, Lille) et publiée dans le dernier numéro du Journal de l'Institut américain du cancer (daté du 3 juillet).

Classés dans le groupe des cancers des voies aéro-digestives supérieures, les cancers du pharynx sont très fréquents. On estime à plus de 40 000 le nombre des cas diagnostiqués chaque année aux États-Unis avec une mortalité annuelle de plus de 11 000 cas. Ces cancers sont très souvent la conséquence de consommations importantes de tabac ou de consommations associées de tabac et de boissons alcoolisées, tabac et alcool constituant de « facteurs irritatifs locaux » qui, à moyen ou long terme, provoquent l'apparition de lésions cancéreuses. Celles-ci déclenchent trop longtemps méconnaissables à cause de la discrétion des symptômes qu'elles induisent, d'un faible intérêt des médecins pour ce type de pathologie et de l'attitude des malades généralement peu enclins à consulter.

« Les malades atteints de cancers

des voies aéro-digestives supérieures demeurent mal soignés, résume le docteur Jacques Brugère (Institut Curie, Paris) dans un récent numéro de La Revue du praticien. Ils sont encore souvent l'objet d'idées fausses et de traitements inutiles ou inappropriés, sévères et parfois, absence de possibilités thérapeutiques en cas de refus de la chirurgie. Souvent jugés et rejetés, il font peur en raison de l'altération fréquente des fonctions de communication et parfois de leur aspect physique. »

« Le traitement contemporain du cancer vise deux objectifs : augmenter le nombre de guérisons et diminuer l'infirmité post-opératoire. Le vieil adage « plus on enlève mieux c'est » n'est plus, aujourd'hui, de mise »

Ménée sous l'égide de l'Organisation européenne de recherche et de traitement du cancer (EORTC) cette étude prospective et randomisée a été réalisée sur 194 malades souffrant d'une lésion maligne (carcinome épidermoïde) de l'hypopharynx (partie inférieure du pharynx, en arrière du larynx). Les malades ont été répartis en deux groupes afin d'établir de manière objective l'efficacité respective de deux thérapeutiques. La première, généralement présentée comme le traite-

ment « standard » consiste en une chirurgie mutilante (résection complète du larynx suivie d'irradiation). La seconde vise à prévenir les séquelles de cette chirurgie grâce à une chimiothérapie suivie, si nécessaire, d'un complément radiothérapique.

« Nous savions jusqu'à présent que face à ce cancer la chirurgie était efficace mais très souvent mutilante et l'effet de la radiothérapie était difficile à apprécier nous a expliqué le docteur Lefebvre. Pour diverses raisons la comparaison des deux méthodes n'avait jamais pu être

demandée au docteur Max Parmar (Université de Cambridge), spécialiste de l'évaluation des essais cliniques, conduisant que cet essai pouvait être stoppé. Les auteurs de ce travail disposent donc aujourd'hui d'une évaluation fondée sur un recul de trois ans. Ils expliquent avoir pu établir que le recours à la chimiothérapie (dispositif administré par voie veineuse suivi d'une cure de cinq jours de fluorouracile) ne correspond pas à un risque supplémentaire.

A court terme, le nombre d'échecs thérapeutiques est identique dans les deux groupes. Le nombre des échecs à distance est, pour l'heure, inférieur chez les patients du groupe chimiothérapie. La survie à distance est similaire dans les deux groupes. Plus précisément les auteurs expliquent que « 42 % des malades ayant reçu une chimiothérapie sont guéris avec une voix normale à 3 ans et 35 % à 5 ans. »

« Le traitement contemporain du cancer vise deux objectifs : augmenter le nombre de guérisons et diminuer l'infirmité post-opératoire. Le vieil adage « plus on enlève mieux c'est » n'est plus, aujourd'hui, de mise, résume le docteur Lefebvre. Nos résultats pour l'hypopharynx confirment ceux obtenus aux États-Unis, à partir d'un essai randomisé similaire, pour le cancer du larynx. Un fait est acquis : la chirurgie mutilante n'est plus le traitement standard de cette lésion. Préserver la voix est possible et ne compromet pas la survie. »

Jean-Yves Nau

La brevetabilité du vivant en quête d'éthique

Un rapport parlementaire souligne les lacunes d'une directive européenne sur la protection juridique des inventions biotechnologiques

LA DÉLÉGATION de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne a rendu public, mercredi 3 juillet, un rapport d'information sur une directive, actuellement en examen, relative à la protection juridique des inventions biotechnologiques. Présenté par le professeur Jean-François Mattei, député UDF des Bouches-du-Rhône et « père » des lois françaises sur la bioéthique adoptées en 1994, ce rapport souligne que, malgré la longue concertation à laquelle ce projet a donné lieu, « la Commission européenne ne semble toujours pas avoir pris pleinement la mesure des exigences éthiques particulières qu'impose la brevetabilité de la matière vivante humaine ». Il suggère notamment que figurent dans le texte « des dispositions spécifiques relatives aux corps humains, à ses éléments et à ses produits ». Faute de quoi, estime-t-il, « le développement des biotechnologies pourrait susciter de graves dérives et, de ce fait, des peurs irrationnelles dans le public, dont l'adhésion active doit être au contraire recherchée ».

Pour comprendre les enjeux de ce complexe débat, un retour en arrière s'impose. Le 1^{er} mars 1995, le Parlement européen rejetait à une forte majorité (240 voix contre 188 pour et 23 abstentions) une première proposition de directive (Le Monde du 3 mars 1995). Celle-ci, qui s'efforçait de clarifier les conditions dans lesquelles peuvent être brevetées des inventions utilisant de la matière vivante, n'avait pourtant pas été élaborée à la légère :

les experts de la Commission y travaillaient depuis 1988. Sans toutefois s'être suffisamment souciés des questions éthiques que soulève « entre autres » la brevetabilité des éléments issus du corps humain, point le plus sensible du débat sur lequel achoppa le vote final.

Suite au rejet du Parlement, la Commission révisa donc sa copie. Sa nouvelle version fut rédigée en moins d'un an. Un délai trop court, souligne M. Mattei, pour que soient réellement renforcées « les références éthiques de ce texte ».

« UN MONSTRE JURIDIQUE »

« Cette proposition de directive est à proprement parler un monstre juridique, qui dilue le principe essentiel de la non-brevetabilité du corps humain dans un ensemble consacré à la brevetabilité des matières animales et végétales et à l'étendue de la protection conférée par le brevet », estime-t-il, en déplorant « le caractère très embryonnaire de la réponse apportée par la Commission européenne au problème capital (...) de savoir si et dans quelle mesure la matière vivante humaine peut être brevetée ».

En clair, quelles limites donner à ce nouveau « droit du vivant » en ce qui concerne les éléments issus du corps humain ? Dans la première proposition de directive figurait deux amendements relatifs à cette question, qui excluaient la brevetabilité : 1) « du corps humain, ou des éléments de ce dernier en tant que tels » ; 2) « des procédés de modification de l'identité génétique du corps humain ». Le premier avait pour objectif d'empêcher que soient brevetés des fragments de gènes humains dont la fonction n'a pas été identifiée ; le second visait à exclure de la brevetabilité la thérapie génique germinale (modification génétique appliquée aux cellules sexuelles, donc héréditairement transmissible), considérée comme non acceptable du point de vue éthique. Mais ces principes de prudence, par l'ambiguïté de leur formulation, firent l'un comme l'autre l'objet de multiples malentendus lors des débats qui précéderont le rejet final de la directive.

Sur ces deux points, le nouveau texte proposé par la Commission a, certes, clarifié sa position. Dans le premier amendement, les mots « en tant que tels » ont ainsi été remplacés par « en leur état naturel ». Dans le second, l'exclusion de la brevetabilité des méthodes thérapeutiques géniques germinales sur l'homme a également été renforcée. Le rapport de M. Mattei souligne toutefois que cette directive « comporte des imperfections persistantes ». Il estime notamment que la Commission « aurait dû s'interroger sur la pertinence du maintien, pour ce qui concerne la matière vivante humaine, de l'application des seuls principes du droit des brevets ».

Après examen de ce rapport, les 19 et 26 juin, la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne a déposé une proposition de résolution visant notamment à renforcer deux principes : celui de la non-patrimonialité du corps humain et celui de l'encadrement des relations entre donneurs de matériel génétique et chercheurs.

Elle suggère notamment que la directive « impose aux États membres l'obligation de protéger l'être humain dans sa dignité et son identité et de garantir à toute personne, sans discrimination, le respect de son intégrité (...) à l'égard des applications des biotechnologies ». Elle propose par ailleurs que soit prescrite, lors de tout prélèvement d'éléments du corps humain à des fins de recherche, « la signature d'un contrat entre le donneur et la personne physique ou morale bénéficiaire du don, attestant que le don a été effectué avec le consentement du donneur, fixant l'objet de la recherche (...) et prévoyant expressément que le ou les procédés mis en œuvre à l'occasion de cette recherche peuvent faire l'objet d'un brevet ».

Catherine Vincent

Le futur canal Rhin-Rhône en manque... d'eau

Les difficultés d'alimentation pourraient limiter le trafic et compromettre la rentabilité de l'ouvrage

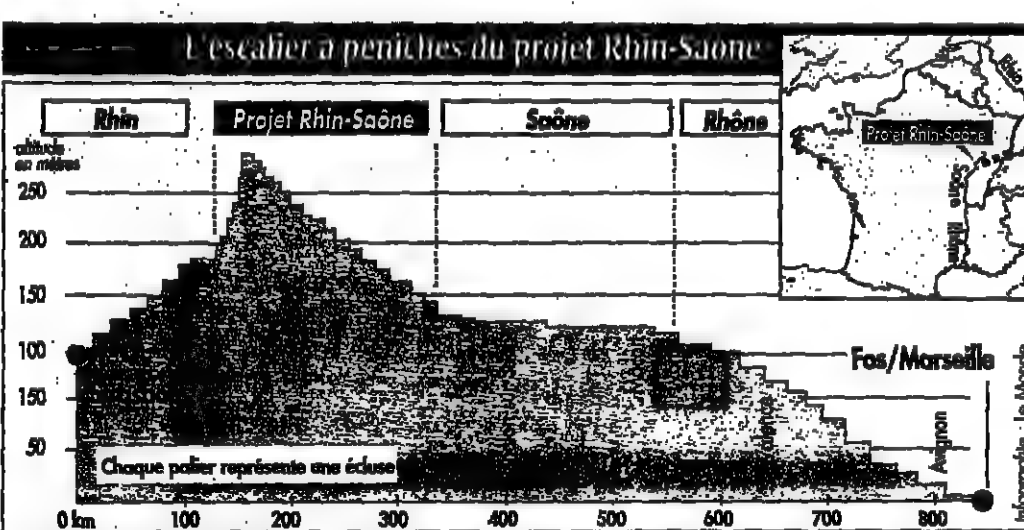
LA COMPAGNIE nationale du Rhône (CNR), société à capitaux publics, a ressorti de ses cartons, au début de 1995, l'idée d'un canal à grand gabarit entre Mulhouse et la Saône qui permettrait à des convois de 4 400 tonnes de naviguer du Rhin au Rhône. Les experts avancent des prévisions pour 2015 d'un trafic compris entre 8 et 20 millions de tonnes par an. Pour parvenir à ce résultat, le projet devra d'abord surmonter de redoutables obstacles environnementaux.

Le manque de ressources en eau n'est pas la moindre des limitations du canal. Du côté alsacien, six écluses sur 23 kilomètres, avec une dénivellation d'une centaine de mètres, sont nécessaires pour atteindre le seuil qui sépare le bassin rhénan du bassin rhodanien. Du côté franc-comtois, entre le seuil et la Saône, distants de 195 kilomètres, pas moins de dix-sept écluses sont nécessaires pour combler un dénivelé d'environ 160 mètres.

CIRCUIT FERMÉ

Les ouvrages mesureront de 5 à 24 mètres de haut sur 185 mètres de long et 12 mètres de large. Chaque fois qu'elles s'ouvriront, les écluses libéreront vers le bief inférieur de 10 000 à 50 000 mètres cubes d'eau qu'il s'agira de renouveler... sauf à vider rapidement le bief supérieur.

Le bief de partage, au franchissement du seuil, sera alimenté grâce au barrage de Champagny



et à la Lauge. Cette alimentation naturelle suffit aux besoins de l'actuel canal Rhin-Rhône, dont elle remplit, par gravité, les biefs en contrebas. Mais le projet de la CNR n'a rien de commun avec ce petit canal au gabarit de 350 tonnes, contemporain du ministre Charles Freycinet, qui lança, en 1879, un programme national de canaux et de voies ferrées.

Pour maintenir en eau le futur canal, il est prévu, entre deux écluses, de remonter l'eau du bief inférieur vers le bief supérieur. Des pompes équiperont les cinq premières écluses du versant alsacien et les quatre premières écluses du versant franc-comtois. Les plus importantes seront également dotées d'un ou deux bassins d'épargne chargés d'économiser entre un tiers et la moitié de l'eau à chaque écluse. « Sur les deux versants, grâce au pompage, le canal fonctionnera pratiquement en circuit fermé », souligne Bruno Flourens, chef de projet de la CNR.

A défaut d'eau, il consommera cependant 20 gigawattheures par an pour une moyenne de dix écluses par jour ouvré, soit la consommation domestique de 4 500 foyers. La CNR propose, en contrepartie, d'aménager des mini-centrales hydroélectriques sur le Doubs.

BON VOULOIR

L'alimentation naturelle des biefs sera la règle dans la vallée du Doubs et de son affluent l'Allain. Le futur canal empruntera soit le lit des rivières, soit une dérivation. Avec dix écluses par jour, les biefs en dérivation prélèveront deux mètres cubes par seconde sur la rivière. Avec vingt écluses, le double... Or, la loi « pêche » de 1984 prescrit de réserver à toute ri-

vière un débit minimal indispensable à son écosystème. Dans le Doubs, qui a un débit inférieur à 10 mètres cubes par seconde en période estivale, « le débit réservé ne sera pas satisfait au moins une année sur deux et ceci pendant des périodes d'une durée moyenne de 30 jours », écrit Pierre Ballard, ingénieur en chef des eaux et forêts, dans un rapport officiel du 1^{er} avril 1996. « S'il le faut », admet Bruno Flourens, « nous pomperons de l'eau dans le Rhin pour la transférer dans le Doubs. »

Cette solution dépend du bon vouloir des États riverains du Rhin. Elle suscite également des interrogations quant aux transferts d'espèces végétales ou animales ou de pollution. Une solution de remplacement consisterait à aménager un barrage-réservoir à Roppe. Mais la ville de Belfort craint que cela ne compromette ses ressources en eau potable. Quant à barrer le haut Doubs, la CNR s'y refuse absolument.

UNE ESTIMATION OPTIMISTE

Reste la question du trafic fluvial. Sera-t-il à la hauteur de l'investissement, qui représente une vingtaine de milliards de francs, non compris les aménagements portuaires et les compléments indispensables (adaptation des ponts de l'axe au grand gabarit, restauration du tunnel qui relie le port de Marseille à Fos-aux-Mers) ? Le trafic espéré pour rentabiliser le canal Rhin-Rhône impose une vingtaine d'éclusées par jour ouvré, ce qui équivaut à autant de passages dans un sens ou dans l'autre.

Si, à défaut de pouvoir s'approvisionner dans le Rhin en période d'étiage, la CNR doit s'en tenir à une dizaine d'éclusées par jour, le trafic ne dépassera pas, selon elle, les 10 millions de tonnes par an, soit 4 500 tonnes par écluse. Une estimation encore optimiste sachant que les chargements supérieurs à 2 000 tonnes sont très peu nombreux (à peine 4 % des bateaux à Strasbourg).

D'autre part, il est fort peu probable que deux bateaux se croisent à chaque écluse. Enfin, ce scénario fait fi des bateaux de plaisance.

André Larané

RÉSULTATS GRANDES ÉCOLES

Admissibilité : 4 juillet
INT Ingénieurs (4^e série)

Admission : 5 juillet
Ecole de l'Air - ESC Toulon

3615 LEMONDE

2/23 FIN

حکومتی اہل

L'île du père Hugo

Guernesey a fait du séjour du poète un argument touristique

SAINT PETER PORT

de notre envoyée spéciale

Quand, en octobre 1855, Hugo le prosaïque quitta, en bateau, Jersey pour Guernesey, les éléments réfractaient le tumulte de son esprit. « La mer était grosse, le vent rude, la pluie froide, le brouillard noir », écrit-il à sa femme, qui le rejoignit deux jours plus tard. La tendre présence de Juliette Drouot et l'affectionneuse sollicitude de son fils François-Victor adoucissent son amertume. Son âme d'esthète reprendra vite le dessus : « Même dans la pluie et le brouillard, l'arrivée à Guernesey est splendide. » A Saint Peter Port, la capitale, il est accueilli par des amis, proscrits comme lui, qui, durant quinze longues années, vont partager sa vie. Il y écrit des œuvres majeures dont *Les Travailleurs de la mer*, qu'il dédia à Guernesey.

Reconnaissons, l'île tout entière se souvient de l'illustre exilé, auquel elle dressera une statue, à Candie Gardens, à distance respectueuse de celle de la reine Victoria, responsable de son expulsion à Guernesey. Elle évoque également avec fierté ses origines normandes, origines dont témoignent, ça et là, les noms français identifiant rues, cottages ou commerces.

« ÎLE DE GOULANDS »

Baignée dans une douce lumière, Saint Peter Port, telle une hôtesse en robe immaculée, guide ses visiteurs dans un univers féérique où le blanc règne en maître absolu. Blanches, les yachts et les villas qui se balancent, au rythme des marées, dans les marinas. Blanches, les maisons coiffées d'un toit rouge ou gris ardoise et qui dévalent les collines jusqu'à la mer. Presque incongrue, la haute tour de pierres rousses de la Town Church, l'église paroissiale, rompt cette symphonie blanche. « L'église de Saint Peter Port est d'un beau gothique bas-ogival. Le protestant n'y défigure pas trop le catholique », note Hugo dans *L'Archipel de la Manche*. Avant d'ajouter, dans *Les Travailleurs de la mer* : « Elle donne la bienvenue à ceux qui arrivent et l'adieu à ceux qui s'en vont. »

Brutal, un coup de canon tiré du Castle Cornet, le château fort qui défend l'entrée du port, arrache les rêveurs à leur contemplation. C'est l'heure du déjeuner et, sur le quai,

les cadres en costume sombre (banques obligent), symboles de la fortune de l'île, gagnent le Ship and Crown Inn pour y déguster des plats traditionnels. Bien peu se rappellent que l'ancien Crown Hotel, reconstruit en pub convivial, fut le premier refuge de Juliette, lors de son arrivée. De sa chambre, elle entendait « le bruissement de la mer » mais se plaignait de l'inconfort des lieux. Installé avec son fils, dans un hôtel voisin, Victor Hugo était plus heureux et confiait à sa femme : « Je t'écris avec une vue admirable sous les yeux. »

Le poète emménagea, peu après l'arrivée du reste de la famille, dans une maison située au 20, rue Hauteville Street, sur les hauteurs de la ville. Dans ce « nid de goulands », il terminera *Les Contemplations*. Leur succès foudroyant lui permettra d'acheter Hauteville House, au numéro 38, pour la somme dérisoire de 24 000 francs. On disait, il est vrai, la maison hantée. Bordée de demeures cossues (certaines transformées en hôtels) et de restaurants arborant des noms hugoliens, la rue se sentait comme y même aimante les « pèlerins » venus du continent. Pour un peu, on se croirait dans une enclave française.

Victor Hugo agrémentait ses journées de travail par des promenades, ou par ce qu'il appelait « la

chasse aux vieux coffres ». Il en ramenait en effet des meubles et des objets pour décorer sa demeure. Le brocanteur Hugo était redoutable. A pied ou en calèche, accompagné de son chien Sénat, il aimait se promener autour de la baie d'Havelock, qu'il apercevait du deuxième étage de sa résidence. Il la décrit ainsi dans *Les Travailleurs de la mer* : « Rien de plus paisible que cette crique en temps calme, rien de plus tumultueux dans les grosses eaux. Il y avait là des pontons de branches perpétuellement mouillés par l'écume. Au printemps, c'était plein de fleurs, de nids, de parfums, d'oiseaux, de papillons et d'abeilles. » De nos jours, la foule des estivants donne à ce lieu des airs de Deauville, mais il suffit de musarder pour retrouver, ailleurs, des visions enchanteuses.

La route du sud-est est jalonnée de cottages aux jardins pimpants où le lys de Guernesey est à la fête.

Autant de demeures cossues, joliment baptesées, en anglais (*The Haven, Rose Cottage*) ou en français (*Le Réve, Baudelaire*), et qui respirent la joie de vivre. Perché sur une colline, une tour de défense, vestige des guerres franco-britanniques du XVIII^e siècle, signale la baie Moulin Huet, qui inspira tant Renée. Le temps y est suspendu et l'on y retrouve, intactes, comme sorties de ses toiles, les falaises de granit rouge, les plages ourlées d'écume argentée et les eaux bleutées où dansent des voiliers colorés.

MAISON HANTÉE

A Cobo Bay, sur la côte ouest, le plaisir consiste à interpréter, le soir venu, les formes fantastiques (est-ce un lion ? est-ce un dromaire ?) des rochers teintés de rose qui en parsement les eaux cristallines. En se remémorant l'étonnement exprimé par Victor Hugo dans *L'Archipel de la Manche* : « A chaque instant le rocher essaie de vous faire sa dupe. Où les illusions vont-elles senicher ? Dans le granit. Rien de plus étrange. »

Si l'écrivain appréciait les menus charmes de la mer, il n'en était pas moins tout autant fasciné par ses perditions. Parfois, il s'aventurait vers l'extrême ouest de l'île, à la pointe de Pleinmont, attiré par une ancienne maison hantée qui, disait-il, « ajoute l'effroi à la solitude ». Le phare des Hanois, construit sur un méchant récif, rappelle que ce dernier était « un des plus redoutables assassins de la mer ». Un assassin qui, observe-t-il, « attendait en traître les navires dans la nuit ».

Ngoc Loan Lam

Carnet de route

● Accès. En avion : Aurigny Air Services (tél. : (16) 99-46-70-28), de Dinard et de Cherbourg ; British Airways (tél. : (1) 47-78-14-14), de Paris via Londres ou Cardiff. Par bateau : Emerald Lines (tél. : (1) 47-42-30-61 ou (16) 99-40-48-40), de Saint-Malo, Granville, Carteret ou Dielette, via Jersey ou directement, selon les jours, et Condor Ferries (tél. : (16) 99-20-03-00), de Saint-Malo, via Jersey.

● Visites. Destinée aux visiteurs motorisés, une « Route Victor Hugo » offre vingt-neuf étapes réparties sur deux itinéraires. D'ici à 1998, un centre culturel hugolien permettra de compléter la visite, incontournable, d'Hauteville House. Les cyclotouristes, eux, peuvent emprunter six itinéraires. Autre « must », le manoir de Sausmarez, réputé pour être la plus belle demeure de l'île. François Truffaut y a tourné quelques scènes d'*Adèle H.*, film qui évoque la vie de la fille du poète. En août, nombreuses manifestations à Saint Peter Port. Cinq, du 12 au 16, Richard III de Shakespeare et, du 23 au 24, des batailles de fleurs.

● Lire. Aux îles Anglo-Normandes (Hachette, « Visa »), *Le Grand Guide des îles Anglo-Normandes* (Gallimard, « Bibliothèque du voyageur », Gallimard), *Le Guide de la Manche et des îles Anglo-Normandes*, d'André Barra-Boumet (La Manufacture), *Promenades dans l'Archipel de la Manche* avec un guide nommé Victor Hugo, de Gérard Poucabin (Éditions Charles Corlet) et des îles Anglo-Normandes, nature et randonnée, d'Amick et Serge Mourret (Guides La Cadole).

● Renseignements. A la Maison de la Grande-Bretagne, 19, rue des Mathurins, 75009 Paris, tél. : (1) 44-51-56-20. Sur place, à l'office de tourisme de Guernesey, BP 23, Saint Peter Port, tél. : (19) 44-1481-723-552 (informations en français), Michel 3615 GUERNESY.

La France au bout du fil

Téléphoner en France de Moscou, Pékin, Sydney, Caracas, Seattle, Vienne, bref de tout pays étranger relève de l'exploit si l'on veut éviter de payer cher, voire très cher, les communications passées d'une chambre d'hôtel. On connaît aussi les inconvénients des appels passés des bureaux des postes ou des cabines publiques – quand on les trouve ou qu'ils existent. Si l'on ne dispose pas d'un téléphone sans fil, une carte de paiement supprimera, selon l'option choisie, tous ou partie des désagréments.

● Dans la plupart des pays industrialisés, notamment en Europe, il existe des cartes d'unités téléphoniques vendues dans les bureaux de poste (et certains magasins les signalent en vitrine, comme la B.T. Phone card en Grande-Bretagne), dont le prix d'achat assure un crédit d'appel de la même manière que les télécartes France Télécom, à puce, valables dans les public phones. On est tenté, lorsque l'usage en est proposé, d'utiliser les cartes bancaires. Savoir qu'un minimum de 20 F est alors facturé quelle

que soit la durée de l'appel. De même, dans les cabines avec lecteur de cartes à puce, les cartes à puce, fréquentes dans les gares et aéroports, une taxe de connexion de 10 F à 15 F s'ajoute à toute opération.

● Simple d'usage et sans surprise, puisque le tarif des communications est celui appliqué en France, la carte France Télécom permet d'appeler de l'étranger (40 pays connectés), de n'importe quel poste, public ou privé, de l'hôtel, de chez des amis, voire d'une cabine, à cartes ou à puce, sans bureau d'émission, sur place. Grâce à un code confidentiel, attribué au moment de l'abonnement auprès d'une agence France Télécom (10 F par an, gratuit jusqu'au 31 juillet, si la dépense dépasse 100 F dans les trois mois, numéro vert 05-202-202 ou 01-69-14-14-14 France Télécom), les communications sont directement imputées sur la facture téléphonique de l'abonné, exactement comme s'il appelait de chez lui,

l'Australie : 10,44 F ; depuis les États-Unis et le Canada : 5,43 F, environ un dollar. La carte France Télécom propose en sus de nombreux services, notamment le « Téléphone Interprète ».

● Principe similaire pour l'AT T Global Calling Card du géant américain, utilisable dans 85 pays, avec des astuces facilitant sa mise en service, comme le choix du numéro de carte et du code personnel. Deux différents protocoles : abonnement gratuit (téléphone numéro vert : 05-90-42-73) et facture (détaillée) débitée chaque mois sur la carte de crédit de son choix (Visa, Mastercard, American Express, etc.). Les tarifs s'appliquent sans surcharge de taxes, ni frais fixes. Une minute de communication des États-Unis vers la France coûte 1,30 dollar (soit, environ 7,33 F pour un dollar à 5,50 F), 30 % plus cher qu'avec la carte France

Télécom. En revanche, les appels, notamment, d'Anstrale (1,53 dollar) ou du Brésil (1,84 dollar) vers la France se paient moins cher.

● Enfin, les télécartes nord-américaines qui, rechargeables à la demande avec une carte bancaire, procurent à leurs détenteurs un crédit d'unités. Utilisables depuis un téléphone à touches, elles sont, en général, distribuées aux clients, dans les carnets de voyage, par les spécialistes des États-Unis et du Canada. Exemple : Allé Télécarte chez Directcom (tél. : (1) 45-62-62-62, tarif USA-France : 1,80 dollar la minute), Teleskey, distribuée par R.A. Marketing (tél. : 45-77-10-74, 1,90 dollar la minute), ou encore Global Link chez Jetset (1,99 dollar la minute) et Cosmos chez Council Travel (1,50 dollar la minute) dont les brochures sont disponibles dans les agences de voyages. Des tarifs peu compétitifs en regard des cartes France Télécom ou AT T mais qui demeurent attrayants par rapport aux prix facturés dans les hôtels américains et sur les téléphones publics.

Florence Evvin

VACATION

Directours
PROMOTIONS JUILLET
SANTORINI 3j : 2150 F
vol + appartement van volé.
MYKONOS 3j : 2600 F
vol + hôtel** plage, petit déjeuner.
TUNISIE Moussir 3j : 2810 F
vol + hôtel** plage 12 pension.
Précher sur demande au : 45 62 62 62
et 3615 DIRECTOURS (1,29 F min)
50, avenue des Champs-Élysées 75008

DÉGRIFTOUR
ILE MAURICE
7 Nuits en hôtel 3** 12 pension
Vols réguliers A/R
Départ Paris 7 690 F 11 400 F
CAP D'AGDE
7 Nuits en Studio 4 personnes
Le Studio 1 700 F 3 000 F
MONTREAL ou TORONTO
Vols réguliers A/R
Départ de Paris 2 980 F 2 990 F
3615 DT - 01-69-14-14-14

SORBONNE
HÔTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques, Paris 5^e
Chambre avec bains - W.C.
T.V. couleur - Tél. direct.
De 300 à 395 F.
Tél : 43 54 52 55 - Fax : 46 34 24 30

EST - HÔTEL **
de 250 F à 350 F
1 700 F la semaine.
90 chambres avec B.W.C. / D.W.C.
TV et téléphone direct. Bar + Jardin.
49, bd de Magenta - 75010 PARIS
Tél : 42.40.15.99 - Fax : 42.40.59.40

ANY WAY
VOYAGES
SÉJOURS ÉTÉ
CÔTE OUEST USA : 15j
Vols + Hôtels + Voitures : 7 590 F*
AUTOTOUR QUÉBEC : 11j
Vols + Hôtels + Voitures : 5 460 F*
COMBINÉ ÎLES GRECQUES : 15j
Vols + Hôtels + Transfers : 3 990 F*
SÉJOURS EN SARDAIGNE : 11j
Vols + Pension Complète : 3 390 F*
* A partir de
Tél. : (01) 40.28.00.74

DEMARQ VOYAGES
Catalogue DEMARQ
MARRAKESH Hôtel 4*** - D.P. Vol AIR - 87/1h. Dép. 07/07 2500 F 1895 F
GRANDE DE CÔTE D'AZUR - Hôtel 3*** D.P. 87/1h. Vol AIR + taxes 3400 F 2000 F
BERGAMO Vol éco AIR Dég. 08/07 1200 F ou 2007 + taxes 1800 F 1100 F
3617 DEMARQ - 3617 DEMARQ

36 15 AIR ASIE
Juillet et Août
Baïl 4 800 F
Cébes 4 800 F
Pékin 4 300 F
Lil : 015 950076 - (222 F/m)

36 VAC 2000
VOLS DÉGRIFTES A/R
Londres 540 F 1800 F
Málaga 750 F 2190 F
Valence 750 F 2190 F
New York 1490 F 2970 F
Marseille 1750 F 4120 F
SÉJOURS & LOCATIONS
Tél : 01-69-14-14-14

HAUTES-ALPES
6350 MOLINES-EN-QUEYRAS
Hautes-Alpes - Parc Régional
à 5 km de SAINT-VERAN
Soleil - Calme - Randonnées pédestres
V.T.T. - Pêche - Rafting
HÔTEL LE CHAMOIS **
Logis France / Michelin
1/2 pension : 271 F
Tél : 92.45.83.71 - Fax : 92.45.83.53

FRANCE MAYENNE FLUVIALE
Location de bateaux
habitués sans permis
Le Port - 53200 DAON
Tél : 06 43 70 12 94 - Fax : 06 43 70 12 46

PROMOTION SARDAIGNE
HÔTEL ROCCE SARDE 3***
SÉJOUR 1 SEMAINE : 4 225 F/pers. 3 445 F
SÉJOUR 2 SEMAINES : 5 965 F/pers. 3 490 F
*Prix comprennent : vol spécial Paris/Olbia/Paris + transferts + séjour en chambre double et 1/2 pension.
Taxes aéroport en sus (70 F/m).
Tél : 44.51.39.27
MINITEL 3615 (1,29 F min)
Cit Evasion

faites la croisière buissonnière aux Antilles
Embarquez 7 nuits à bord de **RIVAGE GUADELOUPE**
à partir de **6990 F** par pers. Paris/Paris.
Excursions et sports nautiques gratuits.
Dans le confort et la convivialité d'un grand yacht de 24 cabines, laissez-vous guider à la découverte de la Guadeloupe, Marie-Galante, les Saintes, la Dominique, Antigua.
Renseignements et réservations
Marseille : 91 02 87 00 / 91 58 46 19 - Paris : (1) 40 13 86 16

Les nouveaux amateurs de Bourgogne
Week-ends "ART DE VIVRE A AUXERRE"
à 1 h 30 de Paris des spectacles de grande qualité au milieu des vignobles de l'Auxerrois et de Chablis
● Festival de musique des Grands Crus : 12 concerts tout l'été
● grand Festival de piano du 30 août au 8 septembre
● et beaucoup d'autres spectacles
● spectacle historique au château de Saint-Fargeau : 10 représentations "Son et Lumière" du 12 juillet au 31 août
à partir de **359 F** par personne
Région / Organisme : OFFICE DU TOURISME
12, quai de la République - 89000 AUXERRE
Tél : 03 52 06 19 - Fax 03 51 23 27

PROFESSIONNELS DU TOURISME - VOYAGES
BURIQUE EVASION - 01-69-14-14-14 - Fax : 01-69-14-14-14

Averses et éclaircies

L'ÉTÉ a décidément bien du mal à s'installer. L'anticyclone des Açores ne s'étend pas assez pour bloquer le passage des perturbations venant de l'Atlantique. Le nord de la France reste donc sous l'influence d'un flux d'ouest toujours frais pour la saison. La bande pluvieuse arrivée mercredi s'enfoncera lentement vers le sud dans la journée de jeudi, en perdant cependant de l'activité. A l'arrière, ce sera le retour pro-

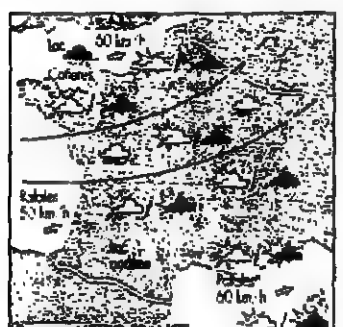
gressif d'un ciel plus changeant, avec petit risque d'averses au nord de la Loire.

La journée de jeudi débutera sous les nuages, et parfois sous la pluie, des pays de Loire au Nord-Est en passant par l'Île-de-France, l'Orléanais et la Champagne. Au fil des heures, ce temps maussade se décalera très lentement vers le sud. Les pluies, généralement faibles, arriveront en cours de matinée sur les Charentes et le Berry, où elles persisteront le plus souvent jusqu'au soir. En cours d'après-midi, on retrouvera des éclaircies dans un ciel plus variable du pays nantais aux Ardennes, ainsi qu'en région parisienne. A l'inverse, du Bordelais à la Franche-Comté, on pourra bénéficier de quelques éclaircies matinales. Des nuages menaçants commenceront à déborder sur ces régions à la mi-journée. Ils finiront par donner quelques ondées en cours d'après-midi.

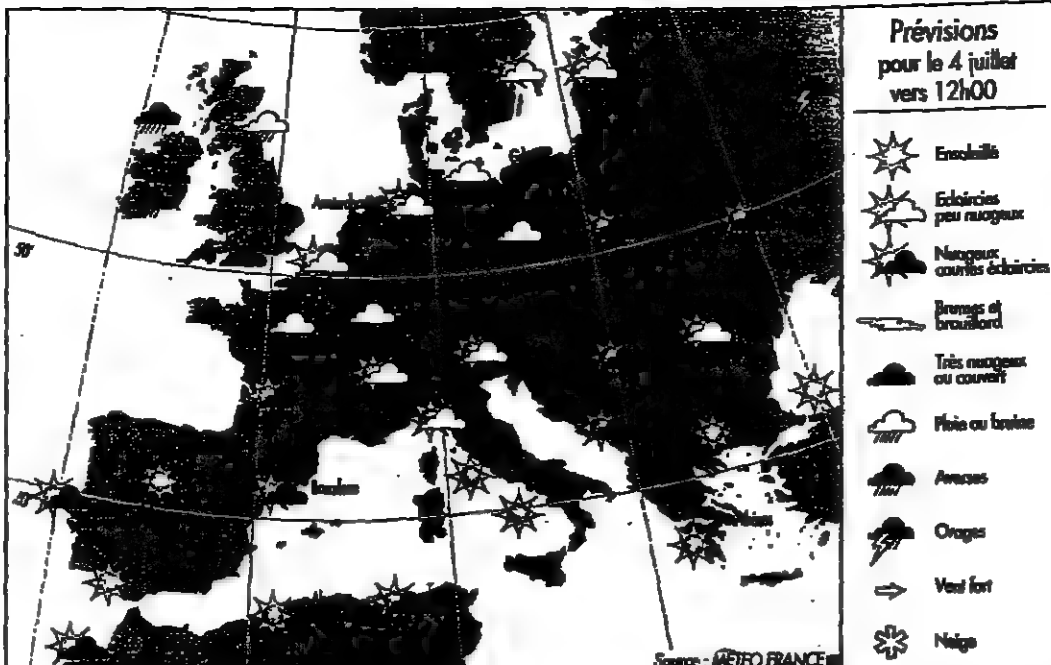
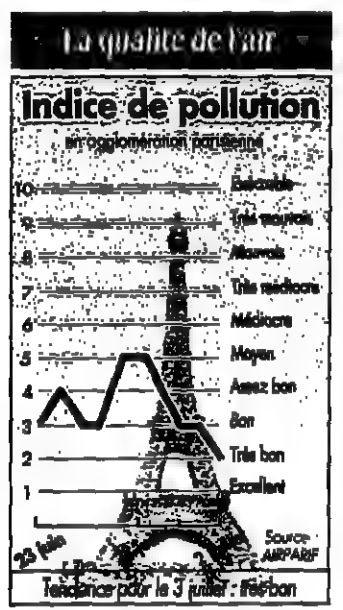
Plus au nord, les pluies s'évacueront dès la fin de la nuit. Dès le matin, elles laisseront place à un ciel partagé entre nuages et éclaircies. Les cumulus donneront une courte averse de temps à autre, surtout le long des côtes de la Manche, du Nord-Flandre au Pas-de-Calais. La journée sera un peu plus clémentine dans les régions méridionales. Après une matinée le plus souvent assez ensoleillée autour de la Méditerranée, les nuages se feront un peu plus menaçants en cours d'après-midi. Ils pourront donner des averses, surtout sur le relief.

Les températures resteront fraîches au nord de la Loire, avec de 17 à 21 degrés en cours d'après-midi. Au sud, elles seront plus agréables, évoluant généralement entre 20 et 25 degrés. Le mercure atteindra même de 25 à 30 degrés près de la Méditerranée.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 4 juillet vers 12h00



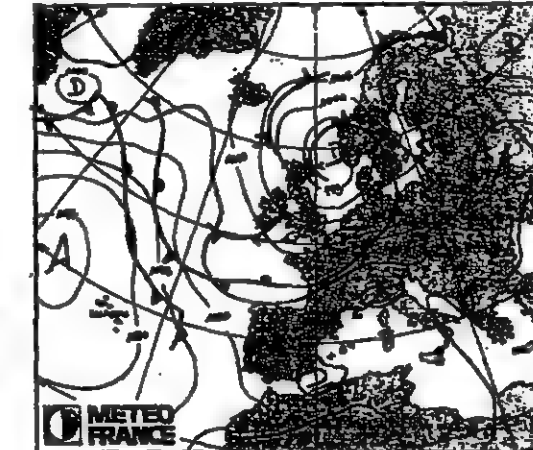
Prévisions pour le 4 juillet vers 12h00



TEMPÉRATURES	GRENOBLE	18/8	TOURS	20/8	CHICAGO	20/7	LISBONNE	20/7	PHOENIX	20/7
de 2 juillet	LILLE	19/9	STRASBOURG	16/8	COPENHAGUE	16/8	LONDRES	21/2	KABAT	25/15
maxima/minima	LYON	21/8	ALGER	28/-	DAKAR	32/25	LOS ANGELES	24/17	RIO DE JANEIRO	23/18
	MARSEILLE	22/15	AMSTERDAM	17/2	DAKARA	32/25	LUXEMBOURG	15/10	ROME	27/20
	NANCY	19/10	ATHENES	31/22	DUBLIN	17/12	MADRID	32/18	SAN FRANCISCO	17/11
	NANTES	21/10	BANGKOK	30/27	FRANCOFORT	20/11	MARRAKECH	34/18	SANTIAGO	17/5
	PARIS	22/16	BARCELONE	24/16	GENEVE	19/9	MEXICO	25/11	SEVILLE	34/19
	POitiers	20/11	BERGAMO	27/17	HANOI	30/28	MILAN	20/11	ST-PETERSBURG	18/12
	REIMS	20/13	BERLIN	18/10	MELBOURNE	15/9	MONTREAL	28/17	STOCKHOLM	17/10
	ROUEN	20/13	BELLEVILLE	18/10	MOSCOW	20/2	MOSCOW	20/2	SYDNEY	19/9
	STRASBOURG	20/13	BREMEN	18/10	MUNICH	18/9	MUNICH	18/9	TENNESSEE	20/11
	TOULOUSE	22/15	BUDAPEST	23/14	NEW DELHI	35/28	NADROU	33/22	TOKYO	31/23
			BUENOS AIRES	16/8	NEW YORK	15/10	NEW YORK	15/10	TUNIS	30/21
			CARACAS	+	OSAKA	27/22	OSAKA	27/22	VIENNE	22/16
					PRAGUE	16/14	PRAGUE	16/14		



Situation le 3 juillet, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 5 juillet, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS le Monde

Scrutin présidentiel au Mexique

LES TROIS principaux candidats en présence sont : Aleman, Padilla et Calderon, ce dernier n'ayant à peu près aucune chance. Grosso modo, Miguel Aleman, c'est la gauche, et Ezequiel Padilla, c'est la droite. Un à un, les grands partis prennent position sur le problème présidentiel et annoncent qu'ils soutiendront tel ou tel des deux candidats.

Tout le monde est, du reste, à peu près convaincu qu'Aleman sera élu. Il a, en effet, le soutien du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), des agrariens « zapatistes » et des syndicats. C'est-à-dire qu'il est, dans une certaine mesure, candidat « officiel », tout le personnel administratif et politique étant plus ou moins affilié au PRI ou contrôlé par lui.

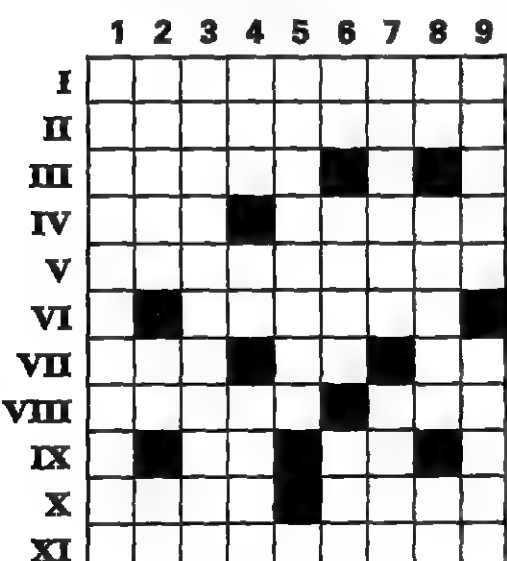
La campagne électorale est pittoresque, mais il ne faut point exagérer. D'abord vous pouvez vous procurer une petite plaque en émail au nom de votre candidat, que vous fixez au-dessus de la plaque d'immatriculation de votre voiture. Ensuite, il suffit d'avoir un pot de peinture - non, beaucoup de pots de peinture : il n'est pas un arbre, pas un cactus des grandes routes qui ne porte, peint en blanc, en rouge ou en vert, Aleman, Aleman, Padilla, Aleman.

Cela va même beaucoup plus loin. De la fenêtre de l'appartement que Jules Romains occupait encore tout récemment à l'immeuble Latino-Americano, on découvre le splendide panorama du Popocatepetl et des volcans mineurs. Mais la vue est implacablement arrêtée à 2 kilomètres par un petit cône trappu où s'étale en lettres hautes de 100 mètres le nom d'Aleman.

Robert G. Escarpit (4 juillet 1946)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6857



HORIZONTALEMENT
1. Parait encore plus petit si on le met à côté de l'armoire. - II. Comme des précautions qu'il faut parfois prendre avant de s'étendre. - III. Fut l'une des villes les plus brillantes de l'Empire romain. - IV. Se trouva

dans une tenue indécente. Peut servir à faire des bûches brunes. - V. Donnas de vives couleurs. - VI. Traverse Antioche. - VII. Un créateur pour les gnostiques. Symbole. Se rend. - VIII. Se divise en parties. En Angleterre, devant un nom d'homme. - IX. En Normandie. Quelque chose de mal. - X. Faire l'innocent. Un homme de passage. - XI. Frapperait comme parfois un vaurien.

VERTICALEMENT
1. Sans aucune distraction. - 2. Un grand chasseur. Nappe. Devint bête. - 3. Qui ont de jolies croupes, mais pas beaucoup de dents. - 4. Ne conserve pas. Vieille ville. Sévères. - 5. Maladie attrapée par des ouvriers. - 6. Adverbe. Fait un travail de jardinier. Si elle est pleine, c'est la haute. - 7. Qui ne peut pas supporter la souffrance. Ancien royaume d'Arabie. - 8. Artiste. Taches sur un tissu. Mesure. - 9. Points de suspension. Attitude de chien.

SOLUTION DU N° 6856
HORIZONTALEMENT
1. Aborigène. - II. Bénévole. - III. Luc. Arion. - IV. Arlisme. - V. Cran. Lie. - VI. Tels. Long. - VII. Tenir. - VIII. Ta. Pils. Eu. - IX. Hôla. - X. Ostinato. - XI. Nées. Show.
VERTICALEMENT
1. Ablation. - 2. Beurre. Asse. - 3. Oncle. Ote. - 4. Ré. Ans. Pils. - 5. Ivan. Tlan. - 6. Corilles. As. - 7. Elision. Ath. - 8. Néoménie. Oô. - 9. Ne. Grue.

Guy Brassy

LE CARNET DU VOYAGEUR

PARIS EN VISITE

Vendredi 5 juillet

- **MARAIS** : le quartier Saint-Paul (50 F), 11 heures, place de l'Hôtel-de-Ville face à la poste (Claude Marti).
- **LE QUARTIER DES ÉPINETTES** (60 F), 11 heures, angle de la rue Forest et de la rue Caulaincourt (Vincent de Langlade).
- **MUSÉE DU LOUVRE** : la peinture française du XIX^e siècle, de David à Delacroix (35 F + prix d'entrée), 11 h 30 (Musées nationaux).
- **LE CANAL SAINT-MARTIN** (37 F), 14 h 30, angle du quai de Jemmapes et de la rue du Faubourg-du-Temple (Monuments historiques).
- **DU QUARTIER DES TOURNELLES** à la place des Vosges (50 F), 14 h 30, sortie du métro Sébastien-Frédéric (Paris pittoresque et insolite).
- **L'ÉGLISE SAINT-NICOLAS-DES-CHAMPS** (37 F), 14 h 30, 254, rue Saint-Martin devant l'église (Monuments historiques).
- **LE PARC ANDRÉ-CITROËN** (35 F), 15 heures, angle de l'avenue

- Emile Zola et de la rue de la Convention (Paris et son histoire).
- **MONTMARTRE** (50 F), 14 h 30, en haut du funiculaire (Paris autrefois).
- **MUSÉE D'ORSAY** : exposition Menzel (36 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées nationaux).
- **LE QUARTIER CHINOIS** (55 F), 14 h 30, sortie du métro Maison-Blanche côté impair (Europ expo).
- **LES COMPAGNONS DU TOUR DE FRANCE** (37 F), 15 heures, métro Mabillon côté rue Mabillon (Monuments historiques).
- **DE L'ARBALETTE AU FER À MOULIN** (60 F), 15 heures, sortie du métro Monge côté escalier roulant (Vincent de Langlade).
- **GRAND-PALAIS** : exposition Les Années romantiques (50 F + prix d'entrée), 15 heures, entrée de l'exposition (Pierre-Yves Jaslet).
- **LE QUARTIER DE L'ANCIENNE BIÈVRE** (50 F), 15 heures, 15, rue des Gobelins (Didier Bouchard).
- **L'HÔTEL-DIEU** (50 F), 15 h 30, devant l'entrée côté parvis de Notre-Dame (Claude Marti).

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abonnements, 24, avenue du G ^e Leduc - 69646 Chassilly Cedex - Tél. : 14 (1) 42-17-32-30.			
Je choisis la durée suivante	France	Suisse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays de l'Union européenne
<input type="checkbox"/> 1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
<input type="checkbox"/> 6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
<input type="checkbox"/> 3 mois	536 F	572 F	790 F

NOM : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Pays : _____
Ci-joint mon règlement de : _____ FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire : _____
Signature et date obligatoires
Changement d'adresse : _____
● par écrit 10 jours avant votre départ.
● par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)
Renseignements : Portage à domicile ● Suspension vacances.
● Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.
33 (1) 42-17-32-30 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.
● Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 42-17-20-00
Télématique 3615 code LE MONDE
CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>
Documentation 3617 code UNOC ou 36-19-04-56
CD-ROM : (1) 44-08-78-30
Index et microfiches : (1) 42-17-29-33
Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 film)
Le Monde
est édité par SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.
La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gurobourg, 94067 Ivry-Creteil.
PRINTED IN FRANCE.
Directeur-général : Dominique Aubry
Directeur général : Gérard Miarin
133, avenue des Champs-Élysées
75409 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

RÉSULTATS DU BAC

Jeudi 4 juillet

Bac Général ACADÉMIE D'ORLÉANS-TOURS

Bac Technologique ACADÉMIE DE GRENOBLE

Bac Pro ACADÉMIE DE TOULOUSE

Académies de Paris, Créteil, Versailles :
5 juillet (Bac Techno) - 6 juillet (Bac Gén.)
10 juillet (Bac Pro)

Minitel 3617 LMPLUS

هكذا الرجل

CULTURE

LE MONDE / JEUDI 4 JUILLET 1996

CINÉMA. Le tournage à Soweto du premier film noir sud-africain, « Fools », marque peut-être un tournant pour le cinéma de ce pays, jusqu'à présent entièrement aux mains



des Blancs, et infusé à Hollywood. **LE GEORGIEN** Mikhaïl Kobakhidze, longtemps interdit par les autorités soviétiques, a réalisé, entre 1961 et 1969, quelques merveilles de courts

métrages au ton « keatonien », à voir au Studio des Ursulines. **PETER JACKSON**, dans « Créatures célestes », traite, avec un onirisme non convaincant, d'un fait divers néo-zélandais.

En Afrique du Sud, le septième art cherche à échapper à son passé

Beaucoup de films se tournent dans le pays de Nelson Mandela. Mais, pour éviter de tomber sous la coupe américaine, cinéastes, producteurs et politiques tentent d'inventer un avenir à un secteur issu de l'apartheid

JOHANNESBURG

de notre envoyé spécial

Existe-t-il un cinéma sud-africain ? Oui et non. Oui, puisque ce pays dispose de techniciens expérimentés, de studios, de laboratoires, de salles bien équipées, et qu'un nombre appréciable de films s'y tournent. Non, parce que les réalisateurs et producteurs dignes de ce nom se comptent sur les doigts d'une main, qu'une large part de la production locale, jusqu'à ces dernières années, venait du détournement d'une réglementation fiscale - beaucoup de films ne sortant pas -, et parce que la majorité des tournages sont des productions américaines, attirées par les décors et le taux de change. C'est à cette situation paradoxale que sont confrontés les dirigeants et les professionnels qui cherchent à doter l'Afrique du Sud d'un cinéma en phase avec son évolution.

Nul ne se fait d'illusions ; le

gouvernement a d'autres priorités - santé, éducation, logement. Nul ne s'en offusque. Mais de nombreuses voix soulignent qu'une politique culturelle est un élément crucial de l'affirmation d'une identité nouvelle, et que le cinéma peut offrir à une nation divisée une image d'elle-même, à la mesure de l'espoir suscité par la démocratie.

Tout est à faire. L'industrie du cinéma sud-africain reste à 300 % blanche. Et médiocre : le directeur du Festival des trois continents, à Nantes, et celui du Festival d'Amiens, qui préparent tous deux un panorama pour la fin 1996, ont bien de la peine à brouiller un programme digne de ce nom - le grand film local, auréolé de son succès international, demeure Les dieux sont tombés sur la tête.

La question du renouveau du cinéma sud-africain a pourtant été posée depuis la libération de Nelson Mandela en 1990. Professionnels, universitaires et politiques ont fait des propositions. Et un double constat : faiblesse des moyens de production, monopoles de la distribution et de l'exploitation par des entreprises issues du régime d'apartheid.

Côté production, beaucoup croient au système français de taxe sur les billets alimentant un fonds de financement. Proposé par les chercheurs du Human Sciences Research Council, soutenu par le producteur Jeremy Nathan, figure de l'activisme anti-apartheid, ce projet est combattu, comme il se doit, par les grandes sociétés d'exploitation.

DES STARS ANGLAIS-AMÉRICAINES

Le débat n'est pas tranché, un livre blanc devant être publié par le ministère de la culture fin août. Mais les responsables du ministère laissent entendre que la taxe ne sera pas instituée. En revanche, une Film Foundation, s'inspirant du Centre national du cinéma français, devrait être créée avant la fin de l'année. Elle disposerait de 10 millions de rands (environ 12 millions de francs) de crédits, partagés entre la formation (producteurs, scénaristes...) et l'aide à

la production. Cette somme est jugée « ridicule » par les représentants de l'industrie traditionnelle, telle Angela van Schaikwyk, directrice de la revue Screen Africa : « Ce n'est rien. Aucune importance, d'ailleurs, nous n'avons pas besoin de l'Etat. L'important est de continuer à s'ouvrir à l'étranger. » C'est

sage d'autres sources de financement : retenue sur les profits réalisés dans le pays par les films étrangers ou impôt sur les films publicitaires réalisés sur place (trois cents spots étrangers ont été tournés durant l'été 1995-1996). D'autres initiatives voient le jour. Alors que le film Fools, pre-

Dreaming, dont chaque épisode doit être tourné dans un pays différent du continent.

Ce projet a reçu le soutien de la télévision publique, SABC. La chaîne privée (et cryptée) M-Net a elle aussi son projet « africain » : le financement d'un programme annuel de quatre courts métrages réalisés par des jeunes Noirs. Ou l'on voit se profiler les paradoxes de l'affirmation action qui, à l'exemple des Etats-Unis, tend à imposer des emplois sur la base de l'appartenance ethnique (ce qui n'a rien d'un luxe dans un secteur archi-dominé par les Blancs), mais sans toujours prendre en compte la légitimité des bénéficiaires.

Dans le domaine de la distribution et de l'exploitation règnent deux duopoles : Ster Kinekor et U-Metro dans le premier secteur, Ster Kinekor et U-Metro dans le second. Ancienne (le premier film a été montré en Afrique du Sud dès 1896), l'industrie du cinéma est placée dans l'ombre d'Hollywood. L'apartheid a conforté les situations acquises par les grandes compagnies, en dépeuplant leurs concurrents « non-Blancs » (c'est-à-dire indiens), Ster Kinekor se taillant la part du lion. Les deux réseaux d'exploitation disposent de salles modernes (300 écrans pour Ster Kinekor, 130 pour U-Metro), toutes installées dans les quartiers blancs et diffusant

presque uniquement des films américains, chaque société ayant un accord avec des majors.

L'implantation de nouveaux écrans est un problème délicat. Chez Ster Kinekor, on plaide la bonne volonté avec l'ouverture de salles dans les quartiers noirs via la nouvelle filiale Ster Moribo, en expliquant leur peu de succès par la pauvreté des habitants et l'insécurité - mais beaucoup de salles sont défectueuses, et mal approvisionnées.

EXPRODUCTIONS AFRICAINES

Quant aux mini-salles vidéo baptisées « maxi-movies », elles ne semblent guère avoir d'avenir. Mike Ross, patron de Ster Kinekor (filiale d'un trust ayant des intérêts dans l'immobilier, le tourisme, le loisir), ne fait pas mystère de ses plans : son avenir est en Europe de l'Est, où il implante des multiplexes, en Pologne et en République tchèque pour commencer.

Richard Ishmael pourrait modifier les règles de ce jeu difficile. Fondateur du très militant FRU sous l'apartheid, ce jeune Noir est devenu, à la surprise générale, directeur des ventes de UTR, le distributeur commun hors Etats-Unis de Paramount, Universal et MGM. « Pour apprendre, et avec l'espoir de faire bénéficier aussi le cinéma africain de la puissance commerciale des Américains. » Tentative considérée avec espoir et scepticisme par ceux qui cherchent à faire naître le nouveau cinéma africain. Les mêmes sentiments entourent l'autre initiative d'Ishmael : la tenue, en novembre, d'un premier marché international au Cap. Autant que des produits (rares), Ishmael compte bien vendre des idées, en particulier de coproductions avec l'Europe, mais aussi afro-africaines. Car l'avenir du cinéma sud-africain, s'il trouve sa voie, pourrait aussi représenter une chance énorme pour tous les cinémas d'Afrique, en leur offrant une alternative au dialogue ambigu avec leurs anciennes puissances coloniales.

Jean-Michel Frodon

Les chiffres de l'industrie

● **Exploitation.** Le pays compte 570 écrans, devant lesquels se sont réunis, en 1995, quelque 36 millions de spectateurs (des Blancs dans une écrasante majorité, les salles étant presque toujours implantées dans leurs quartiers). 300 titres sont sortis l'année dernière.

● **Fréquentation.** Parmi eux, les films américains s'adjugent 65 % du box-office, l'essentiel du reste étant partagé entre des productions d'autres pays anglo-saxons (Grande-Bretagne, Australie) et les deux ou trois comédies à succès produites localement. La fréquentation est en nette augmentation (+ 9 % en 1995 par rapport à 1994) depuis quatre ans.

● **Production.** Si de nombreux films se tournent entièrement ou partiellement en Afrique du Sud, le nombre de productions locales s'est effondré depuis l'abrogation en 1992 de l'abri fiscal : concédé au secteur. Cinq films ont été produits en 1994, quatre en 1995.

Sur le tournage de « Fools », premier long métrage de l'après-apartheid

SOWETO

de notre envoyé spécial

« Somlandela uMandela, lapa oykhona somlandela » (Nous saluons Mandela où qu'il aille). Le vendeur bossu à ironiquement détourné les paroles de l'hymne chanté et dansé par la congrégation religieuse, sur le quai de la gare de Kliptown, un des quartiers de Soweto. C'est la nuit sur l'immense township. Au loin, on entend par instants des coups de feu. C'est l'hiver en juin en Afrique du Sud, il fait froid. Les chanteurs attendent le train, le professeur Zamani attend le train, et tous les autres aussi. Les autres ? L'équipe de Fools, le vous demandez pardon, premier film écrit, réalisé, interprété et coproduit par des Noirs dans le pays.

Le train, omnibus qui relie Johannesburg à Soweto, est un vrai train, tellement vrai qu'il est en retard. Alors, pour combattre les frimas, l'interprète de Zamani (Patrick Sha), prend la direction du chœur. Bientôt, tout le monde danse : le réalisateur, Ramadan Suleman ; le premier assistant zimbabwéen, Joel Phiri ; tous les techniciens et figurants dansent, et même les Français, Jacques Bouquin, le chef opérateur et Philippe Sénéchal, l'ingénieur du son. Pedro Pimento, le producteur mozambicain, ne danse pas, il sourit. Et le train arrive.

« Ça me change des films américains, on s'amuse mieux. » Seul Sud-Africain blanc de l'équipe, « Jaypi » (pour J.-P., pour Jean-Paul, « ma mère aimait beaucoup Belmondo »), le machino a forgé son indéniable efficacité sur les

tournages étrangers. C'est le troisième film qu'il tourne dans le township, pourtant réputé dangereux : « Sans problème. » « On s'est arrangé avec les gangsters pour être tranquilles », explique Pedro Pimento, c'est beaucoup plus sûr que de compter sur la protection de la police. » La police n'est pourtant pas absente du film : « Elle a accepté de jouer son propre rôle répressif à l'écran, en utilisant son véritable matériel. Mais à condition qu'il soit bien clair que l'histoire se déroule avant » (le passage à la démocratie).

SANS FOLIOLE

Bekhi Peterson, qui a si souvent eu affaire aux fics dans le passé, n'en revient pas d'une telle collaboration. Avec Ramadan Suleman, il a adapté le roman homonyme de Njabulo Ndebele pour l'écran. L'histoire de l'affrontement entre Zamani, un professeur de collège respecté jusqu'au jour où il viole une de ses élèves, et Zani, le frère de la victime, jeune militant de l'ANC revenu d'exil pour participer au combat anti-apartheid.

Entièrement situé dans le township, le scénario permet une description de la vie communautaire, s'attachant au rôle des femmes, aux rapports entre générations, à la situation scolaire. Un récit sans folklore, où tous les personnages sont noirs, et qui met en évidence des drames et des conflits aux mécanismes universels, quoique leur forme soit dessinée dans le quotidien sud-africain.

Le projet date de 1988, mais le scénariste et le réalisateur affir-



Le réalisateur Ramadan Suleman.

ment que la fin de l'apartheid ne lui a rien enlevé de son actualité. « Nous n'avons jamais voulu un film où les Noirs ne peuvent être que des héros ou des victimes. La libération de Mandela et la démocratisation ne l'ont pas remis en cause. » Ramadan et Bekhi se connaissent depuis l'adolescence. En 1978, avec Bekhi Francis, ils ont créé dans le ghetto l'African Cultural Center, première troupe de théâtre noir. Se définissant comme des « activistes sans carte, artistes avant d'être militants », ils écrivent (Bek-

hi surtout), mettent en scène, jouent.

Aujourd'hui, Bekhi Francis dirige toujours le Centre ; Bekhi Peterson, dramaturge et écrivain, est professeur de littérature africaine à l'université ; Ramadan Suleman se consacrant au cinéma (il fut notamment l'assistant de Med Hondo et de Souleymane Cissé). Ensemble, ils ont créé la maison de production de Fools, qu'ils ont appelée, non sans ironie, Natives at large (Indigènes hors limites). Les quelque quinze versions du scénar-

rio se sont succédé au cours d'une navette ininterrompue, entre Paris, où Suleman s'était exilé, et l'Afrique du Sud, où Peterson était resté. « A Paris, j'oubliais la réalité de la terreur quotidienne qui régnait ici, la tension et le danger de chaque instant », dit Ramadan Suleman.

Leur projet se concrétise grâce à l'intervention du producteur français Jacques Bidou. Suleman l'avait croisé puisqu'il suivait, en 1983-1984, les stages des ateliers Varan, ces petites structures de formation

mises en place par Jacques Bidou au début des années 70 pour favoriser l'émergence des cinématographies du Sud. C'est Jacques Bidou, rompu aux exigences de la fabrication des films dans des conditions précaires (Bob et Oued City, de Merzak Allouache, tourné dans Alger embrasé par la guerre civile, ou Les Gens de la rivière, réalisé au Cambodge par Rithy Panh) et aux montages financiers complexes, qui dote le film de sa base matérielle et technique. Il connaît bien l'Afrique du Sud, où il a produit plusieurs documentaires (dont le justement remarqué My Vote Is My Secret), et réussit le prodige d'intéresser à Fools les deux télévisions concurrentes, SABC la publique et M-Net la privée.

A côté de petites contributions de distributeurs allemands et belges, et de la participation du Fonds Sud français, l'Union européenne apporte l'essentiel du financement « nordique » du film, soit 40 % des 6,5 millions de francs que coûte Fools. Cette intervention n'est pas allée sans mal, l'Afrique du Sud ne faisant pas partie des pays que l'Europe peut aider dans ce domaine. Jacques Bidou a tourné la difficulté en montand une coproduction avec deux pays voisins, le Mozambique et le Zimbabwe, qui peuvent recevoir des fonds de Bruxelles. Premier film noir de l'après-apartheid, et à ce titre moment important dans le cinéma sud-africain, le film devient ainsi également le catalyseur d'une coopération régionale.

J.-M. E.

Le cinéma français moissonne ses jeunes talents

En quarante-deux films, la rétrospective « Génération 90 » dessine le portrait d'un septième art en pleine vitalité

« Génération 90 », du 3 juillet au 13 août, un film par jour accompagné chaque fois d'un court métrage différent, aux Trois Luxembourgs, 67-69, rue Monsieur-le-Prince (5^e). Tél.: 46 33 97 77. Prix unique: 30 F.

Il s'est passé quelque chose dans le jeune cinéma français depuis le début des années 90. On chercherait vainement une autre cinématographie européenne ayant durant la même période témoigné d'une telle vitalité. Et, en France même, la totalité de la décennie 80, si elle fut loin d'être stérile en jeunes talents (Léos Carax, Román Goupil, Claire Denis...), et, côté plus « grand public », Luc Besson, Jean-Jacques Beineix, Jean-Marie Poiré, n'a pas connu un tel renouveau. Les quarante-deux films retenus par la rétrospective « Génération 90 » laissent en effet apparaître de nombreux nouveaux phénomènes.

Le premier est bien sûr l'arrivée d'une nouvelle génération de réalisateurs, dont une proportion inhabituelle de réalisateurs. A cet égard, il faut souligner le rôle joué par les écoles de cinéma, l'Idhec puis la Fernis, dont Amaud Desplechin, Eric Rochant, Christian Vincent, Pascal Ferran, Noémie Lvovska, Laetitia Masson, Laurence Ferreira Barbosa... ont fait partie.

Autre élément fédérateur, l'apparition de nouveaux producteurs: l'irruption d'Eric Rochant avec *Un monde sans pitié* puis celle de Christian Vincent avec *La Discrete* sont aussi le fruit du travail d'Alain Rocca et Adeline Lecat. Ce sont eux qui

révéleront ensuite Cédric Klapisch, avant que leur associé Philippe Rosignon ne produise Mathieu Kassovitz et Tran Anh Hung. D'autres jeunes producteurs - Pascal Cauchemez, Philippe Martin, Hugues Demichelle, Bruno Pesery, Jean-Luc Ormière, Jean-Michel Rey... - ont également contribué à l'apparition massive de cette nouvelle génération.

Si des producteurs plus chevronnés (Alain Sarde, Maurice Bérart, Martine Marignac, Jacques Perrin, Paulo Branco...) ont aussi participé à l'aventure, il faut encore relever le rôle nouveau d'un producteur particulier, Arte. La chaîne culturelle est en effet largement intervenue comme partenaire cinéma, à travers sa filiale de production de films, et comme commanditaire de téléfilms à d'authentiques cinéastes, dont beaucoup de jeunes.

MAIGRÉ LE POIDS DE LA TÊTE

La période, qui a vu par ailleurs le succès de films inhabituellement courts pour une exploitation commerciale (*Versailles rive gauche*, *La Vie des morts*, *Un été sans histoire*) a paru se jouer des anciennes divisions entre types de production. Il n'en est rien. Malgré le poids considérable de la télévision dans le financement, aucun de ces films n'est un produit télé, tous traduisent une démarche cinématographique.

Cette démarche n'est pas la même pour tous. Chez certains, on voit se dessiner un héritage d'un cinéma classique, sinon académique, fondé sur la solidité du scénario, le brio des dialogues et des numéros d'acteur: Mathieu Kassovitz et Jacques Audiard (le premier ayant aussi été l'ac-

teur du second) en sont les plus évidents représentants, Christian Vincent, Cédric Klapisch, Pierre Salvadori ou Laurent Bénégui appartenant également à ce courant.

Alors que d'autres cinéastes renouvent l'élan de la modernité propulsée naguère par la nouvelle vague: Amaud Desplechin, Cédric Kahn, Xavier Beauvois, Mamei Poirier, Philippe Alard, Laurence Ferreira Barbosa, Pascale Ferran, Antoine Desrosières, Noémie Lvovska, Laetitia Masson manifestent cette préférence de la mise en scène.

Si les années 80 ont été souvent considérées comme privilégiant l'imagerie, à l'enseigne de Beineix et de Besson, on n'y trouve guère de successeurs directs, sinon Caro et Jeunet et leur utilisation des effets visuels. Simultanément, à côté d'une tendance toujours forte à l'introspection, on assiste à un retour d'intérêt pour les cadres de vie et les mœurs collectives, qui n'occupaient plus qu'une place discrète dans les films nationaux. *Un monde sans pitié*, et surtout le succès, teinté d'émotion et de scandale, des *Muts fauves* prenant à bras le corps le drame du sida, ont envoyé les premiers signaux. *La Sentinelle* a représenté une tentative complexe de réflexion sur l'Europe confrontée au passé et au présent.

Des titres tels que *Nord*, *La Petite Amie d'Antonio*, *A la campagne*, *Mélie*, *Les gens normaux n'ont rien d'exceptionnel*, *Le Fils du requin*, *Hérogone*, *Trop de bonheur*, *En avoir ou pas* ou *Bye-bye* font une large place au contexte social, avec pour beaucoup d'entre eux une attention particulière à la vie dans les châteaux (les absents de ce programme, *La*

Haïne, considéré - à tort - comme « le grand film de la banlieue », et celui qui aurait à meilleur droit revendiqué ce titre, *État des lieux* de Jean-François Richet).

Chez les plus « modernes », si l'apport de la nouvelle vague, en particulier de Jean-Luc Godard et d'Eric Rohmer, demeure une référence forte, on distingue également une influence marquée, sous le signe du réalisme quotidien, des premiers films de Maurice Pialat.

NOUVEAUX COMÉDIENS

Même si elle occupe une place modeste, la comédie figure aussi au menu de la jeune génération (*Chle émuvent*, *Mélie*, *Riens du tout*, *Par très catholique*, *Augustin*). Enfin, ce renouveau des thèmes, des cinéastes, des producteurs - et aussi, souvent, des techniciens - s'accompagne de l'apparition en très grand nombre de jeunes comédiens. L'écrasante majorité des interprètes des films de « Génération 90 » ont le même âge que leurs réalisateurs.

Judith Henry, Marianne Denicourt, Emmanuelle Devos, Rabienne Babi, Romane Bohringer, Valérie Bruni Tardieu, Elsa Zylbersztajn - ou encore, absentes de ce programme, Chiara Mastroianni, Nathalie Richard, Laurence Côte, Sandrine Kiberlain, Virginie Ledoyen, Élodie Bouchet, Jeanne Balibar... - chez les filles, Emmanuel Saligner, Méli Poupaud, Thibault de Montalembert, Bruno Todeschini, Mathieu Kassovitz, Charles Berling... chez les garçons (moins nombreux), traduisent la aussi la fécondité de la décennie en cours.

Jean-Michel Fidon

Vision onirique d'un fait divers

Créatures célestes. L'amitié entre deux adolescentes mêle le cauchemar au rêve

Film néo-zélandais de Peter Jackson. Avec Melanie Lynskey, Kate Winslet, Sarah Peirse, Diana Kent, Clive Morrison, Simon O'Connor (1 h 40).

Les images sont granuleuses, les commentaires ronflants. A la voix paisible qui dit la douceur de vivre en ces contrées et énonce des traditions de culture et de savoir-vivre toutes britanniques, répondent des cris et des hurlements. Travellings balais dans un sous-bois, visages, bras et mains ensanglantés de deux jeunes filles. La vie n'était-elle donc pas si douce, à Christchurch, Nouvelle-Zélande, au début des années 50 ?

Créatures célestes entreprennent de le montrer. D'abord avec application. Comment l'humble Pauline est devenue l'amie inséparable de l'orgueilleuse et prétentieuse Juliet. Anglaise de très bonne famille transplantée à Christchurch. Comment rêves et phantasmes de l'une et de l'autre ont alimenté les frustrations de l'autre et de l'une. Comment elles ont toutes deux préparé et exécuté l'assassinat de la mère de Pauline, qui n'avait décidément pas sa place dans l'univers merveilleux que les deux don-



DESIGN: JACQUES VALOIS

nelles s'étaient fabriquées, peuplé de rois, de reines, de princesses et de créatures volant à leur secours. Shit que le besoin s'en faisait sentir. Des visages de vedettes de cinéma fixent ces phantasmes, qu'éclairait la voix de Marion Law. James Mason, Veronica Lake sont chers, mais surtout Orson Welles, tellement « repoussant » qu'il en devient insupportable.

De même, est-ce la frénésie des personnages qui gagne le film, ou l'agitation de la réalisation qui consume Pauline et Juliet ? A peine la question est-elle posée que toutes deux sont devenues les jouets d'un réalisateur à l'évidence convaincu que les effets spéciaux tiennent lieu de choix de mise en scène. Grâce aux techniques les plus sophistiquées, le monde de Pauline et Juliet se transforme, gagné par les créatures usées de leur imagination. Le spectateur, lui, reste à la porte, témoin de plus en plus d'une histoire qui semble se dérouler sans lui, quelque part entre les égouts de Vienne (les filles vont voir au cinéma *Le Troisième Homme*) et un pays merveilleux qui n'est assurément pas celui que montraient les granuleuses images du début.

Pascal Mérieau

Découvrir un Géorgien interdit, entre Buster Keaton et Pierre Etaix

Mikhail Kobakhidzé : cinq courts métrages inédits (1 h 13).

Un récent programme de courts métrages diffusé en salles s'intitulait « Cours-y vite ». Si l'on n'a apparemment pas trouvé de titre générique pour les petites merveilles du Géorgien Mikhail Kobakhidzé, cela ne saurait empêcher d'y courir toute affaire cessante (par exemple dès le mercredi 3 à 20 heures, pour une rencontre-débat avec le réalisateur, au studio

des Ursulines). Ces cinq films, qui constituent l'intégrale du cinéaste, ont été réalisés de 1961 à 1969. On doit leur redécouverte au festival Cité court à Pantin (Seine-Saint-Denis). L'univers de Kobakhidzé est en noir et blanc, nulle parole ne s'y profère mais la musique (omniprésente, de Bach à Charles Aznavour) joue un rôle primordial.

Dès le premier film, *Jeune Amour* (1961), forme et fond sont donnés: c'est le jeu amoureux conçu comme partie de cache-cache, filmé dans une veine qui prend sa source dans le burlesque américain (tendance Keaton) pour aboutir à Pierre Etaix. Un étonnant mélange de fraîcheur et de tendresse, d'espoir et de désignation se distille à travers une géométrie de l'espace moins propice à la mécanique du gag proprement dit qu'à une poésie du monde.

Carrousel (1962) organise le chassé-croisé d'un garçon et d'une fille à travers la ville, avec ses foules automatiques, sa grande roue de fête foraine, et ses rues saisies en plongée, au hasard desquelles on se perd comme on s'est rencontré.

La Noce (1964) est le plus explicitement keatonien de tous: l'imperturbabilité du héros, les scènes oniriques et l'échec amoureux qui le statue et révèle l'incongruité de sa présence au monde. Tout au moins demeure-t-on encore dans un cadre réaliste et urbain, avec lequel Kobakhidzé rompt dans ses

deux derniers films. *Le Porphyre* (1966) s'introduit ainsi dans la tendre idylle d'un chef de gare et de sa jeune amie.

La solitude du paysage, les facettes de l'ombre, les bouleversements chorégraphiques suscités chez les deux jeunes gens qui succombent à la tentation de l'attraper évoquent la transposition d'une vieille mésaventure éternelle dans le paradis soviétique. Un pas de plus dans l'abstraction et voici *Les Musiciens* (1969), soit deux hommes livrés à eux-mêmes dans un espace vide, deux dérisoires silhouettes gesticulant sur un fond blanc immaculé. Lesquels s'embrassent tout d'abord pour finir, par paillets successifs et selon une logique digne des cartoons, par se tirer dessus à coups de canon.

DÉNONCÉ POUR « FORMALISME »

Ces musiciens n'étaient en fait qu'un épisode d'un film, *Espoir*, qui devait en comprendre trois autres. La raison pour laquelle ce projet n'a pas vu le jour tient en un mot: interdiction. Dénoncé en haut lieu comme « formaliste » par les très incompétentes autorités du cinéma géorgien, Mikhail Kobakhidzé a été purement et simplement interdit de tourner depuis 1969.

Après un silence de presque trente ans, on est d'autant plus stupéfait de trouver un homme

qui a su, avec ce mélange d'humour et de fatalisme qui caractérise ses films, conserver, précisément, espoir. Né en 1939 à Tbilissi, Kobakhidzé est entré à l'école de cinéma de Moscou en 1959. Ses condisciples se nomment Klimov, Konchalovsky, Iosseliani. Il se lie aussi d'amitié avec Sergueï Paradjanov, qui devient le parrain de sa fille. Aux heures noires, il n'en sera pas moins seul, se consacrant à des tâches purement alimentaires. En 1984, une tragédie frappe encore cet homme, dissipant définitivement ses chances de rentrer dans les bonnes grâces du pouvoir: son fils, qui a tenté de décoller un avion pour fuir l'URSS, est tué.

Et voici que Kobakhidzé, qui dit n'avoir jamais cessé de croire qu'il survivrait à l'Union soviétique, se fait surface aujourd'hui avec un scénario de long métrage, *Le Vrai visage de l'amour*. Il a travaillé l'aide du CNC et la participation d'un producteur en France, ainsi que le soutien du ministère de la culture russe.

Cette histoire de triangle amoureux se situera en Géorgie, et sera, de nouveau, sans paroles. Pari risqué pour un long métrage? Kobakhidzé balaise la remarque d'un revers de main: il a en plus de temps qu'il n'en faut pour mûrir son projet.

Jacques Mandelbaum

TOUS LES AUTRES FILMS

VACANCES EN FAMILLE

Programme de trois courts métrages de Laurent Cantet, Bruno Bontzolakis, Philippe Harel (1 h 19).

■ Cassis-Bérriot-Paris: trois villes pour installer trois courtes histoires graves, qui se déroulent sinon durant les vacances, du moins dans une sorte de suspension du temps propice au retour de conflits ordinairement tus. D'où la cohérence de ce programme, caractérisée par l'énorme habileté avec laquelle chacun de ces jeunes réalisateurs parvient à imposer d'emblée une atmosphère. Toute de rocs, de soleil et d'impudeur dans *Jeux de plage* (Laurent Cantet), c'est un drame oedipien poussé à l'absurde entre Eric, dix-huit ans, et son père qui n'hésite pas à s'humilier. Sous la grisaille du Pas-de-Calais, deux amis passent les quelques jours qui les séparent de leur incorporation en *Vacances à Bérriot* (Bruno Bontzolakis), chez les grands-parents de l'un d'eux. L'absence de la petite amie, le manque d'argent, la mort de la grand-mère, la tristesse du boug: autant de notations qui suggèrent que la province est davantage un état d'âme qu'une notion géographique. Y compris à Paris, où, dans le cadre d'une visite (Philippe Harel), Carole héberge pour quelques jours ses parents, sans parvenir à fissurer le carcan d'incompréhension familiale qui les réunit et les sépare. Entre une visite aux Galeries Lafayette et une soirée en nuyeuse au théâtre, on peut effectivement en pleurer de rage et de désespoir. Il ne s'agit donc pas tant ici de « vacances en famille » que de la photographie précise de quelques rites de passage contemporains.

J. M.

PEREIRA

Film italo-français de Roberto Faenza. Avec Marcello Mastroianni, Daniel Auteuil, Stefano Dionisi, Joaquim de Almeida, Nicoletta Braschi, Marthe Keller (1 h 36).

■ Il y a Lisbonne et il y a Marcello Mastroianni. Et aussi un beau roman d'Antonio Tabucchi. Ce qui pourrait faire beaucoup de raisons d'aller voir *Pereira*, adapté du livre *Pereira prend*. Seulement, il n'est pas certain qu'il faille adapter les beaux romans au cinéma. Surtout lorsque l'écriture de l'écrivain, au sens de travail, de style, de développement et d'épanouissement d'une pensée, importe plus que cette pensée elle-même. Ici, un vieux journaliste s'assoupit dans la Lisbonne d'août 1938, soucieux de faire préparer à l'avance quelques nécrologies, sans guère s'intéresser à ce qui se passe en Allemagne, en Espagne, dans son propre pays même. Le film relate les événements qui le conduiront à prendre parti, à s'engager.

Beau sujet, sans doute, mais dont le film se satisfait d'objectiver les données, en donnant à admirer le grand acteur qu'est Mastroianni, saisi dans la splendeur de la ville. Autour de lui, à l'exception notable de Daniel Auteuil, se détachent des personnages qui parlent français, eux aussi, mais dont la voix, pour la plupart, semble avoir été post-synchronisée. Impression désagréable, rançon à payer pour une coproduction européenne, mais aussi traduction directe du manque de ligne directrice et de personnalité dont souffre le film.

B. M.

WHEN PIGS FLY

Film américain de Sara Driver. Avec Marianne Faithfull, Alfred Molina, Seymour Cassel (1 h 37).

■ Issue d'une scène underground américaine tardive, productrice à l'occasion de Jim Jarmusch, Sara Driver signe ici son second long métrage, après *Sleepwalk* (1986). Le sous-titre, *Lilly ou la vengeance d'une ombre*, résume le thème: une histoire d'âme en peine, de fantôme revenu réparer chez les vivants les torts qu'on lui a causés dans ce bas-monde. Les lieux (un bord de mer, une maison mornie), l'atmosphère (d'attente et d'ennui), la veine (romantisme fantastique) et surtout la manière enchanteresse dont la mort saute ici le vif rappellent *L'Aventure de Mme Muir* de Joseph L. Mankiewicz. Lilly, assassinée par son mari, hante en compagnie de Ruby, une petite fille également morte dans ces lieux, un rocking-chair remis dans le pub La rose d'Érin. A la faveur d'un déménagement, les deux fantômes se révoltent à Marty, jazzman raté et dépressif, et à Sheila l'entraîneuse. Lilly, par leur intermédiaire, assouvit sa vengeance, tandis que Marty redécouvre avec Sheila le goût de la vie. Cette aventure en forme de fable souffre toutefois du traitement expérimental que lui fait subir la réalisatrice: il suffit précisément de songer à Mankiewicz pour comprendre combien les distorsions de la bande-son et la multiplication des effets (surimpressions, fondus enchaînés...) desservent ici la magie du propos.

J. M.

LE JOUR DU CHIEN

Film italien de Ricky Tognazzi. Avec Vincent Lindon, Sabrina Ferilli, Luca Zingaretti, Ricky Memphis (1 h 45).

■ Il y eut en Italie une vague du « thriller politique », voici venu le temps du « thriller financier ». Par là, il faut entendre que les scènes violentes ici détaillées sont justifiées par des opérations financières que le scénariste s'applique à rendre accessibles au spectateur néophyte. Pour que les choses soient plus claires encore, une touche de passion peut se révéler nécessaire: l'affaireiste (Luca Zingaretti) qui entreprend de ruiner son vieil ami Francesco (Vincent Lindon), avec l'assistance musclée de quelques hommes de main, entend également séduire la belle épouse de celui-ci, dont à l'évidence le bonheur l'indispose, lui le solitaire.

Pour dessiner ce personnage d'implacable méchant, Ricky Tognazzi recourt à une imagerie qui a déjà beaucoup servi dans le cinéma hollywoodien pour la présentation de tumeurs psychotiques (solitude glaciale, culte du corps, etc.). Bien que recyclée à des fins différentes, elle produit une même exigence, qui a trait à l'efficacité de la réalisation. Tel n'est pas le point fort de Ricky Tognazzi, dont la pauvreté d'inspiration ne fait qu'accroître la platitude du propos et accentuer la grandiloquence des effets.

B. M.

DUNSTON PANIQUE AU PALACE

Film américain de Ken Kwan. Avec Jason Alexander, Rye Dunaway, Eric Lyod, Rupert Everett (1 h 28).

■ Un gentleman-cambrioleur (Rupert Everett affublé de fausses dents) a dressé un orang-outang à dévaliser les chambres des hôtels de luxe. L'animal, sans doute en quête d'une existence sociale moins dangereuse, se libère de la tutelle de son indigne maître. Recueilli par les enfants du directeur d'un palace, il perturbe la vie de l'hôtel par une série de catastrophes. *Dunston* est une petite comédie pour enfants, au comique dépourvu d'originalité. Outre les jets d'eau sur les robes de soirée et les tartes à la crème, il cherche surtout à faire rire grâce aux mimiques de l'animal, au prix d'un anthropomorphisme assez facile.

Jean-François Rauger

LES ENTRÉES À PARIS

■ La Fête du cinéma, qui s'est déroulée les 30 juin, 1^{er} et 2 juillet, est un succès. En la décalant après le début des congés, les organisateurs ont donc fait le bon choix. Grâce au pass-
port à 10 francs, on enregistre 739 000 entrées en région parisienne, contre 576 000 l'an dernier.

■ Beaucoup de nouveautés ont profité de cette manne. Une nuit en enfer, dans son circuit de 48 salles, est le principal bénéficiaire, à 126 000 entrées. Mais *Meurtre en suspens* connaît un beau succès à 94 000 dans 26 salles. Avec le même nombre d'écrans, *Le Cobaye 2* n'attire que 48 000 amateurs, autant que *Jane Eyre* disposant de neuf écrans de moins. *Richard III* s'en tire honnêtement, à 27 000 dans 12 salles, et *Gabbeh* peut se féliciter de ses 8 800 spectateurs dans seulement 5 ciné-

mas. Au seul Grand Ecran Italie, *Léon* en version longue fait 11 500 entrées.

■ Trois films de la semaine précédente tirent aussi profit de la Fête: *Delphine*: 1, *Yvan*: 0 attire 84 000 supporters (total: 136 000), faisant jeu égal avec *La Jurée*. Et *Train-spotting* poursuit sur sa lancée, avec 80 000 entrées (total: 146 000). Conté d'été atteint 93 000 en quatre semaines, et *Comment je me suis disputé...* 66 000 en trois semaines.

■ Parmi les « anciens », *Le Huitième jour* reçoit un coup de pouce qui le porte à 425 000 en sept semaines. Il se rapproche ainsi de *Ridicule*, qui en est lui à 435 000 avec une semaine d'exploitation supplémentaire. La Fête du cinéma aura enfin permis à *Pédale douce* de franchir la barre des 700 000, et à *Beaumarchais* celle des 500 000.

J.-M. F.

* Chiffres: Le Film français.

4 juillet 20h30
JOHNNY ADAMS
&
WILSON PICKETT

5 juillet 20h30
JOE LOUIS WALKER
&
DR JOHN

Salle de Spectacles
de Colombes
47-81-69-02 FNAC-VIRGIN

LA SÉLECTION DU « MONDE »

COMMENT JE ME SUI DIS-PUTÉ (français, 2 h 58), d'Arnaud Desplechin, avec Mathieu Amalric, Emmanuelle Devos, Thibault de Montalembert, Emmanuel Salingier, Marianne Denicourt, Chiara Mastroianni.

CONTE D'ÉTÉ (français, 1 h 53), d'Eric Rohmer, avec Melvil Poupaud, Amanda Langlet, Aurélie Nolin, Gwenaëlle Simon.

DES LÉNDEMAINS QUI CHANTENT (français, 1 h 10), de Caroline Chomienne, avec Julien Ganget, Pierre Allo, Alphonse Ghanem, Pascal Mathieu, Elodie Menneghan, Delia Rottova.

ELLE (français, 1 h 26), de Valérie Samuël, avec Marine Deltorne, Didier Flamand.

FAUTE DE SOLEIL (français, 57 min), de Christophe Blanc, avec Jean-Jacques Benhamou, Sarah Hazaire, Christian Baltausa, Françoise Descarregue.

PARIS: RÉTROSPECTIVE KENJI MIZOGUCHI

Né à Tokyo en 1898, Mizoguchi a embrassé la carrière de cinéaste en devenant l'assistant d'Osamu Wakayama en 1922. Parmi l'un des premiers réalisateurs à s'intéresser au réalisme, il signe ses premiers films au début des années 30 avec *La Cigogne en papier* et *Les Sœurs de Gion*. De 1939 à 1945, il tourne successivement *Contes de chrysanthèmes tardifs* et, confiné de la seconde guerre mondiale oblige, des films au caractère historique: *Les 47 Ronin*, *Miyamoto Musashi* et *L'Épée du samouraï*. Suivant en 1946 et 1947 *Cinq femmes autour d'Utamaro* et *L'Amour de l'actrice Sunako*. Puis, c'est le début d'une longue série de chefs-d'œuvre autour de son thème de prédilection: la femme face à la société, avec *Les Femmes de la nuit*, *La Vie d'O'Hara*, *Femme gauchère*. Les années 50 furent marquées par *Contes de la lune vagabonde*, *Le Dernier Samouraï*, *Les Amants crucifiés*, *L'Impératrice Yang Kwei-Fei*, *La Rue de la honte*, considérés comme les plus aboutis du maître. Il meurt en 1956, et c'est Teinosuke Kuno, son ami, qui termine son dernier ouvrage, *Une histoire d'Osaka*. Du 3 juillet au 24 septembre. Cinéma l'Arlequin, 76, rue de Rennes, Paris 6. Tél.: 45-44-28-80. 5 films: 150 F; 20 films: 500 F.

VERDUN, D'ABEL GANCE À BERTRAND TAVENNIER

Dans le cadre de la commémoration du 80^e anniversaire de la bataille de Verdun, trois nuits de cinéma sont proposées dans la cour d'honneur des Invalides. Chaque soirée s'articule autour d'un film majeur précédé de courts métrages et d'archives cinématographiques sur Verdun. Ainsi, sont projetés, *Verdun, visions d'histoire* (1991, Léon Potier), *L'accuse* (1919, Abel Gance) et *La Vie et rien d'autre* (1989, Bertrand Tavernier). Une exposition intitulée « Verdun, 1916, 300 jours - 300 nuits » est présentée parallèlement au Musée de l'Armée, aux Invalides, du 6 au 28 juillet.

LES 5, 6 ET 7 JUILLET, DE 21 H 30 À MINUIT. COUR D'HONNEUR DES INVALIDES. Tél.: 44-42-51-73.

DIVAS ET STARS DU GRAND ÉCRAN

Le cinéma L'Entrepôt consacre les femmes durant la première quinzaine du mois de juillet. Au programme, Claudia Cardinale, Mi-

CHÈLE MORGAN, Romy Schneider, Jeanne Moreau, Simone Signoret, Katharine Hepburn, Elisabeth Taylor, immortalisées par Viacourt, Truffaut, Bunuel, Grémillon, Altman, Mankiewicz, Carré. Cinéma L'Entrepôt, 7-9, rue Francis de Pressensé, Paris 14^e. Tél.: 36-65-05-07.

REGGAE & MONSTRES JAPONAIS

AD RACINE ODÉON

Le Cinéma Racine Odéon poursuit ses inépuisables soirées à thème. Le 5 juillet, *Bongo Man*, Reggae Sunsplash (1981, Stefan Paul) et *Bob Marley Time Will Tell* de Decian Lowmy illustrent la nuit reggae. Le 6, la deuxième nuit des samouraïs, yakuza et monstres japonais, avec *La Grande Guerre des monstres* (1966, Imoshiro Honda), *Baby Cart*, l'enfant massacre (1973, Kenji Misumi) et *La Jeunesse de la bête* (1963, Seijun Suzuki). Comme à l'accoutumée, un petit déjeuner attend les noctambules dès le lever du jour. Les 5 et 6 juillet, *Racine Odéon*, 6, rue de l'École-de-Médecine, Paris 6. Tél.: 46-33-43-71.

MAKSELLE: HOMMAGE À TONINO GUERRA

Auteur de romans, récits et poèmes en dialecte, Tonino Guerra a été né à Santarcangelo di Romagna en 1920. Cinquante ans de fidèle collaboration aux côtés d'Antonioni (tous les films depuis *L'Avventura* à l'exception de *Professione Reportage*), de Fellini (*Amarcord*, *Ginger et Fred*), de Rosi (*L'Affaire Mattei*, *Cadavres exquis*, *Chronique d'une mort annoncée*), des frères Taviani (*Kaos*), de Tarantino (*Reservoir Dogs*) et d'Andréi Kravtsovsky (*Le Lion à la barbe d'argent*), font de Tonino Guerra un poète-scénariste d'une grande créativité. Conçu et réalisé par « Extérieur nuit », en coproduction avec le Festival de Marseille, cet hommage propose une série de films qui témoignent de son travail exceptionnel. Une lecture par Tonino Guerra lui-même, une rencontre avec Andréi Kravtsovsky, réalisateur du *Long voyage* (projeté en avant-première) et une conférence d'Alain Bergala, critique et réalisateur, sur *Antonioni et le scénario* complètent cette manifestation. Du 5 au 20 juillet. Centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité, 13002 Marseille. Tél.: 91-33-50-88.

LA SÉLECTION DU « MONDE »

COMMENT JE ME SUI DIS-PUTÉ (français, 2 h 58), d'Arnaud Desplechin, avec Mathieu Amalric, Emmanuelle Devos, Thibault de Montalembert, Emmanuel Salingier, Marianne Denicourt, Chiara Mastroianni.

CONTE D'ÉTÉ (français, 1 h 53), d'Eric Rohmer, avec Melvil Poupaud, Amanda Langlet, Aurélie Nolin, Gwenaëlle Simon.

DES LÉNDEMAINS QUI CHANTENT (français, 1 h 10), de Caroline Chomienne, avec Julien Ganget, Pierre Allo, Alphonse Ghanem, Pascal Mathieu, Elodie Menneghan, Delia Rottova.

ELLE (français, 1 h 26), de Valérie Samuël, avec Marine Deltorne, Didier Flamand.

FAUTE DE SOLEIL (français, 57 min), de Christophe Blanc, avec Jean-Jacques Benhamou, Sarah Hazaire, Christian Baltausa, Françoise Descarregue.

FESTIVALS

PARIS: RÉTROSPECTIVE KENJI MIZOGUCHI

Né à Tokyo en 1898, Mizoguchi a embrassé la carrière de cinéaste en devenant l'assistant d'Osamu Wakayama en 1922. Parmi l'un des premiers réalisateurs à s'intéresser au réalisme, il signe ses premiers films au début des années 30 avec *La Cigogne en papier* et *Les Sœurs de Gion*. De 1939 à 1945, il tourne successivement *Contes de chrysanthèmes tardifs* et, confiné de la seconde guerre mondiale oblige, des films au caractère historique: *Les 47 Ronin*, *Miyamoto Musashi* et *L'Épée du samouraï*. Suivant en 1946 et 1947 *Cinq femmes autour d'Utamaro* et *L'Amour de l'actrice Sunako*. Puis, c'est le début d'une longue série de chefs-d'œuvre autour de son thème de prédilection: la femme face à la société, avec *Les Femmes de la nuit*, *La Vie d'O'Hara*, *Femme gauchère*. Les années 50 furent marquées par *Contes de la lune vagabonde*, *Le Dernier Samouraï*, *Les Amants crucifiés*, *L'Impératrice Yang Kwei-Fei*, *La Rue de la honte*, considérés comme les plus aboutis du maître. Il meurt en 1956, et c'est Teinosuke Kuno, son ami, qui termine son dernier ouvrage, *Une histoire d'Osaka*. Du 3 juillet au 24 septembre. Cinéma l'Arlequin, 76, rue de Rennes, Paris 6. Tél.: 45-44-28-80. 5 films: 150 F; 20 films: 500 F.

VERDUN, D'ABEL GANCE À BERTRAND TAVENNIER

Dans le cadre de la commémoration du 80^e anniversaire de la bataille de Verdun, trois nuits de cinéma sont proposées dans la cour d'honneur des Invalides. Chaque soirée s'articule autour d'un film majeur précédé de courts métrages et d'archives cinématographiques sur Verdun. Ainsi, sont projetés, *Verdun, visions d'histoire* (1991, Léon Potier), *L'accuse* (1919, Abel Gance) et *La Vie et rien d'autre* (1989, Bertrand Tavernier). Une exposition intitulée « Verdun, 1916, 300 jours - 300 nuits » est présentée parallèlement au Musée de l'Armée, aux Invalides, du 6 au 28 juillet.

LES 5, 6 ET 7 JUILLET, DE 21 H 30 À MINUIT. COUR D'HONNEUR DES INVALIDES. Tél.: 44-42-51-73.

DIVAS ET STARS DU GRAND ÉCRAN

Le cinéma L'Entrepôt consacre les femmes durant la première quinzaine du mois de juillet. Au programme, Claudia Cardinale, Mi-

CHÈLE MORGAN, Romy Schneider, Jeanne Moreau, Simone Signoret, Katharine Hepburn, Elisabeth Taylor, immortalisées par Viacourt, Truffaut, Bunuel, Grémillon, Altman, Mankiewicz, Carré. Cinéma L'Entrepôt, 7-9, rue Francis de Pressensé, Paris 14^e. Tél.: 36-65-05-07.

REGGAE & MONSTRES JAPONAIS

AD RACINE ODÉON

Le Cinéma Racine Odéon poursuit ses inépuisables soirées à thème. Le 5 juillet, *Bongo Man*, Reggae Sunsplash (1981, Stefan Paul) et *Bob Marley Time Will Tell* de Decian Lowmy illustrent la nuit reggae. Le 6, la deuxième nuit des samouraïs, yakuza et monstres japonais, avec *La Grande Guerre des monstres* (1966, Imoshiro Honda), *Baby Cart*, l'enfant massacre (1973, Kenji Misumi) et *La Jeunesse de la bête* (1963, Seijun Suzuki). Comme à l'accoutumée, un petit déjeuner attend les noctambules dès le lever du jour. Les 5 et 6 juillet, *Racine Odéon*, 6, rue de l'École-de-Médecine, Paris 6. Tél.: 46-33-43-71.

MAKSELLE: HOMMAGE À TONINO GUERRA

Auteur de romans, récits et poèmes en dialecte, Tonino Guerra a été né à Santarcangelo di Romagna en 1920. Cinquante ans de fidèle collaboration aux côtés d'Antonioni (tous les films depuis *L'Avventura* à l'exception de *Professione Reportage*), de Fellini (*Amarcord*, *Ginger et Fred*), de Rosi (*L'Affaire Mattei*, *Cadavres exquis*, *Chronique d'une mort annoncée*), des frères Taviani (*Kaos*), de Tarantino (*Reservoir Dogs*) et d'Andréi Kravtsovsky (*Le Lion à la barbe d'argent*), font de Tonino Guerra un poète-scénariste d'une grande créativité. Conçu et réalisé par « Extérieur nuit », en coproduction avec le Festival de Marseille, cet hommage propose une série de films qui témoignent de son travail exceptionnel. Une lecture par Tonino Guerra lui-même, une rencontre avec Andréi Kravtsovsky, réalisateur du *Long voyage* (projeté en avant-première) et une conférence d'Alain Bergala, critique et réalisateur, sur *Antonioni et le scénario* complètent cette manifestation. Du 5 au 20 juillet. Centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité, 13002 Marseille. Tél.: 91-33-50-88.

PARIS: RÉTROSPECTIVE KENJI MIZOGUCHI

Né à Tokyo en 1898, Mizoguchi a embrassé la carrière de cinéaste en devenant l'assistant d'Osamu Wakayama en 1922. Parmi l'un des premiers réalisateurs à s'intéresser au réalisme, il signe ses premiers films au début des années 30 avec *La Cigogne en papier* et *Les Sœurs de Gion*. De 1939 à 1945, il tourne successivement *Contes de chrysanthèmes tardifs* et, confiné de la seconde guerre mondiale oblige, des films au caractère historique: *Les 47 Ronin*, *Miyamoto Musashi* et *L'Épée du samouraï*. Suivant en 1946 et 1947 *Cinq femmes autour d'Utamaro* et *L'Amour de l'actrice Sunako*. Puis, c'est le début d'une longue série de chefs-d'œuvre autour de son thème de prédilection: la femme face à la société, avec *Les Femmes de la nuit*, *La Vie d'O'Hara*, *Femme gauchère*. Les années 50 furent marquées par *Contes de la lune vagabonde*, *Le Dernier Samouraï*, *Les Amants crucifiés*, *L'Impératrice Yang Kwei-Fei*, *La Rue de la honte*, considérés comme les plus aboutis du maître. Il meurt en 1956, et c'est Teinosuke Kuno, son ami, qui termine son dernier ouvrage, *Une histoire d'Osaka*. Du 3 juillet au 24 septembre. Cinéma l'Arlequin, 76, rue de Rennes, Paris 6. Tél.: 45-44-28-80. 5 films: 150 F; 20 films: 500 F.

VERDUN, D'ABEL GANCE À BERTRAND TAVENNIER

Dans le cadre de la commémoration du 80^e anniversaire de la bataille de Verdun, trois nuits de cinéma sont proposées dans la cour d'honneur des Invalides. Chaque soirée s'articule autour d'un film majeur précédé de courts métrages et d'archives cinématographiques sur Verdun. Ainsi, sont projetés, *Verdun, visions d'histoire* (1991, Léon Potier), *L'accuse* (1919, Abel Gance) et *La Vie et rien d'autre* (1989, Bertrand Tavernier). Une exposition intitulée « Verdun, 1916, 300 jours - 300 nuits » est présentée parallèlement au Musée de l'Armée, aux Invalides, du 6 au 28 juillet.

LES 5, 6 ET 7 JUILLET, DE 21 H 30 À MINUIT. COUR D'HONNEUR DES INVALIDES. Tél.: 44-42-51-73.

DIVAS ET STARS DU GRAND ÉCRAN

Le cinéma L'Entrepôt consacre les femmes durant la première quinzaine du mois de juillet. Au programme, Claudia Cardinale, Mi-

CHÈLE MORGAN, Romy Schneider, Jeanne Moreau, Simone Signoret, Katharine Hepburn, Elisabeth Taylor, immortalisées par Viacourt, Truffaut, Bunuel, Grémillon, Altman, Mankiewicz, Carré. Cinéma L'Entrepôt, 7-9, rue Francis de Pressensé, Paris 14^e. Tél.: 36-65-05-07.

REGGAE & MONSTRES JAPONAIS

AD RACINE ODÉON

Le Cinéma Racine Odéon poursuit ses inépuisables soirées à thème. Le 5 juillet, *Bongo Man*, Reggae Sunsplash (1981, Stefan Paul) et *Bob Marley Time Will Tell* de Decian Lowmy illustrent la nuit reggae. Le 6, la deuxième nuit des samouraïs, yakuza et monstres japonais, avec *La Grande Guerre des monstres* (1966, Imoshiro Honda), *Baby Cart*, l'enfant massacre (1973, Kenji Misumi) et *La Jeunesse de la bête* (1963, Seijun Suzuki). Comme à l'accoutumée, un petit déjeuner attend les noctambules dès le lever du jour. Les 5 et 6 juillet, *Racine Odéon*, 6, rue de l'École-de-Médecine, Paris 6. Tél.: 46-33-43-71.

LE JOUR DU CHIEN (*)

Film franco-italien de Rido Tognazzi, avec Vincent Lindon, Sabrina Ferilli, Luca Zingarelli, Rido Tognazzi (1 h 48). VO: Gaumont les Halles, dolby, 1^{re} (40-39-99-40; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Odéon, 6^e (43-25-59-83); La Pagode, 7^e (réservation: 40-30-20-10); Publicis Champs-Élysées, 8^e (47-20-76-23; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 1^{re} (45-75-79-79). VF: Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (47-70-33-88; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (47-07-55-88; réservation: 40-30-20-10); Miramar, dolby, 14^e (39-17-10-00; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Convention, dolby, 15^e (48-28-42-23; réservation: 40-30-20-10); Pathe Wepler, dolby, 18^e (réservation: 40-30-20-10).

MICHAEL KOBACHIDZE

EXCLUSIVITÉS

À LA VIE, À LA MORT I

de Robert Guédiguian, avec Ariane Ascaride, Jacques Boudet, Jean-Pierre Darroussin, Jacques Gamblin, Gérard Meylan, Jacques Feller, François (1 h 40). Denfert, 14^e (43-21-41-01); L'Entrepôt, 14^e (45-43-61-63).

L'ÂME DES POSSIBLES

de Pascale Ferran, avec le Théâtre national de Strasbourg. Français (1 h 45). Europa Parthénon (ex-Raffet Parthénon), 5^e (43-54-15-04).

BETWEEN THE TEETH

de David Byrne, David Wills, avec Bobby Allende, Jonathan Best, Angel Fernandez, le Jerez, Lewis Kahn, George Porter Jr. Américain (1 h 11). VO: Reflet Médias, 5^e (43-54-42-34).

BONGO MAN

de Stephan Paul, avec Jimmy Cliff. Allemand-Jamaïcain (1 h 45). VO: Images d'ailleurs, 5^e (43-57-18-09); 14-Juillet Beaubourg, 3^e (43-25-59-83); 14-Juillet Odéon, 6^e (43-25-59-83); 14-Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 13^e (45-75-79-79).

CASINO (*)

de Martin Scorsese, avec Robert De Niro, Sharon Stone, Joe Pesci, Don Rickles, Alan King, Kevin Pollak. Américain (2 h 58). VO: Gaumont Marignan, dolby, 8^e (réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaubourg, 3^e (43-25-59-83); 14-Juillet Odéon, 6^e (43-25-59-83); 14-Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 13^e (45-75-79-79).

CHUN, L'HERCULE SON CHAT

de Chien Kuo-fu, avec Garance Clavel, Zinedine Soualem, Renée La Calm, Olivier Py, Arampou, Rambo. Français (1 h 35). UGC Ciné-Club les Halles, dolby, 1^{re}; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (43-25-59-83); 14-Juillet Odéon, 6^e (43-25-59-83); 14-Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 13^e (45-75-79-79).

CITY HALL

de Harold Becker, avec Al Pacino, John Cusack, Bridget Fonda, Danny Aiello, Martin Landau, David Paymer. Américain (1 h 43). VO: UGC Ciné-Club les Halles, dolby, 1^{re}; UGC Danton, 6^e; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e; Les Montparnasse, 14^e (39-17-10-00; réservation: 40-30-20-10).

LE COBAYE 2

de Farhad Mann, avec Patrick Bergin, Matt Frewer, Austin O'Brien, Elly Pouget, Kevin Connolly. Américain (1 h 40). VO: UGC Ciné-Club les Halles, dolby, 1^{re}; Gaumont Marignan, dolby, 8^e (réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaubourg, 3^e (43-25-59-83); 14-Juillet Odéon, 6^e (43-25-59-83); 14-Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 13^e (45-75-79-79).

LA COMÉDIE DE DIEU

de Joao César Monteiro, avec Claudia Cardinale, Mica Montalvo, Raquel Aspas, Sylvie Kest. Portugais (2 h 43). VO: Lucmaire, 6^e (45-44-57-34).

COMMENT JE ME SUI DISPUTÉ

de Eric Rohmer, avec Melvil Poupaud, Amanda Langlet, Aurélie Nolin, Gwenaëlle Simon. Français (1 h 53). UGC Ciné-Club les Halles, 1^{re}; UGC Danton, 6^e; Le Balzac, 8^e (45-51-10-60); 14-Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); Escuriel, dolby, 13^e (47-07-55-88; réservation: 40-30-20-10); Sept Parassiens, 14^e (43-20-32-20; réservation: 40-30-20-10); Majestic Bastille, dolby, 11^e (47-00-02-48; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14^e (43-27-84-50; réservation: 40-30-20-10); Miramar, dolby, 14^e (39-17-10-00; réservation: 40-30-20-10); Pathe Wepler, dolby, 18^e (réservation: 40-30-20-10).

CONTE D'ÉTÉ

de Eric Rohmer, avec Melvil Poupaud, Amanda Langlet, Aurélie Nolin, Gwenaëlle Simon. Français (1 h 53). UGC Ciné-Club les Halles, 1^{re}; UGC Danton, 6^e; Le Balzac, 8^e (45-51-10-60); 14-Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); Escuriel, dolby, 13^e (47-07-55-88; réservation: 40-30-20-10); Sept Parassiens, 14^e (43-20-32-20; réservation: 40-30-20-10); Majestic Bastille, dolby, 11^e (47-00-02-48; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14^e (43-27-84-50; réservation: 40-30-20-10); Miramar, dolby, 14^e (39-17-10-00; réservation: 40-30-20-10); Pathe Wepler, dolby, 18^e (réservation: 40-30-20-10).

CINQ COURTS MÉTRAGES INÉDITS

Film géorgien de Mikhaïl Kobakhidze, (1 h 13). Studio des Ursulines, 5^e (43-25-59-83); PÉRIÈRE

Film Italien de Roberto Faenza, avec Marcello Mastroianni, Daniel Auteuil, Stefano Dionisi, Joaquin De Almeida, Nicoletta Braschi (1 h 33). Espace Saint-Michel, dolby, 5^e (44-07-20-49).

VACANCES EN FAMILLE

Film français de Laurent Cantet, Bruno Bonaldi, Philippe Harel, (1 h 30). 14-Juillet Beaubourg, 3^e (42-77-14-55).

WHEN PIGS FLY

Film américain-japonais-allemand-hollandais de Sara Driver, avec Alfred Molina, Marianne Faithfull, Seymour Cassel, Meggie O'Neill, Rachel Bella (1 h 37). VO: Reflet Médias, salle Louis-Journe, 5^e (43-54-42-34).

Alain Chabat, Dominique Farrugia, Lionel Abelanski, Amélie Rida. Français (1 h 31).

UGC Ciné-Club les Halles, dolby, 1^{re}; UGC Odéon, 6^e; UGC Montparnasse, 14^e; Gaumont Alésia, dolby, 8^e (43-59-19-08; réservation: 40-30-20-10); George-V, THX, dolby, 8^e; UGC Opéra, dolby, 9^e; Les Nations, 12^e (43-43-04-67; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, dolby, 13^e; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (43-27-84-50; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (réservation: 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; UGC Maillot, 17^e; Pathe Wepler, dolby, 18^e (réservation: 40-30-20-10).

LES DÉMONES

D'EMMANUEL KANT

de Philippe Collin, avec David Warfield, André Wilms, Roland Amstutz, Christian Rist, Julien Rochefort, Claude Aufaure. Français, noir et blanc (1 h 10). Studio des Ursulines, 5^e (43-25-59-83).

DES LÉNDEMAINS QUI CHANTENT

de Caroline Chomienne, avec Julien Ganget, Pierre Allo, Alphonse Ghanem, Pascal Mathieu, Elodie Menneghan, Delia Rottova. Français (1 h 10). Studio 28, 18^e (46-06-36-07; réservation: 40-30-20-10).

DES NOUVELLES DU NON DIEU

de Didier Le Pêcheur, avec Marie Trintignant, Maria de Medeiros, Christian Charmentat, Jean Verme. Français (1 h 40). UGC Ciné-Club les Halles, dolby, 1^{re}; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (43-25-59-83); 14-Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 13^e (45-75-79-79).

ELLE

de Valérie Samuël, avec Marine Deltorne, Didier Flamand. Français (1 h 26). Épée de Bois, 5^e (43-37-57-47).

LE FACTEUR

de Michael Radford, avec Massimo Troisi, Philippe Noiret. Italien (1 h 40). VO: Gaumont les Halles, dolby, 1^{re} (40-39-99-40; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Impérial, 2^e (47-70-33-88; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Odéon, dolby, 6^e (43-25-59-83); La Pagode, 7^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (43-59-19-08; réservation: 40-30-20-10); La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italia, dolby, 13^e (45-80-77-00; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 13^e (45-75-79-79).

FAUTE DE SOLEIL

de Christophe Blanc, avec Jean-Jacques Benhamou, Sarah Hazaire, Christian Baltausa, Françoise Descarregue, Sylvie Kest. Français (1 h 57 min.). Studio des Ursulines, 5^e (43-25-59-83).

GABRIEL

de Mohsen Makhmalbaf, avec Shaghayegh Djodat, Hossein Moharami, Roghieh Moharami, Abbas Sayah. Iranien (1 h 15). VO: 14-Juillet Beaubourg, 3^e (42-77-14-55); 14-Juillet Parnasse, 6^e (43-25-59-83); 14-Juillet Odéon, 6^e (43-25-59-83); 14-Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 13^e (45-75-79-79).

GOOD MEN, GOOD WOMEN

de Hou Hsiao-hsien, avec Annie Shizuka Inoh, Um Giong, Jack Kao, Vicky Wei, King Jiet-wen, Tai Chen-chen. Taïwanais (1 h 48). VO: Images d'ailleurs, 5^e (43-57-18-09).

JANE EYRE

de Franco Zeffirelli, avec Anthony Hunt, Charlotte Gainsbourg, Joan Plowright, Geraldine Chaplin, Anna Paquin. Franco-italo-britannique (1 h 53). VO: Gaumont les Halles, 1^{re} (40-39-99-40; réservation: 40-30-20-10); Espace Saint-Michel, dolby, 5^e (44-07-20-49); Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (43-59-19-08; réservation: 40-30-20-10); Majestic Pasty, dolby, 16^e (44-24-46-24; réservation: 40-30-20-10); UGC Maillot, 17^e; Pathe Wepler, dolby, 18^e (réservation: 40-30-20-10).

JEUNES GENS

de Pierre-Loup Rajot, avec Anne Roussel, Jean-Pierre Loris, Tom Novembre, Roc Laforêt, Myrleen Roussel. Français (1 h 03). Élysees Lincoln, 8^e (43-59-36-14; réservation: 40-30-20-10); Sept Parassiens, 14^e (43-20-32-20; réservation: 40-30-20-10).

LE JOURNAL DU SÉDUCTEUR

de Danièle Duburcq, avec Chiara Mastroianni, Mehdi Pou- paud, Hubert Saint-Macary, Serge Mer- lin, Mathieu Amalric, Danièle Duburcq. Français (1 h 35). Épée de Bois, 5^e (43-37-57-47); La République, 11^e (48-05-51-33); Denfert, 14^e (43-21-41-01).

LA JURÉE

de Brian Gibson, avec Demi Moore, Alec Baldwin, Joseph Gordon-Levitt, Anne Heche, James Gandolfini, Lindsay Crouse. Américain (2 h).

VO: UGC Ciné-Club les Halles, dolby, 1^{re}; 14-Juillet Odéon, dolby, 6^e (43-25-59-83); UGC Rotonde, 6^e; Gaumont Marignan, dolby, 8^e (réservation: 40-30-20-10); George-V, dolby, 8^e; UGC Gobelins, 13^e; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 13^e (45-75-79-79).

KANSAS CITY

de Robert Altman, avec Jennifer Jason Leigh, Harry Belafonte, Miranda Richardson, Dermot Mulroney, Steve Buscemi, Michael Murphy. Américain (1 h 58). VO: Sept Parassiens, 14^e (43-20-32-20; réservation: 40-30-20-10).

LEON (*)

de Luc Besson (version intégrale), avec Jean Reno, Gary Oldman, Natalie Portman, Danny Aiello. Français (2 h 05). VO: Gaumont Grand Ecran Italia, dolby, 13^e (45-80-77-00; réservation: 40-30-20-10).

LOCH NISS

de John Henderson, avec Ted Danson, Joely Richardson, Ian Holm, Kirsty Graham, James Frain. Américain (1 h 40). VO: Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (43-59-19-08; réservation: 40-30-20-10); George-V, 8^e; Studio 28, 18^e (46-06-36-07; réservation: 40-30-20-10). VF: Gaumont les Halles, dolby, 1^{re} (40-39-99-40; réservation: 40-30-20-10); Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00); Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (43-59-19-08; réservation: 40-30-20-10); George-V, 8^e; UGC Lyon Bastille, 12^e; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (47-07-55-88; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14^e (43-27-8

10

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.

Signification des symboles :

- Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
- On peut voir.
- ■ Ne pas manquer.
- ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
- ◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.



Le Monde

JEUDI 4 JUILLET 1996

La chambre d'accusation devrait être saisie à propos de la perquisition du juge Halphen

M. Burgelin demande des explications à M. Foll, directeur de la PJ

MOINS D'UNE SEMAINE après le refus d'assistance des policiers au juge Halphen lors de la perquisition au domicile des époux Tibéri, le procureur général de Paris, Jean-François Burgelin, a écrit, mardi 2 juillet, au directeur de la police judiciaire parisienne, Olivier Foll, afin de lui demander des explications. M. Foll avait publiquement assumé la responsabilité de cette décision dès le lendemain de la perquisition en invoquant des problèmes « techniques ».

Dans une lettre transmise, mardi 2 juillet, à la présidente de la chambre d'accusation de Paris, Martine Anzani, l'Association française des magistrats instructeurs (AFMI) appelle l'attention de M^{me} Anzani sur « la teneur et la gravité » des propos tenus, le 30 juin, par le directeur de la police judiciaire, Olivier Foll dans *Le Journal du Dimanche*.

Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire, ce haut fonctionnaire, qui a reconnu avoir ordonné à ses policiers de ne pas assister un juge pour une perquisition, affirmait qu'il lui revenait d'apprécier les circonstances d'intervention du magistrat. « Il s'agit d'une dérive extrêmement grave, note le secrétaire général de l'AFMI, Jean-Paul Albert. La police intervient dans un cadre légal clair. Elle n'est ni le juge, ni le censeur des investigations décidées par le magistrat. Nous ne voulons pas enlever dans une querelle de personnes mais souligner un dysfonctionnement qui pose une fois encore le problème des rapports entre les juges d'instruction et la police judiciaire. »

MANQUE DE LOYAUTÉ

« Emus et indignés », les magistrats instructeurs de Paris s'apprêtent, eux aussi, à s'adresser à la présidente de la chambre d'accusation. Dans une lettre, ils rappellent que dans *Le Journal du Dimanche*, M. Foll a comparé l'enquête du

juge Halphen à un jeu télévisé et traité les fonctionnaires de « choouches ». « M. Foll s'arroge le droit, hors de tout champ légal, d'être juge de l'opportunité des investigations décidées par le magistrat instructeur et affirme son mépris de l'institution judiciaire, note le texte. Ce manque de loyauté, cette proclamation de la légitimité de l'insoumission à l'autorité judiciaire nous paraissent incompatibles avec les fonctions exercées par M. Foll. »

Une fois que la polémique se sera un peu apaisée, Martine Anzani devrait se saisir de cette affaire. Le code de procédure pénale précise en effet que la chambre d'accusation « exerce un contrôle » sur l'activité des officiers de police judiciaire. Saisie, soit par le procureur général, soit par son président, la chambre peut faire procéder à une enquête et entendre le procureur général et les OPJ en cause, y compris M. Foll. A titre de sanction, elle peut adresser des observations ou interdire au policier, au gendarme ou à leurs supérieurs, temporairement ou définitivement, d'exercer leurs fonctions d'OPJ dans le ressort de la cour d'appel ou sur le territoire national.

LA QUESTION DU CONTRÔLE

Pour sa part, le Syndicat de la magistrature (SM, gauche), devait déposer, mercredi 3 juillet, auprès du procureur de Paris, une plainte contre X pour abus d'autorité. Le SM vise un article du code pénal qui punit de cinq ans d'emprisonnement et de 500 000 francs d'amende le fait, par une personne dépositaire de l'autorité publique de prendre des mesures « destinées à faire échec à l'exécution de la loi ». « Il est clair que la hiérarchie policière a agi en dehors des textes, remarque le secrétaire général du SM, Jean-Claude Bouvier. Les OPJ sont obligés de prêter leur concours au juge d'instruction. »

Un magistrat chargé d'affaires à résonance politique

Présidente de la chambre d'accusation de Paris depuis 1992, Martine Anzani a connu, au cours d'une carrière commencée en 1966, des dossiers à forte résonance politique. Elle fut en 1980 l'un des juges d'instruction chargés de l'affaire de Broglie. Elle inculpa en 1979 l'ancien responsable de la police de Vichy Jean Leguay et délivra en 1981 un mandat d'arrêter contre Paul Touvier.

Présidente de chambre correctionnelle à Paris, M^{me} Anzani avait énoncé en 1989 sa conception de la séparation des pouvoirs : « L'autorité judiciaire a pour mission et pour devoir de mener le procès pénal à son terme en toute indépendance », avait-elle déclaré à l'occasion du renvoi d'un procès d'indépendantistes guadeloupéens dont le gouvernement avait annoncé la prochaine amnistie. Sous sa présidence, la chambre d'accusation a notamment décidé cette année de renvoyer l'ancien préfet de police Pierre Verbrugghe et l'ancien directeur des RG parisiens Claude Bardon devant le tribunal correctionnel pour les écoutes téléphoniques illégales opérées sur les lignes du pasteur Douc avant sa mort.

La FASP dépose plainte pour « entrave à l'exécution de la loi »

PROTESTANT contre le refus d'assistance opposé par la PJ parisienne au juge Eric Halphen lors de la perquisition au domicile de M. Tibéri, la Fédération autonome des syndicats de police (FASP, majoritaire chez les policiers en tenue) a annoncé, mardi 2 juillet, le dépôt d'une plainte contre X... pour « entrave à l'exécution de la loi et à la bonne marche de la justice ». La FASP a estimé que ce refus, ordonné par le directeur de la police judiciaire parisienne Olivier Foll, qui dit avoir pris cette décision sans en référer aux échelons hiérarchiques et ministériels supérieurs, ne pouvait « être que la

conséquence d'une décision d'ordre politique prise par une instance gouvernementale ». La Fédération réagit ainsi implicitement aux propos du ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, qui, lundi 1^{er} juillet, avait assuré que M. Foll avait « donné les ordres qui convenaient ».

« A ma connaissance, a indiqué Jean-Louis Arajol, secrétaire général de la FASP, un tel refus d'assistance policière à un juge d'instruction est sans précédent dans un dossier de cette nature. » La plainte sera déposée auprès du procureur de la République de Paris. « En cas de classement sans

suivre par le parquet, nous a toutefois déclaré M. Arajol, nous déposerons plainte devant le procureur général et, en cas de nouveau classement, devant le garde des sceaux. »

La FASP entend fonder sa plainte à la fois sur le code pénal et sur le code de déontologie policière. « Le fait, par une personne dépositaire de l'autorité publique, agissant dans l'exercice de ses fonctions, de prendre des mesures destinées à faire échec à l'exécution de la loi est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 500 000 francs d'amende (article 432-1). Le code de déontologie de la police nationale stipule, lui, que « l'autorité de commandement est responsable des ordres qu'elle donne, de leur exécution et de leurs conséquences. Lorsqu'elle charge un de ses subordonnés d'agir en son lieu et place, sa responsabilité demeure entière et s'étend aux actes que le subordonné accomplit régulièrement dans le cadre de ses fonctions et des ordres reçus. Le fonctionnaire de police doit exécuter loyalement les ordres qui lui sont donnés par l'autorité de commandement. Il est responsable de leur exécution ou des conséquences de leur inexécution ».

Enfin, la FASP invoque le même article du code pénal, M^{me} Pierre-Françoise Divier a déposé une plainte contre X, mardi 2 juillet, auprès du procureur de Paris, Gabriel Bestard. L'avocat, qui avait jadis fait redémarrer l'affaire Urba en saisissant, à Marseille, le tribunal administratif, défend aujourd'hui le membre

du conseil général de l'Essonne, il concerne une activité professionnelle exercée dans des conditions parfaitement régulières durant huit mois de l'année 1994 », affirme la mairie. M. Tibéri a déposé une plainte contre X... dans la soirée, auprès du doyen des juges d'instruction de Paris.

d'une association de la mouvance écologiste, le Forum des contribuables. « Même dans l'affaire Urba, on n'avait jamais vu ça ! explique-t-il. C'est la première fois que je vois des OPJ refuser d'assister un juge, qui plus est sur ordre de leur hiérarchie. »

Plus largement, la décision d'Olivier Foll pose une nouvelle fois le problème du contrôle, par la magistrature, de la police judiciaire. « Affirmé dans son principe, ce contrôle est souvent plus théorique que réel » constatait en 1991 la commission « Justice pénale et droits de l'homme » présidée par Mireille Delmas-Marty.

Quelques mois plus tard, les sénateurs Hubert Haenel et Jean Arthuis demandaient, dans un rapport, que la police judiciaire soit placée sous la responsabilité du garde des sceaux.

Anne Chemin

La France sera le huitième pays européen à interdire l'amiante

« Une victoire totale » selon l'association de défense des victimes

LE MINISTRE du travail et des affaires sociales, Jacques Barrot, a annoncé, mercredi 3 juillet, l'interdiction définitive de l'amiante sur le territoire français. La France devient ainsi le huitième pays d'Europe, avec l'Allemagne, l'Italie, le Danemark, la Suède, les Pays-Bas, la Norvège et la Suisse, à bannir cette fibre minérale dont le caractère cancérogène a été mis en évidence depuis au moins trente ans. Cette annonce fait suite à la publication d'un rapport de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, qui chiffrait à 1 950 le nombre attendu de décès liés à l'amiante en 1996 (*Le Monde* du 3 juillet).

Rappelant les mesures décrétées en février pour organiser le recensement des bâtiments floqués et renforcer la protection des travailleurs exposés, M. Barrot a précisé que « la fabrication, l'importation et la mise en vente de produits contenant de l'amiante, et notamment l'amiante-ciment » sont interdites à compter du 1^{er} janvier 1997.

Des « dérogations » sont prévues pour certains produits « tels que les garnitures de freins des poids lourds ou les vêtements ignifuges (utilisés par les pompiers), dès lors qu'il n'existe pas de produits de substitution moins dangereux ». Le conseil supérieur de la prévention des risques professionnels est chargé de dresser la liste de ces dérogations.

En outre, le seul d'exposition autorisé pour les produits contenant de l'amiante chrysotile « sera ramené à 100 fibres par litre, contre 300 f/l actuellement ». Les mesures de surveillance déjà applicables aux foyers et aux calorifères seront par ailleurs étendues aux « matériaux semi-durs tels que faux plafonds, cloisons mobiles ou cartons amiantés ».

Inquiet des risques engendrés par les opérations de retrait de l'amiante des bâtiments floqués, Jacques Barrot a également affirmé qu'« un système d'habilitation des entreprises doit être créé ». Une « procédure d'accréditation » devrait être mise en place « dès le début de l'année 1997 » et « la veille technologique et scientifique sera renforcée ».

SUIVI ÉPIDÉMIOLOGIQUE

Un suivi épidémiologique des cas de cancer du poumon et de mésothéliomes (pathologie spécifique de l'amiante) destiné à « préciser les conditions de survenue de ces tumeurs » et à « mesurer les risques réels d'exposition », ainsi qu'une étude sur les risques cancérogènes éventuels des fibres de substitution vont être mis en place.

« Il a fallu attendre que l'Inserm répète mot pour mot ce que nous disions depuis des années pour que le gouvernement prenne des mesures », nous a déclaré, mercredi 3 juillet, François Desriaux, vice-président de l'Association pour l'étude des risques professionnels (Alert) et secrétaire de l'Association nationale de défense des victimes de l'amiante (Andeva).

Qualifiant la mesure d'interdiction de « victoire totale », M. Desriaux nous a cependant confié : « La seule remarque que l'on puisse faire concerne le dispositif de veille sanitaire. Si l'on veut éviter que d'autres affaires du même type se reproduisent, il faut revoir tout le système de prévention des risques professionnels, actuellement aux mains de l'Institut national de recherche et de sécurité, géré par les employeurs. » La plainte contre X... prévoyant divers chefs de mises en examen, dont l'homicide involontaire et l'absence délictueuse, déposée le 25 juin par l'Andeva (*Le Monde* du 25 juin), « n'est certainement pas retirée », nous a précisé M. Desriaux, ajoutant : « Il va falloir qu'ils s'expliquent ».

Quelques heures après la publication des travaux de l'Inserm, l'Andeva avait demandé au gouvernement « d'interdire l'utilisation et la commercialisation de toutes les variétés d'amiante », « de prendre toutes les dispositions pour favoriser le désamiantage des locaux floqués partout où cela devient une nécessité » en créant un « fonds d'intervention, afin que les collectivités territoriales ne soient pas pénalisées par l'insuffisance de leurs moyens financiers » et en accordant une « habilitation aux entreprises en capacité de réaliser ces opérations à haut risque dans des conditions d'hygiène et de sécurité optimales ».

35 000 TONNES PAR AN

Jean-René Masson, secrétaire national de la CFDT a indiqué, dans un communiqué publié mardi 2 juillet, que « toutes les solutions doivent être recherchées pour le remplacement de l'amiante par d'autres matériaux de substitution » et il a demandé « un contrôle efficace des entreprises » chargées du déboitage.

Une délégation de la CGT, reçue mardi à la préfecture de l'Orne, a

par ailleurs proposé que la retraite à cinquante ans soit reconnue pour les travailleurs soumis aux risques de l'amiante, suivant un statut proche de celui des mineurs.

L'industrie de la transformation de l'amiante en France emploie 3 500 personnes dans 14 entreprises, totalisant entre 2,5 et 3 milliards de francs de chiffre d'affaires, essentiellement dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, selon la chambre syndicale des fibres techniques (CSFT). Les principales entreprises du secteur sont Eternit (groupe Elex) et Evrit, la filiale matériaux de Saint-Gobain. Les 35 000 tonnes encore utilisées chaque année sont intégralement importées du Canada et de Russie.

Laurence Folléa

SCIENCE & VIE

L'homme dans l'univers : Pourquoi sommes-nous là ?

Les cosmologistes fournissent des réponses. Certaines dépassent la science-fiction

Et aussi :

● **Soleil**
Les secrets des couleurs de peau

● **Médecine**
L'échec face aux nouvelles maladies

● **Environnement**
L'eau en péril : bilan mondial

EN VENTE DÈS AUJOURD'HUI

Retrouver Science & Vie sur 3615 SCV (12,28 TTC/mi)

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le mercredi 3 juillet, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 2248 -0,48 +12,63

Hong Kong Index 11084,40 +0,74 +10,86

Tokyo, Nikkei sur 3 mois

2248,00

2248,00

2248,00

2248,00

2248,00

2248,00

2248,00

2248,00

2248,00

2248,00

2248,00

2248,00

2248,00

2248,00

2248,00

2248,00

2248,00

2248,00

2248,00

2248,00

2248,00

2248,00

2248,00

2248,00

2248,00

2248,00

2248,00

2248,00

2248,00

2248,00

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

Cours au Ver. en % Var. en %

(02/07) (01/07) fin %

Paris CAC 40 2111,80 -0,39 +12,81

London FT 100 3790,30 +0,13 +11,11

Zurich 1562,20 +0,13 +16,22

Milan MIB 30 19524,00 +0,13 +19,54

Frankfurt Dax 30 2571,80 +0,31 +14,10

Bruxelles 1242,00 +0,13 +12,42

Suisse SMI 35 229,00 +0,13 +22,90

Madrid Iboex 35 1723,00 +0,13 +17,23

Amsterdam CDS 18,69 +0,13 +18,69

Tirage du Monde daté mercredi 3 juillet 1996 : 498 558 exemplaires

E. In.

ORDINATEURS MACINTOSH
Recevez gratuitement le magazine et le CD Gullimac

Mettez un PC dans votre MAC!
SOFTWINDOWS 2.0
Exécute tous les logiciels Windows & MS/DOS sur votre PowerMac, permet le fonctionnement des CD-Rom PC, assure la connexion aux réseaux Ethernet et TokenRing (nécessite 16 Mo de RAM).

821Fht 990Fht

MACINTOSH PERFORMA 6300 DOS COMPATIBLE
Un Macintosh avec 8 Mo de mémoire, CD-Rom, disque dur de 500 Mo, d'entrée & sortie. De PC 486/33MHz avec 4 Mo de mémoire, MS/DOS & Windows.

5990Fht 7224Fht

MAC PERFORMA 5300
Processeur PowerPC 100 MHz, 8 Mo de mémoire, CD-Rom, disque dur de 1,2 Go, d'entrée & sortie, écran couleur 15" intégré, imprimante StyleWriter 1200, 18 logiciels dans ClickWorks et 3 CD-Rom.

9942Fht 11990Fht

Cette année a nous c...

مركز الفن

era le huitième pays
interdire l'amiante

SCIENCE & VIE

L'homme
dans l'univers

Pourquoi
sommes-nous

Les cosmologistes font
des réponses
à ces questions

Et aussi :

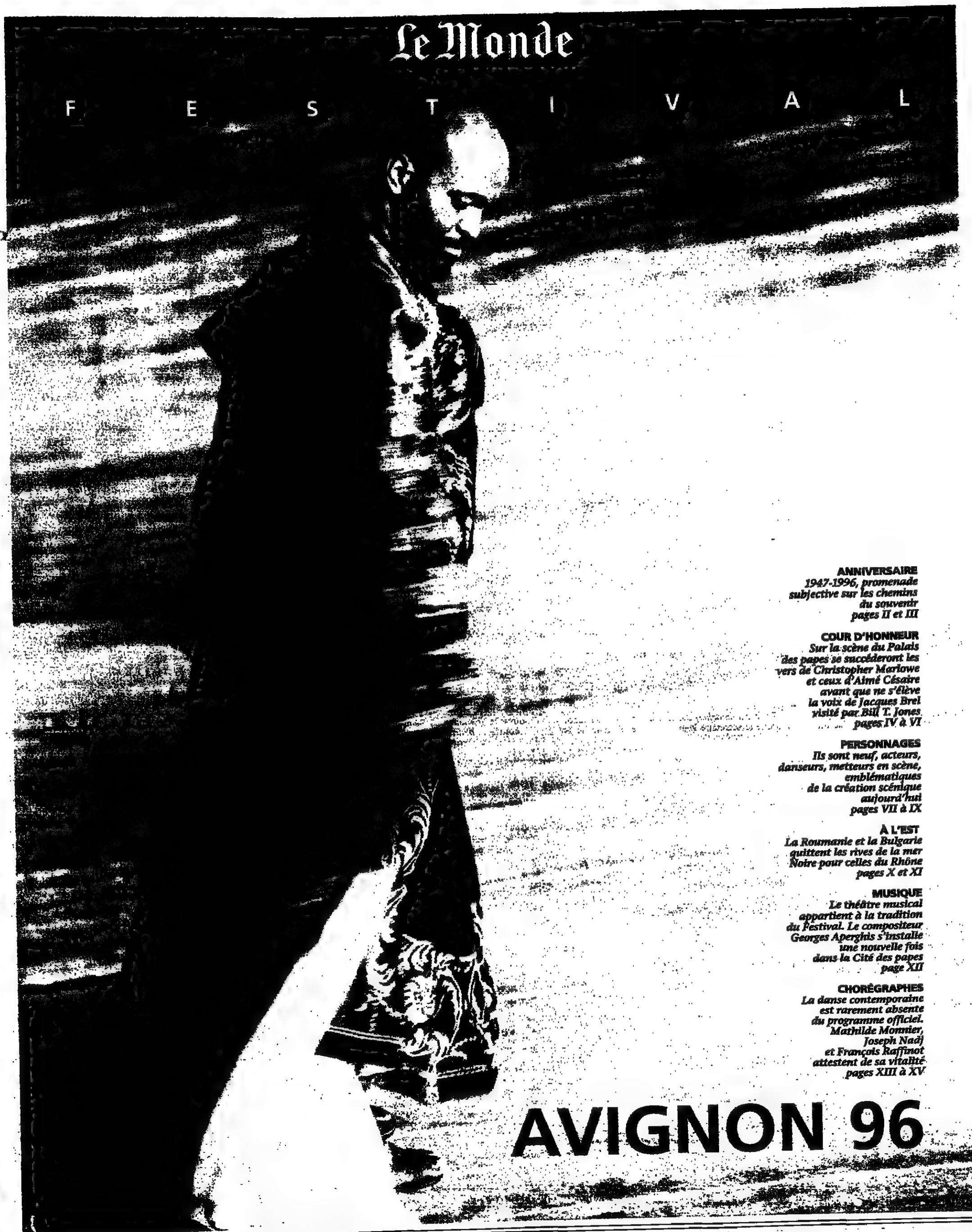
• Soleil
Les secrets des couleurs
de peau

• Médecine
L'échec face aux nouvelles
maladies

• Environnement
L'eau en péril : bilan

EN VENTE DANS LES ANNONCES

821F



ANNIVERSAIRE
1947-1996, promenade
subjective sur les chemins
du souvenir
pages II et III

COUR D'HONNEUR
Sur la scène du Palais
des papes se succéderont les
vers de Christopher Marlowe
et ceux d'Alfred Césaire
avant que ne s'élève
la voix de Jacques Brel
visitée par Bill T. Jones
pages IV à VI

PERSONNAGES
Ils sont neuf, acteurs,
danseurs, metteurs en scène,
emblématiques
de la création scénique
aujourd'hui
pages VII à IX

A L'EST
La Roumanie et la Bulgarie
quittent les rives de la mer
Noire pour celles du Rhône
pages X et XI

MUSIQUE
Le théâtre musical
appartient à la tradition
du Festival. Le compositeur
Georges Aperghis s'installe
une nouvelle fois
dans la Cité des papes
page XII

CHORÉGRAPHES
La danse contemporaine
est rarement absente
du programme officiel.
Mathilde Monnier,
Joseph Naaj
et François Raffinot
attestent de sa vitalité
pages XIII à XV

AVIGNON 96

Cette année au Festival d'Avignon,
nous comptons beaucoup
sur le souffleur.



EDITORIAL

50 ans

Ceux qui aiment les anniversaires en seront pour leurs frais : le programme du cinquantième Festival d'Avignon n'est pas l'affiche dont beaucoup rêvaient. Plusieurs des artistes qui ont élevé ce rendez-vous, fondé en 1947 par Jean Vilar, au rang de mythe, Pierre Henry pour la musique, Maurice Béjart ou Pina Bausch pour la danse, Roger Planchon, Peter Brook ou Patrice Chéreau pour le théâtre, Jean-Luc Godard pour le cinéma, ne sont pas invités cette année. Il ne faudrait pas pour autant remettre cette édition au rayon des accessoires de la vie culturelle internationale : elle est ouverte, à l'Europe centrale, à l'Afrique, à l'Amérique du Nord ; elle est curieuse, donnant à entendre œuvres du répertoire et livraisons d'auteurs contemporains ; elle est diverse, alternant les propositions théâtrales, chorégraphiques et musicales ; elle compte même plusieurs des figures marquantes du moment, comme le nouveau directeur du Berliner Ensemble, l'acteur Martin Wuttke, reçu pour la première fois en France, le Roumain Silviu Purcarete, dont *Les Danaïdes* symbolisent le passage de Cralova à Limoges, Alain Françon, qui s'apprête à prendre la direction du Théâtre national de la Colline à Paris, le poète Almé Césaire servi par le metteur en scène Jacques Nichet dans la Cour d'honneur, où la Bill T. Jones/Arnie Zane Dance Company célébrera Jacques Brel... Mais, pour de nombreux artistes de la nouvelle Europe, le cœur n'y est pas. Partout, les politiques culturelles tremblent sur leurs bases. A l'est, la contagion du libéralisme est à l'œuvre. A l'ouest, le pouvoir économique ne s'accommode plus des services publics qu'il voudrait ravalier au rayon des accessoires. Le théâtre, qui n'est soutenu par aucun marché, par aucune puissance financière, est le plus fragile des services publics. Jean Vilar le voulait « national et populaire », fermant de l'identité retrouvée d'une nation meurtrie, inventant un modèle culturel qui n'a pas vieilli : une exigence artistique élevée au service du public. Aujourd'hui, le Festival d'Avignon n'est plus, comme il l'écrivait, « un théâtre à l'air libre où public et acteurs seront unis dans une même communion ». Il est le reflet d'un monde artistique divisé, tenté souvent par les jeux du pouvoir et de la communication. La scène n'obéit pourtant qu'à deux princes : l'artiste et le spectateur. Qu'Avignon, demain, soit le lieu de leurs retrouvailles.

Olivier Schmitt

Photographie de une : Emile Abossolo-M'Bo dans « La Tragédie du roi Christophe ».

MAURICE COSTA



1968. Jean Vilar ne s'attendait pas à ce que son invitation au groupe le plus en pointe de la contre-culture se retournât contre lui.

Carnets d'une spectatrice

DEPUIS toujours, la place de l'Horloge est au cœur du Festival, mais il fut un temps où elle ne se ressemblait pas. Elle paraissait moins grande à cause de la statue de la République, verte et grandiloquente, tournant le dos aux barriques mal famées du quartier gitano, dominant de toute sa masse la terrasse du bar-tabac La Civette, à côté de l'Auberge de France, où Jean Vilar et Gérard Philipe avaient leur table. Une auberge quasi historique, mais depuis remplacée par un hôtel moderne. Avignon, ville de festival puis de congrès, s'est urbanisée sans complexe. Les barriques des Gitans ont été rasées, et, sur le terrain, on a bâti des immeubles bien rangés en quadrilatère autour d'une cour où chaque pas résonne.

Quant à la statue de la République, elle a été déportée hors murailles, en même temps que les étals des artisans au regard flou qui, dans les années hippies, se pressaient à ses pieds, offrant des parfums, de l'encens, des bijoux argentés, des châles brodés, des sandales de cuir si naturel que l'on prenait des ampoules au talon simplement en les regardant. La mode était indienne de l'Inde avec colliers d'ambre et moulins à prière, amérindienne avec vestes de daim frangées, anarchiste non violente avec le Living Theatre, qui avait investi le cloître des Carmes, ouvert depuis un an. Si, en 1967, Antoine Boursailler avait fié le scandale en y créant *Le Métro fantôme*, de LeRoy Jones, militant du Black Power au langage cru - tout au moins le paraissait-il à

● Anniversaire
Le Festival a ses rites, ses traditions. Son passé est multiple, reflet d'un demi-siècle de créations et des convulsions de ce monde. Souvenirs impressionnistes

l'époque -, ce n'était rien à côté de ce qui s'est passé avec le Living, Julian Beck et Judith Malina ne s'attendaient probablement pas à se retrouver au centre des révoltes étudiantes et de toutes les autres, auxquelles ils se sentaient étrangers. Jean Vilar s'attendait certainement encore moins à ce que son invitation au groupe le plus en pointe de la contre-culture se retournât contre lui. Le drame a commencé avec les grèves des comédiens, qui ont privé le Festival de son programme français. Restaient le cinéma, les Ballets du XX^e siècle (belges) et les Américains cosmopolites du Living, installés depuis le mois de mai avec leurs groupies. Ils ont joué *Mysteries and Smaller Pieces* et créé *Paradise Now*. Ils fumaient toutes sortes d'herbes, vivaient en communauté totale - y compris

sexuelle -, recommandaient d'en faire autant. Ils étaient magnifiques, et commençaient le spectacle en se promenant entre les gradins assez peu vêtus, revendiquant sur un ton de psalmodie le droit de voyager sans passeport. A un moment, ils se mettaient en tas sur scène, appelant spectateurs et spectatrices à les rejoindre ; quelques-uns y sont allés. L'effet sur les notables a été comparable à celui du groupe de rap Supreme-NTM sur le maire de Toulon et le préfet du Var. Malgré tout, en dépit des insultes, des sommations et sollicitations, le Living n'a pas été interdit, a pu tenir ses engagements. Il est même allé, déjà, à Châteauneuf.

A vrai dire, entre les occupants de l'Odéon venus pour un baroud d'honneur, les sociologues venus les entraîner et étudier leur comportement, les hippies du coin venus vendre leurs fromages de brebis, les groupes d'extrême droite venus casser du hippy, la situation était confuse. Ces années-là ont marqué la place de l'Horloge, parce qu'elles furent celles de toutes les contestations - gauchistes et paysannes - et, bien entendu, c'est là que ça se passait. On en a respiré du lacrymogène mêlé à la tomate et au melon ! On en a vu des CRS et des gendarmes prendre des airs farouches en glissant sur les pépinières. On en a entendu des slogans et des revendications - culture gratuite, légumes plus chers.

Si bien qu'en 1992, lorsque les camionneurs, protestant contre le permis à points, ont bloqué les abords de la ville et retardé l'arrivée des décors, lorsque les



1968. Jean Vilar aux prises avec des contestataires.



1971. La place de l'Horloge et la statue de la République.

THEATRE DES HALLES (dir. Alain Tamar)

"La Carabe paroles d'aujourd'hui"
théâtre - musique - rencontres 9 juillet au 3 août

11 h - "TENDEZ-CHAMER L'AMOUR"
de et par Mimi Barthélemy

17 h 30 - "LETTRES INDIENNES"
de Gerty Dambury, mise en scène Alain Tamar

19 h - Musique avec le groupe "EROL ET SHANGO" d'Hani

22 h - "NUIT VORACE"
d'après Jacques Stephen Alexis, mise en scène Hervé Denis

11 h - Soirée des auteurs (16 au 20 juillet),
rencontre avec Gerty Dambury, Raphaël Confiant,
Patrick Chamoiseau, Daniel Maximin, Franckéline, Ernest Pépin.

Renseignements - Réservations 90 85 52 57

Avignon-Public-Off & 390 Compagnies

ont la joie de vous faire part du
FESTIVAL OFF 1996
du 9 juillet au 3 août

482 spectacles dans toutes les disciplines du spectacle vivant
172 créations Avignon 96 - 135 créations Saison 95-96
80% d'auteurs contemporains

CARTE PUBLIC ADHÉRENT 60 F
30% de réduction
sur tous les spectacles
du Festival OFF
Prix moyen des places 60 F

PUBLIC OFF

BUREAU DU OFF
Accueil - Adhésions - Informations
Tous les jours de 11h à 20h
Conservatoire de Musique
Place du Palais. Tél. : (09) 60 16 00 05

Samson D. Farigoule • La Chasse aux Rats

Tentative d'Opérette en Dingo-Chine

Les Coups • La Clé à Molette

RECHERT GUYARD PRIMO LEVI ASCARIDE

SAISON 96-97

Le Ballet du Nord • Cie Flash Marionnettes

Cie Amoros et Augustin • La Mousson

à Malakoff • Dans la Jungle des Villes

THEATRE 71

MALAKOFF

46 55 43 45

مكتبة الأكل



1970. «... La mode était indienne de l'Inde (...), amérindienne (...), anarchiste...»



1983, Cour d'honneur. «... Dans «Walzer», Pina Bausch a plaqué contre la muraille une danseuse comme un papillon épinglé...»



1985, Jardin du Festival. Un majordome (photo du haut) tient le cheval nain de Bartabas pendant que ce dernier «en costume gris rayé, chemise sombre, expose avec science et brillance l'histoire du spectacle équestre en France depuis Louis XIV...»



1989, salle Benoît-XII. «... Sensation de trouble, de violence prête à se déchaîner, retrouvée avec la tension d'une scène de drague presque immobile...»



1989, Alain Cuny, Jean-Claude Carrière et Fabrice Luchini. «... En dehors des spectacles, ce qui est offert, ce sont les rapprochements inhabituels de gens connus...»

«Intermittents du spectacle» (en 1968, où la mode était au prolétariat, ils s'appelaient «ouvriers» ou «travailleurs» du spectacle) ou des Assédic sont descendus de l'Odéon qu'ils avaient réoccupé pour exiger des grèves de solidarité, on s'est cru rajeunis, mais on avait vieilli et les néogauchistes aussi. Ils étaient les mêmes, reprenant du service, soutenant les syndicats qu'ils avaient vilipendés vingt-quatre ans plus tôt. Et puis, en 1968, il fallait beau ; en 1992, il pleuvait.

LES EXPÉRIENCES DU «OFF»

Entre deux averses, la place de l'Horloge continuait sa vie festive : terrasses bondées qui se répandaient, portaites-minute, vendeurs de tee-shirts siglés, manège à l'ancienne et, aux alentours, le petit train blanc qui promène les touristes dans la ville historique, les orchestres, les rimes et jongleurs, les acteurs costumés ou non distribuant les prospectus de leur spectacle «off». Quant aux parades, faites de place, elles se déploient ailleurs, elles qui ont fait le bonheur des photographes avides de folklore : Bartabas sur son cheval noir, le groupe de travestis alcaïques Mirabelle en blouses d'infirmerie, homme-jou transparent sous son masque poutu, bagnoles décorées, fausses bagarres, et puis un jour, par hasard, Barney Wilen jouant tout seul pour lui-même.

A ses débuts, le «off» apportait la surprise. Par exemple : vous

marchez, fuyant le bruit. Dans une de ces petites rues tortueuses et anciennes qui semblent tout ignorer du festival, vous voyez à la vitrine d'un bistrot une affiche annonçant *Mademoiselle Julie*. Parce que c'est juste l'heure, parce que dehors il fait chaud et peut-être frais dedans, vous entrez. Vous traversez une salle aux tables désertées, vous abaissez dans un endroit meublé de trois bancs. De toute façon, il n'y a que vous et, en face, un garçon qui tambourine sur une sorte de tam-tam, tandis qu'un autre, jeune et fiévreux, scande le texte de Strindberg. C'était Christian Rist - alors dénommé «Inconnu», et lui et l'ensemble, c'était, au sens littéral, extraordinaire.

D'année en année, le «off» prolifère, avec parfois d'étranges expériences : ainsi les Latino-Américains, probablement adeptes du *Living*, qui, dans l'île de la Barthelasse voisine, sur une pelouse au milieu de champs éboulés, sous prétexte de théâtre gestuel (langage universel) agitant les bras en sémaphore, proféraient en polyphonie «Révolution bananais».

Le «off» a aujourd'hui son bureau et son prix, il a eu ses représentants, rémis sous le sigle AJT (Action pour le Jeune Théâtre). Sans désespérer, ils tenaient des conférences de presse au cours desquelles ils «exigeaient» du ministère reconnaissance et subventions. Seulement, si Jacques Dubamel, ministre de la culture, a fait revenir Patrice Chéreau en France et tenté d'organiser le secteur pu-

blic, les autres - Edmond Michel, Maurice Druon, Françoise Giroud, Michel d'Ornano - sont demeurés indifférents. Avant 1981, seul Michel Guy s'est penché sur la question, et du coup, a privé le «off» de ses meilleurs éléments en les nommant à la tête d'institutions, si bien qu'ils ont pu s'offrir le «in».

PLUS DE BARRIÈRES

Les années 80 ont vu, d'une part, la fracture sociale s'aggraver entre le «in» et le «off» ; d'autre part, les barrières entre les différents disciplines disparaître définitivement. Il y avait déjà eu le cinéma dans la Cour d'honneur et, ailleurs, Bob Wilson et *Eisenstein on The Beach*, quelques stars de la modern dance américaine, et d'abord Merce Cunningham, Béjart naturellement, les pionniers de la JDF (Jeune danse française).

Et puis Pina Bausch est arrivée, a glissé le long des rues, fantomatique, silencieuse, sourde étreinte, visage algi. Pour *Netten*, elle a jeté des milliers d'œufs sur le plateau de la Cour d'honneur. Dans *Walzer*, elle a plaqué contre la muraille une danseuse comme un papillon épinglé. Des hommes en costume de ville comptaient une fille contre une table que, par jeu, ils repoussaient vers le bord de la scène.

Sensation de trouble, de violence prête à se déchaîner, retrouvée avec la tension d'une scène de drague presque immobile, simplement des garçons appuyés contre un mur, et qui attendent, épiant, dans le spectacle des Anglo-Australiens de DV8 Physical Theater, le seul spectacle qu'ils aient donné à Avignon : *Dead Dreams of Monochrom Men*, à la salle Benoît-XII. Evidemment, on a regretté en son temps l'absence de Victor

Garcia, et on espère toujours que Klaus Grüber ou Luca Ronconi finiront par accepter de venir, mais, en cinquante ans, le Festival n'a pas manqué beaucoup de figures marquantes du théâtre et de la danse. Il faut dire qu'il a ratissé large. Il a même permis des expériences durables : théâtre musical, théâtre ouvert... Il a suivi les mouvements des artistes, parfois précédé les souhaits des publics - parfois aussi leur a cédé... Mais on peut toujours en attendre des moments de grâce décapante par la splendeur des lieux. Pas forcément les plus majestueux. La chapelle des Pénitents-Blancs, par exemple, enferme comédiens et spectateurs dans une intimité magique. Que ce soit, entre beaucoup d'autres, Dominique Valadié-Herculine Barbin ou Nada Strancar-Catherine, David Warrillow-Pinget ou Redjep Mitrovitsa-Nijinski, ils n'ont jamais été aussi prenants que là, entre les murs blêmes de cette étroite chapelle.

UN PUBLIC EXIGEANT

En dehors des spectacles, ce qui est offert, ce sont les rapprochements inhabituels de gens connus, une théâtralisation de tous les instants : Alain Cuny et Fabrice Luchini réunis dans une même conférence de presse au jardin du Festival, s'engageant dans une joute verbale sur deux tons - du grave à l'aigu -, sur deux rythmes - du legato au staccato. Dans le Jardin, encore, l'arrivée de Bartabas en costume gris rayé, chemise foncée, traînant un cheval nain,

exposant avec science et brillance à l'assistance médusée l'histoire du spectacle équestre en France depuis Louis XIV.

Après cinquante ans et au milieu de la dernière décennie du siècle, on voit bien que le Festival est fait pour évoluer en même temps et dans le même sens que le spectacle vivant, pour aller de l'avant ou stagner avec lui. C'est pourquoi il dure. Et parce qu'il répond aux souhaits de spectateurs qui, de génération en génération, manifestent le même type d'exigences. La façon change de mettre en pratique les ambitions culturelles de Vilar, cependant elles demeurent d'actualité. Le Festival ressemble à la Comédie-Française : il a ses rites, ses traditions, ses devoirs très définis, il existe par son public comme elle existe par sa troupe, au-delà du répertoire, des expériences, des administrateurs pour l'une, des directeurs pour l'autre.

En public, Jean Vilar affichait une douceur austère, un air décontracté de gentleman-farmer sur son territoire. Le front barré de rides, Paul Pugaix paraissait beaucoup plus soucieux. Rien ne semblait être en mesure d'affoler Alain Crombecq quand il grimpaît les rues en pente sur son Soixé, alors que Bernard Faivre d'Arlier les parcourait à grands pas, plongé dans ses problèmes. Ils ne se ressemblent en rien. Se succèdent, d'autres viendront, tout aussi différents sinon davantage. Avignon restera Avignon ou disparaîtra.

Colette Godard

Jean Vilar, la patience du risque

● Anniversaire
De refus en audaces,
Jean Vilar fait
du Palais des papes
un lieu à sa dimension

EN DÉCEMBRE 1946, Jean Vilar refuse à l'éditeur d'art Christian Zervos son offre de venir jouer, l'été suivant, *Meurtre dans la cathédrale*, de T. S. Eliot, dans la Cour d'honneur du Palais des papes : «C'est un lieu informe, je ne parle pas des murs, mais du sol ; techniquement, c'est un lieu théâtral impossible, et c'est aussi un mauvais lieu théâtral, parce que l'histoire y est trop présente». Rien d'étonnant à ce refus, dès que l'on évoque Jean Vilar d'un côté, la Cour d'honneur de l'autre, en ce temps-là. Jean Vilar est l'audace et la liberté mêmes. Il lui faut bouger, changer, inventer du tout au tout. Et comme chaque bouffeur qui risque les grands sauts, il a, juste avant de se lancer, un quart de seconde d'hésitation. Mieux : de refus. Et puis, Jean Vilar ne le concédera jamais, mais il est mieux (quoique moins bien) placé que quiconque pour sentir que, si grand metteur en scène qu'il soit, il est, avant tout, acteur. Et, pour inaugurer une nouvelle aventure, l'acteur brûle de jouer une autre pièce que celle d'Eliot, qu'il a déjà trop donnée.

La Cour d'honneur, elle, en 1946, peut apparaître, si l'on veut faire la mauvaise tête, comme un grand puits à l'abandon. Trop vaste, trop enfoui, trop clos. Et surtout le sol, comme le dit Vilar, est informe, inégal, pierreuse, tout en bosses, avec au puits, un vrai celui-là, qui encombre l'espace, empêche de poser des tréteaux.

Quinze jours d'hésitation-refus, et Jean Vilar va décider, tranquille : «Ce palais est peut-être de tous les lieux du monde le plus apte à nous soutenir dans notre engagement». Voilà comme il est. Va donc pour le

rêve de Christian Zervos. Sauons le vrai inventeur du Festival d'Avignon. Il est l'un des découvreurs les plus avisés des peintures de notre temps. Il tient à Paris, rue du Dragon, une petite galerie, et c'est là qu'il publie sa revue, *Les Cahiers d'art*. Il y édite, entre autres choses, le relevé complet des œuvres de Picasso, et des livraisons spéciales sur Matisse. Il édite aussi des recueils de poèmes, et, durant toute l'occupation allemande, trône, au centre de sa vitrine, la couverture rose cerise d'un poème de Paul Eluard, *Le Livre ouvert*. Or Eluard est l'auteur, et la Gestapo le sait, d'un tract de résistance, déjà sur beaucoup de lèvres, *Liberté*, qui commence par le vers célèbre : «Sur mes cahiers d'écolier...».

Très probablement à la suite d'un entretien avec René Char, dont le maquis, pendant la guerre, n'était pas loin d'Avignon, Zervos a pris la décision de créer, l'été 1947, dans l'enceinte du Palais des papes, une Semaine d'art, en trois volets : peinture, théâtre, musique. Dans la grande chapelle, il va accrocher la plus fabuleuse exposition de chefs-d'œuvre que verra jamais Avignon, non seulement Picasso, Braque, Matisse, Léger, Klee, Miro, Giacometti, etc., mais surtout ce sont des peintures et sculptures vraiment majeures de tous ces as. Des

œuvres anciennes, de Guillaume de Machaut et de François Couperin, et modernes, d'Igor Stravinsky, de Darius Milhaud, etc., seront dirigées par Roger Désormière (c'est le chef qui a donné l'une des plus géniales interprétations de *Pelléas et Mélisande*). Enfin, dans la Cour, ce sera *Meurtre dans la cathédrale*, l'un des exploits de Jean Vilar.

Vilar, revenu à la charge, propose de donner plusieurs pièces d'un coup, de Shakespeare, de Claudel, et il décide de s'installer, pas seulement dans la Cour, mais aussi dans le jardin d'Urban V, qui est, alors, une forêt sauvage vraiment enchantée, une jungle de fleurs et d'insectes, on dirait exactement l'un de ces jardins magiques des poèmes de Chrétien de Troye où s'accomplissent amours et meurtres. Notons que, dès la première heure, la fête d'Avignon prend pied dans trois lieux définitifs : la Cour et la grande chapelle du Palais des papes, le verger Urban-V (la superbe Cour de l'oraire, plus proche du ciel, bordée sur ses vieilles pierres de nids d'oiseaux et d'herbes folles, sera habitée plus tard).

TRIO D'HONNEUR

Le budget qu'a pu réunir Christian Zervos ne peut pas couvrir le projet, monté en graine, de Vilar. Et le futur Festival va trouver son sauveur en Georges Pons, qui a été élu maire d'Avignon à la Libération. Grand résistant, membre du Parti communiste, Georges Pons s'engage à fond pour le programme de Vilar. Et il va le soutenir dans tous les détails de l'action. Par exemple, c'est lui qui obtiendra, pour aplanir et acclimater le «lieu informe» et le «sol» de la Cour, l'intervention

des soldats du régiment du 7^e génie, qui vont se montrer, eux aussi, enthousiastes.

Christian Zervos, Jean Vilar, Georges Pons : le trio d'honneur de l'invention du festival. Va s'y ajouter l'un des héros, moins connus, de la survie du théâtre public après la guerre, à Avignon comme au TNP, et dans d'autres lieux, l'administrateur Jean Rouvet, qui saura implanter le partenaire premier du théâtre : le public populaire, au moyen de la relance des comités d'entreprise, et des autres «relais» auprès des collectivités du secteur public et privé.

Quinze ans plus tard, lorsque Jean Vilar, voulant intervenir dans la guerre d'Algérie, monta *La Peste*, d'Aristophane, j'allai le voir, dans son appartement proche du palais de Chailion, à Paris. Je lui rappelai ses premiers jours d'Avignon, Christian Zervos. Il se rappelait très bien l'irradiation spirituelle de la couverture du *Livre ouvert* d'Eluard, dans les années noires de la guerre, rue du Dragon, et il me cita de mémoire deux vers du poème auxquels il rattachait les débuts d'Avignon.

«Le temps est beau crions plus fort
Pour que les rêveurs dorment mieux»

mais il tint à citer aussi trois mots d'un texte de René Char, qu'avait édité aussi Christian Zervos, et auxquels lui-même, avoua-t-il, pensa avant d'entrer en scène, pour la première fois, dans la Cour : «La perception du fatal, la patience continue du risque, et cette part de l'obscur comme une grande rame plongeant dans les eaux».

Michel Cournot

M.C. 93

AVIGNON

96 97

SAISON

THÉÂTRE

Roman Kozak

Marguerite Béras / Robert Wilson

Serge / Martine Colcomb

Vladimir Nabokov / Klaus Michael Grüber

Jean-François Peyret

Heiner Müller

Slimane Benafissa - Jean-Louis Bourdin

Thomas Bernhard / André Engel

Nathalie Schmidt

NOUVEAU

Recondex / Philippe Beconfie

Marcias Barcellos - Karl Biscuit

MUSIQUE

Orchestre National de France

Bouliques Bleues

[1] 41 60 72 72

CRÉATIONS

Dans la Cour d'honneur du Palais des papes niche un puits, que chaque année l'immense plateau recouvre, le temps du Festival. Ce puits est la mémoire cachée d'Avignon. Son souffle invisible. Sa boîte secrète. Il a tout vu, tout entendu, et tout enfoui dans les profondeurs de la terre éeue par René Char et Jean Vilar. Un poète et un homme de théâtre - cette alliance d'où naquit le Festival, en 1947, a scellé le mythe du Festival. Depuis, la Cour d'honneur reste le lieu d'élection du verbe et du corps. C'est là que tout commence, avec une émotion chaque fois renouvelée, quand, le soir d'ouverture, sonnent les trompettes de Maurice Jarre. Quels voix réveillent-elles dans le puits ? Carlo Brandt, qui tient le rôle-titre d'Edouard II, de Christopher Marlowe, sous la direction d'Alain Françon, n'est pas homme des valeurs imposées. Il les a plutôt en horreur. Pourtant, le comédien suisse avoue avoir « senti monter une âme commune du monde » au fur et à mesure qu'il se préparait à jouer sur le plateau de la Cour. L'expression est belle, et juste. Elle appelle l'universalité qui préside à Avignon, des mots flamboyants d'Aimé Césaire - dont Jacques Nichet met en scène *La Tragédie du roi Christophe* - aux mouvements virulents des chorégraphes de Bill T. Jones - l'Américain qui donne une création mondiale inspirée par les chansons d'amour de Jacques Brel, *Sur la place*. Enfin, pour fêter la cinquantième édition du Festival, cinquante comédiens dirigés par Georges Lavaudant viendront célébrer le théâtre. Le temps d'une nuit, ils vont nourrir la mémoire sans fond du puits de la Cour d'honneur.

Alain Françon arpente les gris de la mémoire

À la sortie de Saint-Etienne, pas très loin des puits de mine, le stade où s'illustreront bientôt les Verts, l'équipe mythique de l'ASSE, au centre de la ville, un grenier, celui de l'École des mines, où s'invente et se régénère le théâtre populaire sous la houlette d'un homme, Jean Dasté, marieur du théâtre d'art et des classes laborieuses.

Entre les deux, un homme jeune. Nous sommes en 1970 et Alain Françon a vingt-cinq ans; élevé dans la vénération d'une grand-mère officiant au café Le Soleil, Alain Françon a des envies irrépressibles de « bouffer de la culture bourgeoise ». La peinture en fait partie et ne le quittera jamais. « Elle continue de me passionner bien plus que le théâtre », confie-t-il sans plus de malice. Il se retrouve bientôt avec dans la poche un diplôme de lettres modernes et une maîtrise d'histoire de l'art sur les recherches du Corbusier. Il est trop tard pour prétendre déborder les défenses alors perméables du championnat de France : Alain Françon se contente des bancs du public de Geoffroy-Guichard et invitera très longtemps après Robert Herbin, l'entraîneur des Verts, à participer à une émission de France-Culture. Mais il a juste assez de maturité pour fréquenter assidûment le grenier de Dasté.

Là, il croise Gérard Guillaumat, Françoise Bertin, ces acteurs peu connus et pourtant experts qui ont bâti, sans le savoir, mais en le rêvant, les fondations d'un service public du théâtre décentralisé. Avec un groupe d'amis, Alain Françon se lance dans l'aventure. Ainsi naît le Théâtre d'essai Kerak, « un nom dont j'ai oublié le sens, avoue-t-il aujourd'hui, qu'avait trouvé un ami acteur abanais ». Jean Dasté se montre généreux, mais pas sans conditions. Il inscrit les spectacles du Théâtre d'essai dans la saison de la Comédie de Saint-Etienne avec pour mission de créer un répertoire contemporain qui ne tente pas toujours la jeune compagnie. « Il y a des pièces qu'il n'avait pas envie de faire, mais qu'il fallait absolument monter. Je me suis tapé Ionesco, Pinget, Obaldia, ce qu'on appelait le théâtre de l'absurde à l'époque, et Beckett, le seul qui m'ait vraiment intéressé. »

Pendant plusieurs saisons, ces spectacles sont présentés en tournée dans la région de Saint-Etienne. « À la faveur de ces tournées, les gens d'Anecy, qui étaient en train de créer un centre d'action culturelle, ont vu plusieurs de nos spectacles. Ils ont eu l'envie de faire

● Cour d'honneur
Le futur directeur
du Théâtre national
de la Colline
créé « Edouard II »,
du Britannique
Christopher Marlowe.
Une tragédie
des amours
impossibles
et des guerres
certaines

portes des boîtes de la région. On s'inspirait de Jean Dasté et du mouvement politique ». Et par exemple de la manière violente, radicale, offensive des théâtres sud-américains aperçus au Festival de Nancy. Leur premier spectacle est une « création collective » s'inspirant d'un procès de militants basques à Burgos, qui alors mobilise la gauche antifranciste.

La Force de Burgos sera présentée dans toute la France avec un réel succès. Mais la compagnie ne veut pas se satisfaire de ces premières conquêtes. Alain Françon devient le metteur en scène du Théâtre éclaté, sans savoir très bien, aujourd'hui encore, si c'est parce qu'il avait « le discours le plus cohérent ce jour-là » ou s'il était alors « le plus mauvais acteur de la troupe ». La meilleure façon

geant, Le Titién, Edward Hopper ou Francis Bacon.

De conflit avec la municipalité d'Anecy en reconnaissance parimonieuse de l'Etat, le Théâtre éclaté traverse vivement les années 70 et se paie par la multiplication des tournées, comme celle des *Soldats*, d'après Carlos Reyes, qui sera jouée cent dix-huit fois. Il connaît avec la création *Des traux et des jours*, de Michel Vinaver, une reconnaissance critique et publique nouvelle. Et des ressources plus confortables.

LYON

Le Théâtre éclaté achemine alors créations contemporaines (Michel Vinaver encore, puis Jean-Pierre Amette, Enzo Cormann, Valère Novarina, Marie Redonnet) et textes du répertoire (Marivaux, Strindberg, Rousseau,

mairie a d'autres projets et Alain Françon doit quitter la ville. Dans ses bagages, le titre de « Centre dramatique » qu'il emporte avec lui à Anecy et des subventions confortables.

Ainsi commence la seconde aventure savoyarde, dont la présentation d'Edouard II dans la Cour d'honneur marquera l'achèvement. En 1992, Alain Françon crée en français *La Compagnie des hommes*, de l'Anglais Edward Bond. C'est le début d'une collaboration de - presque - tous les instants entre l'auteur le plus tonitruant des scènes britanniques et le metteur en scène, toujours aussi discret, mais au style désormais affirmé. D'autant qu'Edward Bond, même quand Alain Françon monte *La Mouette*, de Tchekhov, ne cesse sa collaboration de « dramaturge occulte », sous formes d'échanges in vivo, par lettres, par fax, par téléphone...

Au fil du temps, de nouveaux compagnons se sont agrégés à la troupe, comme Dominique Valadié, Jean-Claude Durand, Claire Wauthion, Laurence Mayor, Yann Collette, Clotilde Cornillac. Pour la création, à Anecy et à Avignon, de la trilogie des « pièces de guerre », de Bond, Michèle Goddet, Carlo Brandt et Valérie Dréville les ont rejoints, composant l'un des groupes d'acteurs les plus fervents de la scène française. Ensemble, ils inventent, dans les décors de Jacques Gabel, les lumières de Joël Hourbeigt, les costumes de Patrice Cauchetier - devenus des fidèles - des odyssées de théâtre dont la seule foi est l'art du jeu et l'engagement à dire le monde, ses violences, ses troubles, ses âmes mortes, ses fragiles sourires et ses balos d'espoir.

PARIS

Ils peuvent avoir, souvent, le verbe cru, abrupt, tant leur seul scrupule est de servir les textes. Et ils ont composé une esthétique qui leur est propre, enfants perdus dans ce qu'Alain Françon appelle « des lieux à jouer », palissades de bois qui dessinent des villes, des faubourgs, des maisons, des salons, des chambres, des débarras où le gris prédomine, ou plutôt cette gamme infinie de gris qui figure si justement les circonvolutions de la mémoire et les méandres du cerveau des hommes. En novembre, Alain Françon prendra la succession de Jorge Lavelli à la tête du Théâtre national de la Colline. Là, il retrouvera ses amis, ce goût du texte éprouvé et du jeu. Une scène à sa mesure en somme, ouverte, imprévisible, essentielle.

Olivier Schmitt



Michel Didym (Gaveston) et Carlo Brandt (Edouard II), amants et princes d'un monde qui, au sortir du Moyen-Age, cherche à s'inventer.

des créations à l'intérieur de leur centre; aujourd'hui, on dirait qu'ils nous ont reçus en résidence. » Le Théâtre d'essai prend son avenir en main et quitte le douar fondateur. Il s'installe à Anecy en 1972. Là sont présents André Marcon, Evelyne Didi, Christiane Cohendy... Tous partagent à égalité la responsabilité de la compagnie et la fabrication des spectacles et se choisissent un nom : Théâtre éclaté d'Anecy, un emprunt à Armand Gatti, « car nous voulions inventer un théâtre éclaté dans la forme et dans les lieux de représentation. Notre activité relevait de ce qu'on a appelé le « théâtre d'intervention », ces contacts directs dans la rue, aux

dé satisfaire un goût pour la politique et un souci plus grand du théâtre est de monter Brecht; le Théâtre éclaté, en s'emparant de l'Exception et la règle, marque sa particularité première : une économie volontaire de la mise en scène au service du texte et des acteurs. On s'interrogera longtemps sur le caractère du chef de troupe Alain Françon, économiste de ses mots et de ses émotions au point parfois qu'on le juge apathique. La vérité est peut-être qu'il est un homme réservé, un artiste de la discrétion, préférant les jeux d'ombre aux excès de lumière, un plasticien aussi qui sait traduire sur un plateau les visions souvent splendides que lui inspirent Sar-

O'Neill, Ibsen). En 1990, Alain Françon prend au Théâtre du 8^e, Centre dramatique de Lyon, la difficile succession de Jérôme Savary. Pendant la première saison, 5 000 abonnés se volatilisent.

L'incompréhension est totale avec la mairie - « inconstante et opportuniste », se souvient le metteur en scène... Pour combattre les fantômes de Marcel Maréchal et Jérôme Savary, Alain Françon met en scène *La Dame de chez Maxim's* : « On a fait semblant de conserver une forme et on a creusé un plus avant le texte. » *Britannicus*, *La Vie parisienne* et *Saute Marquis*, d'après Feydeau, compléteront cette tentative de séduire le public lyonnais. Mais la

abonnez-vous 96

Theâtre national de la Colline
44 62 52 52
15 rue Malherbe
75006 Paris
Métro Goncourt

Kushner, Lavelli, Bédouet, Adrien, Plançon, Césaire, Nichet, Sued, Tilly, Friel, Lavelli, Sinisterra, Poulange

THÉÂTRE NATIONAL DE BRETAGNE - RENNES

Saison 96 / 97

Créations

DOM JUAN / CHIMERE Molière / Gabily
LE TOUCHER DE LA HANCHE Gamblin / Isabel
LES PRECIEUSES RIDICULES Molière / Deschamps / Makeieff
RICKY POMPON Bossard

Coproductions

FRUITS Diverrès - **LE DEFILE** Deschamps
Makeieff - **L'ATELIER D'AGIACOMETTI** Genet
Lelardoux - **LE PROCES** Kafka / Pitoiset
MACBETH Shakespeare / François - **BATAILLE DU TAGLIAMENTO** Théâtre du Radeau
CABARET LUCIOLES Théâtre Les Lucioles
MAISON DE POUPEE Ibsen / Warner

Et aussi

WILLIAM FORSYTHE - BILL T. JONES
ANNE TERESA DE KEERSMAEKER...

Festivals METTRE EN SCENE - CHOREGRAPHIES

T	N				
Informations	99	30	88	88	
Réservations	99	31	12	31	

Le Diable
Jerome Deschamps et Maria Makeieff

Quartier libre
Guy Bedos / Didier Vanadi

Le Bourgeois gentilhomme
Molière / Jérôme Savary

Catherine Ribeiro

Le Bal moderne 96

Virginia
Edna O'Brien / Anne-Marie Lazzari

Mowgli, l'enfant loup
Théâtre des Enfants
Rondard Kloting / Erik de Doodsen

Bejart Ballet Lausanne
chorégraphies de Maurice Bejart

Macbeth
William Shakespeare
Katharina Thalbach

Guy Bedos

Domage qu'elle soit une putain
John Ford / Jérôme Savary

Adam et Eve
Joël-Claude Grumberg
Gilles Bourdet

Aperçus-concerts

France Inter

saison 96/97
location, renseignements : 0147278115
Théâtre National de Chaillot

Christophe embarque sur le fleuve de l'indépendance

● Cour d'honneur Jacques Nichet raconte « La Tragédie du roi Christophe », souverain haïtien aux idées généreuses qui ne sut arracher son peuple à l'oppression. L'espérance déçue de la démocratie, sous le verbe brûlant d'Aimé Césaire



Emile Abossolo-M'Bo (le roi Christophe).

Le visage abrité par un chapeau de paille pour se protéger du soleil que réfléchissent les pierres blanches du Palais des papes d'Avignon, Jacques Nichet raconte ses vingt ans, éblouis par les lieux. Sur le plateau, James Germain, haïtien, chante. Sa voix, capable d'interpréter Monteverdi comme les airs vaudous, rassure la troupe. Trois semaines avant la première de *La Tragédie du roi Christophe*, d'Aimé Césaire, dans la Cour d'honneur, les répétitions la situent ne manquent pas de gravité.

« Pour ce cinquantième Festival d'Avignon, c'est la première fois qu'une troupe de comédiens noirs pénètre dans la Cour d'honneur du Palais des papes. Lors de la première édition d'Avignon, l'empire colonial français existait encore », explique Jacques Nichet. Après *Le Retour au désert*, de Bernard-Marie Koltès, et *Alceste*, d'Euripide, le metteur en scène a choisi Aimé Césaire, romancier et dramaturge martiniquais trop peu joué en métropole. « L'Europe est dans toutes les têtes, mais il ne faut pas oublier le tiers-monde. Césaire, c'est une grande voix poétique qui nous parle, en français, de la décolonisation. » L'histoire de *La Tragédie du roi Christophe* (éd. Présence africaine), celle d'un roi qui voulait remettre son peuple debout, lui semble d'une grande actualité. « Comment construire un Etat digne de ce nom où l'indépendance et la démocratie ne soient pas que des mots ? » C'est, selon lui, la question posée par le verbe brûlant de Césaire.

Pour incarner Christophe, le digne haïtien dans les premières années après l'indépendance de l'île acquise dès 1804, Jacques Nichet a choisi un acteur jeune, Emile Abossolo-M'Bo. « Le roi Christophe, c'est un Bonaparte plutôt qu'un Napoléon », estime le metteur en scène. Il avait déjà fait appel à lui dans deux pièces, notamment dans *Alceste*, donné avec succès au Festival d'Avignon de 1993.

Camerounais installé en France, formé par le metteur en scène Daniel Mesguich, Emile Abossolo-M'Bo joue le rôle de loin le plus

important, non seulement par le nombre de ses répliques mais par sa charge symbolique. « Christophe est un immense fleuve, alimenté par les petits affluents que nous sommes, nous les autres personnages », résume Pascal Nzouzi, comédien congolais qui joue Mami, le bras armé de Christophe. Mami, comédien marocain de Paris, qu'on a vu à la télévision dans la série *Commissaire David Lenoir*, a aussi été choisi par Jacques Nichet en connaissance de cause pour le rôle de Hugonin, le bouffon du roi : c'est la cinquième fois que les deux hommes collaborent.

Le reste de l'équipe a été recruté après de très nombreuses auditions – près de deux cent cinquante – à Paris, en Côte-d'Ivoire, au Bénin, aux Antilles et à Haïti. Quand Jacques Nichet a décidé de monter cette pièce, créée seulement par Jean-Marie Serreau en 1965 et par Idrissa Ouedraogo à la Comédie-Française en 1991, il a voulu faire interpréter les personnages – tous haïtiens dans la pièce – par des Noirs. « Le paradoxe qui consiste à demander à des Blancs de jouer des rôles de Noirs, à des hommes d'incarner des personnages de femmes, peut être intéressant. Mais j'ai préféré faire entendre les voix de comédiens sensibles au sujet de la pièce. »

VINGT ET UN COMÉDIENS

Les vingt et un comédiens retenus, professionnels très expérimentés, témoignent de la diaspora noire. Les rôles principaux en dehors de Christophe sont assurés par des acteurs vivant désormais en France. William Nadyman Younda (Vastey), de mère indienne de la Réunion, de père camerounais, était présent à Avignon l'an dernier dans *La Servante*, d'Oliver Py. Victor Louya Mpena Malela (porte-parole des paysans) vit au Congo, où il a joué presque toutes les pièces de Sony Labou Tansi, écrivain mort du sida en 1995. Louya était l'un des deux personnages du très beau *Lien de sang*, du Sud-Africain Athol Fugard, présenté à Avignon en 1995. Kangu Alendjrodo (courtisan), togolais, vit à Chicago.

Quelques acteurs sont, habituellement, plutôt chanteurs, comme

James Germain ou Sylvie Laporte, musiciens, comme le fidèle haïtien Aly Wagné, ou conteurs comme le haïtien Maxime Dumont. Au Cameroun, Emile Abossolo-M'Bo avait joué deux fois *La Tragédie du roi Christophe* : « Nous étions une troupe universitaire et nous prenions le temps – plusieurs mois – pour monter nos spectacles. Parallèlement, nous faisons des recherches sur le théâtre international et camerounais. Nous allions recueillir des épopées traditionnelles sur le terrain. C'était un champ d'expérimentation extraordinaire. »

LA SORTIE DE L'ESCLAVAGE

Il voit dans la pièce de Césaire avant tout la question de la sortie de l'esclavage, une interrogation qui lui semble atteindre « l'essentiel », terme qu'il préfère à celui d'« universel ». « Christophe tâtonne car il est pressé de faire évoluer son peuple. Peut-on, dans la tourmente de toutes les formes d'esclavage, trouver assez de paix intérieure pour inventer les moyens justes d'avancer, sans verser le sang, sans reproduire l'esclavage ? »

Comme l'ensemble de la troupe, Emile Abossolo-M'Bo a le sentiment de vivre une expérience exceptionnelle, en ayant à charge de faire résonner, du mieux possible, les mots de Césaire dans le cadre grandiose du Palais des papes. La plupart des comédiens n'y avaient jamais mis les pieds. Passé le premier choc, ils ont perçu le bien comme « un territoire de tranquillité », assure Emile Abossolo-M'Bo. Une fois sur la scène, il a eu le sentiment que « la Cour [leur] tendait les bras et [les] acceptait ».

Catherine Bédarida



« Le paradoxe qui consiste à demander à des Blancs de jouer des rôles de Noirs, à des hommes d'incarner des personnages de femmes, peut être intéressant. Mais j'ai préféré faire entendre les voix de comédiens sensibles au sujet de la pièce. » Jacques Nichet, metteur en scène.

Aimé Césaire, le grand cri nègre

Le moment pour aller vers Césaire est très exact. Maintenant. A nouveau.

Le petit monde des lettres officielles, lesquels, en plus, signe des temps, ont à charge d'avoir l'air vaguement normaux. Cherchez les éditions, les programmes, les citations, vous verrez. On laisse dormir le vieux lion que l'on croit fatigué. Ses fils, déjà, crevés d'œuvres imparfaites, ne cessent de lui adresser de vastes et menaçants rugissements qui finissent en miaulement. L'école se comporte avec lui comme avec Prévert : à distance affectueuse. Sa plus récente manifestation publique fut un entretien filmé auquel il a consenti à se livrer, sans réserve, dans cette langue superbe de présence et de force, avec Roger Toumon, pour le premier colloque consacré à Michel Leiris (à l'université Paris-VII-Denis-Diderot). Une après-midi de décembre dernier, fait d'actualité honoraire causa de l'université de Saint-Domingue, dans les modestes locaux de la maison de Fort-de-France, sa parole sonore, vivante, vigoureuse, trancha sur les discours. Et même, dans le vif des discours académiques.

« Et je pousserai d'une telle grandeur le grand cri nègre que les assises du monde en seront ébranlées. »

On encoire :

« Nous ne sentons pas sous l'aisance la dégradation de ceux qui tirent la lance. Et puisque j'ai juré de ne rien celer de notre histoire (moi qui n'admire rien tant que le moulin broussard son ombre de fin d'après-midi), je veux montrer que nous sommes de tout temps d'assez piètres lèveurs de vaiselle, des crânes de chaussure sans envergure, mettons les choses au mieux, d'assez consciencieux sor-

clers, et le seul indiscutable record que nous ayons battu est celui d'endurance à la chicote... » Nous, qui nous ? Nous, vomisseurs de négrier, vénéreurs des calebans, nègres hideux, affalés, « de ceux qui n'ont inventé ni la poudre ni la boussole, ceux qui n'ont jamais su dompter la vapeur ni l'électricité, ceux qui n'ont exploré ni les mers ni le ciel... »

Et ceci aussi :
« Liberté mon seul pirate, eau de l'an neuf ma seule soif
mon seul sumpang
nous coulerons nos doigts de rive et
de gourd
entre les dents glacées de la Belle-
[au-Bois-dormant]. »

LA POÉSIE AU PIED DE LA LETTRE

On comprend que Breton, Sartre et Leiris aient été ses passeurs. Comme s'il gênait par sa stature, sa simple présence, on aimerait l'oublier. Mais il est là. Toumon vient de réunir une anthologie poétique de toute beauté aux éditions de l'Imprimerie nationale. Et l'on remonte *La Tragédie du roi Christophe*. Parfait. « C'est au cri que l'on reconnaît l'homme », dit-il. Puisque les temps sont revenus où l'on ne sait plus affronter cette question cruciale des mots, des phénomènes, comme pour mieux noyer le politique, le retour à Césaire s'impose : « J'accepte... j'accepte... j'accepte... » (entièrement, sans réserve, ma race qu'aucune abondance d'hypospe et de lys mêlés ne pourrait [purifier] ma race rongée de macules ma race raisin mûr pour pieds fibres ma reine des crachats et des fibres...)

Trois facteurs essentiels dans le destin sans prédestination de Césaire : d'abord, la prise de mesure du savoir académique, les écoles et les titres ; ensuite, la descente aux

enfers du passé d'esclave par la poésie même (« Non, nous n'avons jamais été amazones du roi du Dahomey, ni prince de Ghana avec huit cents chameaux, ni docteurs à Tombouctou Asika le Grand dant roi, ni architectes de Djenné, ni Madhis, ni guerriers... ») ; et surtout, la mise en jeu jusqu'au bout de cette expérience qui court du « travailleur horrible » de Hugo aux surréalistes, en passant par Lautréamont et Mallarmé. La poésie prise au pied de la lettre, le seul peut-être à l'avoir tenté vraiment, dans sa chair et sa vie, là-bas, en Martinique, petite île... Un poète s'écoute à ses titres. Exemple : *Cahier d'un retour au pays natal* (1939), *Les Armes miraculeuses* (1948), *Soleil cou coupé* (1948), *Corps perdu* (1949), *Ferremens* (1960), *Noria* (1976), *Cadastre* (1981), *Moi l'indigène* (1982)... Un poème dramatique et trois pièces de théâtre : *Et les chiens se taisaient* (1946), *La Tragédie du roi Christophe* (1963), *Une saison au Congo* (1966), *Une tempête* (1968). Plus des essais historiques ou des discours marquants : *Esclavage et colonisation* (1958), *Culture et civilisation* (1956), *Discours sur le colonialisme* (1962), *Toussaint Louverture*, *La Révolution française et le Problème colonial* (1962).

Au fond de l'expérience, ceci : qu'est-ce que naître à la pensée et qu'y voit-on, au petit matin de l'expérience et du retour ? Petite île, la Martinique, mais d'une exigence désastreusement rehaussée de tornades, sourdies aux vastes souffrances de la planète, exposée, le sous le vent des poutons du cyclone, le soulèvement des volcans, gigantesque poulx des Tropiques. Poète ? « Être la bouche des malheurs qui n'ont point de bouche. » Déjouer la dignité. Eclater du rire de la colère : « Un jour, le nègre s'empara de la cravate du Blanc, se saisit d'un chapeau me-

lon, s'en affubla et partit en riant... Ce n'était qu'un jeu, mais le nègre se laisse prendre au jeu : il s'habitue si bien à la cravate et au chapeau melon qu'il finit par croire qu'il les avait toujours portés : il se moqua de ceux qui n'en portaient point et renia son père qui a nom Esprit-de-Brousse... C'est un peu l'histoire du nègre d'avant guerre qui n'est que le nègre d'avant raison. Il s'est mis à l'école des Blancs. Il a voulu devenir "autre". Il a voulu être "assimilé" » (L'Étudiant noir, 1935).

La rencontre avec Breton, puis Leiris, ne sera qu'une occasion de gagner du temps, d'aller plus loin, plus vite : cette volonté de descender en sol qui lui fait trouver en lui le nègre fondamental : pas un surréaliste de plus, pas un surréaliste français de plus, non, le nègre inconso, celui qui tonne sur fond d'Anses frères, d'Antilles affamées, dynamitées d'alcool, les Antilles d'avant.

« Quel que soit le contexte, dit Toumon, l'apparition d'un poète majeur constitue toujours une espèce d'événement inattendu, de miracle. Son surgissement prend la valeur d'un signe des temps. Ce qui frappe, chez Aimé Césaire, c'est son individualité radicale, ce sont les traits distinctifs qui permettent de l'identifier instantanément. » Chaque phrase citée le prouve. On aurait dû commencer par le commencement, par l'introduction. Mais l'abondance des textes, l'imprégnation de textes disent où se joue la parole de Césaire, par quel déplacement provoqué elle a migré de la parole poétique qui l'a conduit au bord de la folie de dépression (au moment du *Cahier*), à la parole théâtrale, ce triptyque annoncé par un texte charnière au titre avant-coureur, *Et les chiens se taisaient...*

Francis Marmande

13^{ème} FESTIVAL
INTERNATIONAL DES
FRANCOPHONIES
EN LIMOUSIN
26 Septembre -
1^{er} Octobre 1996
Le rendez-vous des
théâtres francophones

L'ENFANT-RAT
de Armand Gatti, mise en scène Hélène Châtelet (France)

LA MINUTE ANACOSTIQUE
de Paul Pourvère (C.R. de Belgique), mise en scène
Gill Champagne (Québec-Canada)

ARRÊT FIXE
de M'Hamed Benguetat, mise en scène Ziani-Chérif Ayad (Algérie)

LEÇONS DE FLANAGE
conception et mise en scène D. Kimm et Denis O'Sullivan
(Québec-Canada)

LA COMPLAINTÉ D'EWADI
de Kouaho Litzere, mise en scène Fargass Assandji (Côte-d'Ivoire)

LA LÉGENDE DE KALIDARA
d'après Amadou Hampaté Bâ (Mali), mise en scène
Claude Gnakoou et Luis Marques (Côte-d'Ivoire)

LECTURES
Photo de classe de Anca Videt (Roumanie)
Un Ex de cendres de Abdelkader Djemai (Algérie)
La Rue des Soucis de Daniel Soulier (France)

THÉÂTRE

TRAVERSÉE
de Xavier Orville (Martinique-Dom),
mise en scène Christian Remer (France)

LE FAUCON
de Marie Laberge (Québec-Canada),
mise en scène Gabriel Garra (France)

ELSENEUR
de et par Robert Lepage (Québec-Canada)

LE GRAND OISEAU
de et par le groupe N'Soleil (Côte-d'Ivoire)

LA PASSE IMAGINAIRE
d'après Griséldis Réal, mise en scène Nicole Velche (France)

UN TOUR DE VIS
de et par le Duo Bio et Kossi (Bénin)

MUSIQUES
Collège Brothers (La Réunion-Dom)
Gwo Van Va Souffle (Martinique-Dom)
A'Arass (Palestine)

Programme disponible
fin août

Festival International
des Francophonies en
Limousin

11, avenue du
Général-de-Gaulle
87000 Limoges

Tél. : 55 10 90 10
Fax : 55 77 04 72

La Bill T. Jones Company danse Jacques Brel

LES feux de colère de Bill T. Jones allumés lors de la création de *Last Supper at Uncle Tom's Cabin/The Promised Land* (1990) et de *Still/Here* (1993) se sont apaisés. Le chorégraphe s'éloigne des pièces vertigineuses de théâtre-danse qui duraient toute une soirée pour aborder aux rives d'œuvres plus intimes qui explorent la poésie, le dialogue entre les rythmes vocaux et le mouvement. Les danseurs de la Bill T. Jones-Arnie Zane Company se produiront à Avignon, du 31 juillet au 3 août, avec deux nouveaux spectacles, *Sur la place* et *Ursolate*. Ils danseront également *D-Man in the Waters* (1989), chorégraphie exubérante dont les courses cinématiques envahissent la scène.

Dans sa loge du Joyce Theater de New York, Bill T. Jones livre tranquillement ses premiers commentaires sur ses nouvelles chorégraphies : « Les mots et la façon dont ils peuvent éclairer les possibilités de la danse m'ont toujours intéressés. Et je voulais revenir à la danse, connaître les raisons qui font que je suis une personne qui aime la danse. Je voulais m'abandonner aux caprices du désir et de la poésie. Je voulais m'encourager à les vivre un peu. *Still/Here* parlait indéniablement de la vie mais ce que je fais actuellement tourne plus autour des plaisirs, des choses dont je jouis et qui font que je suis quelqu'un de normal, toutes ces choses qui me poussent à vivre au moment présent. »

Sur la place est un trio méditatif inspiré de neuf chansons de Jacques Brel - plainte sur l'amour perdu et les lieux de la mélancolie. Bill T. Jones danse aux côtés de la belle et grande danseuse française Odile Reine-Adelaide, et de Leland Barrett, vingt-deux ans,

● **Cour d'honneur**
Délaisant les thèmes du sexe, de la maladie et de la mort, le chorégraphe afro-américain Bill T. Jones apaise sa révolte pour aborder les rives plus douces de la poésie

tout en muscles, bâti comme une armoire... La seconde pièce, *Ursolate*, est une œuvre de quarante-cinq minutes de danse interrompue sur une partition vocale, une *ur-sonate* phonétique, composée en 1929 par l'artiste dada Kurt Schwitters. Elle est chorégraphiée par Bill T. Jones et Daria Villani, jeune danseuse de Boston. « Un thème sous-jacent de notre travail actuel est le recommencement, souligne le chorégraphe. Cela vaut à la fois pour ma vie privée et pour l'essence de la compagnie. » Les deux tiers des danseurs ont rejoint la troupe au cours des deux dernières années.

Il y a environ deux ans, après *Uncle Tom* et *Still/Here*, Bill T. Jones s'est demandé s'il n'allait pas laisser la compagnie continuer sans lui. Ces œuvres monumentales avaient demandé beaucoup d'énergie et un nombre impressionnant d'interprètes qui n'étaient pas danseurs étaient ve-

nus s'adjoindre à la compagnie. « Pendant deux ans et demi, on a tourné ces pièces et, d'un seul coup, on s'est retrouvé sans répertoire », dit-il. Aujourd'hui, la compagnie est composée de jeunes danseurs qui ont besoin de danser. « Le feu et l'énergie de leurs corps me poussent constamment. On sent qu'ils ont envie de sauter, de tourner, de bouger. C'est quelque chose dont il faut tenir compte et qui doit être cultivé. »

UNE DÉCOUVERTE « EXOTIQUE »

« La musique de Brel avait l'air tellement facile d'accès. En l'écoutant en prenant mon petit déjeuner, j'ai été ému par les vibrations qui s'échappaient des mots. J'ai eu envie de bouger sur cette musique, de me laisser aller à ces sensations - et je me suis demandé pourquoi cela ne s'exprimerait pas dans mon travail. » Plus tard, il a fallu s'intéresser de plus près à l'esthétique de Brel : « Ses chansons ne prétendent pas être du grand art. Pourtant, c'est ce que l'art peut produire de plus grand, la poésie. Et elles sont très théâtrales. » Puis est venu le moment de découvrir Brel, l'homme : « Lui est un bohémien francophone des années 50, européen et hétérosexuel. Moi, je suis un Afro-Américain de la fin du XX^e siècle, avec ce que cela suppose de problèmes et de questions sur l'identité, les sexes et l'histoire. C'est vrai que quand j'ai découvert Brel, il m'a paru relever de l'"exotisme". Moi, je ne vis pas dans un monde où un homme tombe sans cesse amoureux de son amie d'enfance, explique Bill T. Jones. De temps en temps, Brel m'agace avec ses amours qui ne marchent jamais. Mais c'est ça aussi qui est beau et charmant : il est amoureux de l'amour. »

Le chorégraphe a donc installé le chanteur dans un contexte nou-



Chansons de Brel, poésie sonore du peintre Kurt Schwitters. Bill T. Jones a choisi de faire vibrer sa danse sur des mots, des paroles d'Européens. Après le sexe, la maladie : la douceur de l'amour.

veau : des danseurs postmodernes de 1996 interprètent des chansons françaises populaires de cabaret milieu de siècle. La mise en scène est sobre. Une longue table ; trois danseurs en gris et noir, pris dans un carré de lumière. La pièce semble avoir lieu dans un autre monde. Les gestes sont sculpturaux, l'immobilité fréquente. On a l'impression de voir une succession de séquences cinématographiques. Le public voit immédiatement trois danseurs noirs qui ne ressemblent en rien à ce que la voix de Brel suggère. C'est ce jeu complexe et ambigu qui a intrigué le chorégraphe : « Ce qui sous-tend tout ça est la question fondamentale de la pérennité de la poésie. »

Ursolate est un long tour de force qui combine danse et vocalises. Barry Butterfield interprète cette œuvre de Kurt Schwitters à Avignon - des répliques bizarres

et démesurées relevant du non-sens le plus pur, le bégaiement rythmé de pré-syllabes brisées en particules de phonèmes. Bill T. Jones et Daria Villani ont travaillé sur la chorégraphie pendant un an et demi. « Il nous fallait connaître la partition pour comprendre ce que nous dansions. J'ai réagi à *Ursolate* de façon très intuitive. J'ai même écrit des phrases en silence avant de les intégrer à la musique. Mais Daria est restée très proche de la partition, calquant ses propres phrases sur la partition. Par la suite, nous avons commencé à déconstruire les phrases de l'autre, à les cannibaliser, à les trafiquer, de telle sorte que maintenant, nous créons nos propres *ur-sonates*. D'une certaine manière, le mouvement sert d'intermédiaire à l'expérience sonore et offre à la partition une sorte de visualisation, une terre ferme, une personnalité. »

Bill T. Jones cherche désormais à approfondir ses recherches sur le caractère physique de la danse et sur ses choix musicaux. « Mon travail est ma "lettre au monde". Cette lettre doit être écrite de ma main. Elle doit correspondre à ce que je suis à ce moment précis. Ce qui m'intéresse, ce que je trouve excitant cette saison, c'est cette tentative de rester à l'écoute de cette voix. »

Aujourd'hui, la voix du chorégraphe n'est plus tonitruante, lui ne se consume plus sur les brassiers politiques de la race, du sexe et des atteintes portées au corps. Aujourd'hui, la voix de Bill T. Jones est une voix plus profonde, plus intérieure, à l'écoute des autres, cherchant des réponses avec beaucoup de concentration, comme si chaque syllabe avait son importance.

Sally Sommer

Les extravagances d'un « monstre sacré »

Il y a trois ans, *Still/Here* donnait naissance à une controverse critique au vitaiol à propos de la légitimité du « victim art ». D'un côté, Bill T. Jones était salué pour des œuvres qui traitaient des problèmes explosifs du racisme et de la religiosité (*Uncle Tom's Cabin*), la mort, l'agonie et les maladies incurables (*Still/Here*). De l'autre, il était condamné par les critiques, selon lesquels *Still/Here* était du « victim art » manipulateur et lui-même un artiste néo-narcissique, son travail non linéaire étant jugé chaotique.

En 1995, le chorégraphe a publié *Last Night on Earth* (parution prévue en France en 1997 chez Actes Sud). Il y parle honnêtement de son homosexualité, avoue sa colère et sa rage, et décrit de façon très imagée les plaisirs exhibitionnistes des saunas homosexuels. Il raconte l'utilisation ponctuelle de la sexualité et de la colère dans ses représentations, comment il se sert - comme tous les interprètes exceptionnels - de la puissance de son sex-appeal. Bill T. Jones est loin d'être le seul interprète dans ce cas. Tous les artistes donés savent qu'il s'agit d'une qualité humaine essentielle. C'est la raison pour laquelle on les regarde, on les trouve attirants, on tombe amoureux d'eux.

La controverse s'est vite amplifiée. Les attaques et contre-attaques fusèrent de toute part comme d'immenses petites bombes de haine. Devenu personnage public, le chorégraphe fut questionné au cours de forums pu-

blics. En novembre 1995, il dénonça dans une fureur antisémite « les juifs qui dirigent les médias ».

« INEXCUSABLE »

En février 1996, ces propos furent violemment critiqués dans *Dance Magazine*. En juin, Jones fit publier dans ce même magazine une lettre d'excuses et de rétractation : « Je suis désolé et embarrassé... Ce que j'ai dit ne correspond pas à ce que je ressens... [Ces] convictions politiques ou idéologiques ne sont pas les miennes. [C'était] inexcusable. » Ce qui n'a adouci en rien la hargne de ses détracteurs.

Bill T. Jones est le monstre sacré de la danse américaine. Pour Henry Gates, historien des arts à Harvard, « Jones incarne le zeitgeist de la

culture postmoderne ». La force de Bill T. Jones en tant qu'homme, en tant que Noir, en tant qu'objet sexuel, lui permet de conduire le débat sur l'Amérique, le racisme, la religion, nos façons d'envisager la mort et l'agonie jusqu'aux frontières du politique. Bien dans sa peau, sans peur, extravagant, il dérange la conscience de ses détracteurs et de ses publics.

Nous avons besoin d'artistes comme lui, qui nous emmènent au-delà de la prudence, qui nous mettent mal à l'aise, qui ne sont pas « aimables ». Sa prochaine création pourrait s'appeler *Bacchi*, drame sexuel primitif relatif au déchaînement de la sexualité dans le monde occidental.

Sa. S.

Son Patrimoine • ses Événements Culturels • sa Qualité de vie
ont fait d'AVIGNON, la Ville Européenne de la Culture en l'an 2000

AVIGNON peut également accueillir VOTRE ENTREPRISE sur

AGROPARC

Son Technopôle Régional



AGROPARC à l'aube du 3^e millénaire, offre une concentration de compétences au service des entreprises :

- la Recherche
- l'Enseignement Supérieur
- les Transferts de Technologie
- les Services de proximité (haute technologique, etc...)

AGROPARC offre également trois possibilités d'implantation :

- une Pépinière d'entreprises
- de l'Immobilier d'entreprises
- des Terrains à bâtir

CONSULTEZ-NOUS AU : 04 90 23 80 50

Agriscopie • BP 1205 • 84011 AVIGNON Cedex 9 • Fax : 04 90 23 80 59



« Le Monde » Publicité
Arts-Spectacles
Maryse Couët-Lannes
Tél. : 44-43-76-12

THÉÂTRE DE SARTROUVILLE

96 97 30 ans

Les Jumeaux vénitiens
Trezenne mélodies
Le Roi Lear
Ma cour d'honneur
Odyssée 78
Carolyn Carlson - Kathak
Guy Marchand
Maurane - Djeli Moussa Diawara & Fonoamby
Kent - Giovanna Marini - Thomas Fersen - Angélique Ionatos
Le Contrat de mariage
Le Voyage
Anne Quételet - Régis Pasquier
Duo, histoire d'amour
Les Micos - Le Cri du caméléon



Carlo Brandt

C



Philippe Clève

مكتبة الأمل

LE MONDE / JEUDI 4 JUILLET 1996 / VII

PERSONNAGES

« Se croire un personnage est fort commun en France », remarquait La Fontaine. L'être l'est moins. Il ne suffit pas de danser, chanter, jouer, inventer ou diriger pour mériter ce statut. Il faut porter en soi cette part d'insaisissable mais toujours évidente, qui attire le regard et avive le mystère. Le personnage a une aura, qui ne s'invente pas. Elle naît d'un physique, d'une façon d'être. Souvent, elle porte le masque d'un défaut gubilé, d'une histoire enfouie, de blessures cachées. C'est une cicatrice de l'âme, la marque d'une quête, la double face d'un astre d'ombre et lumière. Une énigme – le miroir de la scène. Germaine Civera danse avec l'immensité grise de ses yeux. Philippe Clévenot joue avec une voix que n'aurait pas reniée Artaud. Meredith Monk module son étrangeté en chantant. Dominique Pitoiset cherche une terre incognita dans la mise en scène. Bruno Schnebelin invente des parcours imaginaires. Alain Platel dépouille les incertitudes du corps. Christiane Cohendy appelle le mystère du souvenir. Carlo Brandt et Martin Wuttke jouent pour les étoiles... Dans Avignon, qui respire mal sans légendes d'un soir, ces personnages dessinent une constellation internationale – américaine, flamande, suisse, espagnole, allemande, française – que le hasard nocturne des rues permet parfois de croiser. Ainsi naissent les souvenirs de souvenirs – qui sont peut-être les plus beaux habits de la mémoire.



Carlo Brandt

CARLO BRANDT entre dans la cour des grands après un parcours sans faute au Festival d'Avignon. La première fois qu'il y est venu, en 1987, c'était pour jouer *Le Perroquet vert*, d'Arthur Schnitzler, et *La Mission*, de Heiner Müller, un spectacle sauvagement mis en scène par Matthias Langhoff, au cloître des Carmes. La deuxième fois, c'était en 1994, pour les « pièces de guerre » d'Edward Bond, ciselées dans une épure terrible par Alain Françon, au lycée Saint-Joseph. Vêtements calcinés, visage brûlé, Carlo Brandt ouvrait cette odyssée post-atomique de sept heures par ces mots : « *Seuls entre les créatures nous savons que nous sommes de passage entre la naissance et la mort* ». Déjà, les spectateurs étaient glacés, et fascinés. Cette année, le monstre d'Edward Bond devient roi de Christopher Marlowe. Il ne quitte pas les terres britanniques, ni les landes de palissades où Alain Françon aime voir se déployer le théâtre. Mais il change d'échelle : il tient le rôle-titre d'*Edouard II* dans la Cour d'honneur du Palais des papes. Ce n'est pas une consécration, ni une victoire – simplement une étape dans la vie de Carlo Brandt, comédien formé à l'école de l'indocilité : il a commencé en jouant un ours. Genève, dans les années 60. Carlo Brandt doit son nom à un père

Alain Françon lui confie le rôle-titre d'*Edouard II*. Formé à l'école de l'indocilité, le comédien investit la Cour d'honneur avec sa force de vie sensible et secrète

d'origine allemande et son prénom à une mère italienne. Elle s'appelle Zucco et vient d'une famille de paysans du Frioul. Le père travaille dans l'aviation. Les deux frères de Carlo Brandt hériteront du virus de l'air. Lui, de celui de son grand-père, qui fut le premier à rouler sur une moto Sacoche dans les rues de Genève. Aujourd'hui, le comédien n'est jamais loin de sa Hadley Davidson. Quand il peut, il part pour la vallée de la Gruyère, où il retrouve l'odeur de ses étés d'enfance dans le nord de l'Italie. Alors, il préfère les foires et les vaches à l'école. « *Je me demandais ce que je ferois sur terre* » – une bonne question de mauvais élève, qui se sentit exister en prison. Il ne voulait pas faire l'année : deux mois pour désertion. Il en tire une leçon qui lui servira beaucoup dans ses choix futurs : « *J'ai vu que c'était très facile de dire non. Ça évite plein d'ennuis* ».

LA MAÎTRISE DE L'ARTISAN

Le jeune homme n'est pas qu'indocile. Il est aussi distrait : il entre au Conservatoire de Genève par erreur. Il croyait s'inscrire aux cours amateurs. Il s'était inscrit dans la section professionnelle. Il n'y reste-

pas longtemps. Il préfère rencontrer des gens qui disent non : un groupe de jazz, Pavillon B, dans lequel il joue du saxo ; des passionnés de théâtre qui n'aiment pas les spectacles indiscutables. La perfection ennue Carlo Brandt. Il se reconnaît dans la culture de Thelou-nous Monk ou Pasolini, « parce qu'ils éduquent mal par rapport à la société ».

Après avoir travaillé avec Bernard Leister, Hervé Loichemol et Claude Stratz, qui le dirigent dans Genet, Shakespeare ou Kleist, l'ours va trouver son maître : Benno Besson – « le moustachu », comme il l'appelle avec une affection inébranlable. Pendant six ans, de l'Oiseau vert de Gozzi, au Dom Juan, de Molière, en passant par Hamlet et *Lapin lapin*, il va vivre en travaillant sans relâche. « *L'intelligence de l'instinct, le non-formalisme, une vigueur monstrueuse* » – voilà ce qui séduit Carlo Brandt. Avec Benno Besson, il apprend la maîtrise de l'artisan, et cela lui convient. Au théâtre, tout commence pour lui quand il entre dans la matière vive des répétitions. « *Il me faut toucher, parler, bouger, sentir. Je n'aime pas lire les pièces, parce que j'ai l'impression de ne rien comprendre, à part l'histoire. C'est la même chose avec les écrits théoriques. Ils sont souvent intéressants, mais de toute façon, dès qu'on arrive sur un plateau, on se rend compte que tout ça vole en éclat, al-lègrement* ».

Est-ce cette liberté qui donne à Carlo Brandt le jeu puissant et subtil qui l'a fait élire par Matthias Langhoff, Georges Lavandant, ou Alain Françon ? Est-ce parce que ses nuits sont peuplées de rêves et ses jours guidés par l'instinct qu'il dégage sur scène cette force de vie extraordinairement sensible et secrète dont il dit avoir hérité de ses parents ? La Cour d'honneur ne l'impressionne pas : « *Jouer devant mille ou deux mille personnes, quelle différence ?* » Ce qui le touche, c'est l'histoire de théâtre qu'il poursuit avec Alain Françon, depuis *La Compagnie des hommes*, d'Edward Bond, en 1992. « *Qu'il me propose de jouer Edouard II, un roi qui devient mendiant, un homme – rien que cela, c'est déjà fabuleux* ».

Brigitte Salino

B IEN que n'ayant pas écrit pour la scène, Kafka s'y retrouve souvent et régulièrement. Dans cette seule saison, il y a eu *Le Château*, par Giorgio Barberio Corsetti à Rennes, il y aura *Bataille du Tagliamento*, par François Tanguy. *La Colonie pénitentiaire*, par Matthias Langhoff, il y a aujourd'hui *Le Procès*, par Dominique Pitoiset.

Epaules carrées, allure de bon vivant, Dominique Pitoiset, directeur du Théâtre national de Dijon-Bourgogne, est un anxieux, hanté par « l'impossible accomplissement de soi ». Il aime faire siennes les dernières paroles d'Alceste : « *Je vais sortir d'un gouffre où triomphent les vices/ Et chercher sur la terre un endroit écarté/ Où d'être homme d'honneur on ait la liberté* ». Il aime, mais, depuis qu'il a monté *Le Misanthrope* – en 1990 –, c'est sur scène qu'il continue de chercher une sérénité, rejetant tout cynisme (au sens courant et philosophique du mot), au travers de textes traitant de la trahison, au travers de héros tour-

Kafka parle de l'absence. Je trouve Joseph K. proche de Faust, cet aventurier de la spiritualité.

Dominique Pitoiset parle toujours du mensonge et de la sincérité, de l'humiliation, des désillusions, et à partir de là, de « ce qui reste pour se maintenir debout, se montrer offensif, véritablement vivant ». Laisant de côté les déchirures culturelles de Kafka – juif pragoïse de langue allemande mort tuberculeux à quarante ans – et la haine envers le père, il préfère s'attacher d'abord à une détresse physique, à l'horreur des contacts et de la nourriture, au « mal dont ses poumons ont délivré sa tête ».

« *Le Procès* n'offre pas d'actions spectaculaires, reconnaît Dominique Pitoiset, mais une intensité vertigineuse, le trajet minuscule d'une peur paranoïaque qui monte, en même temps qu'une énorme force de déraison, un humour fondamental. Les situations, les réactions sont absurdes, elles apparaissent décalées, franchement drôles. Pourtant le rire n'apporte pas la délivrance... Kafka ne cesse de creuser des trous sous nos



Eternellement à la recherche du « point lyrique », Dominique Pitoiset monte « Le Procès » de Kafka, pour son intensité vertigineuse et sa force de déraison

Dominique Pitoiset

mentés, manipulés : Timon d'Athènes, de Shakespeare, Urfaust, de Goethe, Oblomov, d'après Gontcharov, et puis les enfants sauvages de *La Dispute*, de Marivaux, le Joseph K. du *Procès*, de Kafka, personnage quasi abstrait, fonctionnaire anonyme arrêté un matin, sans qu'il apprenne jamais pourquoi.

« On ne connaît pas la loi, dit Dominique Pitoiset, on ne connaît que la sentence. Après avoir monté Oblomov, après m'être penché sur cet amoureux de la paresse qui finit par se réifier dans le sommeil, j'ai voulu terminer la nuit en ouvrant les yeux sur le cauchemar de Joseph K. Un homme pris dans la masse, désigné au hasard, comme frappé d'une sale maladie. Il n'est pas Kafka, il est personne et tout le monde. Pour autant que l'on sache, puisque Kafka n'a laissé de *Procès* qu'un récit inachevé composé par Max Brod à partir de feuillets en désordre, le parcours de Joseph K suit un processus parallèle à celui du malade : la révolte face à l'injustice, le « pourquoi moi ? ». L'acceptation progressive du mal. L'attente, comme dans les couloirs de l'hôpital qui conduisent à la séance de chimiothérapie. Et puis le dernier recours, l'appel à une instance supérieure, évidemment absente. Un gros mensonge. Nous demandons un dieu, mais la place est vide. Il est endormi, mort, je ne sais pas.

C. G.

A saison dernière, Philippe Clévenot endossait les délices d'Antoine Artaud avec lesquels il va, dès l'automne prochain, traverser les frontières et les mers, d'Allemagne en Hongrie, d'Arménie au Brésil en passant par le Théâtre de l'Athénée. Auparavant, il aura fait escale à Brest, au Quart, où avec Clotilde Mollet, sous la direction de Pierre-Alain Chapuis, il a répété et créé *Le Naufrage du Titanic*, de Hans Magnus Enzensberger (traduit de l'allemand par Robert Simon). Juste avant de s'arrêter au cloître des Carmes. Entier et en bon état. Son personnage est un survivant du naufrage, il représente tous les survivants de tous les naufrages du monde.

Enzensberger appelle son texte une « comédie ». La violence de son humour coïncide à l'incroyable douceur de Philippe Clévenot. Cette douceur qui seule peut traduire le poids d'une souffrance prête à imposer, à tout détruire autour d'elle. La souffrance d'Alceste mal dans sa peau, mal dans l'amour, mal dans une société sous surveillance : jouant *Le Misanthrope* dans la mise en scène de Jean-Pierre Vincent au Théâtre national de Strasbourg (en 1977), Philippe Clévenot exprimait l'enfer d'un homme en quête de son désert. Dans *Le Naufrage du Titanic*, il exprime l'enfer d'un homme encombré de souvenirs.

« Comment décrire l'enfer ? », se demande-t-il. Il sait en tout cas reconnaître et faire connaître les moindres sentiers. Sa voix module les mots, en transmet les nuances, les subtilités, et la force cachée. On peut l'imaginer dans un rôle baroque, sûrement pas superficiel. Simultanément perdu dans un monde de songes et couvert, il impose l'indiscernable, impose une réalité complexe.

« *Un* que son principal souci est de chercher avec qui travailler, et qui, cherchant en tournant, a



Philippe Clévenot

eu de la chance : il a fait partie au TNS de l'équipe de Jean-Pierre Vincent – qu'il a suivi à la Comédie-Française pour y être Macbeth, mais ce n'est pas son meilleur souvenir. Dirigé par Brigitte Jaques, il a incarné Louis Jovet s'adressant à une jeune comédienne (Maria de Medeiros) : c'était *Elvire-Jovet 40*, un spectacle qui a fait le tour du monde. Il a beaucoup travaillé avec Bernard Sobel – pour qui, dans *Les Géants de la montagne*, de Pirandello, il a été le Magicien menant les comédiens vers l'inconnu. Il a joué *Mesure pour mesure* avec Peter Zadek, *Le Prince de Hombourg* avec Matthias Langhoff... Les étrangers lui plaisent : « *Quand ils arrivent, ils ne nous connaissent pas, dit-il, ils n'ont pas d'idée préconçue et mélangent les familles* ».

« JE N'AGE, JE CHIALE »

L'esprit de troupe ne convient pas à Philippe Clévenot. La troupe, ou le collectif, ou l'équipe, ou quel que soit le terme employé, lui donne rapidement l'impression de tourner en rond dans

La violence de l'humour d'Enzensberger, dont il interprète « Le Naufrage du Titanic », convient à son inexorable douceur et à sa façon de transmettre l'indiscernable

les mêmes cercles de gens dont les trajets sont parallèles. En France, la « famille du théâtre » semble se composer de groupes fermés, réunis par tranches d'âges et d'histoires communes. Les metteurs en scène de plus de quarante ans peuvent employer des jeunes acteurs – question d'économie ; les moins de quarante ans ignorent la génération qui les précède – souvent aussi par économie...

« C'est vrai, les jeunes metteurs en scène sont souvent démunis. J'en connais quelques-uns, peut-être ne me connaissent-ils pas. Pierre-Alain Chapuis était au Conservatoire avec Béatrice Bonvoisin (la femme de Philippe Clévenot) ; sans cela, je ne sais pas s'il aurait pensé à moi. La plupart, je les trouve... Je ne dirais pas appliqués, mais sérieux. Très sérieux. Ils sont étonnants : ils ne mettent jamais les pieds dans le plat. Il y en a d'autres que j'admire. François Tanguy, par exemple. Il n'utilise pratiquement pas de texte, mais il sait créer la magie poétique. »

La poésie, quelle qu'en soit la

forme, c'est tout ce qui intéresse Philippe Clévenot. « *J'avais lu des articles, des livres d'Enzensberger. J'étais jeune et j'adhérais : il voit les désastres et se bat, c'est un guerrier. Le Naufrage... enchaîne une suite de "chants", de poèmes aux thèmes différents. Il me faut les exprimer sans les confondre et sans perdre la continuité. Enzensberger ne se contente évidemment pas d'une interprétation historique de la catastrophe ni même d'évoquer seulement le chaos de nos vies. Il y a ça, plus les affres d'un homme. Ses affres d'intellectuel, de philosophe. Il ne termine, pas la pièce. Plus exactement, quand il la termine il n'a pas tout dit, c'est dé-liré. Il laisse un "à suivre"... Même si quelqu'un comme Helner Müller met plus durement en question l'écriture et la fonction d'écrivain, Enzensberger aussi parle de ses doutes à coup de sarcasmes, d'ironie. Par moments, je le trouve émouvant. "Je n'age, je chiale", dit mon personnage. Il pourrait se laisser couler ; il décide de surnager. »*

Colette Godard

Comédie dramatique de La Courneuve • Grenier de Bourgogne
LA NUIT DES ROIS • SHAKESPEARE • PURCELL
mise en scène Jean-Marc Lissac
Le Châteauneuf • Le Conservatoire • Compagnie (Paris IV-Sorbonne)
Présence Bourgogne en Avignon • Cour du lycée Pasteur
du 11 au 31 juillet à 22 h, du 11 et 22 • Réervations : 90 16 00 07

Guide de vos sorties
36 15 LEMONDE

NANTERRE AMANDIERS
96/97
THEÂTRE LA NOCE / L'ORESTIE / L'ANNONCE FAITE À MARIE / KARL MARX THÉÂTRE INÉDIT / DOM JUAN / CHIMÈRE / SERIAL KILLERS MUSIQUE COMMENTAIRES / SONG BOOKS / TO BE SONG / LA REPRISE
PROGRAMME : 46 14 70 00

La danseuse la plus mystérieuse de France est espagnole. Elle est interprète depuis sept ans chez Mathilde Monnier, au Centre chorégraphique national de Montpellier. Sept ans qu'on voit Germana Civera, son étrangeté fulgurante. Ses paupières ont une épaisseur particulière, comme s'il avait fallu les sculpter sur mesure pour protéger ses yeux gris, trop grands, bien trop grands. Les yeux de Germana Civera se voient du fin fond de la scène. Des yeux de somnambule médiumnique. De ceux qui vous poussent, à l'adolescence, à quitter Sagunto, village de pêcheurs des environs de Valence, devenu, au début du siècle, une bourgade ouvrière, liée à la sidérurgie. A Sagunto, son père est ébéniste. Sa grand-mère et sa mère tiennent un magasin de tissus.

A Montpellier, sur la table du restaurant, Germana Civera, une marguerite jaune accrochée à son chignon, pose *Lettre à mon père*, de Kafka. « Mon père, moi, je l'adore ! Mais je suis touchée par cette manière qu'a Kafka de s'adresser au sien. » Elle lit : « Tu m'as demandé l'autre jour pourquoi je dis que je te crains (...) », puis commande une salade « méchoula », à base de polvrons grillés. On la croyait désincarnée, elle sait ce qu'elle veut. Germana Civera est obligée de travailler tôt. Du théâtre, des tournées, de la danse. Elle apprend sur le tas. Puis se forme au Conservatoire de Valence, à celui de Madrid, et, enfin, à l'Institut du théâtre de Barcelone, ville où elle élit domicile. Le soir, elle monte sur scène dans un cabaret, improvise en fonction du costume qui lui est attribué. Ce souvenir l'amuse encore.

« C'est à ce moment que j'ai rencontré Mathilde Monnier. Elle donnait *Mort de rire*, au *Mercat de Florès*. Une chorégraphie composée en commun avec Jean-François Duroure. Cette danse m'a donné du courage. J'ai vu cette femme aux cheveux courts, blonds, j'étais très attirée par elle. » La jeune danseuse devra attendre. Elle tombe malade d'épuisement. Sclérose généralisée. Paralyse. Il lui faudra six mois pour réapprendre à bouger un peu.

« J'apprends alors que Mathilde Monnier est au Festival d'automne de Madrid. Je m'y rends. Je suis engagée. Je pars pour Paris. Une vraie rencontre. Il faut du temps pour aller quelque part avec quelqu'un. »

Elle suit l'ascension de Mathilde Monnier, danse *Sur le champ*, *Face Nord*, *Pour Antigone*, *Nuit*. Aujourd'hui *L'Atelier en pièces*, « spectacle » inspiré d'un travail de longue haleine mené par la choré-

graphie avec des artistes. « Mathilde vit sa vie de chorégraphe comme une aventure. Pour moi, c'est ça la danse. » Dans *L'Atelier en pièces*, Germana Civera s'est inventée des trajets inouïs, au ras des spectateurs, les ignorant, le regard tourné à l'intérieur d'elle-même. On avait peur qu'elle tombe, qu'elle se prenne les pieds dans nos pieds. Elle nous provoquait par son « absence » : « Après avoir pris part aux

ateliers, explique la danseuse, j'ai voulu changer ma danse, la rendre moins belle. Ce qui est toujours douloureux pour un danseur. On aime tant le beau mouvement. J'ai donc cherché à ce que mes mouvements soient moins excités, excentriques. J'ai tenté de trouver une autre beauté. Se lever, marcher : c'est déjà un tel mystère ! »

Dominique Frétyard



Germana Civera

graphie avec des artistes. « Mathilde vit sa vie de chorégraphe comme une aventure. Pour moi, c'est ça la danse. » Dans *L'Atelier en pièces*, Germana Civera s'est inventée des trajets inouïs, au ras des spectateurs, les ignorant, le regard tourné à l'intérieur d'elle-même. On avait peur qu'elle tombe, qu'elle se prenne les pieds dans nos pieds. Elle nous provoquait par son « absence » : « Après avoir pris part aux

ateliers, explique la danseuse, j'ai voulu changer ma danse, la rendre moins belle. Ce qui est toujours douloureux pour un danseur. On aime tant le beau mouvement. J'ai donc cherché à ce que mes mouvements soient moins excités, excentriques. J'ai tenté de trouver une autre beauté. Se lever, marcher : c'est déjà un tel mystère ! »

Dominique Frétyard

Dans « L'Atelier en pièces » de Mathilde Monnier, dont elle est l'interprète depuis sept ans, elle s'est inventée des trajets inouïs et provoque par son « absence »

Le travail de Meredith Monk, vocaliste aux expressions sonores d'une confondante variété, passera toujours pour austère à ceux qui alimentent les voix pleines et « chantantes », ou, à l'extrême opposé, aux partisans d'une vocalité plus explicitement acrobatique. Meredith Monk, toute adepte qu'elle est des sons harmoniques ou de glotte, est certainement plus proche de la placidité atone de Satie ou du plain-chant que des pirouettes un rien « m'as-tu-vu » d'un Bobby McFerrin. La simplicité monodique de *The Early Morning Melody* ou du *Churchyard Entertainment*, extraits du *Book of Days*, pourrait même agacer par une trivialité affichée, entre complicité enfantine et style néo-médiéval.

Meredith Monk grandit dans une famille presque entièrement musicienne, et son premier enseignement musical, selon la méthode Dalcroze, associe le son et le

vaient avec Rabber Soul, Revolver et Sergeant Pepper. Je ne me rappelle pas avoir été vraiment concernée par la musique classique contemporaine, même si je chantais encore des lieder à cette époque. »

Ce retrait des pratiques musicales « modernes » la fait développer en solitaire les composantes de son style. Monk chante en sons harmoniques mais ne découvre que très tard les moindres thématiques ou *Stimmung* de Stockhausen. De même, elle ne revendique pas vraiment l'influence des minimalistes américains. Sa musique procède pourtant presque continuellement par patterns, ces « motifs » répétés que des peintres comme Fontana utilisent jusqu'à l'hypnotisme. Mais Monk ne joue pas sur les vertus de la poésie de l'exactitude : ses motifs restent régis par le corps, ses imperfections, sa matière résistante. Ainsi, les attaques de sa voix ou de celle des chanteurs de son ensemble ne sont pas



Ses motifs restent régis par le corps, sa matière résistante. Sa musique se veut noble. Mais elle ne craint pas l'humour

Meredith Monk

geste. Plus tard, elle prend des leçons avec le professeur de chant de sa mère, puis s'inscrit auprès d'un *combined performing arts program*, où l'enseignement théorique de la musique est complété par des cours de chant, de musique de chambre mais aussi de scène et de danse. « A cette époque, j'ai commencé à avoir le sentiment, la révélation d'une forme musicale qui combinerait tous ces éléments : musique, mouvement, images, personnages, costumes, lumières. »

Dans le même temps, Meredith Monk chante de la folk music, du rock (elle se souvient avoir même entonné *Be-Bop-a-Lula*) et ne se soucie guère de ce que pouvait alors être la musique contemporaine savante : « Vraiment, la musique la plus vivace à cette époque était le rock'n'roll. Les Beatles arri-

toujours d'une précision électronique. Ces petits accords évitent à Monk de faire basculer sa musique dans une esthétique froide et sans âme. »

Si l'inspiration se veut noble et de haute tenue, on frôle parfois, et heureusement, l'humour. Dans *Madwoman's Vision* (la vision d'une femme folle), la palette vocale, englobant des techniques non classiques, rappelle celle de la grande Cathy Berberian dans sa *Stripody* dévastatrice.

Renaud Machart

* Les citations des propos de Meredith Monk sont extraites d'un entretien effectué par Edward Strickland pour son livre *American Composers, Dialogues on Contemporary Music*, Indiana University Press, 1991.

ISLE JOUET



« Bonjour, madame, comment allez-vous aujourd'hui... » d'Alain Platel, théâtre dansé post-réaliste, dit la survie, l'instinct, l'urgence

Alain Platel

ALAIN PLATEL, c'est d'abord un physique. Il est si grand qu'il se tient les épaules penchées. Ses yeux sont très bleus, ses cheveux très bouclés. Alain Platel, c'est aussi une énigme : ce Flamand a mis près de dix ans à franchir la frontière qui sépare la Belgique de la France, pour aller de Gand à Paris. Quelle étrange idée aussi d'avoir appelé sa compagnie, en 1986, Les Ballets contemporains de la Belgique. De quoi entre-

nir un malentendu certain. Maintenant, le nom de la troupe s'écrit : Les Ballets C. de la B., ce qui bien sûr n'arrange rien.

Cet aperçu sémantique n'est pas gratuit. Il dit les hésitations d'Alain Platel à se situer dans l'univers de la danse des années 80. Il indique que l'homme vient d'ailleurs, de la pédérastie, du travail avec des enfants en difficulté. Ce goût du chorégraphe pour les appellations volontairement plates, désolées, on le retrouve dans

le titre de la pièce d'Avignon : *Bonjour Madame, comment allez-vous aujourd'hui...* Cette chorégraphie a fait connaître Alain Platel dans le monde entier. Sa compagnie est un collectif d'hommes, de femmes, d'enfants, de danseurs, d'apprentis-danseurs, de non-danseurs, de toutes conditions, de tous horizons, qui a pris le parti de dire la vie sans fioritures, inventant une sorte de théâtre dansé qu'on pourrait qualifier de post-réaliste. Ce n'est pas Rome, ville ouverte, dévastée par la deuxième guerre mondiale, qu'il nous conte, mais un petit coin d'Europe, cinquante ans après, malade du chômage, de la pauvreté. Le progrès comme notion relative et la survie comme mode d'existence sont autant de principes de réalité qui nourrissent la danse du Flamand.

Platel a côtoyé, cotoie toujours, le corps souffrant. Il met en scène ses brusques déesses, son hyper-activité, sa prostration. Toute sa chorégraphie se tend entre deux pôles : l'immobilité, agitation, trépidations, secousses, courses avec changements de direction brutaux. Des hommes, tels des animaux pourvus. Le groupe, le promiscuité, pour s'en tirer. La rage, la haine, mais aussi le rêve. Le chorégraphe évite le regard du moraliste. Il « passe » sa colère dans son théâtre du mouvement et, en même temps qu'il la transmet, il la transforme en une épreuve expres-

sionniste, espèce d'écorché de l'âme humaine.

Ce théâtre des peines est recevable parce qu'il n'est pas celui de la dénonciation, du fin observateur qui se servirait de ce qu'il voit pour faire rire, pour faire pleurer. Alain Platel vit avec eux - certains cas limites font partie de sa compagnie - son regard vient de l'intérieur. Quand il décide de nous faire rire, ce n'est jamais sur le dos du malheur. Son regard n'excute pas, ne cadre pas. Ce qu'il met en scène est ce qu'il partage aussi en dehors de la scène. C'est vif, haut en couleur. C'est la rue avec ses codes, ses mots qui cognent au plus juste, qui disent, en images étourdissantes d'esprit, le raccourci des choses et des sentiments.

C'est le parking du supermarché, l'arrêt du bus, le square, le logement où l'on s'entasse. Topologie des fauchés qui fauchent, des voitures qui ne démarrent pas, des bus qui n'arrivent jamais. Toute une humanité en flottement. Dont les seules vraies trajectoires sont celles que chaque individu déclenche pour aller au-devant de l'autre. Que ce soit pour le hait, plus rarement pour l'aider. *Bonjour Madame, comment allez-vous...* est un traité de physique appliquée, dont Alain Platel connaît les lois de la jungle, les nécessités de l'instinct.

D.F.

1996 1997

Carolyn CARLSON

Christian SCHIARETTI - Amaury DU CLOSEL - DEBUSSY
Lyrique - Création

Marie-Paule ANDRÉ - François TRUFFAUT Correspondance
Création

ILLY - Les trompettes de la mort
Première en région parisienne

Jean-Pierre MIQUEL
LA COMEDIE FRANÇAISE / MARIVAUX

Philippe HERREWEGHE
La Chapelle Royale - Orchestre des Champs-Élysées
Première en région parisienne

Joël JOUANNEAU / DOSTOÏEVSKI / *Lève-toi et marche*

Jacques NICHET / Aimé CÉSaire
Première en région parisienne

Olivier WERNER / MAETERLINCK - Création

A.R.C.A.L. / STRAUSS - Lyrique

LES RENDEZ-VOUS CHORÉGRAPHIQUES DE SCEAUX
Angelina Preljocaj
Toméu Vergès - Création
Maguy Marin

Joëlle Bouvier - Régis Obadia - Première en région parisienne
Josef Nadj

Chorus 92 / Henri SALVADOR

Charles TORDJMAN / MOLIÈRE - Création

Joël JOUANNEAU / *Allegria opus 147*

JAZZ - Saison SCEAUX WHAT

LES GEMEAUX
SCÈNE NATIONALE
Sceaux - Bourg-la-Reine

(1) 46 61 36 67

Un événement culturel de la Ville de Marseille

Musique

Concert
Flamenco pour un marin à terre
Rafael Albieri,
Vicente Amigo,
Léo Brouwer
Orchestre de Cordoba

Voyage de compositeurs...
Philippe Bianconi
Alain Aobin

Orchestre des Jeunes de la Méditerranée
Ruggero Raimondi

Grand Concert Gratuit
Massilia Sound System
Maceo Parker
Groupe Grenade
Capoeira brésilienne

Danse

Pasión Gitana
Joaquín Cortés

Mediterrania
Ecos
Por vos muerdo
Nacho Duro
Compagnie Nationale de Danse (Espagne)

Flamencos, Flamencas
Joaquín Grilo,
Juan Carrasosa,
Françoise Atlan,
Javier Barón,
Beatriz Martín,
Belén Fernández

Guelwesch
Josette Balz,
Groupe Grenade

La Boléro
Ballet National de Marseille
Roland Petit

Théâtre

Les mille et une nuits
Maurizio Scaparro,
Festival des Îles

La malédiction des Atrides
Thyeste / Les Troyennes
Agamemnon
Sénèque
Adel Hakim
Festival des Îles

Reservations, Renseignements
91 71 30 00 - FNAC - 3615 FNAC

SPECTACLES

Réservez vos places
de concerts, spectacles,
théâtres, expositions... sur Minitel

3615 LEMONDE

LES MICOS
CLOWNS DE MOSCOU

AVIGNON - FESTIVAL OFF
22 juillet - 3 août 17 h 30
Collège de la Salle - tél. 90 85 92 86

SAISON 1996-1997

TRADITIONNEL : Marionnettes sur eau (Vietnam) - juil. 96 / Sonjira
Tzigane de Moldavie (Roumanie) - juil. 96 / Marionnettes Tanguera
de Bucarest (Roumanie) - nov.-déc. 96 (co-prod. Eden productions)
Opéra de Pékin (Chine) - déc. 96-janv. 97 / Ensemble IZA
(Roumanie) Chants et danses paysannes des Maramures - mars 97

THÉÂTRE : Les Micos - clowns de Moscou - déc. 96 à avril 97

SAISON 1997-1998 TOURNÉES EN PRÉPARATION

TRADITIONNEL : Marionnettes sur eau (Vietnam) - juil.-août 97
Tatou de l'Albanie (Roumanie) - oct. 97 / Danses Sacées
(Tibet) - oct.-nov. 97 / Ballet Royal de Thaïlande - nov.-déc. 97
Opéra du Sichuan (Chine) - janv.-fév. 98

THÉÂTRE : LA CANTATRICE CHAUVÉ / Ionesco - Gabor Tompa
(création th. de l'Union - Limoges) oct. à déc. 97
LES TROIS SŒURS / Tchekhov / Silvii Purcarete (création th. de
l'Union - Limoges) mars à mai 98
LES MICOS - nouvelle création - janv.-fév. 98

CONTACT : Ch. et J.-L. LARGUIER, 11 Rue Chapon
75003 Paris Tél. 33 1 48 97 50 22 Fax : 33 1 48 97 44 60

Martin Wuttke

مكتبة الجهل

AVIGNON

LE MONDE / JEUDI 4 JUILLET 1996 / IX

EN VILLE, EN SCÈNE
Christiane Cohendy

Du 10 au 30 juillet, Le Monde publiera un ensemble d'articles consacrés au Festival d'Avignon 1996. Les principaux seront illustrés par deux portraits d'un même interprète, acteur ou danseur, réalisés, en ville et en scène, par Xavier Gary. Ici, nous sommes allés à la rencontre de Christiane Cohendy, actrice qu'ont dirigée les plus grands metteurs en scène, Alain Françon, Klaus Michael Grüber ou Matthias Langhoff. Elle a choisi de s'installer à l'Église des Célestins pour créer un spectacle atypique, *Domino public*, mis en scène par Robert Cantarella. Tous deux ont voulu raconter le théâtre à travers ce qu'il en reste dans la mémoire des spectateurs. Ils ont interrogé des amis, des professionnels, des inconnus : ils ont cherché en eux-mêmes des souvenirs, « ces moments d'émotion qui demeurent inemployés dans un coin de mémoire et qui, mis bout à bout depuis des millénaires, font exister le théâtre ».

PHOTOS XAVIER GARY/KODAK POUR « LE MONDE »



DANS la nuit de Berlin, un homme hurle un discours nazi, sous la lumière crue de projecteurs. On ne voit pas son visage, enfoui sous un feutre gris. On entend seulement sa voix. Il est posté sur un balcon du Berliner Ensemble, silhouettée terrifiante en parades noires. En bas, la foule écoute. Puis elle entre dans la salle du théâtre et retrouve le même homme, rampant comme un chien, un comme un ver, avec une langue pendante, rouge sang : Arturo Ui avant qu'il n'entame sa *Résistible Ascension*. Le *deus ex machina* de ce mémorable début de spectacle est aujourd'hui mort. C'était Heiner Müller qui, avec cette pièce de Brecht, a signé sa dernière mise en scène, en 1995. Le comédien stupéfiant, homme, chien, nazi, monstre, rature, c'est Martin Wuttke.

Il faut rencontrer l'homme à la ville pour lui donner un visage. Sur scène, il a celui de ses rôles. Cela fait dire à certains qu'il ne joue pas, mais vit ses personnages. Martin Wuttke n'accorde pas d'importance à cette nuance. A vingt-trois ans, il portait le costume de Hamlet en tremblant, se souvenant-il à l'époque que quatre ans, il est tenu pour le comédien le plus doué de sa génération. Il sait donc ce que le travail apporte aux dons.

C'est un enfant de la Ruhr, un fils de secouriste devenu ingénieur. Il a grandi à Bochum, où Peter Zadek est resté de 1972 à 1978, en tant qu'intendant du théâtre. Martin Wuttke avait treize ou quatorze ans quand il a commencé à aller voir ses mises en scène. « Chacun de ses spectacles était un événement. Il avait une façon de revisiter Shakespeare ou Tchekhov qui nous attirait tous ». Pourtant, à cette époque, l'adolescent ne s'imaginait pas acteur. Il ne pense qu'à la musique — il a un groupe de rock — et aux beaux-arts. A dix-huit ans, une amie le convainc de l'accompagner au concours d'entrée de l'école d'art

dramatique. Il est reçu. « Et j'ai été pris par le théâtre, comme une mouche sur un papier collant. » « Mon intérêt pour la scène vient de la littérature, poursuit-il. Je trouve fascinant ce moment où l'on tient en main une feuille blanche avec des signes noirs, abstraits. Ces signes, quelquefois les lisent, ils passent par leur tête, puis sortent de leur bouche. C'est cette transformation qui m'intéresse. Le thème central du théâtre réside dans ce moment de frayeur que créent les transformations. Et la plus grande, la plus incompréhensible de toutes, c'est la mort. »

Francoeur, Hambourg, Bochum, Munich : jusqu'en 1993, Martin Wuttke a parcouru les théâtres, jouant sous la direction d'Einar Schleef — son mentor —, Peter Zadek ou Bob Wilson, dans *The Forest*.

teur-phare. Quand Heiner Müller, très malade, lui demande de le remplacer à la direction artistique, il refuse. Il ne se sent pas prêt, et sa place est sur le plateau. Après la mort de Müller, le 30 décembre 1995, ce sont les sociétaires de l'Ensemble qui réinterrogent la demande. Martin Wuttke accepte : « Dire non, c'était interrompre un long processus de travail. »

Ainsi, le comédien a pris place dans le bœuf de Bertolt Brecht. C'était probablement ce qui pouvait ancrer de mieux au Berliner Ensemble. L'homme connaît le plateau et possède un esprit fédérateur indispensable dans une maison chaotique. Reste une question : comment gérer l'héritage de Brecht et Müller ? Ou, comme l'a écrit Die Zeit : « Peut-on avoir une vie érotique avec les fantômes ? » La réponse

Héritier de Brecht et Müller à la tête du Berliner Ensemble, acteur le plus doué de sa génération, il est un stupéfiant Arturo Ui menant sa *Résistible Ascension*



Martin Wuttke

en 1988. C'est alors qu'il fait la connaissance de Heiner Müller, conteur du texte. Une amitié naît, hors de scène. Elle se poursuit sur le plateau : en 1993, le dramaturge engage Martin Wuttke pour *Hamlet-Machine* et *Quartett*. Le comédien intègre la troupe du Berliner Ensemble, dont il devient un ac-

compte de Wuttke est simple, précise, directe : « L'idée du musée tombe automatiquement si l'on considère l'héritage de Brecht et Müller non comme un modèle à reproduire, mais comme une boîte à outils. »

B. S.

C'EST à la charnière entre la plus belle réserve naturelle d'oiseaux de France et le terminal des conteneurs du port de Fos-sur-Mer que Bruno Schnebelin a élu domicile. A 70 kilomètres de Marseille, à quelques centaines de mètres de la Camargue, la compagnie Ilotopie, qu'il dirige avec Françoise Léger, a établi son fief dans un univers singulier. A Paris, Schnebelin vivait sur une péniche. A Port-Saint-Louis-du-Rhône, il a construit une sorte d'entrepôt aux murs jaunes citron, joliment conçu, à l'architecture industrielle. La ville, très ouvrière, vit de son port. Les dockers avaient pour habitude d'être un maître communiste. En 1993, un dentiste de droite l'a battu. « Pour nous, rien ne change. La ville est trop pauvre pour pouvoir nous subvenir. »

Invité aujourd'hui du Festival, Ilotopie a souvent mené ses expériences dans les banlieues, mais les propos de Bruno Schnebelin ne sont pas ceux d'un bon docteur des pauvres. Imberbe ou poilu, selon le profil qu'accrochera le regard, il est à la fois sérieux et saltimbanque, responsable depuis quinze ans d'une compagnie qui tourne quatre spectacles en même temps, en France ou à l'étranger, et emploie vingt-cinq artistes pour ce *Champ d'expériences troisième*, présenté en pied des remparts d'Avignon.

« Nouveaux fous proposent interventions dans la ville » : c'étaient les termes de la petite annonce passée après son départ de Paris en 1978. Auparavant, Bruno Schnebelin étudiait la sociologie à l'université de Nanterre, auprès de Jean Baudrillard, et, pour gagner sa vie, s'occupait des éclairages au Palais des sports. Il y a découvert Johnny ou Béart, les Stones ou l'opéra classique. Ses classes, il les fait aussi dans des groupes de free jazz ou rue Dunot, alors fier de la danse la plus contemporaine. Il construit des instruments de musique pour



Bruno Schnebelin

le compositeur Georges Aperghis. « J'avais le sentiment que la ville me mangeait, que je devenais une éponge de tout ce que je voyais. J'ai voulu ma péniche, scruté la carte IGN de Marseille et j'ai choisi une petite île en face de Port-Saint-Louis. » Dans la cabane qu'il s'y construit, il passe deux ans à sculpter et à lire. Quand l'argent finit par manquer, il fait paraître sa petite annonce. « Je voulais que les villes paient pour que j'y installe mon désordre. »

Le Havre puis bien d'autres cités invitent Ilotopie. Les créations, spectaculaires et drôles, se succèdent. Dans *La Vie en abribus*, ces petits espaces de la rue sont transformés en habitations ouvertes aux passants, avec tables et chaises. *Cens de couleurs* est une déambulation dans les rues, les comédiens étant peints de la tête aux pieds. La compagnie transforme en *Palace à loyer modéré*, avec chauffeur en Jaguar et petits déjeuners servis au lit, un immeuble HLM de la Castellane à Marseille. Le premier *Champ d'expériences* (1993) s'installe dans une tour désaffectée de quatorze étages, au cœur du quartier Croix-

des-Oiseaux d'Avignon, après une année de travail avec les jeunes. Le *Champ d'expériences deuxième* (1994) accompagne l'ouverture du tunnel sous la Manche. Le troisième *Champ* a été créé en mai à La Seyne-sur-Mer, dans le cadre d'un projet culturel de quartier. Les spectateurs déambulent et se croisent dans un labyrinthe creusé à même le sol parce que, dit Schnebelin, « socialement, on est dans les villes palet pour que j'y installe une période d'enlèvement ».

Parce qu'il est témoin de la paupérisation de quartiers entiers, il se dit très pessimiste sur le sort de leurs populations. Alors, à l'aide de ses images, ses musiques, ses langages sensoriels étranges, il cherche, plus que jamais, à toucher le spectateur. Il crée, avec Françoise Léger, « des spectacles sans histoire, au sens où nous ne donnons pas dans le narratif. Les histoires, les publics en sont chargés comme des plis, même si ça ne se voit pas sur leurs faces. Le tissu social, il est déjà imprimé, mais de nouveaux motifs sont à inventer et chacun doit pouvoir s'y tailler un costume. »

C. B.

CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL NICE CÔTE D'AZUR

96/97
TDN

LA FAMILLE... ▲ TROIS BOLEROS
▲ JOUER AVEC LE FEU...
▲ OLEANNA...
▲ MALAGA...
LES FAUSSES CONFIDENCES...
▲ LE FIL...
▲ VALERIE LEMERCIER...
LE DÉFILE...
LE CHANTEUR D'OPÉRA...
▲ L'ARCHITECTE ET LA FORÊT...
▲ KINKALI...
AFFAIRES DU BARON LABORDE...
▲ GUSTAVE ET EUGÈNE...
▲ HANNA SCHYGULLA...
▲ DOM JUAN...
▲ QUINZAINES DES COMPAGNIES...

LA RÉGION CHAMPAGNE ARDENNE SOUTIEN SES COMPAGNIES ET INSTITUTS THÉÂTRAUX : Comédie de Reims (CDN), Christian Schiaretti ; Terra Inco... ; Etrange Peine Théâtre, Jean Deloche ; La Boîte Noire, André Parisot ; ... ; Dominique Dubuy ; Centre National des Arts du Cirque.

AIME LES AUTEURS DE... EMPS : Ahmed Philosophe d'Alain Badou, La Jeanne de Deltell d'après... ; Les Paradies de Rosa Liksom, Espèces d'Espace de Georges Pérec, Le Navire N... ; Duras, Histoire de manger (Adrien Audard, Bataille, Barthes et quelques autres).

REVIENT DU 9 AU 31 JUIN LE FESTIVAL D'AVIGNON : Caserne des Pompiers, 116 rue Camille... ; Le Vernet, 58 rue Joseph Vernet. Réservations 90 82 07 55



Meredith Monk

LES MICO

CLASH OF...

1996-1997

LES FAUSSES CONFIDENCES...
LE FIL...
LE DÉFILE...
LE CHANTEUR D'OPÉRA...
L'ARCHITECTE ET LA FORÊT...
KINKALI...
AFFAIRES DU BARON LABORDE...
GUSTAVE ET EUGÈNE...
HANNA SCHYGULLA...
DOM JUAN...
QUINZAINES DES COMPAGNIES...

À L'EST

La mer Noire les unit, le Danube les sépare. Quand il joue la frontière entre la Roumanie et la Bulgarie, le fleuve charrie les rêves, les drames et les histoires sans fin d'une Europe née il y a deux mille ans sur les bords de la Méditerranée. Cela n'est pas sans conséquence pour la Roumanie et la Bulgarie, partagées entre Est et Ouest, Nord et Sud. Allées par la géographie, défilées par leurs différences, ce sont deux terres d'un bout de monde, qui parfois se sentent loin – mais loin d'où ? Éternelle question, qui nourrit les fantasmes et traverse les scènes de leur imaginaire. Un hasard heureux les réunit sur les bords du Rhône, où Avignon accueille les deux fondateurs du Sfumato – les Bulgares Margarita Mladenova et Ivan Dobtchev – et le metteur en scène roumain Silviu Purcarea. Il a fallu qu'un mur tombe, en 1989, pour qu'une nouvelle Europe se dessine pour eux. Ils la réinventent devant nous. Sofia et Craiova, où naquirent leurs théâtres, sont désormais devenues les points d'ancrage d'où ils voyagent. Leurs spectacles parcourent les festivals, leurs itinéraires se rejoignent en France. Depuis le 1^{er} janvier, Silviu Purcarea dirige le Centre dramatique national de Limoges, et Margarita Mladenova et Ivan Dobtchev travaillent à Paris. Les Bulgares revisitent *La Cerisaie*, de Tchekhov, le Roumain *Les Danaïdes*, d'Eschyle. Deux spectacles joués en français, et traversés par une question vieille comme l'Europe : où trouver le chemin de la réconciliation ?

Un double regard sur « La Cerisaie »

C'ÉTAIT en janvier 1996, à Sofia. Margarita Mladenova et Ivan Dobtchev avaient donné rendez-vous dans un bureau du théâtre national, où le temps de l'Est semblait immobile. Ils parlaient de leur histoire, avec un calme et une concentration dont rien, semble-t-il, ne saurait les détourner : un rêve les unit. L'un et l'autre sont nés en 1947, elle dans le nord de la Bulgarie, lui dans le sud. Ivan Dobtchev a étudié les beaux-arts avant d'entrer à l'Académie théâtrale de Sofia. Margarita Mladenova n'a jamais dévié de son choix, la mise en scène. Après des expériences parallèles, ils ont décidé en 1988 de fonder leur troupe, le Sfumato. Une troupe qu'ils voulaient indépendante dans un système étatique. Il leur a donc fallu partir à la course à l'argent rare et aux salles incertaines. Un an plus tard, ils créaient leur premier spectacle, *La Mouette*, de Tchekhov. « C'était le 22 décembre 1989, dit Margarita Mladenova. Nous nous en souvenons très bien parce que, à l'époque, des gens sont venus nous dire que Ceausescu avait été tué. Pour nous, cette date marque véritablement la création du Sfumato. »

Cette *Mouette* est une œuvre commune à Margarita Mladenova et Ivan Dobtchev. Ils en ont signé ensemble la mise en scène – un principe auquel ils tiennent. Pour eux, le théâtre ne se conçoit pas sans un double regard. C'est ce qui fait leur force, et leur rareté. Ils sont les seuls en Bulgarie à codiriger une troupe, des coulisses au plateau. Dans le reste de l'Europe aussi, ils font figure d'exception : la mise en scène, en ce qu'elle implique de narcissisme, se joue plutôt au singulier. Certes, il arrive aux fondateurs du Sfumato de se séparer pour signer un spectacle, mais le regard de l'un n'est jamais loin de celui de l'autre. « Nous ne jouons pas sur des conventions mondaines, ou sur un féminisme qui ferait de Margarita la dame, dit Ivan Dobtchev. Nous sommes des gens engagés dans un même processus, avec des droits égaux et des responsabilités égales. En employant une périphrase un peu libre, on pourrait dire que nous sommes comme deux lignes parallèles qui à un moment se rejoignent dans l'espace. »

« Le point où nous nous rejoignons, enchaîne Margarita Mladenova, c'est celui du rêve commun que nous avons pour le théâtre. Je pense qu'aucun de nous deux ne pourrait formuler ce rêve. C'est plutôt une direction qu'un point précis. Chaque répétition, chaque mise en scène ajoute quelque chose à ce paysage du rêve. » Quand

● **Bulgarie**
Margarita Mladenova et Ivan Dobtchev, fondateurs de la troupe du Sfumato, signent la mise en scène de la pièce de Tchekhov, entre rêve et métaphysique

elle parle de ce rêve, Margarita Mladenova a un sourire tendre et un beau geste de la main, légère, aérienne. Un geste d'oiseau serin. « Le théâtre que nous faisons naît de l'instant, vit dans l'instant, puis s'efface. Nous ne concevons pas notre art comme une construction qui repose sur des acquis. Stanislavski s'est essayé à une construction de ce type. Mais, dans la dernière étape de sa vie et de son travail, il a tout jeté, pour ne pas tomber dans la répétition des succès passés et faire un théâtre mort. »

AFFINITÉS ÉLECTIVES

Effacer, pour tout recommencer depuis le début, tout le temps : Ivan Dobtchev et Margarita Mladenova ne croient pas au trait définitif, mais au Sfumato – ce clair-obscur qui avait Léonard de Vinci, et qui a donné son nom à leur troupe. Spectacle après spectacle, ils courent après une chimère aux ailes de désir. Pour eux, la représentation obéit à d'autres lois que celles de la réalité de tous les jours. Des lois poétiques, presque mystiques.

Et si la vie n'était qu'une déviation de ce qu'elle devrait être ? On comprendra que la question ait conduit le Sfumato à explorer Tchekhov, chez qui cette interrogation est obsédante. Depuis *La Mouette* de 1989, le Sfumato a présenté *Oncle Vanja*, *Les Trois Sœurs* et *Post-scriptum*, une suite imaginaire de *La Mouette*, dont la mise en scène, signée de Margarita Mladenova, a été invitée par le Festival d'automne à Paris, en 1991.

Depuis, la troupe a renoué à son indépendance. Apparemment : « Avec les changements qui sont intervenus à l'Est, explique Ivan Dobtchev, la conjoncture économique s'est tellement durcie que seuls les théâtres subventionnés peuvent se permettre une politique de création. Il n'y a pas de structure pour les troupes indépendantes. Ces circonstances nous ont incités à poser notre candidature pour obtenir un statut de théâtre d'État. C'était une condition de survie. » Le Sfumato a signé un accord avec le Théâtre national de Sofia, qui lui prête une salle aménagée dans les



«...Si l'on fait de « La Cerisaie » une valeur, elle est indestructible.»

comblées – accessibles par l'escalier de service – en échange de mises en scène qu'ils signent sur le grand plateau. C'est dans leur petite salle, où l'eau de pluie goutte dans un seau, que Margarita Mladenova et Ivan Dobtchev ont créé *Oncle Vanja* et

Les Trois Sœurs. Deux pièces de Tchekhov baignées dans une lumière d'icône, mystérieuse, impérieuse et mouvante. Un rêve de théâtre. Six mois plus tard, c'est à Paris, à la Cité internationale, que Margarita Mladenova et Ivan Dob-

chev donnent rendez-vous. Aussi calmes et précis qu'à Sofia, ils répètent *La Cerisaie*. Anton Tchekhov, encore et toujours. Mais Tchekhov passé au crible de leur expérience inlassable. Le projet est né d'une rencontre sur le thème des « Résonances bulgares » qui eut lieu en novembre 1994, au Centre Wallonie-Bruxelles. Margarita Mladenova et Ivan Dobtchev ont ensuite dirigé des comédiens français dans un atelier. « Au sujet de *La Mouette*, » Et ils ont décidé de mettre en scène *La Cerisaie* Ensemble, en France, en français, avec une troupe qu'ils ont fondée sur des affinités électives. Les voici donc hors de leur langue – ils répètent avec une interprète –, mais non loin de leur monde.

« Nous avons mené un travail très long et très pénible d'adaptation de la pièce, avoue Ivan Dobtchev. Mais dès le début nous avions une idée claire de ce que nous voulions : monter *La Cerisaie* à cause de cette certitude métaphysique que chacun porte en soi, et qui ne pourra jamais être vendue ou rachetée. Si l'on fait de *La Cerisaie* une valeur, elle est indestructible. On ne peut pas la perdre, jamais. C'est cette idée qui domine notre adaptation, et c'est pour cela que nous avons changé le début de la pièce. Notre spectacle commence sur un quai de gare, où nous voyons des gens qui ont été victimes d'une catastrophe. Ils ont perdu tout ce qu'ils avaient. Mais, par un tour de magie, une magie au vrai sens du terme, c'est-à-dire une plaisanterie philosophique qui devient vérité, une ultime et extraordinaire possibilité leur est accordée : ils peuvent revenir dans la cerisaie, et essayer de corriger les erreurs de leur vie passée. » Écrire la copie à la place du brouillon, comme aimait le dire Tchekhov. Mais recommencer, pour nous, cela signifie commencer. Faire pour la première fois ce que nous n'avons pas fait. Ainsi vont vivre ces gens de *La Cerisaie*. Au bout du voyage de la pièce, ils auront eu sur eux-mêmes des révélations qui sans cela auraient été impossibles. »

Comme dans une aria où les voix se répondent, Margarita Mladenova reprend là où s'arrête Ivan Dobtchev : « Il y a dans *La Cerisaie* toute la poésie qui a guidé nos mises en scène des pièces précédentes de Tchekhov. Nous ne pensons pas que Tchekhov pleure la vie, ou qu'il s'en plaint. Il considère ce qui se cache en dessous ou en dessus – on ne sait pas – de la réalité catastrophique dans laquelle vivent les personnages. Ce qui l'intéresse, c'est la vie et l'âme considérées comme phénomènes. C'est pour cela qu'il appelle ses pièces des comédies. Parce qu'il y aborde le mystère du grand sentiment, avec sa nécessaire part d'humour. » Un royaume à découvrir, dans une *Cerisaie* balcanique à redécouvrir.

Brigitte Salmo

(Publicité)

Appel pour la liberté de la culture à Toulon

Le 18 juin 1995, l'extrême droite remportait les élections à Toulon. L'Espace Comedia-Théâtre de la Méditerranée décidait alors de ne pas solliciter la reconduction de la convention signée avec la commune. Il est ainsi devenu aujourd'hui l'unique lieu dans la ville où l'action culturelle peut s'exercer librement. Mais, privé d'une part significative de son budget, son existence est menacée.

Il faut que le théâtre puisse continuer d'apporter un souffle de liberté là où la censure s'installe. Les artistes doivent pouvoir continuer de s'y exprimer... Il est essentiel de pouvoir offrir aux jeunes de Toulon les moyens intellectuels et moraux qui feront d'eux des citoyens.

C'est pourquoi nous appelons tous les artistes, intellectuels, femmes et hommes conscients du danger qui menace notre démocratie à se rassembler pour défendre l'action de L'Espace Comedia-Théâtre de la Méditerranée en donnant leur adhésion au présent appel.

Signatures recueillies par Henri Giordan, directeur de recherche au CNRS, 10, rue Orvès, BP 713, 83052 Toulon Cedex, tél. : 94-36-19-16, fax : 94-03-03-70.

PREMIERS SIGNATAIRES AU 22 JUIN

Hugues ALBERNHE-RUEL, univ. Montpellier; Dimitri T. ANALIS, écrivain; ANÉMONE, actrice; Maurice AYMARD, EHESS; Véronique BARNIER, CNRS; Hervé BATHONIE, Théâtre populaire du Midi; Guy BÉDOU, acteur; Philippe BERLING, metteur en scène; Jean-Louis BLENET, comédien; Gilles BOURDET, dir. théâtre; Romain BOUTELLE, acteur; Joëlle BOUVIER, dir. art. CNRS; Henri BOYER, univ. Montpellier; Jean-Paul BRINGUIER, Club Méditerranée; Jean-Claude CARRIÈRE, auteur; Jean CASALONGA, plasticien; Daniel CHAVE, CNRS; Solène CHURCHILL, actrice; Claude COMFORTES, met. en scène; Edouard CONTE, CNRS; Paul CRAUCHET, comédien; Ronald CREAHT, univ. Montpellier; Dany DE BECHILLON, CNRS; Vincent DRESCHEL, CNRS; Anne DULIC, univ. Montpellier; Jean-Louis ESCOFFIER, Club Méditerranée; Cornelia ESSNER, univ. Berlin; Antoine GABARON, juriste; Faoua GARAVIN, univ. de Florence; Luciano GARBALDI, journaliste; Bernard GAUTHIER, dir. Ca théâtre; Gérard GELAS, metteur en scène; Henri GIORDAN, CNRS; Jean HARTSCHLICH, professeur d'université; Thomas HEBLY, met. cult. Jacques; Daniel HERRERO, manager PULC; Marie-Claude HERRERO, CNRS; Astrid HILIG, chargée d'études; Françoise HOUJNET, dir. scène Nle; Paco IBÁÑEZ, chanteur; Dominique JAMBON, dir. Scène Nle; Patrick KAHAN, Pot Union Jeunes Européens; Baltha KARLINSKY, journaliste; Henri KUCHMAN, dir. théâtre R.-Rolland Villajouff; Guy KOVOPNICKI, écrivain; Pierre LAPONTI, comédien; Robert LAPONTI, écrivain; Philippe LAZAR, chanteur; Louis LEFÈVRE, député; Etienne LE ROY, univ. Paris-Sorbonne; Jean-Pierre LIGÉOIS, univ. Paris-V; Evelyn LÖWE, théâtre Campagnol; Barbara LOYER, univ. Paris-VIII; Isabelle LUSIGNAN, comédienne; Elise et Richard MARINSTRAS, univ. Paris-VII; Armand MEYRE, comédien; Pomme MEYRE, cinéaste; Jean-Luc MENET, musicien; Pierre MEYRAND, comédien; Jean-Paul MONTANARI, dir. fest. Montpellier Danse; Pascale NELSEN, comédienne; Régis OBAIDA, dir. art. CNRS; Jean O MURCHU, univ. Dublin; Robert PÉGARD, metteur en scène; Christian PASSUELLO, cinéaste; Gerpi PUIG-MORENO, univ. Barcelone; RENAUD, chanteur; Jean-Luc SALPARGO, écrivain; Christian SCHIARETTI, pot syndac; Micheline SERVIN, journaliste; Claude SIMSEN, dir. centre cult.; Olivier SOUBEYRIAN, prof. université; Marie Béa TEKIELSKI, art. théâtre; Adèle TEPHARY, comédienne; Jacques TEPHARY, administrateur; Vicky THEOPHILIDES, met. en scène; Gilbert TIGERHIEHN, metteur en scène; TIGNOUS, dessinateur presse; Frédéric TOKARZ, comédien; Alain TOUHAIE, sociologue; Dominique TRICAUD, avocat; José VIDAL-SENEYTO, sociologue; Fritz von TROTHA, univ. Freiburg; Michel WIEWORSKA, EHESS; Catherine WITOL de WENDEL, CNRS; Georges WOLINSKI, dessinateur.

TEGP
THÉÂTRE GÉNÉRAL PHILIPPE DE SAINT-DENIS
CENTRE NATIONALE D'ARTS
BOULEVARD DES VIGNES
92130 SAINT-DENIS

BOULEVARD DES VIGNES

- Du 15 octobre au 24 novembre 96
LA BAYE
DE PHILIPPE ADRIEN
MISE EN SCÈNE LAURENT PELLY
- Du 6 novembre au 16 novembre 96
THEATRE DU MEPRIS 3
DE DIDIER-GEORGES GABRY
MISE EN SCÈNE CHRISTIAN COLIN
- Du 26 novembre au 19 décembre 96
EXECUTEUR 14
TEXTE ET MISE EN SCÈNE ADRI HAKIM
- 20, 21 et 24 décembre 96 (8^{ème} édition)
AFRICOLOR
FESTIVAL DE MUSIQUES URBAINES
- Du 22 janvier au 16 mars 97
CABARET LUCIOLES / LE DÉBIT SAINT-DENIS
PAR LE THÉÂTRE DES LUCIOLES
- Du 3 février au 14 mars 97
LA MORT DE TINTAGILES
DE MAURICE MAETERLINCK
MISE EN SCÈNE CLAUDE RÉGY
- Du 22 au 27 avril 97
LES AMOUREUX DU CAFE DESERT
TEXTE ET MISE EN SCÈNE FADREI JAIRI
- Du 5 mai au 7 juin 97 (8^{ème} édition)
ENFANTILLAGES EN SEINE SAINT-DENIS
FESTIVAL POUR LES PETITES ET LES GRANDES PERSONNES

Carnet de voyages 3
saison 1996-1997

LE VOLCAN
LE HAVRE
SAISON 96-97

THEATRE

- CHABADA (BADA) MENTRE MILIANT
- PEPLUM LE ROYAL DE LUXE
- LE DÉFILÉ DES CHAMPS
- IL NE FAUT JURER DE RIEN MUSSET-BEAUNESSE
- EDOUARD II MARLOIVE-FRANCON
- LA MALADIE DE LA MORT FILLIS-BOYER
- GUSTAVE ET EUGENE LAURENT-BRISSET
- LE PRINTEMPS DU VOLCAN

CIRQUE

- QUE-CIR-QUE, CIRQUE PLUME

DANSE

- SCANDAL POINT FRANCOIS RAFFINOT
- TROIS BOLEROS COLOMBES RAM-DAM
- CREATION 96 BILL JONES UNETSU SANKA-JONG

MUSIQUE

- ORCHESTRE DU FESTIVAL DE BUDAPEST
- CAMERATA ACADEMICA DE SALZBOURG
- SINFONIA VARSOVIA
- ORCHESTRE BACH DU GEWANDHAUS DE LEIPZIG
- ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

NUITS ETRANGES, VARIETES, CINEMA
TEL. : 33 14 10 10

collages savants



MUSIQUE

Il fut des « années glorieuses » où le théâtre musical se caractérisait par son refus des lieux communs propres à l'opéra : petites salles, petits orchestres, chanteurs-comédiens-diseurs, décors minimalistes, metteurs en scène venus du théâtre. Il fut surtout la première possibilité pour des compositeurs contemporains de s'essayer au genre lyrique. Avant que de se voir commander par une grande scène son *Grand macabre*, Ligeti écrivit *Aventures et nouvelles aventures*, Ohana ses *Trois contes de l'honorable fleur* avant *La Célestine*. Mais les commandes d'Avignon et de France-Culture, sous la houlette inspirée de Guy Erismann naguère, eurent un rôle de premier plan dans la création de petits ouvrages souvent raffinés et inventifs, dont certains sont presque devenus des « classiques ». Acanthes et la Charbreuse ont tenté de reprendre le flambeau, commandant, expérimentant, réfléchissant. Mais où est la justesse théâtrale, dans les *Conversations* d'Aperghis ou *La Mort de Klinghoffer* de John Adams, dans *The Cave* de Steve Reich ou *Les Aventures de Monsieur Vieux-Bois* de Gérard Pesson ? Les réponses divergent avec tant d'intelligence et d'à-propos qu'on se demande si la question n'est pas devenue un rien incongrue...

Georges Aperghis à l'écoute des sons délaissés

On ne rencontre pas fréquemment Georges Aperghis lors des rendez-vous de création que se donne régulièrement la musique contemporaine. Aux travaux de ses confrères considérés à la page, ce quinquagénaire humble et discret préfère les découvertes accidentelles effectuées lors de savoureux téléscopages des corps sonores qui nous envoient. Comme Maurizio Kagel, l'autre grand pionnier du théâtre musical, Georges Aperghis œuvre dans le détournement. Il se démarque toutefois de l'esthétique du provocateur argentin par une sensibilité des plus raffinées toujours investie - quel que soit le genre abordé dans un catalogue qui dépasse aujourd'hui les cent numéros - dans la mise en scène de l'intrigue nouée par le phénomène sonore.

Né d'un père sculpteur et d'une mère peintre, ce compositeur en grande partie autodidacte ne pouvait sans doute pas négliger l'importance de la représentation dans l'activité musicale. Il en résulte une impossibilité vite manifestée de se satisfaire du cadre traditionnel du concert pour favoriser une expression première fondée sur le désir de raconter des histoires, intelligibles ou non. Ainsi, lorsque Georges Aperghis perça en 1971 au Festival d'Avignon, c'est avec une œuvre qui, par son effectif (deux voix féminines, luth, violoncelle), son mode d'expression (chanté-parlé), son titre (*La Tragique Histoire du néromancien Héranno* et de son miroir), paraît emblématique d'un style voué à l'hybridation d'éléments profondément ancrés dans la mémoire collective.

Après l'oratorio *Vesper* (1972), et le premier opéra *Pandemonium* (1973), toujours liés à l'aventure d'Avignon, *Histoire de loup* (1976) - destinée au même festival - marque le premier aboutissement de l'écriture personnelle de Georges Aperghis, concentrée sur une interaction organique du texte et de la musique. Celle-ci s'enrichit de contacts renouvelés avec le monde du théâtre par le biais de rencontres décisives à caractère privé (le compositeur épouse la comédienne Edith Scob) ou professionnel (la collabora-

tion avec Antoine Vitez, déboutée à Avignon et poursuivie à Chailot, puis à la Comédie-Française). En 1976, le théâtre et la notion de troupe composent tellement pour Georges Aperghis qu'il décide de travailler au quotidien (à Bagnolet) avec des personnalités polyvalentes à la conception de spectacles où s'intègrent de manière inhabituelle tournures vocales, éclats instrumentaux, gestes incongrus et pratiques expérimentales de la scène. L'Atelier Théâtre et Musique (ATEM) est né. Qu'il soit impliqué dans la vie de banlieue (au Théâtre des Malassis à Bagnolet) ou qu'il s'ouvre à des coproductions européennes (depuis son installation en 1992 au Théâtre de Nanterre-Amandiers), l'ATEM permet aux créateurs contemporains réfractaires aux classifications de « réinventer des utopies » au sein d'une structure efficace, mais nullement institutionnalisée.

La dynamique de groupe revêt dans le travail de Georges Aperghis une importance capitale. Elle s'est illustrée naturellement à travers de multiples productions réalisées en équipe, mais elle a aussi déterminé un principe de composition bien particulier. Pour Aperghis, « la participation organise tout. Elle régit les événements principaux et secondaires (leur intensité, leur devenir), les textes abstraits ou porteurs de sens, les éclairages, les gestes. La partition n'organise pas seulement le "sonore", mais toutes les composantes de la représentation jusqu'aux comportements, histoires, objets, etc. Elle assure ainsi une certaine dramaturgie de l'indiscipline ».

Une telle conception de la partition prévaudrait également pour ce qui ne tient pas du théâtre musical. L'œuvre instrumentale ou vocale (façonnée en collaboration avec des interprètes privilégiés tels qu'Edith Scob, la vocaliste Martine Viani ou le percussionniste Jean-Pierre Drouot) vit de la subtile conjonction d'un ensemble d'éléments dont beaucoup, pris séparément, ne revendiqueraient pas de statut musical. Georges Aperghis abolit les frontières entre langage et musique (dans ses fameuses *Réductions*, *Conversations*, *Ennumération*), entre instrument et interprète (*Corps à corps* pour percussionniste et son *suri*), entre amateurs et professionnels (*Un Musée de l'homme* qui utilise notamment soixante-dix chanteurs corse traditionnels) et entre traditions orientale et occidentale (*Rust et Rongé* rapprochant le Tio Le Cercle de Jean-Pierre Drouot et un gamelan balinaise).

Georges Aperghis laisse traîner son oreille partout où il défile la vie. Sa musique, théâtrale ou non, surgit

des sources les plus inattendues, comme en atteste l'usage de l'accordéon dans *Jogo*, œuvre scénique, ou dans *Tinget tangel*, trio au sens contrain de formation de chambre. C'est encore la notion de vie - centrée à travers une réflexion sur les origines des espèces - qui lui a permis de franchir récemment un cap essentiel dans son travail de créateur avec le métaphysique et néanmoins ludique *Sextuar* (1993) pour choix de femmes et violoncelliste. Les noms des scolopendres, des onychophores et de quantité d'autres variétés animales disparues y signalent l'intérêt du compositeur pour les sons délaissés, espèces d'une certaine manière en voie d'extinction.

Pierre Gervasoni

* Georges Aperghis, le corps musical. Œuvre conçue et réalisée par Antoine Gindt. Actes-Sud, 1990. *Sextuar* est disponible en CD, Musique française d'aujourd'hui, MFA 216004.



La dynamique de groupe revêt, dans le travail de Georges Aperghis, une importance capitale.

Acanthes, vingt ans de compagnonnages

par Iannis Xenakis

Il est des musiques, des paroles, des rencontres qui ne s'enseignent pas dans les académies officielles, où les officiels officient forcément, et je pense que c'est pour cela que Claude Samuel - catalyseur, avec Maurice Fleuret et Michel Guy, pour la musique contemporaine, de ces trente dernières années - ou, je pense que c'est pour cela que, dès 1977, Claude Samuel a créé cette manifestation qui s'est très vite appelée le Centre Acanthes (à cause des épines, car cela n'a pas été évident de le faire vivre année après année).

Le Centre Acanthes a vingt ans. C'est un lieu où des compositeurs et des instrumentistes, à proprement parler fous, viennent à la rencontre de jeunes instrumentistes ou compositeurs, souvent déjà professionnels, mais jeunes... très jeunes. Là, durant deux ou trois semaines, il y a travail assidu, jusqu'à très tard dans la nuit, et rencontres, sans qu'aucun diplôme reconnu ne soit remis à la fin ! C'est peut-être ce qui crée cette intensité que je n'ai cotoyée nulle part ailleurs.

Au fil des ans, ce Centre Acanthes est devenu une gigantesque tour de Babel, lieu de rencontres « électrochoc ». Au début, il y avait un seul compositeur qui s'engageait à être là le plus clair du temps, et seule son œuvre était discutée, analysée et jouée pour éviter une sensation de papillonnement. Puis, pour compléter le paysage, on a aussi, certaines années, abordé des thèmes : la percussion ou le théâtre musical.

Acanthes, ce fut d'abord à Aix-en-Provence, voisinant avec le Festival, comme en marge ! A côté des

« grands » spectacles pour public en smoking, mocassins et robes longues. On, il y avait comme un mur invisible - invisible ? - mais très épais entre les deux. Puis, le Centre Acanthes a pris, un beau jour, son sac à dos et s'est installé à la Charbreuse de Villeneuve-lès-Avignon.

Je me souviens d'une rencontre : c'était, je crois, en 1978 et donc encore à Aix. Il y avait déjà plus de cent cinquante stagiaires et, dans chaque salle du conservatoire Darius-Milhaud, il y avait un instrumentiste qui, inlassable, jouait, disséquant mes *Pièces* et mes œuvres pour piano. Je me souviens, cette année-là, du travail de Claude Helffer, de Marie-Françoise Bucquet, de Sylvio Gualda.

Depuis des années, des compositeurs comme Boulez ou Berio aiment venir et revenir... des instrumentistes aussi... de renom international. Et l'on a souvent croisé au Centre Acanthes Sylvio Gualda, Michel Tabachnik, Claude Helffer et d'autres instrumentistes de renommée internationale, tous totalement disponibles, inlassables, heureux. Ce sont ces deux mots-là qui s'imposent quand je pense au Centre Acanthes et à ses vingt ans. Disponibilité et bonheur. Qui parle de classe ? d'enseignement ? Il s'agit plutôt d'une fête où les stagiaires bien entourés ne découvrent pas que les secrets de la musique, et où les « musiciens-enseignants » se prennent à parler de tout. Avec ces jeunes venus parfois du bout du monde, on doit se taire, la nuit venue, pour écouter les orages ou les cigales.

En 1978, c'était mon retour en Grèce après vingt-huit ans d'exil. Il

m'avait fallu attendre que les tribunaux militaires me rendent ma citoyenneté (ils avaient été beaucoup plus rapides pour me condamner et me retirer ma nationalité) et le Centre Acanthes s'était déplacé jusqu'à Mythenes pour participer à la création d'un des *Polytopes*. Pour certains stagiaires, c'était leur première vision de la Grèce. Jamais je n'ai vu cela - les conditions étaient rudes - des jeunes aussi disponibles et vivants ces moments avec une telle intensité.

Et puis, en 1985 - comment a-t-il réussi à persuader tant de gens ? - Claude Samuel a organisé une période insensée pour le Centre Acanthes. D'abord Aix, puis Salzbourg et Delphes, six semaines de vie en commun où mes *Pièces* furent étudiées, jouées et rejouées sous la direction de Sylvio Gualda. Au Centre Acanthes, on va au-delà de ses forces !

Vingt ans ! Comment est-ce possible qu'une organisation privée ait pu, pendant vingt ans, contre vents et marées, tenir haut et droit ce centre unique en France... Faut-il beaucoup en parler et interpellier nos gens des pouvoirs publics ? Ou faut-il plutôt se taire afin que les images noires de ceux qui savent tout ne s'abaissent d'un coup ? Car néophytes en la matière, comme tout néophyte, ils risquent de décider de tout raser « pour mieux recommencer, bien sûr... ». C'est toujours ce qu'ils disent ! Mais non, ça doit être mon pessimisme naturel qui prend le dessus. Les autorités de tutelle actuelles vont faire en sorte que ce centre unique existe encore.

Iannis Xenakis est compositeur.

ODEON THEATRE DE L'EUROPE

Saison 96/97

BIENVENUE

Georges Lavaudant

HORROR SUITE MACBETH en italien

Carmelo Bene

EDOUARD II

Christopher Marlowe - Alain Françon

TIME ROCKER en allemand et en anglais, suédois

Bob Wilson - Lou Reed

REFLETS

Jean-Christophe Bailly, Michel Deutsch, Jean-François Duroure, Georges Lavaudant

FRERES ET SCEURS en russe, suédois

Fedor Abramov - Lev Dodine

TRIPTYQUE

Georges Lavaudant

MAISON DE POUPEE

Henrik Ibsen - Deborah Warner

UN CHAPEAU

DE PAILLE D'ITALIE

Eugène Labiche - Georges Lavaudant

PAWANA

J.-M.G. Le Clézio - Georges Lavaudant

Petit Odéon

LA PROMENADE

Robert Walser - Gilberte Tüll

VOYAGES DANS

LE CHAOS

Droukine, Homs, Lipovsk, Voguinev, Veldenski - Lukas Hensleb

ÉGARÉ DANS LES FLIS

DE L'OBEISSANCE AU VENT

Victor Hugo - Madeleine Marion - Redjep Mitrovic

LA DERNIÈRE NUIT

Georges Lavaudant

Rejoignez l'Odéon

L'abonnement : 4 spectacles 440 F (400 F avant le 31 août).

La carte Odéon : tous les spectacles 890 F.

La carte complice : 25 % de réduction, pour vous et la personne qui vous accompagne.

La carte complice jeune : 30 F la place.

Brochure détaillée : 44 41 36 36

SACD

Société des Auteurs et Compositeurs Dramatiques

LA SACD AU FESTIVAL D'AVIGNON

TEXTE NU

dixième édition, du 18 au 27 juillet 1996,

à 19 h au musée Calvet, 63 rue Joseph Vernet

Une production de la SACD présentée par Claude Santelli sur une idée de Jean-Claude Carrière

"HONNEUR ET BONHEURS DU THÉÂTRE"

- Jeudi 18 juillet : Jean-Louis Trintignant "William Shakespeare" de Victor Hugo.
- Vendredi 19 juillet : Gérard Desarthe textes de Louis Jouvet.
- Samedi 20 juillet : Dominique Blanc "Apothéose" d'Arthur Schnitzler.
- Dimanche 20 juillet : Roland Bertin "Les grandes espérances" de Charles Dickens.
- Lundi 21 juillet : Françoise Fabian "L'homme racine" de Roland Barthes.
- Mardi 22 juillet : Didier Sandre A la recherche de la Berma, de Marcel Proust.
- Mercredi 23 juillet : Denise Gence "Le spleen de Paris" de Charles Baudelaire.
- Jeudi 24 juillet : Surprise.
- Vendredi 25 juillet : Nada Strancar "Roman-Théâtre" de Louis Aragon.
- Samedi 26 juillet : Fabrice Luchini "Paradoxe sur le comédien" de Denis Diderot.

Location : Tél. : 90.14.14.14 de 11 h à 19 h.

SACD - Délégation régionale - 46, rue de la Balance. Tél. : 90.82.47.82

SACD - 11bis, rue Ballu, 75009 Paris - Tél. : 40.23.44.44

Direction de la communication : 40.23.45.60



Les tribulations européennes d'un intellectuel aux pieds ailés

CANARD pékins (1987), *Sept peaux de rhinocéros* (1987), *Comedia Tempio* (1990), *Les Echelles d'Orphée* (1992), *L'Anatomie d'un fœtus* (1994), *Le Cri du caméléon* (1995) : autant de titres pour suggérer le changement, la mue, la métamorphose, le désir d'évasion, l'angoisse du temps et de l'espace, le départ, l'errance, le déracinement. La perte aussi de l'identité, la fidélité à soi-même ? Rien n'est moins certain pour Josef Nadj, qui circule avec aisance et élégance dans ses nombreux succès, dans les États civils aléatoires, et assume avec délice et frémissements une identité multiple et idéalement multiculturelle : hongroise, ex-yougoslave, « mitteleuropéenne » et désormais française.

Enfant de Kanizsa, petite ville magyare foisonnante en talents divers de la Voïvodine serbe, dans le nord de l'ancienne Yougoslavie, il se sent des affinités croates, dalmates, adriatiques et presque latines dans ces Balkans multiformes ; petit-fils de paysans, il affiche avec élégance une indolence feinte presque aristocratique ; passionné, flamboyant, avec des allures de pince-sans-rire à la Buster Keaton, il sublime le particulier par la légèreté de l'universel, comme faisait Chagall avec sa Vitebsk natale, ou bien, avec les sans-espoir de la Poustia magyare, le plus princier des cinéastes de sa race, Miklos Jancso. Et c'est un bonheur de relire les interviews données il y a déjà dix ans, où il évoque ses souvenirs de service militaire en Bosnie, dans la région de Sarajevo, et où il fait l'éloge (funèbre et prémonitoire) du mélange unique d'une culture slave, austro-hongroise et musulmane, se rappelant sa boîte d'albumettes, l'aidant à cadrer, comme avec une caméra, le paysage observé et mentalement filmé.

UNE LONGUE RECHERCHE

Multiple de par ses origines et les circonstances de sa vie, il l'est aussi par sa formation. Affleure vite dans la conversation un bagage littéraire peu commun, avec une prédilection pour Gogol et Kafka, Bruno Schulz et Danilo Kis ou des écrivains magyars, comme Kosztolányi ou Csáth appartenant au modernisme enlevé du début de siècle, ou comme son grand aïni de Kanizsa, l'un des meilleurs poètes de la langue hongroise contemporaine, Otto Tolnai, qui a inspiré plusieurs de ses spectacles. Ancien élève de l'École des beaux-arts de Novi Sad et de Budapest, il dessine d'un crayon fin et nerveux chaque scène, chaque geste pour un travail scénique ; joueur de flûte traversière, il conçoit chaque pas et geste, bruitage, frottement ou ré-

● **Danse**
Assumant avec délice une identité multiple et idéalement multiculturelle, Josef Nadj crée à Avignon « *Les Commentaires d'Habacuc* ». Vision tendre et pitoyable, atmosphère grotesque, burlesque par moments, poétique à d'autres...



« *Les Commentaires d'Habacuc* » au gymnase Aubanel, chorégraphie de Josef Nadj (photo du haut).

sonance, et plus encore l'arabesque et les entrechocs des corps d'une partition silencieuse selon une pulsation musicale ; quant à la danse et à la « danse moderne », il n'y vient qu'après une longue recherche, enquête et détour enrichissant du côté du théâtre le plus essentiel : Kantor et Grotowski, Bob Wilson et Pina Bausch, selon un itinéraire assez proche d'un Tanguy ou d'un Zornko, par exemple...

Parti de sa Voïvodine natale, et

via Budapest, arrivé dans la capitale française vers 1980, à l'âge de vingt-trois ans, après s'être frotté aux arts martiaux, aux exercices de pantomime et à la « danse de contact », Nadj fait soigneusement et librement le tour des ateliers parisiens, allant de Marcel Marceau à Etienne Decroux, de la compagnie de Mark Tompkins à Catherine Diverres. En 1987, enfin, le grand saut, et du premier coup une véritable révélation : *Le Canard pékin*, d'abord au grenier du Théâtre

de la Bastille, peu après dans la grande salle du Théâtre de la Ville. Nadj a alors trente ans et impose d'un geste un genre intermédiaire, assez insolite, échappant à toute classification et, surtout, un mode personnel. Les jalons sont posés, la couleur est annoncée : une vision tendre et pitoyable, une atmosphère grotesque, burlesque par moments, poétique à d'autres, une simplicité et un raffinement de fête foraine avec des raccourcis de salimbanques, une peinture quasi

naïve, mais dont les attaches folkloriques sont estompées avec beaucoup d'astuce : des mariées peinturlurées comme des poupées à peine perverses, des sorcières et des chamans de village, des animaux emblématiques, ours ou loups-garous, des diableries à la Gogol, des noces paysannes grinçantes à la Stravinsky, des proverbes et jeux d'enfants illustrés et animés comme les *Sprichwörter* et les *Kinderspielen* de Bruegel ou de Bosch, tout cela dans une atmosphère onirique et rendue encore plus énigmatique par l'absence d'une finalité narrative, faisant sur le Français cultivé l'effet d'une certaine peinture surréaliste de Magritte, d'Ernst, de Brauner (des Carpes) ou de l'abondante imagerie populaire « naïve » de Yougoslavie.

Sept peaux de rhinocéros en 1988 en était la suite ; *La Mort de l'empereur*, en 1989, une dérive un peu artificieuse, tartare, mongole, pseudo-kabuki, trop jazzifiée et turandotisée pour certains goûts. Mais *Comedia Tempio* fut, à nouveau, en 1990, une grande réussite et l'occasion d'un enrichissement : l'un des spectacles les plus pathétiques de Nadj, où la mort rôdait et où la folie saccageait le temps en un cauchemar organisé de persécutions et par l'évocation d'un écrivain magyare de sa région, Géza Csáth, médecin opiomane et suicidaire, l'un des premiers disciples du freudisme dans le pays. C'est alors que la « boîte magique » et maléfique de Gouy, son décorateur attiré fit fonctionner au mieux ses trappes, fausses fenêtres, poulies grinçantes et cordages cruellement élastiques, tirant, retenant, avalant et recrachant des fantoches et des marionnettes dûment chapeautées et tristement endimanchées, une humanité ou sous-humanité bien malmenée ; c'est aussi à cette date qu'il a rencontré le compositeur Stavan Kovac Tickmayer, qui lui procure des effets analogues au quasi-silence d'avant.

THÉÂTRE DES SIGNES

Les Echelles d'Orphée, furent, ensuite, en 1993, toujours au Théâtre de la Ville, une synthèse idéale, et peut-être l'une de ses meilleures réussites à ce jour. Inspirée par le recueil de son ami Tolnai, *Les Chants de Wilhelm*, poèmes ironiques d'un « Orphée provincial » évoquant des personnages pitoyables et pitoyables du passé de sa ville natale, l'œuvre résumait dans une « saga versifiée » tous les mythes, historiques, réels ou fictifs, à la manière des tentatives de Faulkner, de Lee Masters ou de Carlos Williams.

Les Echelles d'Orphée, celles de Jacob, du poète mais aussi des pompiers villageois, on les retrouve, avec d'autres accessoires

de théâtre et d'acrobates, chaises, tables, cordes, trampolines, dans un spectacle un peu particulier, invité au Festival d'Avignon, *Le Cri du caméléon*, présenté déjà à Paris, en janvier dernier, sous les Chapiteaux de la Villette. Travail à part dans l'itinéraire de Josef Nadj : préparé avec la classe sortante du Centre national des arts du cirque, auprès de laquelle il fut invité comme professeur toute l'année. L'éloge du résultat n'est plus à faire : un large succès populaire et professionnel a déjà couronné l'entreprise dont atteste l'invitation du Festival d'Avignon.

Unité et modulation toujours pour un parcours conséquent ? Il y a sans doute un lien, si anecdotique soit-il, entre la création annoncée pour Avignon, *Les Commentaires d'Habacuc* et *Les Echelles d'Orphée* : le « protagoniste », Willy, le fou de village, le paria, frère de Wozzeck, rêve d'aller voir à Florence la statue d'Habacuc sculptée par Donatello... Mais que faire d'Habacuc, le huitième des Petits Prophètes de l'Ancien Testament et des fameux commentaires trouvés en 1947 à Qumran parmi les manuscrits de la mer Morte ? Y trouver des résonances historiques dans la condamnation des « violences libanaises », des atrocités, des viols et des pillages commis par l'opresseur « chaldéen », hier encore pratiqués « à deux heures de vol de Paris » ?

Texte à l'appui, espérer en la venue au monde du Maître de la justice ? Y étudier en outre les règles d'une communauté fermée, d'une secte, d'une société secrète, d'une compagnie comme chez les Esséniens ? Reconsidérer les modalités d'une recherche de la vérité (théologique, idéologique) dans un monde labyrinthique, borgésien, scénique ? Chercher à savoir comment énoncer les révélations et les comportements successifs, ou articuler, dans un théâtre qui s'impose le silence, une parole qui ne soit pas, au propre et au figuré, poussière de mots et de syllabes recrachées ?

Des rumeurs parviennent, d'Orléans, de cette Babel silencieuse où travaille Nadj, intellectuel énigmatique et ludique aux pieds ailés et qui ne déteste pas en être le propagateur : quitte à déjouer ensuite son discours préalable, mode d'emploi didactiquement infidèle, dans un « spectacle total », terme qu'il préfère, pour sa propre entreprise à celui de théâtre dansé ou mimé ; nous ne le trahissons pas en relevant que le nom mystérieux qu'il s'attribue, *Théâtre JEL*, signifie tout simplement dans sa langue maternelle : *Théâtre-Signe*, théâtre des signes.

Gyula Sipos

SAISON 96/97

LES DRAMUSCULES
THOMAS BERNHARD
DOMINIQUE TURMAIS

LA PRINCESSE DE CLÈVES
MADAME DE LA FAYETTE
MARCEL BOZONNET

LE DÉSPOIR TOUT BLANC
CLARENCE NICOLSKI
DANIEL MESGUICH

LA REINE DES FOUS
BENOÎT GUÉRY

HAMLET
WILLIAM SHAKESPEARE
DANIEL MESGUICH

DOM JUAN
MOLIERE
DANIEL MESGUICH

LA CAVALÈRE
ALBERTINE SARAZIN
LILIANE NATAP

PEER GYNT

HENRIK IBSEN
STÉPHANE BRÄUNSCHWIG

OEDIPÈ À COLONE
SOPHOCLE
LES FOUS À RÉACTION

LE MOINE
MATTHEW GREGORY LEWIS
KATIE MAUREL

COMMENT TE DIRE
DANIEL EMILFORS
FRÉDÉRIC LEIDIGS

LA VIE AVENTUREUSE DE RENÉ DESCARTES, PHILOSOPHE
ROBERT ANGERAUX
PIERRE DEBAUCHE

LE ROI SE MEURT
EUGÈNE IONESCO
PIERRE DEBAUCHE

(La Métaphore)

THÉÂTRE NATIONAL LILLE TOURCOING RÉGION NORD - PAS DE CALAIS
RÉSERVATIONS : 20 14 24 24

Théâtre de la Cité Internationale

Théâtre / Danse / Jazz

L'Art en scène/Intermezzo : Stéphanie Aubin et Cie Larsen

Saleté - Robert Schneider / Bernard Lévy

Va t'en chercher le bonheur et ne reviens pas les mains vides... *Sentimental bourgeois*

Zhivago - Nuit du jazz

Fragments des carnets du sous-sol

Flodor Dostoevski / Etienne Portmaret

La Censale - Armon Tchekhov /

Margarita Mladenova et Ivan Dobtchev

Excédent de poids... et Les présidentes

Werner Schwab / Michel Dezoteux

Presqu'île 97 - Trois jours de dorée

Le traité des mannequins

Włodyslaw Zornko d'après Bruno Schulz

Matériau Heiner Müller - Heiner Müller /

Philippe Chérin

ALIS - Pierre Fomny et Dominique Soria

21, boulevard Jourdan - 75014 Paris
Envoi de la brochure sur simple appel au 05 08 01 54

Saison 96/97

THÉÂTRE DE ROND-POINT CHAMPS-ÉLYSÉES

MARCEL MARÉCHAL

en attendant godot

Samuel Beckett / Pierre Arditi / Marcel Maréchal

Robert Hirsch / Jean-Michel Dupuis / Patrice Kerbrat

les enfants du paradis

Jacques Prévert / Marcel Maréchal

moi, paul-marie verlainne, père et mère

Philippe Faure / François Bourgeat / Alain Batifoulier...

françois truffaut correspondance

François Truffaut / Marie-Paule André / Robin Renucci

malaga

Paul Fmond / Abbas Zahmani / Clotilde de Bayser...

le passage

Véronique Olmi / Ivan Morane / Luki Bilal / Marina Mady...

l'enfant d'éléphant

Richard Demarcy / Rudyard Kipling

Théâtre de la Cité Internationale

Théâtre du Rond-Point - Champs-Élysées

2 bis, avenue Franklin D. Roosevelt 75008 Paris, tél. 44 22 56 10

écriture des corps
François Raffinot

La brûlure des corps pliés de François Raffinot

par Michel Onfray

La danse est l'art de musiquer le réel. En son temps déjà, Litteré signalait du mot sa désuétude et pourtant, dans une théorie généralisée des correspondances, il n'est pas sans intérêt de voir comment communiquent les arts, de quelle façon ils correspondent, sur le mode contrapuntique ou contradictoire, dans des logiques de complémentarité ou selon des modalités exclusives. Chacun gagnerait à écouter ceux qui travaillent à la jonction des flux, là où se font les sens nouveaux et leurs promesses de jubilation. Nietzsche appelait de ses vœux le philosophe-artiste, il importe, pour sa généalogie et son avènement, de prendre des leçons chez les artistes-philosophes. Dont les danseurs. Eux seuls apportent aux penseurs qui s'interrogent sur ce que peut le corps des réponses autorisant enfin le dépassement des seules sécheresses théoriques d'écriture.

Parmi les danseurs de la scène contemporaine, François Raffinot est le promoteur d'une grammaire singulière, d'un langage avec sa syntaxe, d'un vocabulaire avec ses codes, le tout contribuant à l'expression d'une vision du monde, ce qui, finalement, suffit à définir et caractériser l'œuvre philosophique propre. La philosophie est moins un art de créer des concepts que la proposition d'une perspective sur le réel. Pour sa part, dépassant sa formation de philosophe logicien, François Raffinot élabore une métaphysique qui est une éthique exprimée par une esthétique. Donc une politique.

Dans son monde, on trouve tout ce qui permet de formuler et de circonscrire ce qu'après Gilles Deleuze et selon ses termes on pourrait appeler « un néobaroque moderne ». On suit le passage de l'artiste dans le monde baroque spéculatif, ses « mises » en scène d'opéra, la création et la direction d'une compagnie spécialisée dans les registres du Grand Siècle, ses chorégraphies de ballets dans des œuvres de Purcell, sa direction pour Rameau. Et son *Alceste*, de Lully, presque une invitation à pratiquer la politique du personnage éponyme devenu le paragon que l'on sait. Après quoi, en bonne logique, François Raffinot donne l'impression de tourner le dos à ce monde-là pour un autre.

Or, il n'en est rien. Le passage du Rameau de *Platée* au Dussapin de *Medea-Material* n'est en rien une révolution copernicienne. Au-delà du fait que cette pièce du compositeur contemporain a été pensée et composée pour instruments anciens, puis dirigée et enregistrée par Philippe Herreweghe, dont c'est l'univers de prédilection, il faut aussi préciser que le baroque, tel qu'il est par exemple défini par Gilles Deleuze, est moins un monde daté, fixé et figé dans l'histoire de l'Occident chrétien qu'une façon déployée dans le temps. Est baroque ce qui magnifie des variations sur le thème du pli. A cet effet, François Raffinot explore un langage qui tout entier paraît relever de cette façon particulière : pli des corps dans la lumière, pli des peintures et des couleurs du décor dans la toile, pli de la lumière dans l'espace scénique, pli de la chorégraphie dans le temps de la représentation, pli de la musique dans l'espace et dans le corps des dan-

seurs. En ce sens, née du concept qu'il est exprimé et formulé dans le baroque du Grand Siècle, la danse semble ne jamais avoir quitté cet étrange et singulier registre de l'art du pli.

Aussi, pour marquer sa discipline, un artiste est-il tenu d'en utiliser les codes, certes, mais aussi de s'en émanciper. Pas de création dans le pastiche ou d'inscription dans l'histoire avec la seule répétition. François Raffinot propose un monde et une vision du monde qui ne négligent en rien l'histoire : celle, éternelle, de la mort, mais aussi celle, particulière, du sida, celle, universelle, de la persécution des artistes par les pouvoirs, mais également celle, particulière, de l'auteur des *Versets sataniques*, dont le corps est revendiqué par les ayatollahs ; celle, planétaire, de l'opposition entre la forme et l'énergie, mais, même, celle des musiques apolliniennes conceptuelles et des œuvres dionysiennes répétitives, Pascal Dusapin d'un côté, Louis Andriessen de l'autre. *Adieu* dit aussi l'amitié, *Scandal Point* l'engagement, *Sin arrino y con arrino* le duel. De sorte qu'à chaque fois c'est l'occasion d'un tombeau pour Dominique Bagouet, Salman Rushdie, Apollon ou Dionysos.

« Scandal Point » est un travail emblématique puisqu'il s'agit de donner un corps à Salman Rushdie, dépossédé du sien

François Raffinot cite saint Jean de la Croix : « Sans appui et avec appui, sans lumière et vivant à l'obscur, tout entier m'en vais en me consumant ». Ce pourrait être aussi bien signé de Georges Bataille, Guy Debord ou Gilles Deleuze. Thématisant et claudiquant, nocturne et solaire, forme rigoureuse et énergie pure, à chaque fois le sujet évolue dans le registre du pli, des brasiers, de l'incandescence. Entre ces deux instances, comme dans le baroque la lumière et l'obscurité, le haut et le bas, François Raffinot ne traque pas les zones intermédiaires et leurs variations possibles. Pas de souci des micro-intervalles entre les composantes exclusives baroques : ce qui fait l'épiscure de la chorégraphie, c'est la consommation. Dans la mort, la douleur, la souffrance, la persécution, la maladie, la sexualité, l'érotisme, dans tous les cas de figure, ce qui prime, c'est cet art paroxystique de la brûlure.

A chaque fois, le lieu de ces brûlures, c'est le corps. D'où son art consommé de le plier, de le déplier, pour faire advenir ce qui, selon Deleuze, constitue l'essence du baroque. La danse voulue par l'artiste suppose la démonstration magistrale que le pli est l'occasion de la forme développée sur scène ; que l'intérieur et l'extérieur - de la scène, du théâtre aussi bien que des corps qui y évoluent - sont les deux instances dont le jeu oppositionnel produira une nouvelle harmonie, celle qui fait du corps un véhicule de ce parti pris de musiquer le monde ; que le haut et le bas, dans une même juxtaposition dialectique, trouvent leur conciliation dans l'épiphanie de la forme en force ; que le dépli est, dans une logique revendiquée, la possibilité d'un recommencement du pli ; que la texture est le mode d'apparition

du pliage de la matière et qu'en l'occurrence cette texture est celle des chairs montées sous la protection et le voile de leur peau ; enfin, que le paradigme absolu est le corps. Dans ces six modes reposent comme en un écriu l'identité du néobaroque moderne dont François Raffinot se fait le démiurge.

Le diptyque est le signe du goût particulier qu'a le chorégraphe pour les formes. Sa lecture musico-logique pointue des partitions le rend sensible à l'architecture, qui est aussi architectonique. La science de ces formes qui sont également des forces est alors protégée à l'incarnation. Car musiquer le monde, quand on est l'âme de la compagnie, son Paraclet, c'est réussir le passage de la matérialité du son à celle des corps. Entre le corps du son, sa matière, et le son du corps, ses effets via les mouvements, il y a tout le travail démiurgique superbement récapitulé.

Dans cet ordre d'idées, *Scandal Point* est un travail emblématique, puisqu'il s'agit de donner un corps à Salman Rushdie, qui est quasi dépossédé du sien, du moins sur le mode public. La voix privée de corps, telle une parole mystique venue du ciel, sans qu'une chair la supporte, est transfigurée en corps

esthétique. Face à la désincarnation voulue par les mollahs, contre cette violation des religieux intégristes de priver de corps, d'arracher sa chair à un être qui pense et écrit, François Raffinot réagit en réalisant l'incarnation. Là où le musulman radical veut faire taire une voix en pourchassant et condamnant un corps, le chorégraphe veut faire advenir un corps à partir d'une voix qu'il musique.

Dans cette opération de transmutation, Salman Rushdie, qui est interdit de corps public, prêter sa voix quand les danseurs, simultanément, et par cette opération particulière, se trouveront dotés, quant à eux, de la parole qui leur fait défaut lorsqu'ils sont habituellement sur scène. Désincarnée, la voix sans corps deviendra sur la scène d'Avignon un corps sans organe, pour le dire comme Artaud, puis Deleuze, une espèce mutante nourrie de la dialectique des combats, baroque aux aussi, entre la voix lumineuse de l'un et les corps dansant dans la nuit du silence des autres.

D'Adieu, on retiendra l'amitié, le travail en forme d'hommage pour un homme, sa douleur et ses souffrances ; de *Sin arrino y con arrino*, la nécessité de combinaisons multiples pour exprimer les relations dialectiques qui existent entre les formes destinées à dire le réel ; de *Scandal Point*, un genre de synthèse de ces deux temps qui raconte que le souci pour Apollon n'exclut pas la passion pour Dionysos, ni l'inverse. Ainsi apparaît la possibilité, en musiquant le monde, de transfigurer les nuits qui, comme le désert dans les pages de Nietzsche, donnent sans cesse l'impression de croître.

Michel Onfray est philosophe.

18 septembre - 31 décembre 1996
25ème édition



Composez vous-même
votre abonnement

Théâtre

CARMELO BENE
LUC BONDY
STÉPHANE BRAUNSCHWEIG
PETER BROOK
CLAUDE BUCHVALD
LOUIS DO DE LENCQUESAING
JÉRÔME DESCHAMPS ET MACHA MAKEIEFF
MARC FRANÇOIS
KLAUS MICHAEL GRÜBER
ROBERT LEPAGE
HEINER MÜLLER
LUCA RONCONI
FRANÇOIS TANGUY
ROBERT WILSON
ZHANG YUAN

Danse

JONATHAN BURROWS
BORIS CHARMATZ
MERCE CUNNINGHAM
CATHERINE DIVERRÈS
SABURO TESHIGAWARA

Spectacle Musical

CARLES SANTOS

Musique

PHILIPPE FÉNELON
BRIAN FERNEYHOUGH
STEFANO GERVASONI
GEORG FRIEDRICH HAAS
PIERRE HENRY
HEINZ HOLLIGER
FRANCK KRAWCZYK
GYÖRGY KURTÁG
MEREDITH MONK
EMMANUEL NUNES
BRICE PAUSET
KARLHEINZ STOCKHAUSEN
EDGARD VARÈSE / BILL VIOLA
CLAUDE VIVIER

Exposition

BILL VIOLA

Abonnement à partir de cinq spectacles, choisis dans l'une ou l'autre des séries présentées : Théâtre/Danse ou Musique/Spectacle musical.
Date limite de souscription : 2 septembre 1996
Avant-programme et formulaire d'abonnement sur simple demande

Festival d'Automne à Paris
156, rue de Rivoli 75001 Paris
Tél. 42 96 12 27 / Fax. 40 15 92 88

SAISON 96/97

création ■ Jules César - Shakespeare - Jacques Rosner.
accueils ■ Dominique Pitoiset. Grand Magasin. Handspring Puppet Theater. Philippe Clévenot. Catherine Marnas. Jean-Luc Terrade.
Yves Beaunesne. Lévy Dodine. Jean-Louis Houdin. Gildas Bourdet.
Jean-Marie Villégier. Fadhel Jaïbi. Joël Jouanneau.

THEATRE NATIONAL DE TOULOUSE MIDI - PYRENEES

danse-musique ■ Rabih Abou Khalil. Jean-Claude Gallotta.

Allain Leprest. Michel Hermon. Philippe Découfflé.

coproductions ■ Tonkin-Alger (Durif-Mateu).

Le Maître et Marguerite (Boulgakov-Carette).

Le Sorano. 35 allées Jules Guesde 31000 Toulouse. 61 25 66 87





CRÉDIT LOCAL DE FRANCE, MÉCÈNE GÉNÉRAL

Le Crédit local de France, partenaire officiel du Festival d'Avignon depuis plus de 10 ans, est heureux de célébrer la 50^{ème} édition de cette grande fête du théâtre. Premier partenaire financier des collectivités locales, le Crédit local de France mène depuis sa création une politique active de mécénat, en appui de son rôle d'acteur de la décentralisation.



THÉÂTRE

Edouard II, de Christopher Marlowe, mise en scène de Alain Françon. (Lire page IV et VII)
Du 9 au 16 juillet à 22 heures, relève le 14. Cour d'honneur.
La Tragédie du roi Christophe, d'Alfred Assolant, mise en scène de Jacques Néron. (Lire page VI)
Du 20 au 25 juillet à 22 heures. Cour d'honneur.
La Cour des comédiens, conception et mise en scène de Georges Lavaursant, réalisation de Renaud Le Van Kim.
Du 26 juillet à 22 heures. Cour d'honneur.
Les Dancés, d'après Eschyle, adaptation et mise en scène de Silvio Purcaro. (Lire page XI)
Du 15 au 27 juillet à 22 heures, relève le 21. Carrière Reillard à Boulbon.
Le Cabaret, quatorze nuits de cabaret composées par S.K. S.K., bureau de théâtre, conception artistique d'Agnès Trolly et Jérôme Descamps.
Du 18 au 31 juillet à partir de 23 heures. Gymnase du lycée Saint-Joseph.
Le procès d'après Franz Kafka, mise en scène de Dominique Pitoiset. (Lire page VII)
Du 10 au 20 juillet à 22 heures, relève le 14. Cour du lycée Saint-Joseph.
La Médiocratie d'Antonio Uli de Benoît Bredt, mise en scène de Heiner Müller. Avec Martin Wuttke. (Lire page IX)
Du 29 au 31 juillet à 21 h 30. Théâtre municipal.
Hommage à Heiner Müller : le 28 juillet à 17 heures. Verger Urbain V.
La Castale, d'après la comédie d'Anton Pavlovitch Tchekhov, mise en scène de Margarita Mladenova et Ivan Dobitchey.
Du 21 au 26 juillet à 21 h 30. Théâtre municipal.
Le Passage de l'Indiane de Norman Chavette, mise en scène de Denis Maréau.
Du 10 au 16 juillet à 19 heures. Tinel de la Charreuse.
Maîtres anciens de Thomas Bernhard, adaptation et mise en scène de Denis Maréau.
Du 24 au 29 juillet à 22 heures. Cour du lycée Saint-Joseph.
Simplement compliqué de Thomas Bernhard, mise en scène de Jacques Néron.
Du 19 au 24 juillet à 19 heures. Gymnase Aubanel.
Bercail contre États-Unis, un procès historique, 1928 adaptation et mise en scène d'Eric Vigner.
Du 16 au 22 juillet à 17 heures. Salle du conseil du Palais des papes.
C'est pas facile... de Benoît Bredt/Emmanuel Bove/Antonio Tabuchi, mise en scène de Didier Bezace.
Volet Bredt : La Mère chez les petits-bourgeois, d'André Gide, les 11, 13, 15 et 17 juillet à 22 heures et les 12, 14, 16 et 18 juillet à 17 heures et les 12, 14, 16 et 18 juillet à 22 heures. Volet Tabuchi : Pénitence, les 15, 16, 17 et 18 juillet à 11 heures. Salle Benoît-XV.
Le Naufrage du « Titanic », de Hanz Magnus Enzensberger, mise en scène de Pierre-Alain Chappuis. Avec Philippe Chéreau. (Lire page VII)
Du 10 au 16 juillet à 22 heures, relève le 14. Cloître des carmes.
Les Fils de l'Amérique de Simone Benetis, mise en scène de Fauteur et Jean-Louis Hourdin.
Du 12 au 21 juillet à 22 heures, relève le 14. Cloître des carmes.
La Fin des monstres

écrit et mis en scène par Jean-Paul Wenzel.
Du 16 au 30 juillet à 22 heures, relève le 24. Montivies-Les Verdiers.
Le Cid du camédon, chorégraphie et mise en scène de Josef Nadj, numéros conçus et réalisés avec Annette. (Lire page X)
Du 17 au 27 juillet à 22 heures, relève le 22. Champfleury.
Domaine public, de Christine Coudry et Robert Cantarella, mise en scène de Robert Cantarella. (Lire page IX)
Du 24 au 31 juillet à 11 heures et à 18 heures. Église des carmes.
Ma Cour d'honneur 96 de et par Philippe Auron.
Du 12 au 19 juillet à 22 heures, relève le 14. Maison des Côtés du Rhône.
Woyzeck on the Highveld d'après Georg Büchner, mise en scène de William Kertridge.
Du 11 au 13 juillet à 21 h 30, relève le 14 à 22 heures. Spectacle en anglais. Théâtre municipal.
Faustus in Africa I d'après Goethe, mise en scène de William Kertridge.
Du 15 au 17 juillet à 21 h 20. Spectacle en anglais. Intermittent en français. Théâtre municipal.
Samuel Beckett.
Le Grain et le balie et Six heures brèves, mise en scène de Stuart Selke. La Dernière Barde, mise en scène de Mario Gonzalez.
Du 26 juillet au 2 août à 22 heures. Cloître des carmes.
Un Cid d'après Pierre Corneille, mise en marionnettes d'Émile Valentin.
Du 21 au 30 juillet à 11 heures. Maison des Côtés du Rhône. Rénovés 95 et 96, les 23 et 30 juillet à 24 heures. Jardin des Doms.
Champ d'expériences troisième Réseau « Eden sous-sol » d'Idiotopie, mise en scène de Bruno Schnebelin. (Lire page IX)
Du 15 au 24 juillet à 21 h 30 et à 23 h 30. Parc Aquatiques.
A partir de l'improvisation pour quelques acteurs paroles d'Anton Pavlovitch Tchekhov, Jean Vilar, Antoine Vitez et Louis Castel, mise en scène de Louis Castel.
Du 10 au 31 juillet à 19 heures, relève le 12. 22, rue Saint-Hippolyte.
Agolagique, d'après les meilleurs éditoriaux du théâtre public de ces dernières années, mise en scène d'Olivier Fy.
Du 12 au 17 juillet à 18 heures. Gymnase Saint-Joseph.
La Croix des oiseaux, lecture, mise en scène et scénographie d'Hubert Colas.
Du 29 au 31 juillet et du 1^{er} au 3 août à 19 heures. Tinel.
Ange des présences de Jean-Pierre Milovanoff, mise en scène de Laurence Mayet.
Du 20 au 25 juillet à 19 heures. Tinel.
Ma tuerie plus qu'à bon escient et Solomnie la possibilité de Gilbert Lely, mise en scène de Christian Rét.
Du 13 au 19 juillet à 18 heures. Église des carmes.

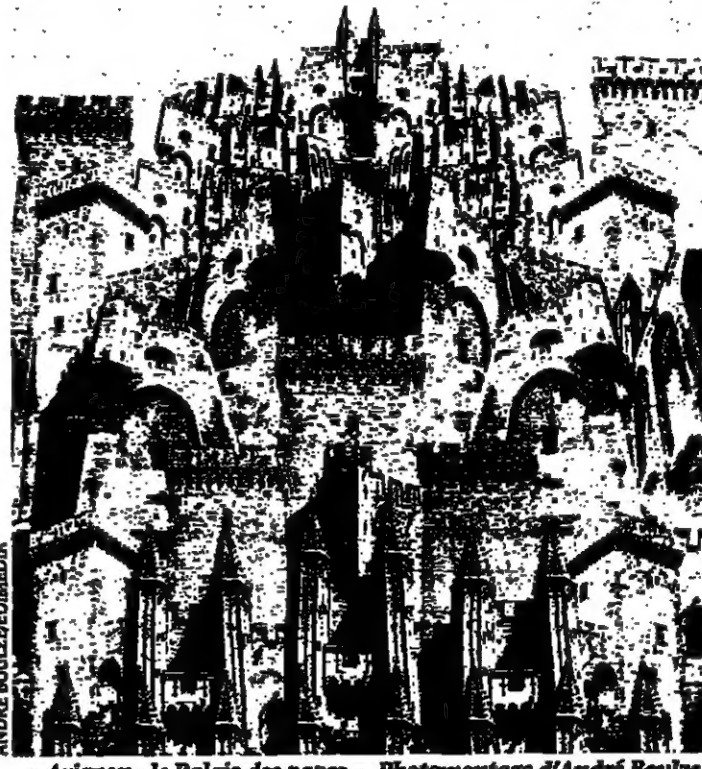
APARGHIS, (Lire page XII)
Du 21 au 26 juillet à 19 heures. Salle Benoît-XV.
Mendith Monk en concert, œuvres à cappella et pour voix et piano (1971-1989). (Lire page VIII)
Du 27 au 30 juillet à 19 heures. Gymnase Aubanel.
Poésies de quiet, musique, chorégraphie et mise en scène de Meredith Monk.
Du 26 au 30 juillet à 22 heures. Gymnase Aubanel.
surpris par Benjamin Lamsche.
Du 11 au 14 juillet à 11 heures et à 19 heures.
- Moments nomades à l'ère du del chorégraphie et interprétation d'Angelborg Liptay.
Du 17 au 20 juillet à 11 heures et à 19 heures.
- La Rague, chorégraphie et interprétation de Christine Bastin.
Du 23 au 26 juillet à 11 heures et à 19 heures.
- « Immédiatement I & II, tout de suite » chorégraphie et interprétation de Georges Appaix.
Du 29 juillet au 1^{er} août à 11 heures et à 19 heures. Chapelle des Pénitents-Blancs.

DANSE

Bill T. Jones/Anne Zane Dance Company
Utopias, Star in the place, D-Man in the West. (Lire page XI)
Du 31 juillet au 3 août à 22 heures. Cour d'honneur.
Bourgeois madams, comment allez-vous aujourd'hui, il fait beau.
Il y a sans doute pleuvoir et coïncider mise en scène d'Alain Platel. (Lire page VIII)
Du 19 au 24 juillet à 22 heures. Cloître des carmes.

MUSIQUE

Messe modale de John Alain (1911-1940) sous la direction d'Ivan Domzalski.
Du 28 juillet à 10 heures. Métropole Notre-Dame des Doms.
Culte d'orgue.
Jean-William Jansen (Toulon), le 14 juillet à 17 heures à l'église de Roquemaure.



« Avignon : le Palais des papes ». Photomontage d'André Boulzeau.

Les Consensuels d'Hélène, chorégraphie de Josef Nadj. (Lire page X)
Du 11 au 16 juillet à 19 heures. Gymnase Aubanel.
Sondal Point, conception et chorégraphie de François Raffinot. (Lire page XI)
Du 26 au 30 juillet à 22 heures. Cloître des carmes.
Chorégraphie de Mathilde Monnier. (Lire page XII)
Les 10, 12 et 14 juillet à 15 heures et à 19 heures, 11 et 13 juillet à 19 heures. Gymnase Saint-Joseph.
Salle Mortal, chorégraphie de Toméu Vergès.
Du 29 juillet au 2 août à 19 heures. Salle Benoît-XV.
Quatre solos.
- Jore, chorégraphie de Claude Brumachon, in-

Georges Guillard (Paris), le 21 juillet à 17 heures à l'église de Malaucène. Jean Ferradell 1 Sole (Rome-Italie), le 25 juillet à 21 heures à l'église de Caumont-sur-Durance. Martin Gaster (Strasbourg), le 27 juillet à 16 heures en la cathédrale Saint-Théodorik d'Uzès. Luc et Lucienne Antonini, le 10 juillet à la métropole Notre-Dame des Doms. Concerts violon, chant et orgue, les 17, 24 et 31 juillet à 18 heures à la métropole Notre-Dame des Doms.
Centre Acantbes : 10^{ème} anniversaire.
Pierre Boulez, Henri Dutilleul, György Ligeti, Jannis Xenakis. (Lire page XII)
Cours généraux et pratiques du 12 au 25 juillet, Forum Les Angles. Concert du 10^{ème} anniversaire avec l'Ensemble Inter-Contemporain, sous la direction de Pierre Boulez. Le 15 juillet à 19 heures. Forum Les Angles. Concerts publics les 13, 17, 18, 20, 22, 24 et 25 juillet à 18 heures, église de la Chartreuse.

EXPOSITIONS

1947 - Naissance d'un festival et Théâtre d'Avignon du Théâtre du Peuple au Théâtre du Sol.
Du 9 juillet au 3 août, de 11 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 18 h 30. Maison Jean-Vilar.
Avignon : deux palais pour Rodin.
Jusqu'au 1^{er} septembre, de 11 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 18 h 30. Palais des papes et Petit Palais.
Pages de carnets.
Desirs de Michel Sauter.
Du 9 juillet au 3 août, de 11 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 18 h 30. Maison des Côtés du Rhône.
Un peintre et son modèle, les Alpilles.
Encre de Mario Prassinos (1908-1977), photographies d'Yves Gallois (1905) et la plume « La Colline d'Agallènes ».
Jusqu'en septembre, tous les après-midi sauf mercredi. Avenue Durand-Mollard, Saint-Hippolyte de Provence. Tél. : 90-82-35-12.

LECTURES

Les lectures de France-Culture au musée Calvet.
Figures de l'Amour : « Poèmes et promesses de René Char », lus par Dominique Blanc et Michel Piccoli avec Paul Veyne, les 13 et 14 juillet à 24 heures. « Pour Gilbert Lely » (quatre lectures proposées par Christian Rét), du 15 au 18 juillet à 24 heures. « Vite Nova », de Dante Alighieri, avec Marcel Bonzon, du 20 au 24 juillet à 24 heures. Poésies d'Algerie : « A chacun son jugement », de Kadd Ould Abderrahmane, avec Sid Ahmed Agoumi, Sonia..., le 21 juillet à 11 heures. « Les Volées », d'Abdelkader Alouadi, avec Sid Ahmed Agoumi, le 22 juillet à 11 heures. « Soire les langues françaises » (deux rencontres à 22 heures) : Hector Bianciotti (le 10 juillet, René Depierre (le 11), Kenneth White (le 12).
Nuit des ondes.
cinq nuits d'écoute radiophonique, du 15 au 19 juillet à 22 heures. Pont Saint-Bénézet.
« Jean Vilar, Avignon 1947-1970 », par Madeleine Solé et Alain Truizat, « L'Acteur, métier, passion », par Blanche Masson, « Pour Marguerite Duras », par Jean-Marc Turin, du 15 au 19 juillet à 22 heures.
Les lectures-rencontres de la Chartreuse du 17 au 24 juillet, à 17 heures. Gave du page.
Capitales de l'Amour, présentation des textes par Guilaine Farnet en présence des auteurs, le 17 juillet : L'Éloge de la vie, de Christine Angot, lus par Elisabeth Maccoz, le 18 juillet. Les auteurs en résidence de coproduction : Jean-Marie Parnette et Patrick Lerch, le 19 juillet ; Roland Fichet et Ferry Mentel, le 20 juillet ; Noëlle Herault et Patrick Kermarrec, le 21 juillet ; Michel Azama et Luc Tard, le 22 juillet ; Didier Georges Gally et Alain Béhar, le 23 juillet ; Philippe Mignery et Kossi Eloué, le 24 juillet. Bacon, le ring de la douleur, texte de Pierre Charras, lu par André Marcon, le 21 juillet à 11 heures et 18 heures à l'église des carmes.
Pièce en prose, par Claude Santelli, sur une idée de Jean-Claude Carrière, avec Pierre Arditi, Roland Bertin, Dominique Blanc, Gérard Desarthe, Françoise Fabian, Denise Gence, Anouk Grinberg, Didier Sandre, Nade Strancar et Jean-Louis Trintignant, du 18 au 27 juillet à 19 heures au musée Calvet.
Festes d'écritures.
Une leçon de théâtre, par Gérard Desarthe, du 22 au 26 juillet à Saint-Louis d'Avignon, sur inscription.

Pratique

● Mémento. Du 9 juillet au 3 août. Ouverture des portes une demi-heure avant le début du spectacle. Salle numérotée : Cour d'honneur. Placement libre dans tous les autres lieux.
● Prix. Cour d'honneur : de 110 F à 190 F. Théâtre municipal : de 110 F à 160 F. Carrière Reillard à Boulbon : de 140 F à 190 F. Tous les autres lieux : de 50 F (lectures) à 130 F.
● Réservations. Par téléphone : 90-14-14-14 (de 11 heures à 19 heures). Par Minitel : 3615 code AVIGNON. Bureaux de location : Saint-Louis d'Avignon, rue Portail-Boquier, 84000 Avignon (de 11 heures à 19 heures). Fnac : Paris (Bastille, Étoile, Forum, Micro, Italiens, Montparnasse), Créteil, Cergy, la Défense, Noisy, Party II, toutes les Fnac de province.
● Numéros utiles. Office de tourisme d'Avignon : 90-82-65-11. Office de tourisme de Villeneuve : 90-25-61-63. Mairie : 90-80-80-00. SNCF : 36-35-35-35. Taxis : 90-82-20-20. CEMEA : 90-27-09-98. Chartreuse : 90-15-24-24.

Conception
Olivier Schmitt
avec Brigitte Salino
et Dominique Fréard
Réalisation :
Philippe Périn
et Marie-Laure Phéippeau

14 JUILLET - 15 AOÛT
PARIS QUARTIER D'ÉTÉ
LE FESTIVAL DE NOS VACANCES FAVORIS
RENSEIGNEMENTS
44 83 64 40
BILLETTERIE FNAC
49 87 50 50
PROGRAMME D'OPÉRA EN LIGNE

Le Monde
à Avignon du 9 au 31 juillet au cloître Saint-Louis
20, rue Portail-Boquier
ENTRÉE LIBRE
Le Monde vous invite à vivre le Festival d'Avignon dans le journal, sur place et sur écran!
Dans Le Monde
La vie du Festival au jour le jour : critiques, reportages, entretiens...
Le Monde en Avignon
Rencontres et débats au cloître Saint-Louis avec ceux qui font le Festival (avec la participation des étudiants de l'École d'Art d'Avignon et de l'École Camille Mounier)
Parallèles invités : Mercredi 10 à 16 heures : Alain Françon - Jeudi 11 à 11 heures : Mathilde Monnier
Vendredi 12 à 16 heures : Denis Madama - Mercredi 17 à 15 h 30 : Joseph Nadj
Jeudi 18 à 15 h 30 : Dominique Pitoiset - Vendredi 19 à 15 h 30 : Silvio Purcaro
Lundi 22 à 16 heures : Jacques Néron - Mardi 23 à 16 heures : Margarita Mladenova et Ivan Dobitchey
Samedi 27 à 16 heures : Jean-Paul Wenzel - Mercredi 31 à 15 h 30 : débat autour de la danse
RFU/Le Monde « La Grande Affiche »
du mardi 16 au vendredi 19 à 18 heures à l'Espace Le Monde enregistrement en direct
99 FM à Paris et autres ondes, FM, par satellite et sur le câble
Le Monde sur Internet <http://www.lemonde.fr>
Evocation de cinquante ans de Festival (avec la Maison Jean-Vilar et les photos de l'agence Bernard) ; journal du Festival 96 : cinquante jour artistes, auteurs, spectateurs en scène répondent à vos questions et dédicent votre cyber livre d'or.
et sur Minitel : 3615 LEMONDE (sans frais)
Réservations, le programme du Festival, les rendez-vous de l'Espace Le Monde et le jeu du Festival
● A l'Espace Le Monde, de 10 heures à 19 heures : une librairie avec l'ensemble des publications du Monde
● Pendant toute la durée du Festival, Le Monde sera en vente le soir-même de sa parution.

